



Les oubliés de Noël

En ces veilles de fêtes, joyeuses et plénissimes, le rapport qui vient de paraître de l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) jette comme un froid. Tout y est dit en quelques mots : après avoir connu quarante années de progrès, de vastes zones du tiers-monde sont à nouveau dans la pauvreté ; et les enfants sont les premières victimes de cette situation.

Bien sûr, beaucoup a été fait pour réduire la mortalité infantile dans les pays pauvres. Au cours des années 80, la proportion des enfants du tiers-monde vaccinés contre les principales maladies est passée de 10 % à 50 %. Ce qui permet, chaque année, de sauver plus d'un million et demi de vies. On a réussi, d'autre part, à diminuer sensiblement l'écoulement provoqué par les maladies diarrhéiques grâce à un moyen très simple et peu coûteux : la réhydratation orale. Près d'un million d'enfants sont sauvés ainsi chaque année.

Sur la plupart des pays d'Asie peuvent se prévaloir de progrès économiques constants, il n'en est pas de même pour les autres grandes régions du tiers-monde : le développement y a été stoppé net du fait de la chute considérable des prix des matières premières et de l'accroissement vertigineux du poids de la dette extérieure.

Dans beaucoup de pays, souligne l'UNICEF, les pauvres n'ont tiré qu'un maigre avantage des milliards de dollars empruntés et prêtés de manière souvent irraisonnée. Ils le payent même très cher puisque, ces dernières années, les quarante pays les plus démunis de la planète ont vu leur dépenses de santé et de 25 % de leur dépenses d'éducation. Les conséquences sur les enfants ont été dramatiques : dans ces pays, on a relevé non seulement une diminution des taux d'inscription scolaire, mais une aggravation de la malnutrition, une dégradation du rapport moyen poids-taille chez les moins de cinq ans et, parfois, une nouvelle hausse de la mortalité.

Peut-on pour autant baisser les bras ? Avec d'autres, l'UNICEF demande aux banques et aux gouvernements de réduire massivement le montant de la dette des pays pauvres. A supposer que cela se fasse, il faudrait bien davantage encore. Si l'on n'aide pas ces pays à se remettre sur les rails de la croissance, on ne fera, remarque le rapport, que renouer l'ameublissement de la prison dans laquelle ils se trouvent enfermés.

L'UNICEF propose d'organiser un « sommet international » en faveur des enfants. Qui n'y souscrirait ? On ne peut qu'approuver d'autre part les efforts actuellement entrepris pour faire adopter en 1989 une convention internationale des droits de l'enfant. Mais, dès à présent, des initiatives économiques s'imposent de la part des pays les plus riches pour que dix ans d'efforts en faveur des enfants du tiers-monde ne soient pas anéantis. Ce n'est pas une simple nécessité humanitaire : de la situation de ces centaines de millions d'enfants sinistrés dépend aussi notre propre avenir.

M 0147 - 1224 0 - 4,50 F



3790147004500 12240

Selon les premiers résultats de l'enquête

L'explosion du Boeing de la Pan Am serait bien due à un attentat

Alors que les recherches se poursuivent à Lockerbie, le village écossais où s'est écrasé, mercredi 21 décembre, un Boeing 747 de la Pan Am, les enquêteurs penchent de plus en plus en faveur de la thèse de l'attentat. Ils s'appuient non pas sur la revendication transmise jeudi par téléphone par un homme affirmant s'exprimer au nom des « gardiens de la révolution », mais sur les premiers indices matériels recueillis sur les lieux de la catastrophe.

Les experts n'ont relevé jusqu'à présent aucun indice d'une rupture de la carlingue par « fatigue » du métal. L'explosion de l'appareil en plein vol étant considérée comme certaine, les enquêteurs privilégient la thèse du sabotage mais attendent l'analyse des deux boîtes noires avant de se prononcer définitivement. L'hypothèse est loin d'être écartée à Washington où le FBI a ouvert une enquête sur la piste d'un avion civil est un grand crime.

La capitale américaine résonne d'autre part des échos d'une vive polémique depuis que l'on a appris que des menaces avaient été transmises récemment contre le vol Pan Am Francfort-New York via Londres. A Téhéran enfin, le premier ministre iranien, M. Mousavi, a démenti toute implication de son pays. Exprimer ses condoléances, il a affirmé que « prendre pour cible un avion civil est un grand crime ».

(Lire nos informations page 3.)

La fusion Alsthom-General Electric

La France et la Grande-Bretagne regroupent leur électro-mécanique

Nouveau coup de théâtre dans l'électromécanique. Après la constitution, il y a dix-huit mois, du géant helvético-suédois Asea-Brown Boveri (ABB), la Compagnie générale d'électricité (CGE) et le groupe britannique General Electric Company (GEC) ont signé, le jeudi 22 décembre, un accord de principe pour fusionner leurs activités dans le gros matériel électrique et constituer ainsi le second groupe européen du secteur.

La nouvelle société de droit néerlandais sera contrôlée à parts égales par les deux groupes. Elle rassemblera la totalité d'Alsthom, l'une des principales filiales de la Compagnie générale d'électricité (CGE), et la division Power System de General Electric Company (GEC), qui représente environ un quart de l'activité du groupe britannique.

C'est l'actuel président d'Alsthom, M. Jean-Pierre Desgeorges, qui présidera la nouvelle entité, laquelle emploiera 85 000 personnes dans le monde et réalisera

un chiffre d'affaires de 43 milliards de francs, dont la moitié à l'exportation.

Le plus gros de ses activités sera concentré dans le secteur de l'énergie : la production (turbines, centrales hydroélectriques, etc.), où le nouveau groupe sera le leader mondial, et le transport-distribution (transformateurs, appareillages électriques divers), où il se classera second, derrière ABB.

VÉRONIQUE MAURIS.
(Lire la suite page 24.)

La baisse du chômage

Le nombre des demandeurs d'emploi a diminué de 65 200 depuis le début de l'année.

PAGE 24

Les règlements en Afrique du Sud-Ouest

Deux accords signés aux Nations unies.

PAGE 4

L'« image » de M. Rocard

Comment « vendre » un premier ministre qui ne croit plus au politique.

PAGE 10

Le sommaire complet se trouve en page 28

L'Etat et les siens

La tristesse des enseignants

L'Etat-patron a été secoué par l'automne social et le chapelet des grèves, des gardiens de prison à la RATP en passant par les infirmières. Le premier employeur de France est-il capable de gérer la malaise, diffus ou déclaré, des différentes catégories de personnels qui dépendent de lui ? Après les agents des transports publics, les postiers, les employés de la Sécurité sociale (1), nous analysons le sort des enseignants et le débat sur la revalorisation de leur métier.

Depuis le temps que les « profs » gémissent sur la nullité des élèves, l'indigence de leur salaire et le mépris de l'éducation nationale, on risquerait presque de ne plus entendre leurs lamentations. Mais il suffit, ces temps-ci, de tendre l'oreille dans une salle

de professeurs... ou de lire le courrier des lecteurs du Monde pour constater que l'amertume est en train de faire place à la rancœur, voire à la colère.

Quand cessera-t-on de nous traiter comme des imbéciles bénévoles ? lance un professeur agrégé de Biarritz. Un adjoint d'enseignement en lettres classiques de Toulouse brandit sa feuille de paie : 8 040 F nets mensuels, après quinze années de service. « Je me prive de voyages en Italie. Mon salaire est celui d'un ouvrier qualifié à la RATP », affirme-t-il. La gauche du peuple enseignant, elle-même, est atteinte. « Nous sommes de plus en plus désabusés, reconnaît un professeur de collège socialiste. Mais nous hésitons encore à étaler notre dépit, par crainte d'être démobilités et de trahir notre camp ».

Pendant tout l'automne, ils ont assisté, non sans envie, au grand

défilé des corporations en quête de pouvoir d'achat et de reconnaissance sociale : infirmières, postiers, cheminots... Mais les profs, en dépit d'une rentrée dans des classes surchargées, n'ont presque pas bronché. Un mot magique les a retenus depuis un an : « revalorisation ».

Lancée par M. Monory, la promesse d'une réhabilitation financière a pris corps à leurs yeux avec le retour de la gauche aux affaires. Entre-temps, les discours sur la « priorité à l'éducation » et sur la crise du recrutement avaient convaincu l'opinion de la nécessité d'améliorer le sort des pédagogues, pour le bien des enfants et l'avenir du pays. Dès lors, le tabou des salaires a sauté.

PHILIPPE BERNARD.

(Lire la suite page 17.)

(1) Le Monde des 21, 22 et 23 décembre.

La réélection du président Chadli



Le président algérien Chadli Bendjedid, qui, après les émeutes d'octobre, sollicitait un troisième mandat, a été réélu avec plus de 80 % des suffrages exprimés, selon les résultats officiels.
(Lire page 4 l'article de FREDÉRIC FRITSCHER.)

Mobilisation en faveur des victimes et défiance à l'égard de Moscou

La diaspora arménienne à l'heure du séisme

Le tremblement de terre qui a ravagé, le 7 décembre, le nord de l'Arménie a provoqué un grand mouvement de solidarité dans le monde, et notamment la mobilisation de l'importante diaspora arménienne.

La catastrophe qui vient de s'abattre sur l'Arménie a démontré, en même temps que l'ampleur de la solidarité internationale, l'étonnante capacité de mobilisation de la diaspora arménienne. Quelques heures à peine après l'annonce du séisme, le mercredi 7 décembre, les organisations arméniennes avaient déjà pris des initiatives, créé des cellules de crise, mobilisé des médecins, alerté les autorités françaises et les organismes humanitaires. Dans les églises de toutes confessions (apostolique, évangélique, catholique), dans les bureaux des deux quotidiens *Haratch* et *Garmk*, dans celui de l'hebdomadaire *Achkhaki*, dans les locaux des multiples associations, de Paris à Marseille, de Los-Angeles à Sydney, de Buenos-Aires à Boston, de Montréal à Beyrouth, à Athènes et à Stockholm, une foule de bénévoles de tous âges, issus de toutes les couches sociales, a spontanément afflué, attestant l'existence d'une véritable société civile arménienne.

A défaut d'Etat, les structures communautaires ont maintenu une identité nationale bâtie sur l'attachement à une patrie, au sens de la terre des ancêtres : le plateau arménien surmonté du mont Ararat, sur une religion, une langue et une culture communes et sauvegardées par la mémoire d'un passé parfois prestigieux, souvent tourmenté.

Le génocide de 1915 constitue l'événement-matrice, l'acte fondateur de la diaspora. S'il est vrai que ce « peuple de négoces » (F. Braudel) a essaimé depuis le haut Moyen Age, dans une nébuleuse de colonies, le long des voies de commerce maritimes et continentales entre l'Europe et l'Extrême-Orient, la dispersion actuelle est la conséquence directe des déportations et des massacres systématiques dont ont été victimes les deux millions d'Arméniens de l'Empire ottoman en 1915, et dont les effets ont été prolongés par la révolution kémaliste, par la soviétisation de l'Arménie (décembre 1920), et par l'évacuation de la Cilicie par les Français (1921).

Depuis 1945, la mise en place des démocraties populaires dans les Balkans, la guerre civile en Grèce, les révolutions et la désintégration des Etats du Proche-Orient où s'étaient dispersés, entre les deux guerres, la majeure

rité des réfugiés arméniens, ont déclenché à nouveau un flux migratoire de l'Orient vers l'Occident qui voit arriver, par vagues successives, les Arméniens de Grèce, de Bulgarie, de Roumanie, de Palestine, d'Egypte, d'Irak, de Chypre, de Syrie, du Liban, de Turquie et d'Iran. Les causes de ces départs sont toujours politiques, les communautés arméniennes s'accommodant mal de l'installation des régimes autoritaires dont les quatre variantes - socialisme, nationalisme, militarisme, théocratie - entraînent une diminution des libertés économiques et culturelles nécessaires à la survie d'une minorité.

ANAHIDE TER MINASSIAN
et CLAIRE MOURADIAN.
(Lire la suite page 6.)

Le Monde

SANS VISA

■ Musées nouvelle vague en Allemagne.
■ La table : Le Train bleu et La Coupole.
Pages 13 à 15

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 150 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Islande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 150 esc. ; Suède, 336 F. ; Suisse, 1,50 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

هكذا من الأصل

Débats

Un entretien avec le pasteur Jacques Stewart

« L'Évangile s'exprime mal à travers des paroles précipitées ou crispées »

Le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, est devenu, jeudi 23 décembre, président du Conseil d'Églises chrétiennes en France, créé il y a un an. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il revient sur les « divergences » qui ont marqué les relations entre catholiques et protestants à propos du film de Martin Scorsese, du SIDA ou de la pilule abortive. « La dynamique de l'Évangile s'exprime mal à travers des paroles précipitées ou crispées », déclare le pasteur Stewart, qui avait participé, à la demande du premier ministre, à la mission de dialogue en Nouvelle-Calédonie.

« UN an après la création du Conseil d'Églises chrétiennes, catholiques, protestants, orthodoxes n'ont pas été capables de faire une seule déclaration commune sur les grandes questions politiques (élection présidentielle, Nouvelle-Calédonie) ou de société (SIDA, pilule abortive). La preuve de son utilité ne semble pas avoir été faite. Quelle en est la raison ? »

« Nous avons défini ce Conseil d'Églises comme une structure de dialogue permanente, mais cet objectif est loin d'avoir été pleinement atteint. Je partage la déception, que vous exprimez, d'un public qui attendait des Églises une parole commune, forte, engagée, voire prophétique, dans notre société, y compris sur des questions soulevées par l'actualité. Mais vous savez d'où nous venons. Il fallait d'abord apprendre à travailler ensemble. Nous sommes en période de rodage. »

« L'œcuménisme est plus nécessaire que jamais »

« La réalité de cette déception n'est-elle pas plutôt liée à la réaffirmation autoritaire du fait catholique, à laquelle on assiste à travers la hiérarchie épiscopale en France ? Ce Conseil n'arrive-t-il pas trop tard, dans une période que certains qualifient déjà de « post-œcuménisme » ? »

« Ma réponse est non, sans ambiguïté : nous ne sommes pas dans une phase de post-œcuménisme. Au contraire, l'œcuménisme est plus nécessaire que jamais. Il doit même gagner en intensité, en lucidité, en franchise. Nous avons à apprendre à nous expliquer et à assumer nos divergences, qui ne se limitent pas à la pilule abortive ou au film de Scorsese. »

« Je ne nie pas que celles-ci provoquent parfois des turbulences entre nos Églises, mais elles n'ont pas entamé le trésor

dont nous vivons ensemble — la foi en Jésus-Christ, — dont nous avons à rendre compte en commun, et qui est largement supérieur à des divergences d'appréciation ponctuelles. »

« Comment expliquez-vous qu'elles se soient subitement aggravées ? »

« Ces divergences ont toujours existé, mais l'actualité en a précipité et quelque peu dramatisé l'expression. Or la dynamique évangélique s'exprime mal à travers des paroles précipitées ou crispées, et cela vaut, bien sûr, aussi bien du côté protestant que du côté catholique ! »

« Nous regrettons les effets d'une parole et d'une pratique magistérielles qui se veulent, certes, indicatives et pédagogiques, mais qui, compte tenu du poids de l'histoire et de la tradition, en France, sont perçues comme une loi-cadre du permis et du non-permis à prétention universelle. »

« Le scepticisme croît »

« Quelles leçons tirez-vous de cette minicrise ? »

« Il nous faut éviter de dicter des conduites morales aux autres, mais chercher et projeter les éclairages évangéliques possibles sur les situations évoquées. Nous pensons, nous, protestants, qu'une lecture de la Bible en situation, c'est-à-dire informée par l'expérience personnelle communautaire, par les événements de l'actualité, par les informations des sciences humaines, économiques, politiques, peut conduire les croyants à inventer en permanence des modes d'obéissance à la parole de Dieu qui leur paraissent les plus justes et les plus adaptés, mais toujours provisoires et à reconsidérer. »

« S'il ne faut pas dramatiser les divergences actuelles, au sein des Églises, il est vrai aussi que le scepticisme croît dans nos communautés par rapport à des habitudes œcuméniques que nous pensions fermement ancrées, comme la semaine de prière pour l'Unité. Elles sont pourtant plus justifiées que jamais. »

« Les Églises chrétiennes doivent être plus audacieuses et prendre l'initiative de témoignages publics, à tous les échelons, sur des problèmes de société comme l'attitude devant la vie, la souffrance, la mort ou la justice, la finalité du travail, la solidarité avec les pauvres (personnes et peuples), etc. La pluralité des contradictions entre nous est loin d'être un handicap. Au contraire, le fait même de parler en termes différents, des mêmes problèmes, au nom de notre espérance commune en Jésus-Christ, peut être une source d'enrichissement. »

« Quel diagnostic portez-vous sur le protestantisme, un an et demi après votre arrivée à la présidence de la Fédération protestante de France ? »

« Je ressens un grand nombre de potentialités au sein du protestantisme, mais je suis frappé en même temps de constater la difficulté qu'elles ont à se manifester. »

« Parmi les valeurs que le protestantisme, au cours de son histoire, a particulièrement défendues, on trouve la laïcité. Croyez-vous, comme le disent les catholiques, que ce concept aussi doit être renouvelé ? »

« Je pense qu'il y a des enjeux considérables dans le dialogue entre les Églises, les différentes familles de pensée et l'État. Il est urgent de redéfinir une sorte de pacte laïc. La mission de dialogue en Nouvelle-Calédonie a illustré l'intérêt d'une mise en commun de toutes les capacités qui existent dans notre société, y compris celles qui sont d'origine philosophique et religieuse et ont des regards bien différents à proposer sur l'homme et sur le monde. Plutôt que de les ignorer, de reléguer les religions dans la sphère de la vie privée, il faut les faire travailler ensemble au service du bien public. Ce pacte laïc pourrait s'exprimer sur d'autres terrains. Je pense, en particulier, à l'enseignement sur les religions, à propos duquel un consensus semble s'exprimer. »

« Les protestants manquent d'audace »

« Les protestants manquent d'audace et de projets mobilisateurs. Ils maîtrisent moins bien que les catholiques les moyens modernes de communication et doivent se mettre d'urgence au travail sur la manière de mieux faire entendre leur message. Comme l'écrit Jean Baubérot (1), religion laïque, minoritaire, à la fois bien intégrée dans la société française et sensible aux situations diverses d'injustice et de marginalisation — dont il a lui-même tant souffert au cours de son histoire, — le protestantisme est au carrefour des différents courants de pensée qui comptent aujourd'hui dans le pays. Mais, d'évidence, nous ne savons pas bien utiliser cette originalité. »

« Jean Baubérot, justement dans son livre, estime que le protestantisme, ayant réussi à faire partager par les autres les valeurs dont il est porteur, a en contrepartie perdu sa spécificité. Partagez-vous ce point de vue ? »

« Il nous faut redécouvrir les conditions et les cohérences de cette spécificité, assumer les exigences et la plénitude des affirmations que nous répétons volontiers : l'Écriture seule, le Christ seul, la grâce seule, la foi seule, dans la vie quotidienne, relationnelle, sociale, dans la relation à l'argent, au pouvoir, etc. Ces affirmations ne doivent pas rester pour nous de belles incantations. Il y a encore tant à vivre à partir d'elles dans nos situations de chrétiens minoritaires et disséminés ! »

Pour un nouveau « pacte laïc »

« Parmi les valeurs que le protestantisme, au cours de son histoire, a particulièrement défendues, on trouve la laïcité. Croyez-vous, comme le disent les catholiques, que ce concept aussi doit être renouvelé ? »

« Je pense qu'il y a des enjeux considérables dans le dialogue entre les Églises, les différentes familles de pensée et l'État. Il est urgent de redéfinir une sorte de pacte laïc. La mission de dialogue en Nouvelle-Calédonie a illustré l'intérêt d'une mise en commun de toutes les capacités qui existent dans notre société, y compris celles qui sont d'origine philosophique et religieuse et ont des regards bien différents à proposer sur l'homme et sur le monde. Plutôt que de les ignorer, de reléguer les religions dans la sphère de la vie privée, il faut les faire travailler ensemble au service du bien public. Ce pacte laïc pourrait s'exprimer sur d'autres terrains. Je pense, en particulier, à l'enseignement sur les religions, à propos duquel un consensus semble s'exprimer. »

« Pour me résumer, je dirai que notre tâche principale d'hommes d'Église est de rendre témoignage d'un règne, règne du Christ et de l'homme régénéré, réconcilié. Il faut que ce soit lui, le Christ, qui grandisse en nous. C'est lui, parole de vérité, de liberté, de vie, faite chair, qu'il nous faut désigner, et non nos Églises. C'est l'essentiel du mystère de l'Incarnation que nous allons célébrer à Noël. »

Propos recueillis par HENRI TINCO.

(1) Le protestantisme doit-il mourir ? par Jean Baubérot. Le Seuil, 285 pages, 110 F. (Voir le Monde du 14 décembre.)

Le temps de la confiance

par FRÈRE ROGER (*)

EN cette fin du vingtième siècle, dans le Nord comme dans le Sud, à l'Est comme à l'Ouest, de nombreux jeunes sont marqués par des cassures de toutes sortes : cassure des générations, abandons humains, ruptures familiales. Le cœur parfois se meurt de solitude. Certains vont jusqu'à perdre le goût de la vie. Leurs capacités s'épuisent dans l'ennui, les obsédants « à quoi bon ? » Ce sont là parmi les plus forts traumatismes de notre temps.

S'il est vrai que certains jeunes sont glacés jusque dans leurs os par les désenchantements, ce qui est encore plus vrai c'est que, partout sur la Terre, il y a des jeunes inventifs, créateurs. A Taizé, nous en sommes des témoins étonnés : ces jeunes-là sont capables d'éveiller au sens de la vie ceux qui étaient livrés au scepticisme et au découragement.

Voyant, semaine après semaine, tout au long de l'année, tant de visages, qu'ils soient siciliens ou scandinaves, portugais ou slaves, africains ou asiatiques, une question nous habite : ces jeunes connaissent-ils assez toutes leurs ressources intérieures pour être créateurs de confiance et de paix ? Pour nous, le plus important est de les écouter avec confiance.

Ce qui captive un grand nombre de jeunes, c'est de rendre la Terre habitable. Sur les deux hémisphères, toute une jeune humanité aspire à guérir les déchirures entre le Sud et le Nord, entre l'Est et l'Ouest. Certains jeunes, croyants ou non croyants, prennent des risques pour être, au cœur de ces déchirures, des fermentes de confiance.

Pour rendre la Terre habitable, ces jeunes savent qu'une des conditions de la paix sera toujours une plus juste répartition des richesses. La répartition injuste est une blessure faite à la communauté humaine. Elle est source de conflits et de guerres.

Pour tant de jeunes qui aspirent à la paix, il est important que leur énergie ne s'épuise pas, qu'ils ne se replient pas en petits groupes, mais puissent construire avec tous, sans ségrégation des âges, et qu'ils saisissent que leurs intuitions sont prises au sérieux. Je voudrais en donner un exemple. A la fin de chaque année, quittant Taizé, nous avons une rencontre

de jeunes dans une grande ville (1).

Pour rendre la Terre habitable, une réalité est à la source de toutes les autres. Elle prend vie à l'intérieur de la personne. Elle porte le nom de paix du cœur. La paix du cœur permet de tenir debout, de prendre des risques pour les autres, de reprendre la route quand l'échec, les épreuves, les découragements, pèsent lourdement sur les épaules humaines. Cette paix des profondeurs soutient aussi un regard poétique sur la création et sur les créatures. La paix du cœur est source d'une joie intérieure qui souvent s'exprime en musique. Et voilà que s'éveille le bel étonnement, un souffle poétique, une simplicité de vie et, pour ceux qui peuvent la saisir, une vision mystique de l'être humain.

Des multitudes puisent cette paix intérieure dans une mystérieuse présence. Cette présence est celle de l'Esprit, habitant chaque être humain sans aucune exception, même ceux qui n'en ont pas conscience. Mais l'Esprit de Dieu — pour le chrétien, l'Esprit du Christ ressuscité — ne s'impose jamais. Alors ce serait déjà se distancer de lui que de vouloir imposer à quiconque le mystère de cette présence.

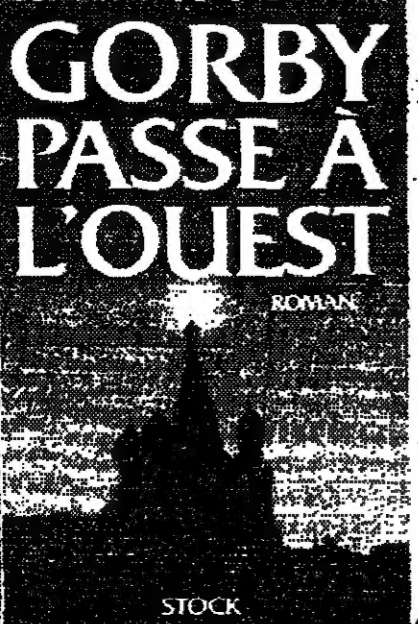
Dans les périodes les plus rudes de l'histoire, bien souvent un petit nombre de femmes et d'hommes, répartis à travers le monde, ont été capables de renverser le cours de certaines évolutions historiques. Pour être de ceux-là, il n'est pas besoin de l'expérience de toute une vie. Aujourd'hui, dans toutes les nations, à est des jeunes qui donnent tout d'eux-mêmes pour transformer les déterminismes de haine, de violence et de guerre. Pour ma part, j'irais jusqu'au bout du monde s'il le fallait pour dire ma confiance dans ces jeunes.

Souvent, ils sont d'invisibles fermentes de paix. Mais déjà ils guérissent les déchirures de la famille humaine. Leur confiance éveille le bel espoir humain. Dès maintenant, ils donnent à comprendre que nous ne sommes plus dans le temps de la crainte mais dans le temps de la confiance.

(*) Frère de Taizé.

(1) Cette année, il y aura une rencontre asiatique à Madras (27 au 31 décembre) et une rencontre européenne à Paris (30 décembre, 4 janvier), étapes d'un « pèlerinage de confiance sur la Terre ».

Un formidable reportage sur le Kremlin, la corruption, le gâchis en Union Soviétique.



Écœuré par les résistances, le numéro Un du Kremlin profite d'un séjour en Finlande pour passer à l'Ouest. Un livre plein d'enseignements sur la vie de tous les jours à Moscou... Lecture agréable, mais aussi utile.

Description vivante, drôle, stupéfiante de la réalité soviétique et de la montée au Kremlin de Gorbatchev et de Madame.

Rien n'échappe à la plume acide de l'auteur.

Le premier thriller français de la Perestroïka. Rien n'y manque. Un itinéraire que l'intourist s'appliquera à ne pas vous faire parcourir.

264 pages
89 F

Stock

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDOPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-61

Donnée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montmorency, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 296 136 F

Impression : Le Monde, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 296 136 F

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDOPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-61

Donnée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montmorency, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 296 136 F

Impression : Le Monde, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 296 136 F

Impression : Le Monde, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 296 136 F

Impression : Le Monde, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 296 136 F

Impression : Le Monde, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 296 136 F

La destruction du Boeing de la Pan Am au-dessus de l'Ecosse

M. François Mitterrand a adressé, jeudi 22 décembre, un télégramme de condoléances à la reine Elizabeth et au président Reagan après que le Boeing de la Pan Am se fut écrasé sur la ville écossaise de Lockerbie.

Des messages de sympathie ont également été envoyés au président américain par M^{me} Thatcher, M^{me} Helmut Kohl et Mikhaïl Gorbatchev.

LOCKERBIE
de notre envoyé spécial

Le jour ne se lève que quelques heures en Ecosse à cette époque de l'année, et l'armée a installé des projecteurs alimentés par des groupes électrogènes pour éclairer les principales zones d'impact du Boeing 747 de la Pan Am. Celles-ci ont été fermées au public, et aux journalistes. Mais, même de loin, le spectacle est saisissant : des morceaux de fuselage, aussi hauts parfois que les maisons, sont plantés au hasard ; un réacteur est à l'écart ; à quelques kilomètres de Lockerbie, la cabine de pilotage repose en plein champ. Partout les experts s'affairent et la CIA est sur place.

Les habitants commencent à en avoir assez de répondre aux questions. L'un d'eux refait pour nous le récit qu'il a déjà tant de fois répété. « Il y a eu ce bruit. Je n'ai jamais entendu cela : la terre a tremblé, et toutes ces choses qui dégringolaient de partout. » On trouve deux morceaux de métal dans les endroits les plus insensibles à Lockerbie. Dans son jardin une dame a même ramassé un calendrier de la Pan Am sans parler de découvertes plus macabres.

L'autoroute A 74 qui relie Glasgow au sud du pays évite cette petite ville de trois mille habitants. La partie principale de l'appareil est tombée sur le remblai de l'autoroute et sur les maisons avoisinantes, creusant une tranchée profonde de 30 mètres de long, profonde d'un mètre 5 mètres. On trouve deux morceaux de métal dans les endroits les plus insensibles à Lockerbie. Dans son jardin une dame a même ramassé un calendrier de la Pan Am sans parler de découvertes plus macabres.

M. Mosche Aren, le nouveau ministre israélien des affaires étrangères, a également exprimé ses regrets pour la catastrophe, vendredi, lors de sa prise de fonctions. Mais il a ajouté : « Nous exprimons la grande tristesse de voir que nos alliés les Etats-Unis, qui jadis faisaient bloc avec nous contre le terrorisme international (...) ont oublié que l'OLP est la première organisation terroriste. Sa reconnaissance sous quelque forme que ce soit, ne fait qu'encourager l'extrémisme », a ajouté M. Aren, sans toutefois préciser à qui Israël imputait la responsabilité de l'accident.

Plusieurs vols ont été perturbés jeudi, en raison d'alertes à la bombe. Un avion DC-10 d'Air France a dû retarder de près de deux heures son départ de Turin pour Paris, un Boeing-747 de la British Airways en partance pour Chicago a dû

de la même manière stationner pendant plusieurs heures à l'aéroport de Londres-Heathrow.

Enfin, un Tristar de la compagnie britannique, qui effectuait un vol New-Delhi - Londres via Koweït, a été dévié sur l'aéroport de Fiumicino, à Rome, pour y être fouillé, après que la police britannique eut signalé au commandant un appel anonyme selon lequel une bombe se trouvait à bord.

Et dans les pubs de Lockerbie, on se familiarise avec des noms jusqu'ici entendus seulement à la télévision. Au besoin, on interpelle le visiteur : qui est donc cet Abou Nidal dont il est beaucoup question ? Et pourquoi les adversaires d'Arafat poseraient-ils une bombe dans un avion américain ?

Dans cette petite communauté, où tout le monde se connaît, la solidarité a été conforme aux meilleures traditions. Personne n'a été oublié. Les voisins sont venus voir s'il n'y avait pas trop de casse. Autour de Lockerbie, dans les fermes, la vie reprendra vendredi matin son cours normal. Il s'agit, comme chaque jour, de traire les bêtes et d'amener le lait en ville. Seul un hélicoptère de la RAF, en position stationnaire au-dessus du petit bois où se trouvaient encore des corps, rappelait la catastrophe.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Quand le ciel vous tombe sur la tête

M^{me} Thatcher, accompagnée du secrétaire d'Etat à l'Ecosse, M. Malcolm Rifkind, et de l'ambassadeur américain, M. Charles Price, a visité Lockerbie jeudi en milieu d'après-midi. Elle a fait l'éloge de l'opération de secours, coordonnée par la RAF. Le prince Andrew, en uniforme, a fait de même. Le deuxième fils de la reine Elizabeth, qui n'a pas encore l'habitude de ce genre de circonstances, a tenu des propos oiseux sur les « risques statistiques » des chutes d'avions sur les régions habitées.

Même cette phrase malencontreuse a été bien accueillie. Le temps n'était ni à la politique ni à la polémique. Bien qu'elle vote régulièrement pour les travaillistes et les nationalistes écossais, la population

de cette petite ville a été visiblement impressionnée par l'efficacité et la rapidité des secours. Une quarantaine de maisons ont été détruites mais les rues avaient déjà été dégagées jeudi matin des débris et des débris de métal qui les encombraient, et des ouvriers s'affairaient à remplacer les carreaux cassés et les ardoises arrachées. Les pubs étaient bondés jeudi soir et l'on s'efforçait surtout, devant l'étranger, de parler d'autre chose, de Noël tout proche par exemple.

Le ciel est tombé sur la tête des habitants de Lockerbie, mais ils ne savent toujours pas pourquoi. Les experts dépêchés sur place par l'aviation civile britannique et la brigade antiterroriste de Scotland Yard commencent pourtant à avoir des

soupons sérieux : l'attentat paraît désormais l'hypothèse la plus vraisemblable.

Personne n'écarter encore totalement la possibilité d'un accident dû à une défaillance technique majeure mais aucune trace de « fatigue du métal » n'a encore été décelée sur les nombreux fragments qui ont déjà été examinés. L'identification d'une rupture du fuselage due à cette « fatigue » est une tâche relativement aisée, selon les spécialistes.

La présence d'experts de la brigade antiterroriste retient l'attention : mais ceux-ci n'ont pas pour habitude de confier leurs états de fait à la presse. Les experts de la brigade antiterroriste de Scotland Yard commencent pourtant à avoir des

avril 1988. Dans les deux cas, un ravitailleur, une femme de ménage ou un manutentionnaire, ont placé dans les paires d'arènes, on dans les toilettes, grenades et pistolets apportés dans un autre avion.

Les compagnies et les aéroports se désolent de cette évolution, car il est impossible de contrôler parfaitement les douze mille décollages qui, en été, ont lieu chaque jour en Europe. La seule parade consisterait à pratiquer comme la compagnie israélienne El Al qui convoque ses passagers deux ou trois heures avant le départ et qui se livre à un interrogatoire poussé et à une fouille intensive.

C'est ainsi qu'un agent de sécurité a découvert en 1986 à Londres, dans le double fond d'un sac qu'il avait vidé et qui lui semblait anormalement lourd, un explosif transporté à son insu par une Britannique. Malheureusement, ce luxe de précautions coûte cher et ralentit les opérations. Il est exclu de l'étendre à tous les vols de toutes les compagnies. La sûreté du transport aérien est un compromis entre la sécurité et le coût.

ALAIN FAUJAS.

L'aléatoire détection des armes et des explosifs

La course poursuite toujours recommencée entre l'arme et le blindage est aussi la règle en matière de terrorisme aérien. Les méthodes peu sophistiquées consistant à monter à bord d'un avion avec une arme ou à dissimuler un explosif dans un bagage mis en route ont très vite été déjouées. Les rayons X, les portiques, les saisons de décompression se sont multipliés dans les aéroports du monde entier dissuadant nombre de terroristes.

Frankfurt, où a peut-être été embarqué un explosif ayant abouti à la destruction en vol du Boeing-747 de la Pan Am, est un aéroport excellent du point de vue de la sécurité. Les détecteurs sont du dernier cri, et leurs opérateurs sont relevés à des intervalles réguliers, ne dépassant pas vingt minutes pour éviter une baisse de leur vigilance. De plus, le chef de la sécurité de l'aéroport, M. Horst Heinemann, a confirmé que ses services avaient renforcé les mesures de sécurité autour des vols de Pan Am en raison d'informations annonçant un attentat possible.

De même, M. Harold Kosel, porte-parole de Pan Am à Francfort, a déclaré qu'un passager du vol 103 entre Frankfurt et Londres ait pu laisser continuer vers New-York un bagage piégé. « Nous pouvons garantir que chaque bagage est accompagné d'un passager assis dans le même avion », a-t-il déclaré. Les règlements font obligation de vérifier sur les vols internationaux cet accompagnement et le contenu des bagages, afin d'éviter une explosion en vol comme celle du Boeing-747 d'Air India, en 1985, tous les bagages n'ayant pas été vérifiés en raison de la panne d'un détecteur.

En fait, les explosifs se font de plus en plus puissants, et donc petits ; les pistolets deviennent indétectables, comme le « Glock » entièrement en plastique. Ces objets ne transmettent plus par les contrôles. On sait que les armes ayant servi au détournement d'un appareil d'Egypte, en 1986, ont été placées à bord à l'école d'Athènes, et que le scénario a été identique à Bangkok pour l'avion de Kuwait Airways détourné sur Alger en

Polémique à Washington

Faut-il informer ou non le public des menaces reçues ?

WASHINGTON
correspondance

La tragédie de Lockerbie a provoqué des remous, notamment parmi les familles des victimes. Pourquoi ne pas avoir informé le public de la menace d'un attentat, et plus spécifiquement de l'appel anonyme du 5 décembre avertissant l'ambassade américaine à Helsinki que dans les deux prochains semaines une bombe serait placée à bord d'un appareil de la Panam assurant la ligne Frankfurt-New-York ? L'avertissement n'avait pas été pris au sérieux par la police finlandaise, considérant qu'il venait de la même personne qui, depuis des mois, multipliait les appels alarmistes aux ambassades américaine et israélienne à Helsinki.

Le département d'Etat a confirmé jeudi 22 décembre qu'il s'était limité à alerter l'administration de l'aviation civile qui avait ultérieurement informé les responsables de la sécurité des compagnies aériennes. En même temps, le département d'Etat informait toutes les ambassades américaines en Europe de la menace proférée par un homme anonyme « parlant avec un accent du Proche-Orient » et affirmant que l'attentat serait commis grâce à une passagère finlandaise transportant à son insu une bombe dans ses bagages. Apparemment sur la défensive, le département d'Etat a indiqué que depuis le 1^{er} septembre cent six communiqués d'alerte avaient été envoyés aux diverses missions diplomatiques américaines qui, de leur côté, avaient reçu pendant le même

période quatre-vingt-sept menaces par téléphone. Mais jamais le public n'a été informé de la possibilité d'une action terroriste.

Cette pratique de restreindre l'information sur les menaces terroristes aux seuls services de sécurité pourrait être remise en question. M. Bush, dans une déclaration aux journalistes, a affirmé que, en cas d'éléments établissant une menace précise contre une ligne aérienne, il serait bon à l'avenir que le public soit informé. En fait, les officiels restent partagés quant à la signification du coup de téléphone anonyme du 5 décembre, certains estimant qu'il s'agit d'une tragique coïncidence.

Si la thèse d'un attentat était confirmée, on envisagerait les conséquences politiques négatives que cela entraînerait. Les officiels craignent en effet que les Israéliens et leurs nombreux amis du Congrès ne réagissent bruyamment et renforcent leurs attaques contre la nouvelle politique de dialogue avec l'OLP, en dénonçant la « duplicité » de M. Arafat ou son incapacité à contrôler toutes les composantes de son mouvement. Et cela même si les responsables de l'attentat ne sont jamais clairement identifiés.

En fait, les milieux officiels pensent que les actions terroristes ne peuvent venir maintenant que des éléments extrémistes adversaires de M. Arafat et décidés à saboter les efforts en cours pour arriver à une solution négociée. Mais le grand public est-il capable de faire la distinction ?

HENRI PIERRE.

Proche-Orient

La fin du sommet de Bahreïn

Les Etats du Golfe n'ont pas pu adopter une position commune envers l'Iran

MANAMA
de notre envoyée spéciale

Principale préoccupation des Etats membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) - Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar, - la question des futurs rapports avec l'Iran n'a même pas été évoquée dans le communiqué final du neuvième sommet du CCG, qui s'est achevé jeudi 22 novembre à Manama.

Créé en 1981, surtout pour répondre aux menaces et défis de la guerre Iran-Irak, le CCG paraît aujourd'hui, à l'approche de la paix formelle - revenue, vouloir reprendre sa liberté dans ses relations avec le voisin iranien. Alors que tout au long des trois jours de travaux, et avant même l'ouverture de ce sommet, les responsables des

différents Etats avaient multiplié les déclarations sur la nécessité de « rééquilibrer » leurs rapports avec l'Iran et l'Irak, et d'améliorer leurs relations avec Téhéran, il est significatif que les chefs d'Etat n'aient pu se mettre d'accord sur une formule commune.

Chaque Etat reste donc libre aujourd'hui de négocier ses relations bilatérales au mieux de ses intérêts, ce qui donne d'une certaine façon à l'Iran la possibilité de jouer sur des contradictions internes, nombreuses au sein du CCG, sur la question des rapports avec Téhéran.

D'autre part, le communiqué final évoque les problèmes de l'heure du Proche-Orient : la question palestinienne, le Liban, le retour de l'Egypte au sein de la Ligue arabe, l'Afghanistan, dans des termes classiques, qui sont autant de vœux pieux, sans portée pratique.

Sur le plan économique, et en particulier sur la question du pétrole, le bilan est aussi vain. Le renouvelé à l'accord de l'OPEP de novembre ne fait aucune mention du problème des Emirats arabes unis, qui escomptaient toujours bénéficier d'un quota trop faible, tout en affirmant qu'ils le respecteraient, ce qui reste à démontrer. La seule décision prise concerne le voyage que doit faire à Moscou le 1^{er} janvier le ministre omanais chargé par ses pairs des négociations avec les pays pétroliers non membres de l'OPEP. Rien de concret n'est néanmoins sorti des simplennelles discussions sur l'incertitude économique entre les Etats du CCG, et ce n'est sans doute pas demain que ceux-ci formeront un « marché commun ».

A propos des rapports avec la CEE, le ministre bahreïnite des affaires étrangères a affirmé que les Etats du CCG étaient insatisfaits des restrictions imposées par Bruxelles sur les importations en Europe des produits pétrochimiques en provenance du Golfe. Les négociations vont se poursuivre, a-t-il dit, et le sommet a mandaté le conseil ministériel en vue de la signature

d'un accord commercial avec la Communauté.

En réalité, les seules vedettes de ce neuvième sommet auront été les deux journalistes soviétiques de l'agence Tass et de l'Interfax qui ont reçu à Bahreïn un accueil des plus chaleureux, mais surtout digne d'émissaires venus en précurseurs d'un futur établissement de relations diplomatiques entre Bahreïn et Moscou. L'émir de Bahreïn, cheikh Issa Ben Selmane al Khalifa, qui a reçu nos deux confrères, les a d'ailleurs assurés que cette normalisation n'était qu'une question de temps. Bahreïn demeure, avec l'Arabie saoudite, dont les rapports avec Moscou se sont très nettement réchauffés ces derniers mois, le seul Etat du CCG à n'avoir pas de relations diplomatiques avec Moscou. On suggérerait d'ailleurs dans les couloirs du « sommet » que Ryad pourrait reprendre ses relations diplomatiques avec l'URSS à l'issue du départ des derniers soldats de l'armée rouge d'Afghanistan, en février prochain.

FRANÇOISE CHIPAUX.

LIBAN

Informations « rassurantes » sur le sort des otages français

Le gouvernement français a reçu des informations « rassurantes » sur le sort des derniers otages français au Liban - M^{me} Jacqueline Valente et ses trois enfants, - dont il espère une « libération rapide », a-t-on indiqué au Quai d'Orsay, après que des membres de la famille des prisonniers eurent été reçus, jeudi 22 décembre, par M. Roland Dumas.

M^{me} Valente et ses enfants avaient été enlevés, en novembre 1987, par le groupe Abou Nidal à bord du bateau Silco, en Méditerranée, avec cinq autres passagers de nationalité belge. M. André Métral, beau-frère de Jacqueline Valente, et la mère de cette dernière ont l'intention de se

rendre vendredi à Beyrouth pour y passer les fêtes de Noël, près des otages. Le porte-parole du groupe Abou Nidal a indiqué cette semaine qu'il recevrait la famille Valente à l'occasion de leur séjour dans la capitale libanaise.

Outre Jacqueline Valente et ses deux filles - Marie-Laure et Virginie, - le groupe Abou Nidal détient son compagnon belge Fernand Houtekins (quarante ans), son frère Emmanuel, la femme de celui-ci, Godelieve Houtekins née Kets, et leurs deux enfants Valérie (seize ans) et Laurent (dix-sept ans), ainsi que le dernier enfant de Jacqueline Valente né en captivité.

LIBYE

Les Etats-Unis accentuent leur pression sur Tripoli

Les Etats-Unis ont renouvelé, jeudi 22 décembre, leur « extrême préoccupation » au sujet de la présence en Libye d'une usine de fabrication d'armes chimiques, et ont affirmé qu'ils n'excluaient pas l'option militaire pour empêcher que de telles armes soient disséminées à travers le monde. Le président Reagan avait affirmé, mercredi, dans une interview télévisée qu'« aucune décision » sur une intervention militaire n'avait encore été prise, mais que les Etats-Unis surveillaient « de très près la situation » (le Monde du 23 décembre).

Le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Martin Fitzwater, a indiqué jeudi que le président Reagan avait « fait clairement savoir que l'utilisation de la force militaire était une option qu'il faut considérer ».


Pour sa part, le président du

pays civilisés » à contrecarrer les projets du colonel Kadhafi. « J'ai l'impression que nos alliés peuvent nous aider », a ajouté M. Bush, qui doit succéder le 20 janvier au président Reagan.

De son côté, le colonel Kadhafi a affirmé, dans une interview à TFI, que l'usine en question ne fabriquait pas d'armes chimiques mais « des médicaments ». Il a précisé qu'un système défensif était actuellement en place autour de ces installations « avec l'aide de tous nos alliés pour anticiper une agression américaine ».

Le 15 avril 1986, l'aviation américaine avait bombardé Tripoli - et notamment la caserne qui servait de quartier général au colonel Kadhafi - à la suite d'une série d'attentats en Europe dont Washington avait imputé la responsabilité aux Libyens. (AFP, AP.).

PROFESSION PHOTOREPORTER
MICHEL GUERRIN



Centre Georges Pompidou au 1^{er} étage GALLIMARD

au 1^{er} étage du Sujet GALLIMARD nrf

هكذا من الأصل

Afrique

Dans une atmosphère tendue

Deux traités sur la paix en Afrique du Sud-Ouest ont été signés aux Nations unies

La signature, jeudi 22 décembre à New-York, de traités entre l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba a été saluée par M. Mikhail Gorbatchev, dans des télégrammes adressés aux différents protagonistes, comme « un événement d'une importance historique, une percée dans le déblocage d'un des conflits régionaux les plus sigus ». S'adressant notamment à Fidel Castro, le numéro un soviétique a souligné que « ce premier pas vers la paix en Afrique du Sud-Ouest... a été rendu possible grâce à l'aide

héroïque apportée durant de longues années par Cuba à l'Angola ».

De son côté, M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a précisé, au cours d'une conférence de presse à New-York, que désormais « aucune organisation terroriste ne peut opérer à partir du territoire angolais. Si le Congrès national africain (ANC) continue à s'infiltrer (en Afrique du Sud), cela sera une claire violation du traité ». Il a ajouté : « La

même chose s'applique à nous... Toute assistance (à l'UNITA, le mouvement rebelle angolais) à partir d'aujourd'hui sera une violation. Nous ne le ferons pas. » Quant à M. Alfonso Van Dunem, chef de la diplomatie angolaise, il a affirmé que les forces de l'ANC continueraient à bénéficier de « la solidarité et du soutien » du peuple angolais. A son avis, l'accord signé « ne concerne pas la juste lutte de l'ANC contre l'apartheid ».

beaucoup de questions. Etant donné que les traités prétendent résoudre plusieurs conflits intimement imbriqués, les rôles respectifs des principaux protagonistes sont loin d'être achevés. Une « mission conjointe » sera formée par les trois pays signataires — auxquels s'ajouteront les Etats-Unis, l'Union soviétique et, plus tard, comme observateur, la Namibie, — qui servira de plateforme à de futures discussions.

Réconciliation nationale

Le premier problème à résoudre a été esquissé par M. Shultz, qui estime le coût de l'intervention des Nations unies en Namibie trop élevé. Washington souhaite réduire, de moitié semble-t-il, le nombre de casques bleus prévus par la résolution 435. Adoptés il y a dix ans déjà, les textes recommandent environ dix mille hommes pour une période d'un an au moins.

Parallèlement, il s'agit d'assurer la validité des élections prévues pour la Namibie. Abandonnant subitement sa position rigide sur « la SWAPO, l'unique représentant du peuple namibien », l'ONU a promis d'être « impartiale », car d'autres mouvements et partis solliciteront les suffrages des électeurs.

Enfin, question essentielle, celle de la réconciliation en Angola. M. Botha jure que l'aide sud-africaine à l'UNITA, le principal mouvement d'opposition, ne sera pas continuée. Mais il a tenu à souligner que « les sympathies de Pretoria pour ce mouvement démocratique ne disparaîtront pas du jour au lendemain ». D'autre part, les conditions posées par M. Van Dunem à une éventuelle réconciliation — reconnaissance, par l'UNITA, du régime de parti unique — semblent mal augurer de l'avenir.

CHARLES LESCAUT.

SOUDAN : un entretien avec l'homme fort des islamistes

« Nous continuerons à appliquer les châtiments corporels », nous déclare M. Tourabi

KHARTOUM
de notre envoyé spécial

M. Hassan El Tourabi, qui préside le Front national islamique (FNI), est connu pour son franc-parler et n'hésite pas à révéler aux journalistes — avec qui il aime s'entretenir — ce que ses collègues du gouvernement soudanais dissimulent souvent sous des formules diplomatiques ambiguës.

L'homme fort des islamistes et ministre de la justice, entré au gouvernement en mai dernier, joue un rôle essentiel dans les affaires publiques, et ses propos reflètent souvent la pensée du premier ministre et chef du parti oumma, M. Sadek El Mahdi, qui est en même temps son beau-frère.

Nous recevant au ministère de la justice, il évoque le problème de l'accord de paix d'Addis-Abeba, conclu le 16 novembre, avec la rébellion sudiste du colonel John Garang. Toutes les discussions qui ont eu lieu à ce sujet, dit-il, se sont déroulées entre les différents composantes de la coalition. « Elles ont été saisies afin que chaque parti puisse avoir sa propre interprétation de l'accord, étant bien entendu que nous sommes tous d'accord pour la tenue d'une conférence constitutionnelle et un référendum si possible. Mais nous divergeons en ce qui concerne les autres clauses de l'accord. »

« Ne pas déplaire à Dieu »

M. Mahdi affirme que M. Mirghani, président du Parti démocratique unioniste (PDU) et signataire de l'accord d'Addis-Abeba aujourd'hui remis en question, avait approuvé ces procédures. Il attribue son insistance à obtenir un accord global et officiel de la part du gouvernement aux pressions exercées sur lui par certains membres de son entourage qui, dit-il, sont les véritables initiateurs de la démarche d'Addis-Abeba.

M. Tourabi est particulièrement amer à l'égard du PDU. « Le parti, dit-il, souhaite apparemment relever la stature de M. Mirghani en tant qu'homme de paix, et veut probablement nous chasser du

gouvernement. En fait, il n'a jamais accepté notre participation à la coalition car nous sommes des concurrents qui nous disputons les mêmes circonscriptions. »

Est-il hostile à l'accord d'Addis-Abeba ? « Nous sommes pour la paix et pour une conférence constitutionnelle, mais sans aucune précondition. Cela me semble raisonnable. »

Le gouvernement pense-t-il qu'une victoire militaire sur la rébellion est possible ?

« Pas comme cela s'est passé en Nigéria, dit-il. Mais il est bon d'exercer une pression militaire sur l'APLS. Nous voulons persuader l'autre partie de négocier. Ils ne sont pas sérieux. De toute manière, si les Ethiopiens ne donnent pas le feu vert, il n'y aura pas de paix. »

Il n'y a pas d'entretien avec M. Tourabi sans que ne soit évoqué le problème controversé de la « charia » (loi islamique) et des Heddou (les châtiments corporels). « Il n'y a jamais eu, explique-t-il, de charia sans des peines d'amputation, de flagellation ou autres. C'est écrit dans le Coran. Tout le monde est d'accord sur ce point, même M. Mahdi. Nous continuerons à appliquer ces peines, même si cela doit altérer notre image devant l'opinion internationale. L'important est de ne pas déplaire à Dieu. »

M. Hassan el Tourabi déplore la lenteur avec laquelle sont mises en place les nouvelles lois islamiques actuellement enterrées dans un comité législatif ad hoc. « S'il arrivait quelque chose qui nous obligeait à quitter le gouvernement, souligne-t-il, tout le monde serait content, et nous les premiers. Nous sommes en retard dans ce gouvernement en mai après beaucoup d'hésitation et à contre-cœur, pour sortir la coalition du chaos dans lequel elle s'enfonçait. Nous nous sommes sacrifiés pour la démocratie mais, en tant que parti, nous avons perdu. Le gouvernement est très divisé, son image n'est pas bonne et reflète l'impuissance et l'inefficacité, ce n'est pas notre style. En tant que parti, nous sommes très fiers, nous sommes jeunes, organisés politiquement, nous ne sommes pas ici à notre place. »

JEAN GUEYRAS.

Amériques

ÉTATS-UNIS : la formation de l'équipe de M. Bush

Un médecin noir sera secrétaire à la santé

Le président élu George Bush a désormais quasiment arrêté la composition de son cabinet. Il a annoncé, jeudi 22 décembre, cinq nouvelles nominations. Parmi les personnalités pressenties (le Sénat doit confirmer ces propositions) figurent un Noir, M. Louis Sullivan, un médecin de 55 ans, à qui sera attribué le poste de secrétaire à la santé, et un hispanique, M. Manuel Lujan, 60 ans, désigné pour l'intérieur. Les trois autres sont MM. Samuel Skinner, aux transports, Edwin Derwinsky, aux anciens combattants, et Bill Riley, pour administrer l'agence de protection de l'environnement.

Le choix de M. Sullivan, première personnalité noire de la future équipe, était attendu depuis quelques jours. Il a déjà fait l'objet d'une controverse. Le futur secrétaire à la santé avait en effet déclaré dans une récente interview à un journal d'Atlanta (en Géorgie, où il est président de la faculté de médecine de l'université Morehouse) qu'il était favorable au libre choix de la femme en matière d'avortement. Cette prise de position a d'autant plus aisément soulevé la colère des lignes hostiles à l'interruption volontaire de grossesse que nombre de Républicains, et M. Bush en particulier, sont opposés à l'avortement. Mais M. Sullivan a précisé, jeudi, que seuls les cas de viol, d'inceste ou l'hypothèse d'un danger couru par la mère dans la mise au monde de son enfant lui paraissent justifier l'avortement — un point de vue désormais très proche de celui du futur président. M. Bush, qui est un ami de M. Sullivan, a déclaré pour clore l'affaire que ce dernier « a une longue carrière d'une extrême distinction, dans les domaines de la médecine, de l'administration universitaire et de la santé publique ».

M. Manuel Lujan, quant à lui, est la deuxième personnalité d'origine hispanique pressentie par M. Bush,

après M. Lauro Cavazos, futur secrétaire à l'éducation. M. Lujan est un représentant républicain de l'état du Nouveau-Mexique, où il a été membre de la commission de l'intérieur.

M. Samuel Skinner, cinquante ans, ancien procureur de district dans l'Illinois, a été vice-président d'un groupe de travail créé par M. Ronald Reagan sur le crime aux Etats-Unis. Il est actuellement chef de l'administration des transports de l'état de l'Illinois et a participé aux campagnes électorales de M. Bush.

M. Edwin Derwinsky, soixante-deux ans, ancien représentant républicain de l'Illinois, est actuellement sous-secrétaire pour les affaires juridiques de l'administration Bush. C'est la première fois que les anciens combattants, dont il aura la charge, seront représentés à un tel niveau dans un cabinet américain.

Enfin, M. Bill Riley, quarante-huit ans, est un écologiste qui a dirigé pendant quinze ans la Fondation pour la protection de l'environnement, avant d'organiser, en 1985, la fusion de cette organisation avec la branche américaine du World Wildlife Fund, pour la protection de la « vie sauvage ». La campagne de M. Bush avait fait une place relativement importante au thème de plus en plus sensible aux Etats-Unis, de la nécessaire protection de l'environnement : mesures contre les pluies acides, l'« effet de serre », la dégradation de la couche d'ozone, etc. M. Riley « comprend la nécessité d'une coopération internationale en matière d'environnement », a commenté M. Bush.

Pour compléter le futur cabinet de 14 membres qui entrera en fonction le 20 janvier prochain, M. Bush n'a plus à nommer que les secrétaires à l'énergie et au travail. — (AFP, Reuters, UPI.)

Les Cubains en Afrique

Une si longue présence

Vieille histoire que celle de l'engagement militaire cubain en Afrique. Un personnage mythique, le premier, l'incarna : « Che » Guevara. La plus fidèle compagne de Castro séjourna au Congo-Kinshasa — le futur Zaïre — d'avril à décembre 1965. Il combattit avec quelque deux cents soldats cubains aux côtés des partisans de Laurent Kabila. Ce dernier, après l'assassinat de Patrice Lumumba, menait alors une guérilla près du lac Tanganyika contre les hommes de Moïse Tshombé.

La légende veut que le « Che » parut vers l'Afrique, avec, pour bagage à main, un attaché-case bourré de livres et d'inhalateurs. Pendant le vol de retour vers Cuba, il dut dissimuler son visage pendant des heures car, en cas de déviation pour ne pas être reconnu par son voisin, un vieil administrateur. En Afrique, Guevara laissa un groupe de conseillers qui, à partir de Brazzaville, instruisaient les rebelles du MPLA angolais et du PAIGC d'Amílcar Cabral.

Des conseillers aux contingents

On doit au romancier colombien Gabriel García Márquez le récit le plus complet de l'intervention cubaine en Angola, à l'automne de 1975. Il reçut les confidences de Castro, publiées en 1977, par l'agence officielle Prensa Latina. Il donna donc une version autorisée et lyrique de cette opération, baptisée « Charlotte », du nom d'une esclave qui avait déclenché une révolte à Cuba en 1843 avant de mourir la machette à la main.

A la fin de juillet 1975, le chef du MPLA, Agostinho Neto, sollicita de Cuba l'envoi d'un groupe d'instructeurs pour créer et diriger quatre centres d'entraînement. Dans Luanda encerclée, le MPLA est aux abois. Quatre mois plus tôt, Holden Roberto, chef du FNLA, a proclamé son gouvernement à Cameroons. L'aide du Zaïre et de la CIA lui est acquise. Au Sud-Ouest, Jonas Savimbi, patron de l'UNITA, est soutenu par la Zambie, l'Afrique du Sud

et... la Chine. L'armée portugaise a fixé son départ au 11 novembre.

Les dirigeants cubains font au-delà des souhaits du MPLA. Ils décident d'envoyer en Angola quatre cents conseillers, une brigade médicale, cent quinze véhicules et une équipe de transmission. Ce premier contingent voguera vers l'Afrique à bord de trois navires réquisitionnés. Castro assiste à leur appareillage sur les quais du port de La Havane. Les Cubains débarquent en Angola entre les 4 et 11 octobre. Les Portugais ferment les yeux. Douze jours plus tard, l'armée sud-africaine pénètre dans le pays.

Ces barbus ne sont qu'un avant-garde. L'opération « Charlotte » proprement dite est décidée à La Havane le 5 novembre. Elle débute par l'envoi, lors d'une nuit aérienne qui dure treize jours, d'un bataillon, renforcé de six cent cinquante hommes ayant reçu pour mission de stopper les offensives ennemies aux portes de Luanda. Ils voyagent à bord d'antiques Bristol Britannia, des appareils qui, ailleurs qu'à Cuba, ont pris une retraite méritée. Quelques heures avant l'arrivée en Angola du premier avion, les colonnes de Holden Roberto sont si proches de Luanda que leurs canons frappent la caserne où les Cubains doivent prendre leurs quartiers.

Trois nouveaux bateaux transportant, entre autres, un régiment d'artillerie et des spécialistes des missiles débarqueront le 27 novembre. Trois jours plus tôt, l'Amérique a révélé au monde, avec retard, la présence des troupes cubaines. En neuf mois, l'armée castriste organisera, dans des conditions souvent acrobatiques, cent un vols vers l'Angola et quarante-deux traversées maritimes. Contenant à l'époque de sa fanfare les navires à l'ancre dans la baie de Luanda, Agostinho Neto, mi-inquiet, mi-ravi, lança à un ami : « A ce rythme, Cuba, va se ruiner ! »

J.-P. LANGELLIER.

ALGÉRIE : selon les résultats officiels

Le président Chadli Bendjedid a été réélu avec 81 % des suffrages exprimés

Le président Chadli Bendjedid a été réélu, jeudi 22 décembre, pour un troisième mandat consécutif de cinq ans : 88,67 % des Algériens inscrits sur les listes électorales ont voté. A la question « Êtes-vous d'accord pour élire le candidat du congrès du Front de libération nationale à la présidence de la République », 81,17 % d'entre eux ont répondu « oui » en glissant un bulletin de couleur blanche dans l'urne. Ils étaient 95,36 % en 1984 et 94,23 % en 1979, avec des taux de participation respectifs de 96,71 % et 94,94 %.

ALGER
de notre correspondant

Même si le nombre de voix favorables à M. Chadli semble aussi, l'écart de quatre points entre l'élection présidentielle de 1984 et de 1988 est important.

Une frange de mécontents a manifesté dans l'isolement sa désapprobation de la politique menée depuis quelques années par l'équipe en place, bien que les partis et sensibilités d'opposition identifiés n'aient pas appelé à voter « non ». Ce choix était difficile. Se prononcer en faveur du candidat Chadli c'était ipso facto adhérer à la politique de réformes du président ; appeler à voter contre, c'était prendre le risque de retourner au statu quo ante, en faisant fi à la fois de ce qui s'est passé depuis octobre et de l'espoir

immense du peuple algérien d'accéder à plus de justice sociale et de démocratie.

Le score du candidat unique est largement suffisant pour lui donner la légitimité populaire dont il a besoin. Il lui aura donc fallu une dissension entre les deux camps pour avoir les coudées suffisamment franches pour mener la politique que ses conseillers les plus proches et lui-même estiment être la meilleure pour l'Algérie.

Le président Chadli peut maintenant proposer aux Algériens de se déterminer sur une nouvelle Constitution et une nouvelle charte nationale. Peu importe si le mode de désignation du candidat-président change. Le chef de l'Etat a devant lui un mandat complet pour finaliser sa politique d'ouverture économique et de libéralisation de la société entreprise voilà maintenant plusieurs années.

L'émergence de la société civile a été pour lui un appoint majeur. Toutes ses réformes, dont le parti et la majorité des travailleurs du secteur public ne voulaient pas entendre parler, vont, sauf coup de théâtre, s'appliquer progressivement, et la société algérienne qui n'en est pas à un paradoxe près, verra bientôt sous la pression croissante d'une quête de démocratisation, ceux qui traînaient les pieds hier revendiquer demain la paternité des réformes au nom des « martyrs d'octobre ».

FREDERIC FRITSCHER.

● **MADAGASCAR** : élections législatives en mai 1989. — Les élections législatives pour le renouvellement des 137 députés de l'Assemblée nationale populaire auront lieu en mai 1989, vient d'annoncer le ministre de l'intérieur, M. Ampy Augustin Portos. L'élection présidentielle devrait avoir lieu, au terme de la Constitution, en novembre ou décembre 1989. — (AFP.)

● **MALAWI** : accord sur le rapatriement des réfugiés mozambicains. — Des représentants du Mozambique, du Malawi et du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) ont

signé, mercredi 21 décembre, un accord portant sur le rapatriement volontaire des réfugiés mozambicains au Malawi, dont le nombre est estimé à six cent mille personnes. — (AFP.)

● **MOZAMBIQUE** : libération d'un journaliste britannique. — Les moudjahidins de la RENAMO (Résistance nationale mozambicaine) ont libéré, mercredi 14 décembre, Nicholas de la Casa, un journaliste britannique qu'ils avaient fait prisonnier en 1986, a indiqué, à Lisbonne, un porte-parole du mouvement. — (Reuters.)

هكذا من الأصل

AUTOUR D'UN ROI

Kronenbourg
Frais
Amour de la Bière

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Europe

RFA Les mal-aimés de la Bundeswehr

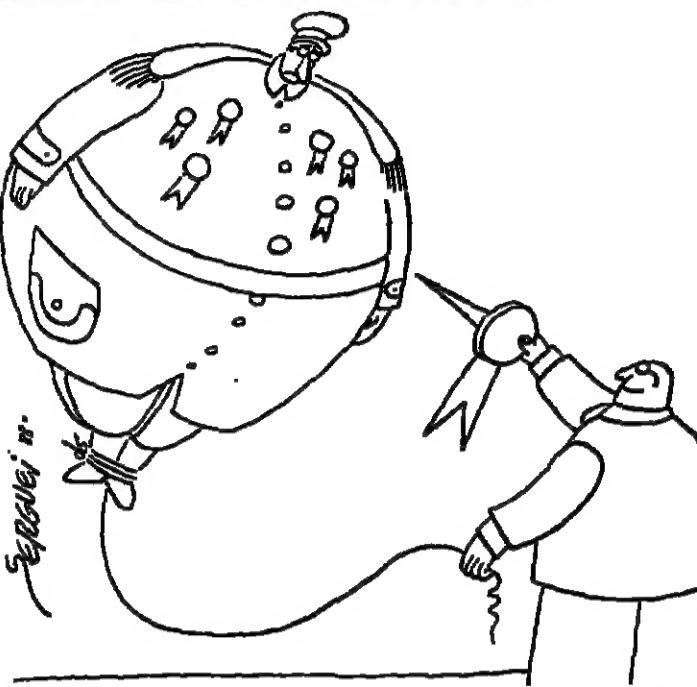
BONN
de notre correspondant

Le contre-amiral Elmar Schmhling n'a pas mâché ses mots. Cet ancien chef de la sécurité militaire et actuel directeur du bureau des études et exercices du ministère de la défense à Bonn, a en effet qualifié un discours du chancelier Kohl devant les chefs de corps de « tissu de lieux communs n'engageant à rien ». Il a reproché à son ministre, M. Rupert Scholz, de n'avoir pas su « gagner la sympathie et l'adhésion des officiers ».

Le cas du contre-amiral est actuellement à l'étude en vue d'une sanction. Mais même s'il reste isolé dans sa manière rude d'exprimer son « ras-le-bol », cet officier supérieur traduit un malaise persistant qui traverse l'armée ouest-allemande de la base au sommet, et la méfiance grandissante dont le ministre de la défense fait l'objet dans la hiérarchie et dans le pays, huit mois après sa prise de fonction.

« A quoi servons-nous ? Pourquoi ne nous aime-t-on pas ? » Les officiers de la Bundeswehr sont déprimés. Ils ont le sentiment d'être maltraités par un pouvoir politique plus soucieux de se mettre en valeur par son rôle dans le processus de détente en cours que d'éduquer la population dans un esprit de défense. Le prestige de la Bundeswehr est en baisse dans les sondages, le nombre de jeunes recrues choisissant le service civil va croissant. Si l'on ajoute à cela les problèmes de carrière qui se posent aux officiers, les mises à la retraite anticipées de généraux pour cause de surmortalité, on peut constater que les conditions sont réunies pour une grave crise dans la Bundeswehr.

Les remous actuels ont pour origine le débat public sur les voix à basse altitude après l'accident du meeting aérien de Ramstein au mois d'août dernier, où soixante-dix personnes avaient trouvé la mort, puis celui de Ramstein (six morts) suite à la chute d'un Thunderbolt de l'armée de l'air américaine. La décision du secrétaire d'Etat à la défense, M. Peter Kurt Wübbert, de supprimer jusqu'à la fin de l'année les voix à basse altitude de la Luftwaffe avait mis



en haine M. Scholz qui se trouvait en voyage aux Etats-Unis, et s'était conclu par le renvoi de M. Wübbert, très populaire chez les officiers.

Ainsi, l'armée a l'impression de n'être ni défendue ni dirigée d'une main ferme. Elle souffre de n'avoir de justification d'existence que comme élément subordonné de l'alliance, de n'être là que pour faire « le sale boulot » sans avoir les moyens d'influencer une stratégie dominée par les intérêts des alliés.

Souveraineté!

Encore une fois, c'est le contre-amiral Schmhling qui, dans un texte publié par le quotidien *Frankfurter Rundschau*, exprime sans ambages les sentiments dominants dans l'armée et dans le pays : « Après les catastrophes de Ramstein et de Ramstein, de plus en plus nombreux sont les citoyens qui s'interrogent : sommes-nous encore un pays occupé ? (...) L'urgence de telles questions tient au fait qu'un élément essentiel de l'histoire d'après guerre a été complètement refoulé : la seconde guerre mondiale ne s'est pas terminée en 1945. Les puissances

alliées occidentales se sont réservées dans le traité allemand de 1952 des droits spécifiques qui ne permettraient pas l'établissement d'une totale souveraineté en RFA. » Formulées par un officier membre du SPD et publiées par un quotidien de gauche, ces thèses apportent un élément supplémentaire au dossier « souveraineté » qui est aujourd'hui passionnément débattu en RFA.

L'accumulation des incidents et des accidents lors des vols à basse altitude, le sentiment d'impuissance lorsqu'il s'agit de voix alliés, sont de plus en plus mal supportés, comme le stationnement d'armes nucléaires sur le territoire fédéral. Face à la montée de ce malaise, le gouvernement hésite : il ne veut pas mettre le doute dans l'esprit des alliés sur son ancrage dans l'alliance, mais il lui faut démontrer qu'il tient compte des aspirations populaires. Une tâche particulièrement difficile dans une période mouvante, où la nécessité même de l'effort de défense est largement mise en cause : 27 % seulement de la population s'estiment menacés par l'Est, selon un sondage effectué la semaine dernière par la télévision.

LUC ROSENZWEIG.

Nouvelle affaire de vente illégale de technologies nucléaires

La découverte d'un trafic illégal de technologies nucléaires ouest-allemandes à destination du Pakistan, de l'Inde et de l'Afrique du Sud — trois pays qui ne sont pas liés par le traité de non-prolifération nucléaire — embarrasse le gouvernement et les milieux politiques de RFA.

Une information a été ouverte, mercredi 21 décembre, par le parquet de Hanau (centre de la RFA) à l'encontre de l'ancien directeur (placé le 9 décembre sous mandat d'arrêt mais laissé en liberté) d'une entreprise de Francfort spécialisée dans l'exportation de technologies, Neue Technologien GmbH (NTG), et de l'actuel directeur d'une entreprise nucléaire, Physikalisch-Technische Beratung, à Ortenberg, près de Francfort.

Les deux hommes, dont l'identité n'a pas été dévoilée, sont soupçonnés d'avoir livré entre 1982 et 1988 à destination du Pakistan des matières fissiles et des appareils de traitement de l'uranium. Ils auraient aussi fourni des tuyaux de cadmium et d'autres matériaux à l'Inde, ainsi qu'une machine de mesure de la radioactivité à l'Afrique du Sud, selon le parquet.

Le gouvernement fédéral a constitué dès mardi soir un groupe de travail au plus haut niveau, avec la participation de représentants des ministères de l'environnement, de l'intérieur, de la justice et des affaires étrangères, a indiqué un porte-parole gouvernemental. Ce groupe devra d'ici janvier étudier la situation et ses éventuelles conséquences.

Au début de l'année 1988, la RFA avait déjà été éblouie par le scandale de la société Transnuklear et de sa maison mère Nukem, qui s'était livrée à un trafic de déchets nucléaires entre la Belgique et la RFA. Les deux entreprises ont depuis fermé leurs portes. — (AFP.)

POLOGNE : après les propositions de M. Rakowski Il ne peut y avoir d'accord sans légalisation de Solidarité

réaffirme Lech Walesa

Varsovie. — Lech Walesa a exprimé, jeudi 22 décembre, sa satisfaction au sujet des débats du plénum du comité central du PC polonais, qui ont montré une certaine volonté de voir le système des syndicats changer dans ce pays (le Monde du 23 décembre), mais il préfère attendre la légalisation du statut de Solidarité avant d'entamer des négociations avec le pouvoir.

« C'est un signe [du parti], mais nous répétons une nouvelle fois que, si Solidarité ne redevient pas un syndicat légal, il n'y a aucune possibilité d'accord », a expliqué le chef du syndicat dissous lors d'une conversation téléphonique depuis son domicile de Gdansk.

Le Parlement polonais a, par ailleurs, examiné jeudi un ensemble de réformes économiques destinées à changer considérablement les orientations qui prévalaient jusqu'à présent. Parmi les projets de loi à l'étude figurent la possibilité pour tous de créer une entreprise privée,

Au bureau politique :

— M. Zbigniew Michalek est né en 1934. Il a fait ses études à l'école d'agriculture de Cracovie et a dirigé une entreprise agricole. Depuis 1981, il était secrétaire du comité central du Parti et s'occupait des affaires agricoles et agro-alimentaires. En 1965-1966, il a fait un stage à Purdue University, aux Etats-Unis.

— M. Ryszard Rykowski, né en 1929, est un psychologue de formation, professeur à l'université de

Varsovie. Membre du parti depuis 1949, il n'occupait aucun poste dans l'appareil jusqu'en 1984. Depuis 1983, il est membre du comité exécutif du PRON (Conseil de renouveau national).

— M. Kazimierz Cyprianak, né en 1934 dans une famille paysanne, a fait des études à l'école d'agriculture de Stettin. Il est membre du Parti depuis 1954, et, en novembre 1980, devient premier secrétaire de Voivodie à Stettin. En mai 1981, il avait été nommé secrétaire du comité central.

— M. Zygmunt Czerwinski est né en 1942 dans une famille paysanne. Il est juriste de formation, il a fait sa carrière dans les services du procureur de Voivodie à Gdansk. Il est membre du parti depuis 1965, il est entré au PC en 1973. En 1980, il devient sous-directeur du département des affaires socio-professionnelles du comité central.

A TRAVERS LE MONDE

Hongrie Réduction des dépenses militaires et des subventions au parti

Le Parlement hongrois a adopté, mercredi 21 décembre, un budget d'austérité pour 1989, qui prévoit une réduction très importante des dépenses militaires et des sommes allouées au Parti socialiste ouvrier au pouvoir. Ce budget, dont la version est la plus radicale des quatre proposées au Parlement, est destiné à venir à bout de la dette extérieure hongroise (102 milliards de francs de dette brute), la plus importante des pays de l'Est par habitant.

Les dépenses militaires, dont une réduction de 16 % avait déjà été décidée suite à l'annonce par M. Mikhail Gorbatchev du retrait de troupes soviétiques d'Europe centrale, seront de nouveau amputées d'un milliard de forints.

Les allocations au parti communiste seront réduites de 600 millions de forints et celles prévues pour

l'organisation des jeunes communistes se verront diminuées de 300 millions de forints. — (AFP.)

Etats-Unis

M. Bush souhaite le « départ » du général Noriega

Le président américain Ronald Reagan et son successeur George Bush ont réaffirmé, jeudi 22 décembre, leur soutien à M. Eric Delvalle, toujours considéré par Washington comme le président « légitime » du Panama, face à M. Manuel Solis Palma, imposé par l'homme fort du régime, le général Manuel Antonio Noriega.

M. Delvalle, évincé en février dernier, s'est entretenu pendant une quinzaine de minutes à la Maison Blanche avec MM. Reagan et Bush, après avoir rencontré la veille le secrétaire d'Etat George Shultz. A l'issue de cette rencontre, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Merlin Fitzwater, a indiqué que la politique américaine concernant Panama « n'a pas changé et ne changera pas ».

« Notre politique sera que le Panama doit partir. Il ne faut pas se méprendre à ce propos », a déclaré, selon le porte-parole, M. George Bush.

Les Etats-Unis tentent par des pressions diverses, depuis février dernier, d'obtenir le départ du général Noriega, inculpé de trafic de drogue par les instances judiciaires de Floride. Des négociations entamées avec le commandant des forces armées s'étaient soldées par un échec au mois de mai. M. Fitzwater a indiqué qu'aucun pourparler n'avait eu lieu depuis lors, mais que les Etats-Unis étaient « toujours disponibles » pour discuter avec les représentants du général Noriega. Il a précisé que le Panama ne doit pas être l'objet d'une intervention militaire américaine, et il a affirmé que le thème d'une intervention militaire américaine à Panama n'avait pas été abordé. M. Delvalle voulait, a ajouté M. Fitzwater, « être sûr de la ferme volonté des Etats-Unis, et il l'a été ». De nouveaux rebondissements concernant « le feuilleton Noriega » ne sont donc pas à exclure, d'autant que l'élection présidentielle doit avoir lieu au Panama au mois de mai 1989. — (AFP, UPI.)

Après le tremblement de terre en Arménie 92 000 personnes ont été évacuées de la région sinistrée

Selon la commission spéciale du bureau politique du PC soviétique créée au lendemain du tremblement de terre en Arménie, 92 000 personnes environ auraient été évacuées de la zone sinistrée à la date du 22 décembre. L'agence Tass précise que 50 000 d'entre elles — en majorité des enfants accompagnés de leurs professeurs et des vieillards — ont été dirigées vers des maisons de repos situées dans des stations balnéaires du sud de la Russie. Il y aurait toujours quelques 500 000 sans-abri. La commission qui, depuis le retour à Moscou du chef du gouvernement M. Ryzikov, siège à Erivan sous la présidence du vice-premier ministre de l'URSS, M. Iouri Bataline, estime que l'un des problèmes les plus aigus actuellement est le retard intervenu dans l'acheminement vers les zones

détruites de caravanes pour la mise en place d'un réseau d'aide médicale. Ces retards sont dus principalement aux défaillances des transports ferroviaires. Les autorités arméniennes sont appelées à mobiliser toutes les locomotives Diesel de la République.

Par ailleurs, en Azerbaïdjan, plusieurs fonctionnaires du ministère des transports ont été arrêtés et inculpés de détournement de fonds publics, en relation avec les récents troubles ethniques dans la République. Le quotidien *Troud* écrit dans son édition du jeudi 22 décembre que la police recherche également des personnes ayant pris part à des pogroms et des incendies d'habitations au cours des violents heurts qui s'étaient produits le mois dernier et qui avaient fait 30 morts. *Troud*

ajoute que 15 855 armes à feu ont été confisquées par les autorités au cours des quatre dernières semaines, tant en Arménie qu'en Azerbaïdjan. Dans le même temps, la population locale a remis volontairement 22 000 armes aux pouvoirs publics. Selon l'*Etoile rouge*, le quotidien de l'armée, la situation à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, « n'est pas encore complètement revenue à la normale ». — (AFP, Reuters.)

● Un fils de George Bush en Arménie. — Jeb Bush, un des fils du président élu américain George Bush, se rendra, samedi 24 décembre, en Arménie, avec un avion de l'agence privée de secours médicaux American-Cares, chargé de matériel et de jouets destinés aux enfants arméniens.

La diaspora arménienne à l'heure du séisme

(Suite de la première page.)

L'Arménie soviétique, restée le principal pôle de concentration des Arméniens en Orient, commence à organiser dans les années 20 des campagnes de « rapatriement » dont la plus massive est celle de l'après-guerre (environ 100 000 « retours » entre 1946 et 1948). Ce flot d'immigrants, qui reçoit de plein fouet le choc du stalinisme dans un pays sortant de la guerre, en pleine famine et crise du logement, aura le sentiment tenace d'avoir été dupé par les promesses d'une vie meilleure dans la mère Patrie, et reprendra le chemin de l'exil dès que le dégel permettra d'ouvrir les frontières de l'URSS (1956). En trente ans, plus de 80 000 Arméniens soviétiques sont venus grossir les rangs de la diaspora.

Intégration

Actuellement plus de la moitié des six à sept millions d'Arméniens vivent hors des frontières de la RSS d'Arménie (3,3 millions habitants dont trois millions d'Arméniens). En Turquie ils ne sont plus que 50 000, groupés surtout à Istanbul. Les plus fortes concentrations sont celles du Moyen-Orient (environ 500 000 dont 150 000 au Liban, 120 000

en Syrie, 125 000 en Iran, quelques dizaines de milliers dans les Etats du Golfe), de la CEE (500 000 dont 350 000 en France), des Etats-Unis (600 000) et de l'Amérique du Sud (150 000). Mais il ne faut pas oublier la diaspora soviétique, 1,5 million d'Arméniens répartis entre la Géorgie, l'Azerbaïdjan, la Russie et l'Asie centrale.

Faute de libertés associatives et de structures communautaires, elle est menacée de russification. En Transcaucasie, une partie des Arméniens sont dans la situation complexe d'une minorité sur leurs propres territoires, en bute à la nationalité titulaire de la République où elle réside. La région du Haut-Karabakh en est un exemple. A Bakou, où vivent 250 000 Arméniens, il n'existe aucune école arménienne depuis 1949.

Depuis soixante-dix ans, malgré l'éclatement de la société traditionnelle et leur émiettement sur les cinq continents, les Arméniens ont fait preuve de remarquables capacités d'intégration dans les pays d'accueil et ont montré une obstination à survivre en tant que groupe national. Les orphelins et les déracinés, ces paysans prolétaires de la première génération, furent jusqu'à leur disparition des exilés, des hôtes provisoires, portés par une terrible nostalgie et par la certitude quasi mystique que la justice triompherait et qu'ils retourneraient dans leur patrie. La deuxième génération, celle des enfants nés sur les bateaux de l'exode ou dans les camps en Grèce, en Syrie, au Liban, à Marseille (le camp du boulevard Oddot), dans les « zones » des grandes métropoles françaises ou américaines, refusa la condition de prolétaire, trouvant dans le travail à domicile, l'artisanat ou le petit commerce une échappatoire à l'usine tandis que les naturalisations acquises selon un rythme variable accéléraient l'intégration. Totalement imprégnés des récits de massacres et de déportations, ils s'approprièrent en les assumant ou en les refoulant les souvenirs et la nostalgie de leurs aînés. La troisième et la quatrième génération se différencient radicalement des deux précédentes. Elles ont cessé d'être arméniennes, sauf au Moyen-Orient, où l'espace dévolu aux Arméniens et aux minorités chrétiennes rétrécit comme une peau de chagrin. Elles sont souvent diplômées, modernes, totalement intégrées aux classes moyennes urbaines et au secteur tertiaire des sociétés d'accueil avec une entrée massive dans l'enseignement, la recherche, les professions libérales, les métiers d'ingénieurs, ceux du spectacle, des médias, de l'art et de la littérature.

Quelques mythes ébranlés

Le mouvement du Karabakh — avec ses manifestations massives, son défi permanent au pouvoir et à l'ordre soviétique, cette victoire remportée sur la peur héritée de l'ère stalinienne, — a frappé de stupeur une diaspora nullement préparée à jouer un rôle de soutien actif à l'Arménie soviétique, mais soulevée d'enthousiasme et d'espoirs confus.

A la veille du tremblement de terre, le pogrom de Soumgaït et le chassé-croisé de cent à deux cent mille réfugiés arméniens et azéris, les refus réitérés de Moscou de tenir compte des aspirations popu-

laires arméniennes (le rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie), l'établissement de l'état d'urgence à Erivan, ont eu une valeur de séisme politique, avant le déchaînement des forces telluriques.

Le tremblement de terre a non seulement révélé toutes les carences et les tares du système soviétique, mais il a obligé la diaspora à une brutale et douloureuse révision de son appréciation des progrès accomplis par l'Arménie dans le cadre du régime soviétique. Visés devant leur poste de télévision, à l'écoute des radios nationales et étrangères et, en particulier, des radios communautaires comme Radio-APP dans la région parisienne ou Radio-Arménie à Lyon et à Marseille, les Arméniens de France passent des heures à décrypter les images, à décoder et à commenter les rumeurs les plus folles, ou revivent obstinément l'image d'un complot destiné à faire disparaître les Arméniens d'Arménie.

Les arrestations des dirigeants des divers mouvements qui, depuis dix mois, incarnent la résistance et la volonté arménienne, donnent à la diaspora l'impression que le pouvoir soviétique a saisi cette occasion pour renforcer l'état de siège et pour décapiter le mouvement arménien.

Le tremblement de terre a pris ainsi une dimension politique. D'heure en heure, les Arméniens de la diaspora, favorables, il y a peu, à la perestroïka et à la glasnost, ont une perception de plus en plus dégradée de l'expérience gorbatchévienne.

Les événements de ces dernières semaines ont sérieusement ébranlé quelques mythes tenaces qui circulaient dans la diaspora. En acceptant la soviétisation, en renonçant à l'indépendance, le peuple arménien avait acquis la sécurité et s'était assuré la protection de la Russie contre l'encerclement turc en Anatolie et en Azerbaïdjan. La politique soviétique de surindustrialisation de ce « Sud » arménien et son corollaire, l'urbanisation poussée, représentaient de réels progrès économiques et culturels après la catastrophe de 1915. La croissance démographique et la consolidation nationale étaient assurées au sein de l'URSS. L'Arménie soviétique serait, tôt ou tard, la base à partir de laquelle se ferait l'unification territoriale.

L'ampleur même de sa mobilisation a permis à la diaspora de prendre conscience de ses énergies, de ses moyens et de ses capacités. Elle espère que la politique d'ouverture, qui a permis à l'aide internationale de parvenir en Arménie, continuera et qu'elle n'est pas uniquement destinée à renforcer une image positive de M. Gorbatchev auprès des médias occidentaux.

Au moment où la tectonique des plaques s'est combinée à la géopolitique pour provoquer la deuxième catastrophe arménienne du vingtième siècle, la diaspora revendique non pas de financer la reconstruction de l'Arménie mais de participer directement, avec ses ingénieurs, ses architectes, ses médecins, ses enseignants, ses industriels, ses ouvriers, ses jeunes, à la construction d'une patrie qui lui a été confisquée pendant soixante-dix ans.

ANAHIDE TER MINASSIAN
(universitaire)
et CLAUDE MOURADIAN
(chercheur au CNRS).

Asie

CORÉE DU NORD : la tournée asiatique de M. Chevardnadze

L'URSS s'efforce de concilier ses relations avec Pyongyang et un rapprochement avec Séoul

Avant de quitter Manille pour Pyongyang, où il est arrivé jeudi 22 décembre, le ministre soviétique des Affaires étrangères a laissé entendre que Moscou pourrait procéder au démantèlement unilatéral de sa base militaire de Cam-Ranh, au Vietnam, à l'indiqué son homologue philippin, M. Mangatup. M. Chevardnadze, qui a rendu à

M. Cory Aquino une invitation officielle de M. Gorbatchev, a, d'autre part, déclaré que l'URSS n'avait jamais fourni d'aide aux guérilleros communistes de la Nouvelle Armée populaire (NPA) et qu'elle n'avait pas l'intention de porter atteinte aux relations traditionnelles entre les Philippines et les États-Unis.

TOKYO
de notre correspondant

Relativement simples à gérer lorsqu'il s'agit de contrebalancer l'influence chinoise, les relations entre l'URSS et la Corée du Nord sont devenues plus délicates depuis que Moscou a commencé à "flirter" avec Séoul. Les dirigeants du Kremlin doivent, en effet, trouver une voie qui leur permette de concilier leurs intérêts nationaux du moment : développer leurs relations avec la Corée du Sud dans le cadre du processus de redressement économique engagé par M. Gorbatchev et ménager leur position stratégique au Nord.

Certes, on affirme à Pyongyang que les relations avec Moscou n'ont jamais été meilleures. Mais la visite en République populaire démocratique de Corée (RPDC) de M. Chevardnadze n'en intervient pas moins à un moment où les Nord-Coréens sont irrités par l'attitude des Soviétiques et des pays de l'Est (comme au demeurant des Chinois), qui non seulement ont participé aux Jeux olympiques de Séoul, mais développent rapidement leurs relations avec le Sud.

Le président sud-coréen Roh Tae-woo a déclaré, le 20 décembre, que Séoul et Moscou établiraient des relations diplomatiques avant 1993. Le lendemain, à Tokyo, M. Chevardnadze précisait que l'URSS entendait certes améliorer ses rapports économiques avec la Corée du Sud, mais que cela ne signifiait pas qu'elle ait l'intention de normaliser ses relations avec ce pays.

En attendant, selon la presse sud-coréenne, le Koryo Air devrait incessamment recevoir l'autorisation de survoler la Sibirie, et les deux pays doivent ouvrir au début de l'année prochaine des représentations commerciales dans leurs capitales respectives. A la fin de 1988, le commerce entre la Corée du Sud et l'URSS dépassera les 200 millions de dollars, en augmentation de 50 % (en 1987, il est de 133 millions de dollars par rapport au 1,6 milliard de commerce sino-sud-coréen). Les groupes industriels sud-coréens se pressent à Moscou, derrière le plus entreprenant en ce domaine : Daewoo.

Non seulement le niveau technologique de la Corée du Sud paraît plus adapté à l'état de l'économie soviétique que celui, hyper-sophistiqué, des Japonais, mais encore les Coréens sont demandeurs et soucieux de prendre pied sur le marché soviétique. Les Japonais en revanche, déjà solidement implantés, sont plus réservés.

Après avoir dénoncé avec véhémence la "trahison" de la Hongrie, qui a échangé avec la Corée du Sud des missions diplomatiques (sans pour autant que les relations entre les deux pays aient été normalisées), et rappelé son ambassadeur à Budapest, Pyongyang s'est abstenu de tout commentaire officiel sur l'attitude soviétique (ou chinoise).

Avec le rapprochement, si-

avancé, la Corée du Nord a perdu une marge de manœuvre dont M. Kim Il-sung avait su tirer avantage au cours des vingt dernières années. Les Chinois se rapprochant plus rapidement de Séoul avec leur maîtrise habituelle à séparer la politique de l'économie, les Soviétiques ne sont pas en position trop difficile à Pyongyang. Mais ils ne voudraient pas perdre les "investissements" réalisés depuis de longues années en RPDC.

Jeu de bascule

Dans l'habile jeu de bascule mené par Pyongyang entre Moscou et Pékin, il y a eu des phases où l'un ou l'autre des grands alliés de la RPDC était en position privilégiée.

A la suite de la visite à Moscou, en octobre 1984, de M. Kim Il-sung (la première en vingt-trois ans, suivie d'une seconde en 1986), les relations entre l'URSS et la RPDC se sont considérablement renforcées. En un an, le commerce a augmenté de 50 %, le déficit du Nord s'aggravant, et la coopération militaire s'est développée de manière notable : fourniture d'armements par l'URSS (Mig-23, hélicoptères et missiles), ouverture du port de Nampo aux navires et de l'espace aérien nord-coréen aux chasseurs soviétiques. Selon l'agence de défense japonaise, en octobre 1986, en outre, eut lieu un premier exercice naval conjoint, tandis que se développaient les

échanges de personnel. L'année suivante, l'URSS a fourni à Pyongyang des Mig-29 et obtenu l'accès à d'autres ports nord-coréens.

Ce renforcement de la capacité militaire de la RPDC par l'URSS semble s'inscrire, estiment les experts à Tokyo, dans une stratégie soviétique à plusieurs niveaux. Tout d'abord assurer l'équilibre des forces dans la péninsule (face aux armements nucléaires et au F-16 américains déployés au Sud). Tant qu'existera ce que le Kremlin estime constituer une menace pour sa sécurité, il s'efforcera de ne pas offenser l'allié nord-coréen. Ainsi, les Soviétiques sont discrets sur le processus de succession "dynastique" en cours à Pyongyang.

Plutôt que d'influencer son difficile et imprévisible allié nord-coréen, Moscou cherche à créer avec les autres grandes puissances un nouvel environnement qui serve ses objectifs : le début de dialogue entre les deux Corées et la proposition d'un pacte de non-agression se situent dans cette ligne. Ils se conjuguent à l'initiative de Washington d'autoriser à nouveau ses diplomates à avoir des contacts avec leurs homologues nord-coréens. Tout en ménageant les susceptibilités de Pyongyang, qui a de bonnes raisons de se sentir isolé, M. Chevardnadze cherchera vraisemblablement à inciter ses interlocuteurs à participer à cette politique. Ceux-ci ne semblent guère avoir d'autre choix.

PHILIPPE PONS.

Le second fils de M. Kim Il-sung, ambassadeur en Bulgarie. — M. Kim Pyong-il, second fils du président Kim Il-sung, a été nommé ambassadeur en Bulgarie, a annoncé mardi 13 décembre Radio-Pyongyang. M. Kim avait été nommé, en août dernier, ambassadeur en Hongrie, mais avait été rap-
pelé un mois plus tard en signe de protestation à la suite de la décision de Budapest d'établir des relations officielles avec Séoul. Actuellement, les relations hongro-nord-coréennes ont été ramenées au niveau de chargé d'affaires. — (Corresp.)

Diplomatie

A Vienne

La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe devrait achever ses travaux entre le 17 et le 19 janvier

VIENNE
de notre correspondante

La séance de clôture de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), réunie à Vienne depuis novembre 1986, devrait se tenir entre le 17 et le 19 janvier, a annoncé, jeudi 22 décembre, le chef de la délégation autrichienne, M. Rudolf Torovsky. La Conférence devrait terminer ses travaux par l'adoption d'un document final rédigé par les pays neutres et non alignés, en étroite consultation avec les autres participants à la conférence (1) « dans les premiers jours du mois de janvier », selon M. Torovsky.

La date proposée par le ministre autrichien des Affaires étrangères, M. Alois Mock, a l'avantage de permettre aux ministres des Affaires étrangères de participer à la conférence sur les armes chimiques à Paris (7 au 11 janvier) et d'être antérieure au changement d'administration aux États-Unis, le 20 janvier.

Notion

de « prisonniers politiques »

Les neutres et non-alignés s'efforcent actuellement de servir de médiateurs entre l'Est et l'Ouest pour surmonter les dernières divergences qui concernent essentiellement la « troisième corbeille » c'est-à-dire le chapitre des droits de l'homme. Des formulations restent à trouver au sujet de l'arrêt du brouillage des radios occidentales à l'Est, du droit d'émigrer pour les personnes prétendument déviantes de secrets d'État, de la surveillance des dispositions de l'acte final d'Helsinki, ainsi que du nombre et du lieu des conférences de suivi.

La question de la tenue d'une conférence sur les droits de l'homme à Moscou en 1991 n'est toujours pas réglée. Le chef de la délégation

américaine, M. Warren Zimmerman, estime jeudi que « Moscou n'a toujours pas rempli toutes les conditions posées par Washington ». Il a admis « des progrès considérables » en matière de droits de l'homme en URSS, mais il a insisté que de graves divergences subsistent dans la définition de la notion de « prisonniers politiques ». L'Union soviétique refusait encore de considérer comme tels certaines personnes condamnées pénalement ou détenues en hôpital psychiatrique.

En plus, les Occidentaux ont soumis « trop tard », comme l'a

regretté M. Torovsky, une nouvelle proposition visant à imposer des « règles de bonne conduite » aux pays qui se portent candidats à l'organisation d'une des conférences de suivi de la CSCE, proposition qui n'a évidemment pas suscité l'enthousiasme des pays de l'Est. Les travaux de la CSCE se poursuivront sans pause de Noël pour achever la rédaction du document final.

WALTER BAUILLI.

(1) Il s'agit de tous les pays européens à l'exception de l'Albanie, ainsi que des États-Unis et du Canada, soit trente-cinq États.

La réduction des forces en Europe de l'Est

« Des chars ultramodernes seront envoyés à la casse »

précise un général soviétique

Les forces qui seront retirées d'Europe de l'Est dans le cadre des réductions unilatérales annoncées par M. Gorbatchev à New-York le 7 décembre ne seront pas des forces auxiliaires, et leurs armements — qui seront détruits et non évacués vers d'autres régions — ne seront pas la partie la plus démodée de l'arsenal, a indiqué, jeudi 22 décembre au cours d'une conférence de presse à Moscou, le général Iouri Lebedev, responsable à l'état-major des forces armées soviétiques.

« On a dit que les vieux tanks seraient retirés : cela est faux », a-t-il déclaré. Les six divisions blindées dont le retrait (de RDA, de Hongrie et de Tchécoslovaquie) a été annoncé seront dissoutes et leur matériel de combat, y compris les chars ultra-modernes, seront envoyés à la casse. Sauf leur

moteur, qu'il est prévu d'utiliser dans l'économie.

Le général Lebedev a encore précisé que la réduction annoncée par M. Gorbatchev pour les troupes soviétiques en Mongolie « pourra dépasser 50 % », mais qu'il n'est pas envisagé de réduire la durée du service militaire, ni de recourir à une forme de volontariat dans l'armée. Enfin, il a démenti que M. Chevardnadze ait critiqué l'armée pour sa lenteur à publier le budget militaire de l'URSS (le Monde du 23 décembre). « Ce n'est pas l'armée qui est en cause », a-t-il dit, mais les difficultés de la réforme des prix, toujours à l'étude, de même que « la définition d'une convertibilité du rouble » qui s'opposent, selon lui, à la publication immédiate du budget militaire. — (AFP, Tass.)

La grande histoire des Français sous l'occupation

Pour comprendre 1940 - 1944

HENRI AMOUROUX

de l'Institut

1. Le peuple du désastre
2. 40 millions de pétainistes
3. Les beaux jours des collabos
4. Le peuple réveillé
5. Les passions et les haines
6. L'impitoyable guerre civile
7. Un printemps de mort et d'espoir
8. Joies et douleurs du peuple libéré

HENRI AMOUROUX
La grande histoire des Français sous l'occupation



joies et douleurs
du
peuple libéré

6 juil. - 1^{er} septembre 1944

Robert Laffont

Plus s'éteignent les porteurs de souvenirs, plus la référence d'Henri Amouroux est irrecusable.

Jacques Nobécourt / L'EXPRESS

Vient de paraître

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

du vendredi 23 au samedi 31 déc.

SOLDES FOURRURES GEORGE V

Prix entièrement Sacrifiés

MANTEAUX

VISON dark	29500	18750	MARMOTTE	26950	14650
VISON luneraine	25000	19750	RENARD bleu	29750	14500
VISON pastel	35000	28750	RAGONOIN	3250	3850
VISON dark Sage	35000	28750	LYNX Canada	39000	36000
VISON Kahl-Moson	35000	42750	ZORINOS	3250	2850
VISON blackglama	33750	7850	CHEVRETTE	3850	2250
VISON pastel marocain	35000	25000	PELISSES int. Laph	2650	1650
CARSTON Canada			col Renard		

VESTES

VISON dark	19750	11850	RAT d'Amérique	3750	3250
VISON luneraine	25000	19000	COYOTE	3450	8750
VISON sourcilaine	35000	25000	ABRAKAN beige	3750	3450
VISON blanc et écru	35000	25000			
RENARD de Virginie	19750	8950			
MARMOTTE	14750	6850			
MOUTON fantaisie	8450	2350			

Collection GROSVENOR (Canada)

Cape vison blanc 75000, 75000, Cape vison blanc et
ivoire 28500, 85000, Manteau vison blanc et saphir
24500, 75000, Manteau vison femelle luneraine
22500, 65000

HAUTE FOURRURE
MANTEAUX

ZIBELINE russe	235000	117500
ZIBELINE blonde	195000	95000
PEKAN	35000	45000
Capes ZIBELINE russe	180000	95000

MANTEAUX LONGS DU SOIR

VISON blanc et renard	35000	25000
VISON luneraine	65000	25000
VISON ranch	35000	19000
VISON dark		

40, Avenue George V. Paris. 8^e

AUTOMOBILISTES

Assurez-vous, rassurez-vous

Code ASSUR

36.15 LEMONDE

Collection « Mondes en devenir »

dirigée par Edmond JOUVE

ALBERT TEVOEDJRE
COMPAGNON D'AVENTURE

Préface de

LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR

15,5 x 24 cm - 536 p. - 270 F

Berger-Levrault

International tél. : 46 34 12 35

5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

هكذا من الأصل

Politique

Le bilan de la session parlementaire

La fragilité du gouvernement ferment du renouveau de l'Assemblée

Assemblée nationale, terre de contrastes... En 1981, il était urgent, pour une gauche prisonnière du « syndrome Allende », de faire vite pour forger le « socle du changement » ; en 1986, le gouvernement Chirac, pris par le temps, mit les bouchées doubles pour défaire ce qui avait été fait : d'un côté comme de l'autre, on proclamait les bienfaits de la « rupture » tout en dénonçant l'« héritage ». Les « sessions idéologiques » étaient au rendez-vous avec leur cortège de clameurs et de passes d'armes.

Cette première session budgétaire 1988 est également, d'une certaine façon, une session de rupture. Les traditions tristes législatives, porteurs de réformes lourdes et parfois brutales, n'ont pas été au rendez-vous. Le climat s'est détendu, les députés préférant se défouler lors des questions au gouvernement le mercredi, faute de pouvoir le faire lors des débats législatifs en séance publique, sur des textes qui ne préparent pas le flanc à de virulentes attaques.

Soucieux de redonner au Parlement le tonus qui lui fait défaut depuis trente ans, contraint par l'absence de majorité absolue à respecter ce souhait qui, en d'autres temps, restait un vœu pieux, le premier ministre a délibérément choisi un « pilotage fin », parfois au grand dam de ses amis. Plutôt que d'abroger les lois héritées de la période précédente, le gouvernement a cherché à les retoucher. Ainsi fut fait pour la loi Méhaignerie (la colère du PS sur ce sujet n'est pas éteinte). Ce pilotage a donné des résultats « fins », contrairement aux prévisions lourdes faites au début d'une session sur laquelle planait la menace d'un 49-3 à répétition. Session des paradoxes, puisque c'est pourtant le texte, à ambition consensuelle, sur le

Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui a hérité du seul 49-3 de la période.

Force est de constater — voici un autre paradoxe — que c'est bien parce que la situation du gouvernement est délicate que l'Assemblée a pu délibérer, que plusieurs textes ont été adoptés à l'unanimité et que l'exécutif a retrouvé le chemin du dialogue avec les parlementaires. C'est cette fragilité qui a été le ferment du renouveau de l'Assemblée. Il ne faut pas, pour autant, présenter une vision trop idyllique : l'exécutif reste fort et dispose d'instruments de coercition dont il a fait usage (urgence, vote bloqué, seconde délibération, 49-3, etc.). Les présidents des commissions se plaignent toujours de l'indigence dans laquelle ils se trouvent face aux puissants cabinets ministériels. M. Jean-Michel Bérégovoy (PS, Allier), président de la commission des affaires sociales, en a fait l'expérience quand il a fallu qu'il s'attaque au revenu minimum d'insertion (RMI). Il produira sur ce sujet un remarquable rapport, mais après avoir déployé des trésors d'énergie.

Le compromis permanent

C'est une des raisons qui ont poussé son collègue de la commission des finances, M. Dominique Strauss-Kahn (PS, Val-d'Oise), à faire augmenter les crédits d'étude de sa commission et à mettre en place des groupes de travail de façon à pouvoir faire, en matière budgétaire, des propositions au gouvernement avant que celui-ci ne dépose sur le bureau des Assemblées son projet tout ficelé.

Le ministre des relations avec le Parlement n'en a pas fait mystère, il

y a eu, en permanence, au cours de cette session, compromis entre le gouvernement et certains groupes. Les députés socialistes ont eu d'ailleurs, à plusieurs reprises, la désagréable impression d'être orphelins, « leurs » ministres multipliant les clin d'œil vers le centre et les bonnes manières à l'égard des communistes. Le gouvernement a-t-il — comme l'en accuse plus d'un député socialiste — privilégié l'accord au centre plutôt qu'à gauche ? Le bilan quantitatif le dément.

L'UDC dans l'opposition

Ce qui est vrai, c'est que les négociations avec l'Union du centre ont toujours eu un caractère plus visible que celles menées avec le PCF. Il n'était pas rare de voir les ministres Bérégovoy et Charasse bras dessus, bras dessous avec MM. Bruno Durieux (UDC) et Edmond Alphandéry (UDC), alors qu'André Lajoinie n'acceptait le contact que dans son bureau éclairé d'une main grande ampoule. Au chapitre des concessions, les centristes ont obtenu, concrètement, plus de choses que les élus communistes. Il est vrai que pour ces derniers le positionnement au Parlement n'était pas la simple résultante du contenu des textes : les municipales ont pesé de tout leur poids.

Curieusement, et c'est un autre changement, les affrontements ont été souvent moins forts entre la majorité et les oppositions qu'au sein des groupes eux-mêmes. Au RPR, les « rénovateurs » ont semblé pendant presque toute la session marginalisés, incapables de faire entendre leur spécificité : il faudra attendre la motion de censure de M. Philippe Séguin (RPR, Vosges) pour la percevoir. Mais cette première censure

de la législature a plutôt joué le rôle de la fracture interne au sein du groupe gaulliste d'une part, et au sein de l'opposition d'autre part. L'UDF et l'UDC ont refusé de co signer cette motion de censure, décidée sans eux. De même, ils refusèrent de riposter au 49-3 sur le CSA par une nouvelle motion de censure. Plus d'une fois, dans l'hémicycle, les élus RPR reprochèrent aux députés centristes de faciliter la tâche du gouvernement. Les relations, en cette fin de session, entre UDC et RPR sont extrêmement tendues. Les centristes se félicitent quant à eux d'avoir attendu deux de leurs objectifs : attirer l'UDF vers eux, juger les textes du gouvernement au coup par coup, en attendant de les améliorer. Il reste que, sur les projets les plus politiques, les votes de l'UDC classent indistinctement ce groupe dans l'opposition. M. Raymond Barre, qui n'a pas voté la censure, se situant, quant à lui, « ailleurs »...

Du côté du groupe socialiste, les mouvements sociaux sont venus à point pour contraindre tout le monde au silence et à la discipline. Nombreux sont les députés qui, dans la méthode Rocard, une technique homéopathique et qui ajoutent que, de l'homéopathie à l'apathie, il n'y a qu'un pas. L'affaire des amendements Pèzet sur Marseille a été l'un des points de cristallisation de cette acrimie, dont le chef de l'Etat a eu sa part. Aussi peut-on se demander, faite de plus amples explications de la part de l'intéressé, comment interpréter la petite phrase de M. Louis Mermeux selon laquelle son groupe « a infléchi la politique du gouvernement » et qu'il entend le faire « de plus en plus » à l'avenir...

PIERRE SERVENT.

Les textes définitivement adoptés

● Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). — Aucune motion de censure n'ayant été déposée dans le délai de vingt-quatre heures suivant l'examen du projet relatif à la liberté de la communication, ce dernier est devenu définitivement adopté (article 49-3 de la Constitution), le texte a été définitivement adopté jeudi 22 décembre à 17 h 15.

Dans un communiqué, les présidents des groupes RPR et UDF de l'Assemblée, MM. Bernard Pons et Jean-Claude Gaudin annoncent qu'ils vont saisir le Conseil constitutionnel sur la conformité du texte à la Constitution. Selon le communiqué, « un trop grand nombre de dispositions de cette loi sont contraires à la Constitution en ce qu'elles laissent une trop grande part de décisions au pouvoir exécutif et qu'elles semblent porter plus l'accent sur la volonté de sanctionner que sur le désir de protéger la liberté d'expression ».

● Fonction publique territoriale. — Les débats se sont terminés et se ressemblent. Le projet de loi relatif à la réorganisation des services extérieurs de l'Etat et à la fonction publique territoriale, qui a été soumis, jeudi 22 décembre à deux reprises, à l'Assemblée nationale — le matin en deuxième lecture et l'après-midi, après un retour au Sénat, en lecture définitive, — a donné lieu au même accrochage entre la majorité et l'opposition que lors de son premier examen, le 10 décembre.

Après l'échec de la commission mixte paritaire, les députés sont donc revenus au texte qu'ils avaient adopté en première lecture, réintroduisant notamment un article amendé par le Sénat — sur le contrôle des crédits de fonctionnement de la Ville de Paris par la chambre régionale des comptes, dit à l'initiative de M. Jean-Marie Le Guen (PS, Paris). L'opposition, notamment parisienne, réitéra par la voix de M. Jean Tiberi (RPR, Paris) son hostilité à cette disposition, qui avait pour conséquence

directe la suppression de la quinzaine de Paris instaurée en 1939.

M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales, justifiait cette mesure par le souci d'étendre à Paris le droit commun en matière de contrôle sur les collectivités par une chambre régionale des comptes, et donc de supprimer le statut dérogatoire de la capitale. Sur ce point, M. Tiberi observait que son groupe était favorable à ce contrôle mais qu'il restait opposé à la suppression de la quinzaine.

Les débats se compliquaient quand deux amendements sur ce sujet, déposés par M. Jean-Claude Peyronnet (PS, Haute-Vienne), rapporteur du projet au nom de la commission des lois, furent soumis à l'examen des députés. Le premier réintroduisait sans modification l'article adopté en première lecture ; le second — tenant compte des suggestions de l'opposition — établissait également le contrôle de la chambre régionale des comptes sur la Ville de Paris mais ne remettait pas en cause la question de la quinzaine, en précisant que celle-ci continuerait à « gérer les crédits ». M. Tiberi se déclara, au nom de son groupe et même au nom de l'ensemble de l'opposition, favorable au second amendement.

Le compromis semblait donc possible. Mais l'orateur socialiste, M. Jean Auroux (Loire) se prononça contre le maintien de l'existence de la quinzaine à Paris, rejoignant sur ce point par M. Baylet. « La formule de la quinzaine est de nature à donner à certaines collectivités locales une efficacité, une rapidité, une souplesse qui sont, en effet, souhaitables », observa M. Auroux, précisant qu'il demandait au gouvernement d'examiner les possibilités de l'extension de ce mécanisme à d'autres collectivités territoriales. Autrement dit : c'est intéressant, commençons donc par la supprimer à Paris, pour voir ensuite comment nous pourrions l'étendre ailleurs. Une argumentation quelque peu ciseuse, que ne manqua pas de relever M. Tiberi.

Rien n'y fit. Par 277 voix contre 263 (le groupe communiste s'était abstenu), l'Assemblée adopta le premier amendement, faisant de ce fait « tomber » le second, qui n'avait plus lieu d'être examiné.

Après son passage au Sénat, qui semblait à son tour un amendement maintenant l'existence de la quinzaine, le texte fut de nouveau soumis, en fin d'après-midi, à l'Assemblée. Cette fois, M. Tiberi prit lui-même l'initiative de déposer un nouvel amendement, reprenant, à quelques mots près, celui de M. Peyronnet. Une fois de plus, le gouvernement s'y opposa, et cet amendement fut donc rejeté. La quinzaine de Paris a donc été définitivement supprimée.

Les députés ont, en outre, rétabli « l'amendement Méhaignerie », qui avait été supprimé par le Sénat, étendant aux communes de plus de deux mille cinq cents habitants (et non plus trois mille cinq cents) le mode de scrutin proportionnel majoritaire à deux tours pour les municipales.

Il est également réintroduit le paritarisme entre élus et représentants des organisations syndicales au sein du conseil d'administration du Centre national de la fonction publique territoriale. De même, ils ont confirmé leur choix en faveur de l'application de la proportionnelle pour la désignation des représentants des communes aux conseils des communautés urbaines, et ce malgré l'opposition de l'UDF, du RPR et de l'UDC.

L'Assemblée nationale a définitivement adopté l'ensemble du projet de loi relatif aux collectivités territoriales avec le seul soutien du groupe socialiste, le RPR, l'UDF et l'UDC ayant voté contre, tandis que les communistes s'abstenaient.

PASCAL ROBERT-DIARD.

M. Juppé : que les centristes se décident

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a indiqué, au cours de son point de presse, jeudi 22 décembre, qu'il était « choqué de voir les centristes négocier avec le gouvernement sur certains textes sans en avoir parlé auparavant à leurs alliés ». « Cela », a-t-il ajouté, « ne respecte pas la règle du jeu dans une opposition qui se veut saine ».

M. Juppé conteste surtout les reproches adressés par les centristes au RPR à propos de l'Europe en affirmant : « Nos vingt propositions sont dans le droit fil de la politique menée par le gouvernement Chirac entre 1986 et 1988, et nous n'avons alors entendu aucune critique de la part de M. Méhaignerie ». Il ajoute : « Ou bien les centristes ont déjà pris la décision de faire une liste à part, et alors ils doivent le dire tout de suite, et on avisera ; ou bien cette décision n'est pas prise, et le RPR est prêt à négocier sur le fond pour une liste commune de l'opposition ».

Au Sénat

M. Poher est satisfait

Après avoir examiné en nouvelle lecture le projet de loi sur les collectivités territoriales que l'Assemblée a ensuite modifié avant de l'adopter définitivement (voir ci-contre), le Sénat a entendu, jeudi 22 décembre, l'allocution d'usage de fin de session, prononcée par M. Alain Poher. Le président du Sénat a regretté que les déclarations d'urgence (qui permettent au gouvernement de limiter les « navettes » entre les deux Chambres) aient été « trop souvent la règle », mais, a-t-il ajouté, « l'utilisation de cette procédure n'a pas empêché le Sénat de jouer son rôle dans le système bicaméral de la V^e République ».

M. Poher s'est félicité de « l'esprit de compréhension mutuelle » qui a marqué les débats et qui confirme « tout le crédit que le premier ministre et son gouvernement semblent accorder au sérieux et à la qualité des travaux » du Sénat. Estimant que l'Assemblée nationale « a été trop souvent contrainte à dire le

dernier mot », il a également regretté que « cette étroite coopération institutionnelle n'ait pas débouché sur un meilleur résultat politique, ceci, a-t-il précisé, n'est pas de notre fait mais peut-être de la nature incertaine de la majorité parlementaire du gouvernement ».

Il a, en outre, remercié M. Michel Rocard d'avoir assisté aux séances de questions au gouvernement et d'avoir participé pour la première fois depuis les débuts de la V^e République à une conférence des présidents. Ses remerciements sont allés aussi aux fonctionnaires et agents des services administratifs et législatifs du palais de Luxembourg dont « les efforts » ont été accomplis « dans le souci permanent de l'intégrité qui les caractérise » et aux représentants de la presse, qui ont rendu compte des travaux du Sénat « du mieux qu'il leur était possible dans la plus grande rigueur professionnelle ».

A la Réunion

L'application de l'égalité sociale prendra du temps

souligne M. Le Pensec

SAINT-DENIS
de notre correspondant

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Louis Le Pensec, a achevé, jeudi soir 22 décembre, une visite de quatre jours à la Réunion. Devant un parterre d'élus et de responsables socio-économiques, le ministre des DOM-TOM a distribué un bon point à ces « très bons élèves de la classe européenne des DOM ». La Réunion, a souligné M. Le Pensec, a largement fait la preuve « de sa capacité à élaborer un programme pluriannuel d'action et de son aptitude à mobiliser de manière coordonnée les fonds européens, nationaux, locaux et privés ». Il s'avère en effet que si la Réunion réalise en moyenne à plus de 92 % les actions qu'elle conduit avec le concours des fonds européens, les départements antillais, eux, dépassent à peine la barre des 40 %.

M. Le Pensec a confirmé que 1989 verra outre-mer le lancement

du programme *Poséidon* et la définition de plans de développement régionaux qui prévoient notamment un doublement de l'intervention des fonds structurels européens. Le programme *Poséidon*, a indiqué M. Le Pensec, « est un succès pour l'outre-mer puisque, pour la première fois dans l'histoire de la CEE, les DOM font l'objet d'une réflexion d'ensemble et d'un projet global de la part de la Commission ».

Outre l'Europe, un second thème a dominé la visite de M. Le Pensec à la Réunion : l'égalité sociale. Le ministre a remarqué que, pour la première fois avec le revenu minimum d'insertion (RMI), le droit social était ouvert en même temps en métropole et outre-mer. Une commission des sages, a précisé M. Le Pensec, se penchera à partir du mois de janvier sur les incidences de l'application du RMI outre-mer, petite économie ouverte et fragile où plus de la moitié des salariés perçoivent une rémunération inférieure ou égale au SMIC local, lui-même inférieur de 22 % au SMIC métropoli-

Le capital des sociétés privatisées

La commission de contrôle de l'action des organismes publics ayant traité à des opérations financières portant sur le capital des sociétés privatisées dont le Sénat a décidé la création mercredi 21 décembre (le Monde du 22 décembre) a été constituée à la proportionnelle des groupes. Elle est ainsi composée MM. Jean Arthuis (Un. cent., Mayenne), François Autain (R. Loire-Atlantique), José Balarelo (R. Alpes-Maritimes), Maurice Bin (Un. cent., Ardennes), Raymond Bourquin (RPR, Paris), Michel Caldaguis (RPR, Paris), Roger Chénou (R. Paris), Jean Clouet (R. Val-de-Marne), Jean Cluzel (Un. cent., Allier), Etienne Dailly (gauche dém., Seine-et-Marne), Michel Dreyfus-Schmidt (PS, territoire de Belfort), Hubert Haenel (RPR, Haut-Rhin), Jacques Larché (R. Seine-et-Marne), Charles Lederman (PC, Val-de-Marne), Paul Loridant (PS, Essonne), Jean-Pierre Masseret (PS, Moselle), Jay Motet (Gauche dém., Charente-Maritime), René Monory (Un. cent., Vienne), Lucien Neuwirth (RPR, Loire), Jacques Oudin (RPR, Vendée), Xavier de Villepin (Un. cent., Français de l'étranger).

ALIX DIJOUX.

● Législatives partielles dans les Bouches-du-Rhône et en Seine-Saint-Denis les 22 et 29 janvier. — Le gouvernement a fixé au dimanche 22 janvier le premier tour des élections législatives partielles dans le système circulaire des Bouches-du-Rhône et dans le système circulaire de la Seine-Saint-Denis. Apprenait-on jeudi de source officielle. Ces législatives partielles font suite à l'annulation par le Conseil constitutionnel de l'élection de MM. Guy Teissier (UDF) à Marseille et François Asensi (PCF) à Sevran.

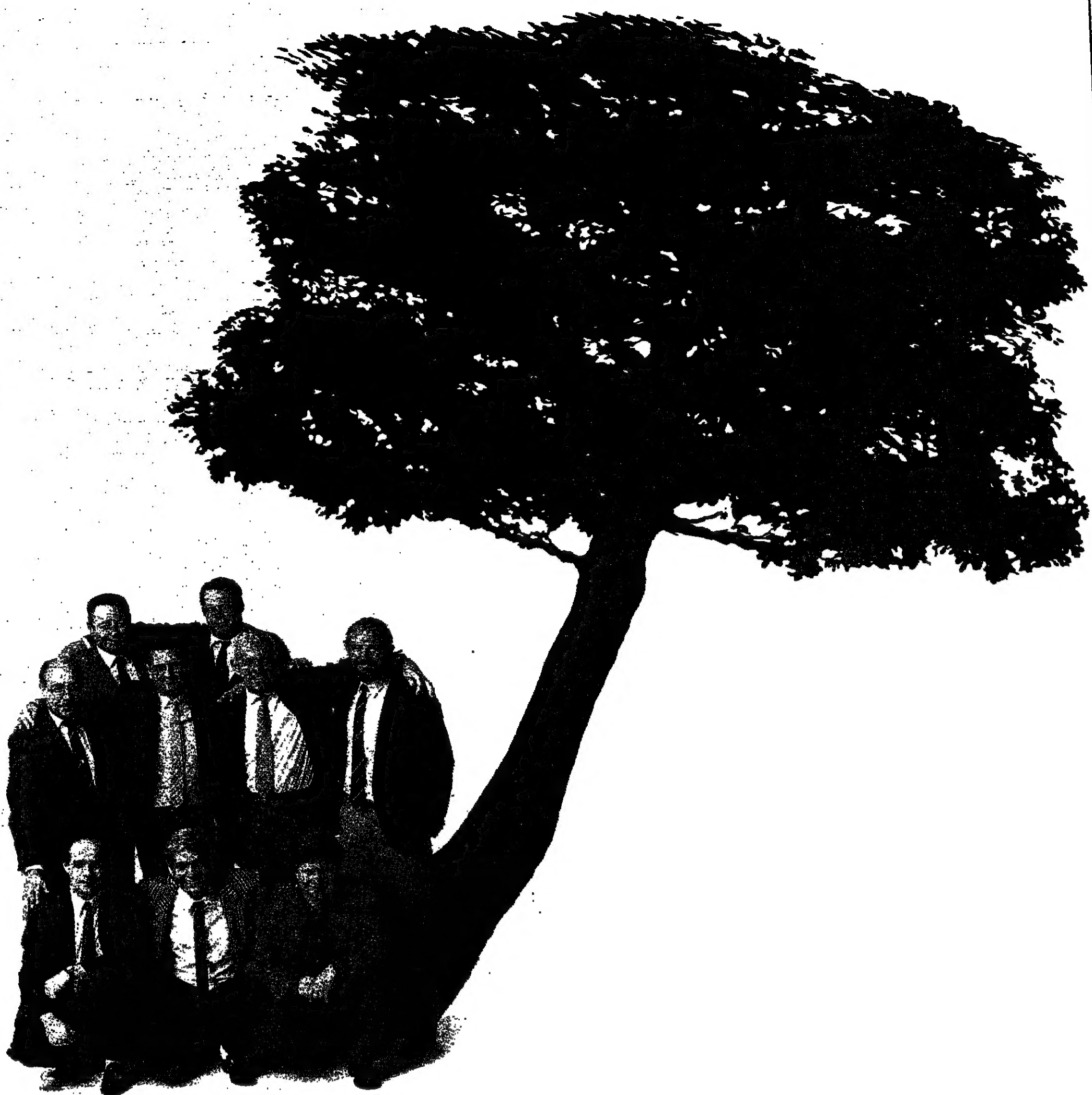
Qui a voté quoi

L'Assemblée nationale a achevé jeudi 22 décembre ses travaux, clôturant ainsi la courte session extraordinaire ouverte dans la nuit de mercredi à jeudi pour achever l'examen de certains textes. Présentant le bilan de cette session budgétaire, le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, a estimé que députés et sénateurs avaient quantitativement moins légiféré qu'en d'autres périodes, mais que la qualité du travail avait sans doute été meilleure, notamment à cause des délais offerts au travail parlementaire. Le ministre a insisté sur les efforts de dialogue entrepris par un gouvernement ne disposant pas de la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Il a reconnu sans difficulté qu'il y avait bien eu compromis à plusieurs reprises, soit avec le centre, soit avec les communistes, mais que les projets gouvernementaux n'avaient pas été déformés. Il s'est félicité du climat qui a régné pendant ces trois mois, constatant que, contrairement à la période 1981-1983, « le gouvernement n'a pas trouvé la guéville, voire l'obstruction ». « Si nous n'avons pas la majorité absolue, il

n'y a pas non plus de majorité possible contre nous », a fait observer M. Jean Poperen, qui a tracé une ligne séparant ceux qui s'étaient abstenus sur des textes essentiels politiques, comme le budget et le collectif 1988, ou qui n'avaient pas voté la censure (le PCF), et les autres (notamment l'Union du centre). « Notre volonté de rassemblement a reçu quelques encouragements, mais nous ne sommes pas au bout de nos efforts », a remarqué l'ancien numéro deux du PS, qui a estimé que le gouvernement avait, dans sa recherche de compromis, tenu la balance égale entre les uns et les autres, sans oublier le groupe majoritaire socialiste.

Sur la loi de finances 1989, l'abstention centriste a facilité l'adoption de cinq budgets, celle du PCF de quatre. L'UDC et le PCF se sont abstenus sur l'article d'équilibre (1^{re} partie), mais les centristes ont voté contre l'ensemble, le PCF s'abstenant, évitant ainsi au gouvernement le recours au 49-3. Sur les textes les plus importants, les votes se répartissent ainsi que le montre le tableau.

	POUR	CONTRE	ABSTENTION
Revenu minimum d'insertion	PS, PCF UDF, RPR, UDC		
Impôt de solidarité sur la fortune	PS, PCF	RPR, UDF	UDC
Loi antiterroriste	PS PC RPR UDF, UDC		Une abstention M. José Roud (UDF Corse-du-S.)
Diverses mesures d'ordre social	PS	RPR, UDF, PC	UDC
Conseil supérieur de l'audiovisuel	49-3 (adopté sans vote)		
Adaptation de l'exploit. agricole (après accord en CMP)	PS, RPR UDF, UDC		PCF
Censure	RPR, UDF, UDC		
Fonction publique territoriale	PS	RPR, UDF, UDC	PCF
Collectif 1988	PS	RPR, UDF, UDC	PCF
Fonds communs de créances (après accord en CMP)	PS, RPR, UDF UDC	PCF	
Recherche Médicale	PS, PCF RPR, UDF, UDC		
Législation sur les déchets	PS, PCF RPR, UDF, UDC		
Budget 1989	PS	RPR, UDF, UDC	PCF

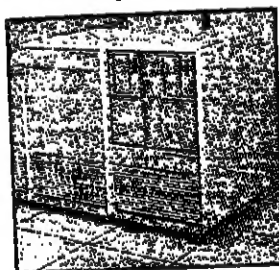


Le Bull DPS 7000 remporte le trophée de la haute technologie 1988.

GRACE A L'ESPRIT D'EQUIPE, UN ARBRE REMPORTE LE COCOTIER.

L'Esprit d'Equipe pour Bull, ce n'est pas une idée en l'air. Car associer plus de 1000 chercheurs, ingénieurs et techniciens sur un projet pendant 4 ans nécessite une cohésion autour d'objectifs communs et une détermination à toute épreuve.
Et si aujourd'hui l'équipe qui a mis au point le Bull DPS 7000 reçoit le Trophée Albert Costa de Beauregard de la Haute

Technologie 1988^(*), ce n'est pas par hasard. Il faut y voir le succès de toute une entreprise fermement décidée à se battre sur la qualité de ses produits, pour faire gagner ses clients dans le monde entier.



Au sein de l'entreprise, comme dans une course au large, ou dans l'ascension d'un sommet de 8000 mètres, l'Esprit d'Equipe c'est avant tout une volonté quotidienne qui permet d'être sans cesse plus compétitif.

Avec ce trophée, c'est un certain état d'esprit qui est récompensé : celui d'une équipe.

(*) Concours organisé par Le Figaro et KPMG (Klynveld Peat Marwick Goerdeler).



هكذا من الأصل

Politique

M. Michel Rocard et la communication gouvernementale

Comment vendre un premier ministre qui ne croit plus au politique

Baromètre IFOP-Journal du dimanche du dimanche 18 décembre : pour la première fois depuis sa nomination à l'hôtel Matignon, un sondage défavorable plus de mécontents (40 %) que de satisfaits (37 %). Sondage IPSOS-Quotidien de Paris (1) du vendredi 23 décembre : tous les citoyens sont satisfaits du premier ministre : 41 % contre 37 % approuvent la manière avec laquelle M. Rocard remplit ses fonctions : 63 % contre 19 % le jugent compétent ; 45 % contre 33 % approuvent le comportement, les attitudes et les déclarations du premier ministre depuis qu'il y a des mouvements sociaux. Le tout, malgré 44 % de personnes interrogées qui se jugent éloignées (contre 36 % qui se jugent proches) de M. Rocard sur le plan politique.

Ces résultats contradictoires peuvent être mis au compte de la glorieuse incertitude des sondages. Ils peuvent aussi être expliqués : entre les deux sondages, celui du Journal du dimanche et celui du Quotidien de Paris, il y a eu l'émission télévisée « 7 sur 7 » de M. Rocard, dimanche sur TF1, et la fin du dernier conflit social important (en dehors de ceux de Marseille), celui de la RATP.

Si l'on choisit la seconde hypothèse, celle-ci donne à la fois tort et raison au premier ministre : tort, lorsqu'il traitait sur ceux qui lui reprochaient un « déficit d'explication », puisque l'impact de l'émission télévisée avait confirmé l'existence d'un tel « déficit ». Raison, pour avoir parlé « à froid », quand l'apaisement l'emportait, et avoir ainsi été mieux entendu. Raison aussi, puisqu'il semble avoir été convaincant.

Un troisième sondage, dont fait état cette fois l'hôtel Matignon, pourrait apporter, de ce point de vue, des éléments de confirmation. Réalisé par l'Institut Médiascope et portant sur l'impact de l'émission de TF1, ce sondage affirme que la prestation du premier ministre a été, dans l'ensemble, bien reçue par les téléspectateurs, avec, toutefois, un clivage net entre la gauche et les indécis, assez largement convaincus par les arguments de

M. Rocard, et le public de droite, qui est resté sur sa réserve. Cette émission amène ainsi à voir un peu plus de la communication gouvernementale. Un trouble dû non seulement à certaines hésitations ou contradictions dans le message gouvernemental, mais aussi à la mise en application des théories personnelles de M. Rocard sur la communication gouvernementale.

Se théorise, M. Rocard l'a couché sur le papier dans son livre, paru à l'automne 1987, *Le Cœur à l'ouvrage* (2). Celui qui était alors aspirant à l'essor de la charge suprême y consacre plusieurs dizaines de pages et assure que le médium télévisuel interdit pratiquement toute explication raisonnée et argumentée, pour ne retenir que les symboles et les phrases-chocs. De toute façon, M. Rocard juge que, dans l'univers médiatique que nous connaissons, seules les « petites phrases » permettent de surmonter le bruit ambiant.

Conclusion : silence — relatif — et secret. En somme, M. Rocard reprend à son compte une formule de Saint-Just : « On ne saurait gouverner sans l'écrit ». D'où le rareté de l'expression publique télévisuelle du premier ministre. D'où le refus, dans les premiers mois du gouvernement Rocard, des « effets d'annonces » et le recours à la surprise comme méthode de gouvernement. D'où, aussi, l'impression, jusqu'à l'émission de TF1, dimanche, que M. Rocard voulait entraîner les Français avec lui, en gardant la destination confidentielle.

Schizophrénie

Il est vrai que M. Rocard met progressivement de l'eau dans son vin. Il est vrai aussi que son équipe — comme c'est souvent le cas pour les équipes de premier ministre — vit une sorte de schizophrénie. M. Rocard affirme à la télévision : « On conçoit s'acharner à ne gouverner qu'avec des sondages serait un bien mauvais gouvernement. » Mais ses collaborateurs ont toujours eu, et ont toujours l'œil rivé sur les sondages, et lui-même en tient

le plus grand compte : l'annonce du « service minimum » dans le service public suite à un sondage IPSOS-Le Monde favorable à cette perspective.

M. Rocard prend également quelques libertés avec le refus des « effets d'annonces ». Au plus fort du conflit des infirmières, il annonce sur Europe 1, le 24 octobre, que, dans certaines conditions, celles-ci, au bout de vingt ans de métier, pourront devenir membres du corps médical. Personne n'est ou n'a été à son cabinet ni chez M. Claude Evin. Aucune étude n'a été menée à terme et la mesure n'est pas prise. Il s'agit très exactement du type d'effet d'annonce que condamnent l'Institut de la RATP.

De même, lorsqu'il vient s'expliquer à la télévision, le fameux jeudi 13 octobre, il affirme que le gouvernement « lâche un petit peu » lorsqu'il y a « une situation d'urgence, ouverte et claire, et reconnue par l'opinion en plus ». C'est le cas des infirmières qui viennent de manifester par plusieurs dizaines de milliers dans la rue. Plusieurs commentateurs jugent ce critère discutable et dangereux, car il peut inciter à la grève des catégories dont les problèmes sont méconnus par le grand public.

Quelques semaines plus tard, le mouvement des ouvriers d'entretien de la RATP confirme d'une certaine façon, ces analyses. Et le mercredi 30 novembre, à l'Assemblée nationale, M. Rocard affirme : « La légitimité des revendications ne se mesure pas au bruit qu'elles font. Il y a des revendications discrètes, faut d'avoir les moyens de se faire entendre, tout comme il y a des demandes qui restent injustifiées même quand elles sont nombreuses... »

Au-delà de ces épisodes conjoncturels (et de quelques autres), la communication du premier ministre est confrontée à un redoutable défi structurel. Ce n'est pas que le nouveau Michel Rocard ait remis toutes les idées de « l'ancien » dans le *Cœur à l'ouvrage*, écrit plusieurs mois avant l'élection présidentielle, il explique déjà son intention d'étendre au secteur public son idée de nouveau « contrat » fondée sur la

définition d'un « projet d'entreprise ». Mais, pour la première fois sans doute depuis les débuts de la V^e République, la France est dotée d'un premier ministre qui ne cache pas son scepticisme sur les capacités qu'a le pouvoir politique à peser sur l'évolution de la société.

Dimanche à TF 1, il a expliqué : « C'est à la marge et moins fondamentalement que dans certains épisodes historiques qu'il faut corriger. Alors, dans nos pays, les grands desseins prennent une forme plus petite (...). La société est ce qu'elle est, elle est impossible à transformer très vite. »

Dans le *Cœur à l'ouvrage* il était, sur le même thème, encore plus précis : « Les mouvements profonds de notre société, devraient le futur premier ministre, sont à évolution lente : il est clair aujourd'hui que personne ne les contrôle ni ne les infléchit, et que le politique, en tout cas, en est détourné par les règles du jeu même qu'il lui a fallu jouer. »

Les mots de consensus

Bien sûr, M. Rocard n'a pris personne en traître. L'idée de « gouverner autrement » n'était-elle pas la conséquence logique de ce raisonnement, la capacité d'action du gouvernement consistant désormais à « améliorer le fonctionnement et les processus de décision dans la démocratie médiatique » ? Le premier ministre peut donc affirmer à la télévision : « L'idée que moi, qui ai combattu certains rêves, ai fait rêver, me surprend un peu. »

Pourtant, le paradoxe s'explique. Pendant des années, M. Rocard s'est employé à convaincre que ses idées représentaient l'avenir de la gauche. C'est, précisément, parce qu'il ne voulait pas faire rêver qu'il inspirait confiance. Le message Rocard, tel qu'il était perçu, était un peu : « Je promets moins, c'est pour cela que je pourrai faire plus. » En quelque sorte, l'enjeu, pour M. Rocard, est de convaincre que sa modestie n'était pas feinte et qu'il n'y a pas de quoi être déçu pour cela... Il court

pourtant le risque d'être pris au mot et de ne pas être, par exemple, crédité de l'amélioration de l'emploi.

Toujours dans le *Cœur à l'ouvrage*, M. Rocard écrivait encore : « L'homme politique médiatisé remplit la fonction essentielle de présenter à l'opinion les mots, les attitudes, les réactions, ou se reconnaît un consensus national. » De fait, M. Rocard se prévaut d'une gestion du pays qui s'appuie avant tout sur la recherche du consensus maximal. Pourtant, l'opinion attend probablement plus de lui (même si une rénovation réussie de la fonction publique constituerait une petite révolution). Non seulement à cause de son passé, mais aussi parce qu'une gestion consensuelle fait désormais pratiquement partie du patrimoine national. M. Jacques Chirac, avec son échec de 1988, en a fait, a contrario, l'amère expérience.

Si les premiers mots de la gestion Fabius, en 1984, ont produit sur l'opinion un « choc » favorable, c'est parce qu'après les premières années échouées de la gauche au pouvoir il incarnait à la fois une rupture et un nouveau. Une telle opération n'est plus renouvelable.

Il est vrai toutefois qu'il est bien difficile de répondre aux attentes d'une opinion en plein brouillard : selon un sondage SOFRES (3), 43 % des Français pensent que le gouvernement doit en priorité poursuivre l'effort de rigueur économique ; 47 % donnent la priorité au relèvement du pouvoir d'achat. Mais, selon la même enquête, 47 % donnent la priorité à la compétitivité de l'économie, et... 43 % à l'amélioration de la situation des salariés.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

- (1) Sondage réalisé les 20 et 21 décembre auprès d'un échantillon de mille personnes.
- (2) *Le Cœur à l'ouvrage*, de Michel Rocard, Éditions Odile-Jacob, Seuil, 1987.
- (3) Sondage SOFRES réalisé pour un groupe de journaux de province sur le climat économique vu par les Français entre le 9 et le 13 décembre auprès d'un échantillon de mille personnes.

La préparation des élections municipales

Lyon : l'union à petites doses

LYON
de notre bureau régional

Avant d'être un combat, l'union est un cocktail. Pour s'assurer d'une majorité renouvelée, vaut-il mieux, par exemple, une parité totale entre les deux composantes de la droite, ou bien faut-il ajouter à un tiers d'UDF et à un tiers de RPR un troisième tiers de personnalités indépendantes ? C'est là sûrement une affaire de palais. C'est en tout cas la question qui ne cesse d'agiter le microcosme lyonnais depuis deux mois.

Une semaine seulement après la mort de Charles Béraudier, président du conseil régional Rhône-Alpes et grand argentier de la ville, le maire de Lyon, M. François Collomb, sénateur non inscrit, avait pris, en effet, l'initiative de réunir, autour d'une longue table, une poignée de journalistes pour leur confirmer son intention de briguer son troisième mandat (1).

En organisant à la hâte ce déjeuner, trois jours seulement avant que le député RPR du Rhône, M. Michel Noir, n'arrive à son domicile, les mêmes convives, à de pareilles agapes, le maire voulait surtout couper court à la rumeur selon laquelle, après la mort de son ami et conseiller, qui l'avait fait entrer pour la première fois au conseil municipal de Lyon en 1959, il n'aurait plus la volonté de repartir une nouvelle fois au combat.

Il se propose donc de conduire une liste d'union, ouverte à des personnalités telles que l'ancien premier ministre, M. Raymond Barre, M. Alain Mérioux, tête de liste du RPR aux élections régionales de 1986, M. André Mure, adjoint à la culture et président local de l'Association des démocrates de M. Michel Durafour, ou encore M. André Soulier (UDF-PR), son actuel premier adjoint.

Mais, alors que la négociation vient à peine de commencer au sein de la majorité sortante, M. Noir fait paraître un sondage, commandé par ses soins, selon lequel il apparaît comme « un bon maître » à une majorité de Lyonnais. En cas d'élection primaire, la liste du député du Rhône obtiendrait même 24 % des voix contre 27 % à celle du maire sortant. M. Noir a ainsi recours à une méthode déjà utilisée lors des élections municipales de 1983. Un sondage lui avait alors donné jusqu'à onze points d'avance sur la liste UDF, qui, en définitive, avait triomphé au premier tour avec 36,5 % des suffrages exprimés, contre 30,7 % pour la liste RPR.

Près de six ans plus tard, l'initiative de l'ancien ministre du commerce extérieur provoque un véritable tollé au sein de la droite lyonnaise. Plusieurs élus du RPR ne cachent pas leurs réticences à l'idée

de devoir affronter, dans une primaire, leurs partenaires UDF du conseil municipal sortant. Dans l'entourage du maire, on rappelle que, lors du premier tour de l'élection présidentielle, M. Barre a devancé M. Chirac dans huit des neuf arrondissements de la ville. M. Rocard affirme à la télévision : « On conçoit s'acharner à ne gouverner qu'avec des sondages serait un bien mauvais gouvernement. » Mais ses collaborateurs ont toujours eu, et ont toujours l'œil rivé sur les sondages, et lui-même en tient

le plus grand compte : l'annonce du « service minimum » dans le service public suite à un sondage IPSOS-Le Monde favorable à cette perspective. M. Rocard prend également quelques libertés avec le refus des « effets d'annonces ». Au plus fort du conflit des infirmières, il annonce sur Europe 1, le 24 octobre, que, dans certaines conditions, celles-ci, au bout de vingt ans de métier, pourront devenir membres du corps médical. Personne n'est ou n'a été à son cabinet ni chez M. Claude Evin. Aucune étude n'a été menée à terme et la mesure n'est pas prise. Il s'agit très exactement du type d'effet d'annonce que condamnent l'Institut de la RATP.

De même, lorsqu'il vient s'expliquer à la télévision, le fameux jeudi 13 octobre, il affirme que le gouvernement « lâche un petit peu » lorsqu'il y a « une situation d'urgence, ouverte et claire, et reconnue par l'opinion en plus ». C'est le cas des infirmières qui viennent de manifester par plusieurs dizaines de milliers dans la rue. Plusieurs commentateurs jugent ce critère discutable et dangereux, car il peut inciter à la grève des catégories dont les problèmes sont méconnus par le grand public.

Quelques semaines plus tard, le mouvement des ouvriers d'entretien de la RATP confirme d'une certaine façon, ces analyses. Et le mercredi 30 novembre, à l'Assemblée nationale, M. Rocard affirme : « La légitimité des revendications ne se mesure pas au bruit qu'elles font. Il y a des revendications discrètes, faut d'avoir les moyens de se faire entendre, tout comme il y a des demandes qui restent injustifiées même quand elles sont nombreuses... »

Au-delà de ces épisodes conjoncturels (et de quelques autres), la communication du premier ministre est confrontée à un redoutable défi structurel. Ce n'est pas que le nouveau Michel Rocard ait remis toutes les idées de « l'ancien » dans le *Cœur à l'ouvrage*, écrit plusieurs mois avant l'élection présidentielle, il explique déjà son intention d'étendre au secteur public son idée de nouveau « contrat » fondée sur la

Le maire de Lyon n'entend pas se séparer de son premier adjoint, dont il souligne en public « le talent illimité ». Après avoir été félicité de la bataille des élections législatives en juin dernier, M. André Soulier a certes vigoureusement critiqué les pesanteurs du système politique lyonnais et prôné un profond renouvellement de l'équipe municipale, mais, au lendemain de la mort de Charles Béraudier, le bouillant avocat lyonnais, ancien membre de la Convention des institutions républicaines de M. François Mitterrand, a su se rapprocher de M. Collomb, en lui apportant « un grand projet pour Lyon ».

Comme en 1983, il ne fait plus de doute qu'il sera l'un des principaux animateurs de la prochaine campagne. Aspirant, lui aussi, à s'installer un jour dans le fauteuil de maire, M. Soulier s'interroge simplement sur les effets légitimes d'une éventuelle candidature de M. Raymond Barre.

Sans jamais l'avouer, chacun prépare la prochaine échéance municipale en fonction de « l'âge du capitaine » : M. Collomb a fêté ses soixante-dix-huit ans le lundi 19 décembre ; s'il devait passer la main en cours de mandat, les postulants éventuels ne devraient pas manquer. A force d'insister sur la nécessité de transformer la nature d'un pouvoir, qui n'a pas véritablement changé depuis la première élection à la mairie en 1905 du radical Edouard Herriot, la métropole lyonnaise risque de devoir supporter tout à coup un trop-plein de talents qui auraient pour noms Barre, Mérioux, Noir ou Soulier. Derrière les subtils dosages d'aujourd'hui, la bataille pour la succession est déjà bien engagée.

JEAN-LOUIS SAUL.

- (1) M. Collomb a été élu maire de Lyon pour la première fois le 5 décembre 1976, après le décès de Louis Pradel.
- (2) Le conseil municipal de Lyon compte soixante-treize élus : quarante UDF ou apparentés, vingt-trois RPR, sept socialistes, un communiste, un divers gauche, un MPTT.

Lille : l'opposition cherche qui pourrait battre Pierre Mauroy

LILLE
de notre correspondant régional

Quel « challenger » pour M. Pierre Mauroy ? Depuis la disparition, en 1981, de Norbert Segard, qui avait conduit la liste de l'opposition en 1977, la droite apparaît comme incapable de se donner un chef de file dans le capitale des Flandres. Les élections municipales de 1983 avaient été nommées, pour l'opposition, par M. Bruno Chauvierre dont la campagne avait été émaillée d'incidents graves (distribution de tracts anonymes le mettant en cause, incendie de son domicile, incrimination d'un de ses collaborateurs...). Depuis, il avait quitté le RPR pour s'aligner au Front national lors des législatives de 1986 avant de démissionner cette formation dès le lendemain de son élection.

Lors de ce scrutin de 1986, on avait assisté au « parachutage » de M. Albin Chalandon (RPR), puis à son effacement à la veille des législatives de juin. M. Jean-Jacques Descombes, PR, tout auréolé de sa promotion comme secrétaire d'Etat au tourisme dans le gouvernement de M. Chirac, tentait alors de s'imposer. Mais ses deux échecs magistraux successifs, lors de la cantonale partielle de Lille-Ouest en mars puis aux législatives de juin, l'ont détourné de la politique.

Bataille d'affiches

Mais voilà que, à quelques mois des municipales, les appétits se réveillent. A tel point qu'après le vide, ce serait plutôt le trop-plein. M. Bruno Durieux, député CDS, barriste de la quatrième circonscription du Nord (Lille-Ouest), s'est annoncé le premier au début de l'automne. Il se déclare candidat et annonce qu'il ira jusqu'au bout « en son honneur ». Face au maire sortant, M. Mauroy, il estime qu'il faut un homme qui connaisse bien les dossiers et les rouages du pouvoir : fort de son expérience auprès de M. Barre lorsqu'il était à Matignon, il assure être l'homme de la situation. Autre argument avancé : Lille est une ville centrée. A un homme du centre donc de la conquérir.

Mais M. Durieux est parti seul, sans trop s'encombrer de l'avis des forces politiques en place. Il ne fait pas l'unanimité au sein de l'opposition lilloise : il n'a nullement l'appui du RPR, ni celui de l'UDF, pas même celui de l'ensemble des élus du CDS lillois.

En face de lui, le RPR paraissait bien démuné depuis le départ de M. Chalandon. Mais un jeune collaborateur de ce dernier, M. Alex Turk, premier adjoint de M. Serge

Charles, député, maire RPR de Marquise-Bertout, dans la banlieue lilloise, réussit enfin à s'imposer partout où, malgré les « cacécies » du RPR, M. Alain Juppé le nomme secrétaire départemental du RPR dans le Nord et lui donne son aval pour sa candidature à Lille.

Pas question d'être second sur une liste, proteste M. Durieux : « On n'a jamais vu un colonel passer derrière un capitaine ! ». Les deux concurrents se livrent une partie de bras de fer, rivalisant d'affichage commercial sur tous les murs de Lille et de la métropole : « Une voix pour Lille », propose M. Durieux, « Un maire pour Lille », rétorque M. Turk.

Pour autant, les négociations ne sont pas rompues. Le RPR propose à M. Durieux de venir en second sur la liste et d'obtenir en échange l'assurance qu'il sera le candidat de l'opposition pour la présidence de la communauté urbaine. « Qui sait ce que sera la communauté urbaine après les municipales », répond M. Durieux. Il ne faut pas se laisser prendre à ce qui ne serait qu'un miroir aux alouettes. Bien sûr, il faut y penser et s'y préparer... mais pourquoi pas l'inverse ?

Dans son coin, M. Bruno Chauvierre, en sérieuse perte de vitesse depuis son échec aux législatives de 1988, où il n'a pas réussi à obtenir l'investiture de l'UDF, réclame l'union de l'opposition tout en se demandant s'il ne fera pas une liste...

M. Pierre Ceyrac, ancien député du Front national dans le Nord, vient de faire à son tour acte de candidature. En proposant lui aussi de faire une liste unique avec « ses amis, MM. Turk et Durieux », « condition pour enlever Lille à Pierre Mauroy et à ses dévotionnaires », cette ville « depuis quarante ans sous domination des socialistes ». Pas question, a déjà répondu M. Durieux en se référant à l'accord RPR-UDF.

Cette division à droite pourrait faire le jeu du maire sortant. Pour autant, M. Mauroy sera quelque peu gêné pour construire la « Liste de rassemblement à gauche et de majorité présidentielle » qu'il souhaite. En effet, la candidature de M. Durieux, qui surprend dans la mesure où ce député barriste pouvait apparaître comme un homme possible de « l'ouverture » politique nationale (ne l'avait-on pas pressenti Rocard comme secrétaire d'Etat au budget ?), vient, au contraire, « verrouiller » cette ouverture au plan local en attirant sur sa liste, ou, au moins, en « neutralisant », des personnalités que M. Mauroy pouvait espérer entraîner avec lui.

JEAN-RENÉ LORE.

Le choix du candidat à la mairie de Montbéliard divise les socialistes du Doubs

BESANCON
de notre correspondant

Le maire socialiste sortant de Montbéliard (Doubs), M. André Lang, ne se représente pas. A sa candidature, la section socialiste de la seconde ville du département a préféré celle de son premier adjoint, M. Guy Bèche, député, président du district urbain du pays de Montbéliard.

Cette décision, ratifiée par le bureau exécutif du PS sur l'insistance de M. Laurent Fabius, a provoqué la démission du secrétaire de la section de Montbéliard, M. Michel Vieille, et du premier secrétaire de la fédération du Doubs, M. Claude Ibezec. Ce dernier a été remplacé, mardi 20 décembre, par M. Michel Mercadier, délégué régional du PS et conseiller régional de Franche-Comté.

Plus qu'un conflit de courants, l'opposition entre les deux candidats à la mairie de Montbéliard et les réactions enregistrées à la suite du choix intervenu révèlent des divergences touchant aux protagonistes eux-mêmes. Ceux-ci se rattachent au courant « A » (miterrandiste), mais ils sont avant tout pour ou contre M. Bèche, dont la personnalité ne laisse pas indifférent. Il même rondement sa carrière politique, classant volontiers ceux qui ne le suivent pas parmi les « traîtres » et sachant plier ses amis. M. Ibezec avait, au reste, la réputation d'être un de ces « hommes de Bèche ».

Plus discret, d'une urbanité confinant parfois à la préciosité, M. Lang, évincé par quarante-trois voix contre quarante lors de la réunion de la section de Montbéliard, le 4 novembre dernier, aura sans doute eu le tort de laisser entendre, il y a trois ans, qu'il envisageait de ne pas se représenter. C'était plus qu'il n'en fallait pour encourager M. Bèche à tout mettre en œuvre pour asseoir dans le pays de Montbéliard un pouvoir sans partage.

« Il n'est pas normal, estime M. Ibezec, que tous les mandats soient concentrés sur un même homme, et ce n'est pas parce que Guy Bèche serait maire de Montbéliard que les problèmes de Peugeot et de ses salariés seraient plus facilement réglés. La désignation de Guy Bèche comme tête de liste confondrait en outre certaines sensibilités au profit d'un seul et même clan. » Si MM. Ibezec et Vieille restent membres du PS, il n'en est pas de même de M. Marcel Daumont, socialiste « historique » du pays de Montbéliard, ancien premier secrétaire fédéral, autrefois suppléant d'André Bouloche, qui a renvoyé sa carte du parti.

La désignation de M. Bèche comme tête de liste aux prochaines municipales fait de Montbéliard la seule grande ville, avec Marseille, où le maire socialiste sortant n'est pas le candidat du PS pour les prochaines élections municipales.

CLAUDE FABERT.



Le Bull DPS 7000 remporte le trophée de la haute technologie 1988.

UN ARBRE QUE TOUT LE MONDE S'ARRACHE.

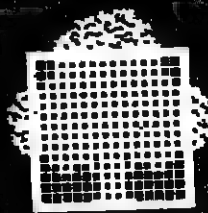
Déjà plébiscitée par les utilisateurs aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la ligne de produits Bull DPS 7 remporte un nouveau succès avec l'ordinateur Bull DPS 7000.
Si le Trophée de la Haute Technologie 1988 (*) récompense le

Bull DPS 7000, c'est non seulement pour sa valeur technologique de pointe, mais également pour son succès commercial. C'est le seul ordinateur européen de moyenne/grande puissance vendu avec succès aux Etats-Unis dès son lancement. Intégralement réalisée à Angers, plus de la moitié de la production est exportée.

Si Bull est fier de cette réussite, c'est aussi parce que le Bull DPS 7000 symbolise le succès d'une stratégie qui anticipe les besoins du marché, afin qu'aujourd'hui et demain Bull et ses clients forment une équipe qui gagne.

(*) Concours organisé par Le Figaro et KPMG (Klynveld Peat Marwick Goerdeler).

Bull



هكذا من الأصل

roit,
Or
nait
le
mo-
pec-
curs
de
eme
née
se et
sys-
cité
en
ari-
tion.
son
aux
des
rfait
né-
ges-

avec
tale-
pec-
tion
par
un
eurs
six
rant
hui
ins-
lers,
nts,
de
six
qui
ont
pec-
our
ions
la
ne
le
mu-
e le
né-
des
mon
ont

pro-
oue
ltre,
insi
pec-
ont
tion
épo-
aux
non
acc-
t de
nos
aux
t de

هكذا من الأصل

Société

Sous l'égide des Nations unies

Une quarantaine de pays ont adopté une nouvelle convention de lutte contre le trafic de stupéfiants

VIENNE

de notre correspondante

Une nouvelle convention des Nations unies contre le trafic de stupéfiants a été adoptée par consensus, mardi 20 décembre, à Vienne, à l'issue d'une conférence qui a réuni les représentants de cent six pays depuis le 25 novembre. Ce texte pourra servir de base à une politique internationale plus cohérente, estime-t-on dans les milieux de la conférence.

Le document signé par une quarantaine de pays entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié par vingt pays. Cette convention, qui est la troisième en la matière après la convention de 1953 et celle de 1971 sur les substances psychotropes, contient des dispositions concernant la détection et la confiscation des biens provenant du trafic illicite, l'extradition des auteurs d'infractions en matière de drogue ainsi que l'entraide judiciaire pour la détention, la répression et les procédures judiciaires applicables aux trafiquants.

A la différence des deux conventions précédentes traitant de la culture de la production et de la transformation des stupéfiants, le nouveau texte prend en compte la notion de « trafic illicite » dont la définition même a été une source de problèmes. Un accord a, cependant, été obtenu sur une définition assez

large qui couvre toute la chaîne de la drogue, depuis la culture jusqu'à la consommation, sans distinction entre les gros trafiquants et les petits dealers qui vendent de la drogue pour payer leur propre consommation.

Les pays producteurs, notamment latino-américains, ont, toutefois, refusé que la culture de certaines plantes telles que le pavot puisse être assimilée à un « trafic illicite ». Un accord est intervenu sur « les utilisations licites traditionnelles ainsi que la protection de l'environnement ». Plusieurs dispositions de la convention garantissent, d'autre part, « l'intégrité territoriale des Etats et la non-intervention dans leurs affaires intérieures ». Elles visent notamment certaines opérations américaines de bombardement et l'utilisation de produits défoliants utilisés contre des cultures illicites.

Le blanchiment de l'argent sale

La convention, que certains pays, notamment européens, avaient voulu plus draconienne, vise aussi le problème du blanchiment de l'argent « sale » provenant du trafic de drogue en définissant comme infraction pénale « la dissimulation de l'origine de biens » provenant de ce trafic. Elle prévoit la confiscation de ces biens. Selon le texte, les pays signataires « ne peuvent pas invoquer le secret bancaire » pour refu-

ser la saisie de documents. L'extension de la Suisse, où un projet de loi est actuellement à l'étude prévoyant des peines de prison pour les personnes qui auraient entravé l'identification de fonds d'origine criminelle ou se seraient livrés à leur blanchiment, a été accueilli avec satisfaction dans les milieux de la conférence.

La nouvelle convention est considérée comme l'expression d'une volonté politique commune de s'attaquer au trafic des stupéfiants, et plusieurs participants ont noté avec satisfaction que l'opposition traditionnelle entre pays producteurs et pays consommateurs a pu être surmontée pour la première fois. On ne cherche plus à s'accuser mutuellement, mais à coopérer pour que « les trafiquants de drogue ne trouvent plus aucun pays pour leurs activités criminelles », a souligné à Vienne le ministre américain de la Justice, M. Dick Thornburgh.

Pour M^{me} Catherine Trautmann, présidente en France de la Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (MLT), la convention « est importante parce qu'elle précise les modalités de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants aussi bien sur le plan judiciaire que sur le plan pénal ». « La France peut en être satisfaite puisqu'elle a, de son côté, choisi, par le développement d'unités dans un certain nombre de pays, d'accroître la coopération internationale. »

WALTRAUD BARTYL

L'annonce de la mort de l'ancien chef de la Gestapo d'Orléans

Le nazi oublié

ORLÉANS

de notre correspondant

Dans son édition du jeudi 22 décembre, la République du Centre révèle que l'ancien chef de la Gestapo d'Orléans, Fritz Merdache, est décédé en juin 1985 à son domicile en Allemagne. Considéré comme responsable de la déportation de près de mille deux cents personnes, il avait été condamné deux fois à mort par contumace en France. Les tentatives pour obtenir qu'il soit jugé en Allemagne n'avaient jamais abouti.

ORLÉANS

de notre correspondant

Une tombe sous la neige, avec une inscription : « Le Salut est dans la croix ». Fritz Merdache repose en paix au cimetière de Birkendorf (Bade-Wurtemberg), une station climatique en Forêt-Noire pour retraités avides de remise en main. L'annonce du décès du « bourreau d'Orléans », le 16 juin 1985, n'avait pas franchi les limites de la commune.

Né en 1906, inscrit au parti nazi dès 1933, le capitaine SS Fritz Merdache avait dirigé les

services de sécurité allemands à Orléans de septembre 1942 à la fin de la guerre. Les actes d'accusation dressés lors de deux procès, à Lyon en 1950 et à Paris en 1953, lui imputaient la mort en déportation de mille cent cinquante-neuf personnes (sur deux mille cent trente-neuf envoyées dans les camps) et celle de cinquante-sept autres, exécutées sur place. Il était soupçonné d'avoir ordonné le massacre de Guerry, près de Bourges (Cher), où, le 24 juillet 1944, vingt-huit hommes et huit femmes, d'origine juive, réfugiés à Saint-Amand-Monttron, avaient été précipités vivants dans deux puits. Les SS avaient ensuite jeté sur les corps des moellons de 150 kilos et de la chaux vive.

Après la guerre, Merdache, magistrat de formation, avait repris ses fonctions de juge à Francfort. Devant le refus des Américains, qui contrôlaient la région, de répondre à une demande d'extradition de la France, les tribunaux de Lyon et de Paris avaient alors prononcé une peine de mort par contu-

mace. A sa retraite en 1960, il était devenu rédacteur en chef d'une importante revue juridique.

A partir de 1976, Serge et Beate Klagsfeld, en vertu de la convention franco-allemande permettant la poursuite en RFA de criminels de guerre condamnés en France par contumace, avaient tenté, en vain, de faire ouvrir son procès devant les tribunaux allemands peu empressés d'avoir à juger un ancien confrère.

En 1979, Merdache s'était retiré dans un chalet coquet de Birkendorf, à 19 kilomètres de la frontière suisse. Selon ses voisins, l'ancien nazi appréciait la musique classique et sortait peu : la messe le dimanche avec son épouse, les cartes deux fois par semaine à l'auberge de la Poste. La population locale est restée incrédule à la suite d'un article du Stern révélant son passé. « Nous n'avons pas essayé d'en savoir plus. Ici, ce n'est pas un village à scandales », a déclaré un jeune hôtelier de Birkendorf.

RÉGIS GUYOTAT

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

LES pauvres, ça paie ; la générosité, ça rend ; les droits de l'homme, c'est porter. Que le ciel nous tombe sur la tête s'il n'est jamais trouvé un des conseillers en communication, qui sont aujourd'hui les maîtres de nos maîtres, pour assurer ce lien entre un homme politique qui cherche une bonne recette pour améliorer sa réputation.

A l'heure où les pauvres prolifèrent dans les pays riches ; où, chez les pauvres, il en est de plus pauvres encore ; où, dans tant de contrées, l'oppression ne défile pas ; où la torture est son mot plus souvent que ne se fait entendre la loi, le langage des droits de l'homme et de la générosité donne un souffle nouveau au discours politique.

Plus qu'un souffle, un support, du crédit. Celui-ci étant, en France, asymétrique à zéro pour les chômeurs qui n'ont pas abandonné tout espoir mais tout confort, voisin de rien pour les agents du secteur public, inexistant pour le salarié ordinaire, les peuples et les opprimés sont appelés au secours pour redonner du lustre à la parole de gouvernants et d'élus hors d'haleine d'avoir tant promis, tant prêté et, somme toute, si peu tenu. Il ne faut jamais désespérer des pauvres, il suffit de savoir s'en servir.

De petits jeunes gens ambitieux l'ont bien compris, qui distinguent, sur ce terrain, un chemin moins éprouvant et plus agréable que celui des concours et des examens. A commencer par ceux qui — rien que cela ! — entendent écrire les nouveaux droits de l'homme et que l'on voyait, toute grâce déployée, se fabriquer un carnet d'adresses pour le bienfait de l'humanité et leur avenir mondain lors des cérémonies qui ont marqué le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle.

PARCE qu'ils ont en commun, pour nombre d'entre eux, de ne être pas moins des hommes publics que leurs collègues politiques, les chefs d'entreprise se sont rendu compte que pour eux aussi le procédé avait du bon ; qu'il ne suffisait pas de vendre des produits renommés, qu'il fallait les offrir d'une belle image !.

Ainsi voit-on, comme à TF 1 samedi dernier, avec cette sacrée « Sacré soirée », les plus riches de ces hommes-là offrir leurs millions aux millions qui courent après un franc et les tenanciers de joailleries de luxe se pencher sur d'autres pour qui des bijoux en toc sont aussi inaccessibles que les vrais !.

Prout ! ma chère. Les pauvres, c'est fou ce que ça rapporte ! On se sent meilleur. On fait le bien, quelle extase ! Ces socialistes sont merveilleux. Grâce à eux, on a les mêmes émotions qu'au casino, et ils sont beaucoup moins exigeants que le RPR.

Pour ces premiers pas, dont les dames patronnesses d'antan ont tracé le chemin, ces saint Martin sortis du Rotary n'étaient en effet pas seuls. La gauche était représentée pour, réconciliant la lutte des classes et le Bazar de la charité, leur prêter assistance et leur donner l'absolution.

Quelle entente cordiale ! Les riches pardonnaient l'impôt sur la fortune puisque leurs dons de ce soit-là étaient partiellement déductibles, et la gauche oubliait les imprécations de ses ancêtres contre le « Mur d'argent » puisqu'elle présidait à la distribution de quelques moellons.

En majordome, Jack Lang, en caissière, Michel Charasse. L'un posé sur sa cravate, l'autre en manches de chemise et le cigare au bec ; celui-là vaguement gêné, celui-ci tout à son aise ; le premier recevant les dividendes de ses amitiés artistiques, le second additionnant les sommes qu'il n'aurait pas à débours.

Mais, objectera-t-on, que venez-vous grincer là ? Ces opérations de charité plaisent. Les taux d'audience en font foi, et les publicités qui s'y pressent pas moins. La preuve

en est encore que certains inconnus ont même tenté de se mêler au jeu. Mais avec leurs enchères à 10 000 ou 20 000 francs alors qu'il fallait conquérir de haute lutte un Vélosox, ils n'ont pas pesé lourd. Mis en vente par Jack Lang, un tel engin vaut 2 millions.

Charité

Ça paie ; le bel argument ! La peine de mort aussi, ça paie. Il faut donc immédiatement qu'un projet de loi organise sa restauration. Ça paie. Et la préférence nationale pour l'emploi ? Ça ne paie pas moins. Il faut d'urgence que soit voté le texte qui réservera les emplois vacants aux Français, blancs et, ne nous arrêtons pas en si bon chemin, catholiques. A titre d'exemple, on interdira à Jessie Norman de chanter la Marseillaise le 14 juillet prochain. Ça paie.

BONTÉ divine ! Jusqu'où descendront-ils en fait de mascarade, de fausse simplicité, de spontanéité caculée (ah ! le coup des bretelles !) et de générosité télévisée.

Que ne lisent-ils dans saint Luc la parabole du pharisien et du publicain, l'un clamant sa vertu et l'autre balbutiant ses péchés : « Quel-conque se haussera sera abaissé et quiconque s'abaissera sera relevé ». Rejeté celui qui étale ses bienfaits, élu celui qui les cache ?

Que ne songent-ils à Tartuffe qui « attirait les yeux de l'assemblée entière / Par son ardeur d'être au ciel il passait sa prière / [qu'il] faisait des soupers, de grandes étincellements / Et faisait humblement la terre à tous moments, / Je lui faisais [dit Orgon] des dons ; mais avec modestie. Il me voulait toujours en rendre une partie (...) / Et quand je refusais de le vouloir / reprendre, / Aux pauvres, à mes yeux, il allait le répandre. »

Quel succès doit peut-être s'engouffrer la gauche qu'après avoir découvert la gestion et le spectacle qui doit s'ensuivre elle en découvre aussi le pardon : les ventes de charité. Mais comme elle est, par nature, meilleure que la droite, elle ne se contente plus des sortées de messe et des parvis d'église pour y distribuer quelques sous. C'est à la télévision et à 20 h 30 que s'étalent la vertu et les millions qui en garantissent la solidité.

Il n'y manquait qu'un pauvre, un vraiment pauvre, vêtu de couleur caca d'oie, comme dans la chanson de Jacques Brel, pour que cela sonne tout à fait authentique. Ce sera pour la prochaine fois. A défaut, on le prendra en location.

COMME ils ont vite compris le mariage de l'argent, ces hommes que l'on accusait d'y avoir un peu de ne pas en avoir la connaissance ! Bien sûr, ils donneront des leçons à la droite sur le meilleur moyen d'en gagner ou d'en dénicher.

D'ailleurs, n'est-ce pas sous la gauche régnante qu'est né le Loto ? Et le Loto apporté ? Que prévoit-elle contre la domination grandissante des jeux de hasard et d'argent à la télévision ? S'effusque-t-elle que le directeur de France Loto, où l'Etat est majoritaire, annonce à son de trompe d'autre jeux et encore d'autres jeux, pour que rêvent, rêvent les Français ?

Voyez donc le petit main qui a raté un gros magot à New-York lors des transactions de Pechiney aux Etats-Unis. Que voit un aspect inattendu de la merveilleuse nouvelle

qui naguère illumina un week-end du premier ministre, et dont l'éclat aurait dû jaillir sur la France chômeuse de son nord à son sud. Eclaircie nouvelle, en effet. Le bénéficiaire de cette gâchette boursière n'aurait-il pu venir sur TF 1 faire l'annonce de quelques dollars ?

On n'y a pas vu davantage le secrétaire d'Etat dont le Canard enchaîné affirmait dans son édition du 14 décembre qu'il recevait en espèces et sous le manteau une somme équivalente au traitement (impossible celui-là) qui lui est alloué pour assurer les fonctions — essentielles — qui sont les siennes par la grâce du premier ministre.

Alors, cessons de brocarder Ricard. Cette dernière information, elle est vraie ou elle est fautive. Si elle est vraie, cela signifie que le premier ministre a, des fonds secrets (desquels est évidemment tiré ce supplément d'honoraires), une conception particulièrement extensive, et pour tout dire républicaine, et pour dire davantage intolérable. Cela ne se peut. Dès lors, comment la tolérer-t-il ?

SPECIAL COPAINS. — Deuxième coup de maître pour Michel Sidhom qui, après l'éclatante réédition de la Grammaire égyptienne de Champollion (vingt mille exemplaires vendus depuis 1984, en dépit d'un prix inévitablement élevé dans l'absolu : 800 francs), publie la Description de l'Egypte qui répondait, alors, à une volonté du Premier Consul.

Les principes qui ont présidé à l'édition de ce deuxième volume sont ceux qui ont fait le succès du premier : qualité, qualité, qualité. Un papier de pur coton (qui met l'ouvrage à l'abri des ravages du temps), une reliure en pleine toile et un soin de chariste pour que la couleur d'aujourd'hui reproduise à l'identique celle de l'original.

La Description de l'Egypte comptait dix volumes de planches, l'édition de Michel Sidhom les réunit en un seul. C'est dire son poids (plus de six kilos), qui fait, par comparaison, paraître son prix bien léger : 800 francs, encore.

Tout y est : les monuments tels qu'ils avaient subsisté au début du dix-neuvième siècle (et qui pour certains sont disparus à la fin du vingtième), le détail de leur architecture et de leurs ornements ; mais aussi la flore et la faune de l'époque, sans oublier les miniatures ; mais aussi ce que l'on pourrait, déjà, qualifier de reportage puisque la Description, ici intégralement reproduite, contrairement à un ouvrage qui la prétend à tort, donne des scènes de la vie quotidienne en Egypte au temps où Bonaparte rêvait de s'en dire maître.

Il ne s'agit donc pas seulement d'une connaissance de l'Egypte pharaonique, mais aussi de celle de Bonaparte, ou plutôt, puisque son heure allait sonner, celle de Mehemet Ali.

Pour qui s'est rendu dans ce pays — et Dieu sait s'ils sont maintenant nombreux de cette catégorie — pour ceux qui le souhaitent, c'est un complément de voyage, un voyage à soi seul, que cette Description rassemble.

PS. — Grâce à M. François Mangin, une ignorance est comblée qui avait trait à l'expression « tout ce qui est sale est noir », citée dans l'annuaire du 12 novembre (« Climat »). On trouve, écrit M. Mangin, dans les Maximes et pensées, caractères et anecdotes, de Chamfort, l'anecdote suivante : « Milord Hervey, voyageant dans l'Italie et se trouvant non loin de la mer, traversa une lagune dans l'eau de laquelle il trouva son doigt : « Ah ! Ah ! dit-il, l'eau est sale : ceci est à nous. »

(1) On relève avec intérêt sur ce sujet l'ouvrage de Didier Pouchery publié dans le Monde d'aujourd'hui du 16 mai 1987.

REPÈRES

Espace

Mise en orbite d'un satellite chinois

La Chine a lancé avec succès, jeudi 22 décembre, son deuxième satellite de télécommunications de fabrication nationale, ce qui porte à quatre le nombre de satellites chinois mis en orbite en 1988. Le lancement, auquel assistaient des représentants des gouvernements et d'entreprises des Etats-Unis, de France, d'Allemagne fédérale, du Pakistan, d'Iran, du Brésil, de Hong-Kong et d'Australie, a été suivi par une fusée Longue Marche-3. Celle-là même que Pékin se propose de vendre aux Occidentaux, entre autres, pour la mise en orbite de leurs charges utiles. — (AFP.)

Sciences

Inauguration de l'accélérateur Aramis

Aramis, autrement dit l'accélérateur pour la recherche en astrophysique et implantation dans les solides, a été inauguré jeudi 22 décembre par M. François Kourilsky, directeur général du CNRS. Il s'agit d'un « tandem » dans lequel des ions négatifs — atomes de mercure — sont accélérés par une tension électrique de 2 millions de volts. Puis ils sont « éjectés » de certains électrons, transformés en ions négatifs, et à nouveau accélérés par la même tension. On peut ainsi atteindre des énergies de 10 millions d'électronvolts.

L'originalité d'Aramis est d'être simultanément un implant et un analyseur. Dans la première fonction il bombarde une surface métallique par un jet intense d'ions d'un autre métal de manière à créer une épaisseur de l'ordre du micron un alliage spécifique. On peut ainsi durcir un outil de coupe ou protéger une surface contre la corrosion. Il existe en France une quinzaine d'implanteurs, dont plusieurs en milieu industriel. Mais l'énergie plus haute d'Aramis permet une implantation sur une profondeur plus grande. D'autre part, dès qu'un alliage est réalisé, Aramis peut le bombarder par des ions légers dont l'analyse permet de connaître très finement la structure de l'alliage obtenu. M. Harry Bernas, directeur du laboratoire, a résumé la vocation d'Aramis en disant « fabriquer des lames de rasoir, c'est bon. Mais comprendre pourquoi une lame coupe mieux qu'une autre est tout à fait dans notre vocation ».

Pollution

Commission européenne : moins d'engrais azotés

La Commission européenne a proposé, mercredi 21 décembre, une série de mesures d'urgence pour réduire la pollution par les nitrates qui menace à la fois les nappes phréatiques du sous-sol et les eaux littorales. La Commission demande aux Etats de désigner des « zones sensibles » où seraient prohibés, ou limités, l'usage des engrais azotés et l'épandage des lièges. Pour limiter cet épandage, la Commission demande que les Douze augmentent

leur capacité de stockage des déchets d'origine animale. Pour les agglomérations de plus de cinq mille habitants, la Commission suggère que le taux de nitrates admis dans les eaux d'épuration soit réduit de 50 milligrammes par litre à 10 milligrammes.

Vatican

Le discours de fin d'année du pape

Dans son traditionnel discours de fin d'année, adressé aux cardinaux du Sacré Collège, Jean-Paul II a souligné, jeudi 22 décembre, les « ombres » et les « lumières » de l'année 1988. Parmi les « lumières », il a cité le rapprochement du Vatican avec Moscou, à l'occasion des célébrations du millénaire du christianisme en Russie, auxquelles avait participé une importante délégation catholique en juin dernier.

La partie négative du bilan, pour l'Eglise catholique, comprend le schisme de Mgr Lefebvre. Le pape a manifesté sa confiance pour la « prudente action » menée par la commission du cardinal Maier, pour faciliter le retour des prêtres et séminaristes ayant quitté le fondement d'Ecône (une centaine de ralliements auraient eu lieu, selon le cardinal Maier).

Autre « ombre », selon Jean-Paul II : la décision des anglicans en juillet dernier de laisser libre charge « province » de leur Eglise d'opter pour le sacerdoce des femmes. « Il s'est agi d'une initiative unilatérale qui n'a pas tenu compte de façon appropriée des dimensions ecuméniques du problème, contrairement à la voie toujours clairement suivie par l'Eglise catholique, l'Eglise orthodoxe et les anciennes Eglises orientales ». — (AFP.)

Ecuménisme

Un million d'exemplaires du Nouveau Testament pour l'URSS

La communauté ecuménique de Taizé vient d'obtenir l'autorisation du patriarche Fimène de Moscou, chef de l'Eglise orthodoxe russe, d'envoyer un million d'exemplaires du Nouveau Testament en URSS. La proposition lui avait été faite en juin dernier par le père Roger, supérieur de Taizé, invité à Moscou pour la célébration du millénaire de l'Eglise orthodoxe russe. Taizé va donc faire imprimer un million d'ouvrages bibliques en format de poche et les envoyer à Moscou, dès février 1989, pour être distribués gratuitement aux chrétiens russes.

Taizé s'ouvre de plus en plus aux pays de l'Est. Pour la première fois, elle organisera en Europe de l'Est, en Hongrie, à Pécs, du 28 avril au 1^{er} mai prochain, une rencontre de jeunes. Huit mille jeunes Polonais, Hongrois, Yougoslaves, devraient être présents à Taizé dans quelques jours, pour l'annuelle rencontre de jeunes dans une capitale européenne, prévue du 30 décembre au 4 janvier 1989. Trente mille personnes sont attendues. Presque au même moment, du 27 au 31 décembre, un rassemblement de jeunes de divers continents aura lieu à Madras, en Inde, toujours à l'initiative des frères de Taizé.

Le Monde SANS VISA

Musée des Arts décoratifs
de Francfort.

« Encourager le public
à se rendre au musée
aussi bien pour y faire connaissance
avec le support architectural
qu'avec les œuvres
qui y sont exposées. »
Voici venu le temps
des nouveaux musées allemands.



Musées nouvelle vague en Allemagne

par Marie-France
Calle

LES nouveaux musées allemands ont l'extravagante beauté des objets superflus. Conçus au milieu des années 70, réalisés dans les années 80, ils sont le produit d'une société qui ne manque plus de rien. Ingeborg Flagg, journaliste spécialisée dans la recherche architecturale, n'hésite pas à parler de « phénomène yuppie ».

« Leur fonction première n'est plus d'abriter des œuvres d'art comme dans les années 60, mais d'être un lieu où l'on vient passer quelques heures. »

Une nouvelle manière donc de consommer l'art en RFA : le contenant se doit d'égaliser sinon de dépasser le contenu. Le musée est désormais conçu comme un espace où tout a son importance, même la cuisine. Tous les Allemands vous recommanderont le restaurant de la Staatsgalerie de Stuttgart par exemple, certains même avant de vous conseiller l'excellente collection du musée.

Une conception dans laquelle James Stirling, l'architecte britannique qui a conçu la Staatsgalerie de Stuttgart, la nouvelle Staatsgalerie de la ville de Stuttgart, se sent parfaitement à l'aise, puisqu'il affirme de son côté que « les musées sont aujourd'hui des lieux de récréation ». Certains de leurs éléments architecturaux « évoquent des

centres commerciaux peuvent nous rappeler, pourquoi pas ? l'aspect marchand de l'art et des expositions. »

En tout cas, comme le faisait remarquer Ingeborg Flagg, c'est depuis la construction de ces nouveaux bâtiments « extravagants », à Stuttgart, Francfort, Mönchengladbach et, dans une moindre mesure, Düsseldorf — où le musée réalisé par le Danois Otto Weilling donne plutôt dans un certain classicisme — que les musées allemands ont acquis une dimension internationale. Sans avoir pour autant enrichi leurs collections de manière spectaculaire.

Ces musées qui coûtent cher mobilisent le public. Le nombre des visiteurs a augmenté de 80 % par rapport aux années 60, époque à laquelle ont été construits les premiers musées « fonctionnels ». « On peut voir dans la tendance à se rendre dans les musées — surtout dans les nouveaux musées — une volonté d'internationalisation de la part des Allemands, dit encore Ingeborg Flagg. Un désir de s'éloigner du caractère provincial de la République fédérale. » Elle voit aussi dans l'intérêt croissant pour les musées le signe de l'angoisse face à un avenir incertain. « Plus l'angoisse de l'avenir est grande, dit-elle, plus le prix de l'art augmente. Le musée est vu comme le refuge de valeurs sûres. »

Les sommes énormes dépensées par les communes et les régions

pour ces musées d'avant-garde ne sont jamais véritablement un problème, estime de son côté Andreas Wiesand, qui dirige à Bonn le Centre pour la recherche culturelle. « Leur construction crée des emplois au niveau communal, dit-il, les entreprises entrent dans des contrats. Ce qui est plus problématique, c'est l'entretien des musées et l'achat des collections. Quand il s'agit d'acheter des tableaux, cela ne rapporte à personne. »

Car les nouveaux musées ont aussi une fonction de « relations publiques », et, là encore, l'architecture prestigieuse impressionne souvent plus que les collections. Les touristes se rendent par autobus entiers à Mönchengladbach, à la périphérie de la Ruhr, pour visiter le musée Abteiberg, « joyau » insolite de cette ville sans charme dont la principale ressource est l'industrie textile.

L'architecture est un art autonome

Quant au Musée de Stuttgart, il occupe la quarante et unième place au palmarès des musées ouest-allemands. Six mois après l'inauguration de la nouvelle Staatsgalerie, en 1982, il s'écoula à la première place sans qu'un seul tableau nouveau ait été acheté... Une particularité à propos de Stuttgart : l'entrée de tous les musées y est libre, un privilège qui remonte au temps où le Wurtemberg avait un roi.

Le musée comme « expérience architecturale », voilà une philosophie à laquelle souscrit volontiers l'architecte américain Richard Meier, qui a conçu le Musée des arts décoratifs de Francfort. Selon ses propres termes, le rôle de l'architecte est d'« encourager le public à se rendre au musée aussi bien pour y faire connaissance avec le support architectural qu'avec les œuvres qui y sont exposées. »

La réalisation des nouveaux musées allemands est ainsi devenue un défi qui ont relevé des « architectes artistes », comme aime à se définir lui-même l'Autrichien Hans Hollein, qui a dessiné les plans du Musée municipal Abteiberg de Mönchengladbach. De même que Richard Meier et James Stirling, Hans Hollein conçoit l'architecture comme un art autonome, « un art qui ne doit pas renoncer à sa valeur intrinsèque même quand le bâtiment a une vocation sociale, et encore moins quand l'architecture entre en concurrence avec les arts plastiques. »

Ce qui pourrait surprendre, c'est la tendance appuyée de la RFA des années 80 à ouvrir ses portes à l'expérimentation architecturale de créateurs au demeurant souvent recrutés à l'étranger. Certes, quant à l'art, il existe en RFA davantage de musées dédiés par des architectes allemands que par des étrangers, mais ses musées « phares », ceux qui font sa réputation internationale, l'Allemagne les a com-

mandés à un Britannique, à un Américain, à un Danois...

« J'avais le droit de prendre trois architectes étrangers sur les cent dix-sept candidats en lice pour la conception de la Kunstsammlung (le musée régional de Rhénanie-Westphalie à Düsseldorf). Le jury a désigné à l'unanimité moins une voix le Danois Otto Weilling », raconte le directeur de la Kunstsammlung, Werner Schmalenbach. Une exception : le Musée de l'architecture de Francfort, fini de construire en 1984, et que l'on doit à l'Allemand Oswald Mathias Ungers.

Là encore, certains voient dans le choix d'architectes étrangers un signe de mobisme de la part d'un pays riche. En fait, une fois de plus, l'Allemagne est confrontée à son histoire. Les architectes d'avant-garde qui créent aujourd'hui les nouveaux musées allemands ont été marqués sinon influencés par Ludwig Mies van der Rohe et Walter Gropius, les deux plus brillants architectes allemands des années 20, qui ont dû s'exiler aux États-Unis parce que Hitler détestait leur modernité. Il y a donc une certaine logique dans le « retour » en RFA de conceptions architecturales post-modernes, même si la continuité de l'architecture allemande s'est faite en dehors des frontières de l'Allemagne.

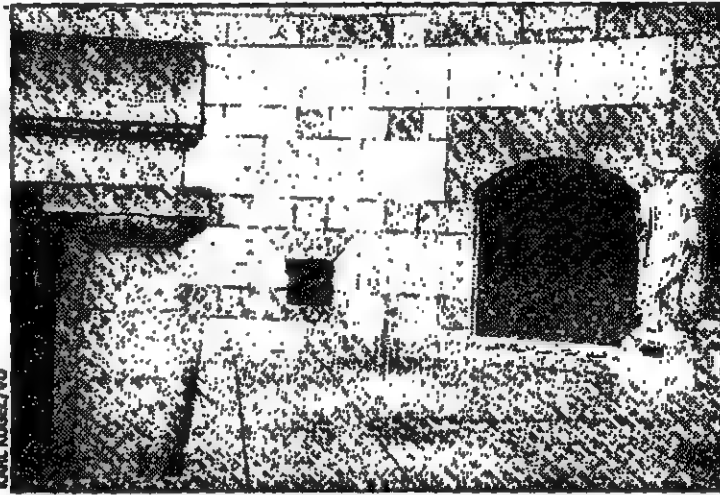
Et les collections ?

Quant à l'éclosion récente des nouveaux musées en RFA, elle est aussi la conséquence logique de l'évolution culturelle de l'Allemagne d'après 1945. Dans l'immédiat après-guerre, ce ne sont pas les musées qui ont eu la priorité dans la reconstruction du pays. On a d'abord donné à la population des logements, des écoles, des hôpitaux, des gymnases, des piscines... et surtout des églises. Aussi surprenant que cela puisse paraître, la RFA a beaucoup dépensé dès les années 50, à une époque de misère et de faim, pour construire des églises modernes.

Les premiers musées ont fait leur apparition dans les années 60. Ils avaient un caractère fonctionnel, dont le meilleur et peut-être le plus bel exemple est le Musée Wilhelm-Lehmbruck à Duisburg, dans la Ruhr. Le bâtiment a été construit par Manfred Lehmbruck, le fils de l'artiste, dans le but initial d'abriter les sculptures de son père. A noter que Ludwig Mies van der Rohe est revenu créer à Berlin, en 1965, la Nouvelle Galerie nationale.

Histoire encore, Richard Meier et James Stirling ont dû tenir compte, dans la conception de leurs projets, des « restes », le premier de la Villa Metzler, une bâtisse du dix-neuvième siècle à Francfort, le deuxième de l'ancienne Staatsgalerie (néo-classique dix-neuvième siècle) à Stuttgart. « La Villa Metzler devait être intégrée dans un concept architectural global », explique Richard Meier.

De son côté, James Stirling écrit à propos du Musée de Stui-



Staatsgalerie à Stuttgart.

gart : « Stuttgart a été détruit par les bombardements et encore davantage peut-être par la reconstruction d'après-guerre. La sauvegarde des bâtiments substantiels de la Staatsgalerie était donc un critère important pour remporter le concours. » Et il ajoute : « J'ai essayé de faire en sorte que le public puisse circuler entre le nouveau et l'ancien corps de bâtiment sans qu'il ressente une rupture physique ou psychologique. »

Reste le problème des collections. Dierk Stemmler, le directeur du Musée Abteiberg de Mönchengladbach, reproche aux journalistes et aux critiques d'art d'avoir beaucoup parlé du bâtiment conçu par Hans Hollein sans mentionner le contenu du musée. « Une erreur regrettable, dit-il, car Johannes Cladders, l'ancien directeur du musée, a choisi Hans Hollein et personne d'autre parce qu'il voulait un lieu spécifique pour un art spécifique. » Et c'est vrai que l'intérieur du musée en particulier est d'une rare beauté, et l'agencement unique. Hans Hollein est en fait architecte d'intérieur, le Musée Abteiberg est le seul bâtiment du genre qu'il ait réalisé.

Quant aux collections du musée Abteiberg, elles vont de l'expressionnisme à l'art minimal. La plupart des toiles expressionnistes que possédait avant la guerre l'ancien musée de Mönchengladbach ont été confisquées par les nazis, et le musée n'a pu en racheter qu'une partie. Mais Dierk Stemmler voit encore plus loin que l'art d'avant-garde exposé dans son musée. Il pense que l'artiste devrait être en mesure de venir créer ses œuvres dans le musée, en fonction du musée.

Une conception très en pointe que ne partage pas Werner Schmalenbach. « Quand il a été question de construire un nouveau musée à Düsseldorf, j'ai refusé le projet de James Stirling, parce que je le trouvais trop égoïste. Pour moi, ce qui compte avant tout, c'est le contenu du musée. » Une théorie que Werner Schmalenbach met en pratique depuis vingt-six ans,

achetant, comme il aime à le dire, « des œuvres et pas des noms ». L'un dernier, il a dépensé 2 millions et demi de marks — 3 millions et demi de francs — pour un Matisse, plus que son budget annuel, qui est de 2 millions de marks.

Avant la construction du nouveau musée, achevée en 1986, et dont on remarquera en particulier la sobriété et la grâce de la façade, la Kunstsammlung se trouvait dans un petit palais du dix-huitième siècle, le palais Jägerhof. C'est là que Werner Schmalenbach a fait ses débuts en 1962, avec pour tout patrimoine quelques éléments de la collection Paul Klea, qu'il a complétée au fil des ans.

« Les directeurs de musée sont aujourd'hui obligés d'acheter les œuvres au même prix que les particuliers, et c'est très cher », dit Ingeborg Flagg. Et Andreas Wiesand explique que l'on peut parler d'une « véritable Bourse des collectionneurs ». « Beaucoup d'œuvres exposées dans les musées ne leur appartiennent pas, elles sont prêtées par les collectionneurs. Il existe des impressionnistes qui évaluent et négocient les prix. »

En prêtant des œuvres aux musées, les collectionneurs ne font pas seulement une bonne action. Les toiles ou les sculptures acquièrent de la valeur du fait de leur passage dans un musée. En revanche, le risque pour le musée est de se voir retirer les œuvres sans préavis. Un problème que connaît bien le directeur du musée Abteiberg à Mönchengladbach. Un petit nombre seulement des œuvres actuellement exposées appartiennent au musée.

Un exemple concret : Dierk Stemmler va devoir se battre pour conserver les six laques de Sigmar Polke prêtées par l'auteur après qu'elles eurent été présentées à la Biennale de Venise en 1986. « Je les ai aujourd'hui dans mon musée parce que je suis commissaire pour la République fédérale à la Biennale de Venise, explique avec une certaine lassitude Dierk Stemmler. Et je ferai tout pour les conserver. »

Cimaises

Il existe dans la Ruhr et à la périphérie, une extraordinaire concentration de musées.

DUSSELDORF

Kunstsammlung. Collection d'art contemporain. Architecture de Otto Weilling. Inauguré en 1986.

COLOGNE

Musée Ludwig. Architecture de Peter Busmann et Godfried Heberer (de Cologne). Inauguré en 1986.

ESSEN

Musée Folkwang. L'un des musées les plus anciens de la RFA puisqu'il a été créé en 1901. En 1983, il est agrandi. Belle collection d'impressionnistes et d'expressionnistes.

MÖNCHENGLADBACH

Musée Abteiberg. Architecture de Hans Hollein. Inauguré en 1982. Œuvres de Josef Beuys ; Art contemporain ; Et une pièce consacrée à Man Ray (les photos développées par l'artiste en 1959 étaient vraisemblablement destinées à la Fotokina de 1960, la plus grande Salon de la photographie et de l'audiovisuel qui a lieu à Cologne).

BOCHUM

Musée municipal. Architecture de Jorgen Bo. Achevé en 1984.

DUISBURG

Musée Wilhelm Lehmbruck. Architecture de Manfred Lehmbruck. Achevé en 1964.

FRANCFORT

La ville, autrefois caractérisée par les banques et la spéculation immobilière, est aujourd'hui connue pour ses musées. Notamment :

Le Musée d'architecture allemande. Conçu par Oswald Mathias Ungers. Inauguré en 1984.

Musée des arts décoratifs. Plans de Richard Meier. Inauguré en 1985.

Au sud de la RFA :

STUTTGART

Staatsgalerie. Plans de James Stirling. Inauguré en 1982.

MUNICH

L'ancienne Pinacothèque. Bâtiment du dix-neuvième siècle. Restauré en 1957.

La Nouvelle Pinacothèque. Architecture d'Alexander von Branca. Inaugurée en 1981.

Les musées sont fermés le lundi. Sauf à Stuttgart où l'entrée est gratuite, il faut compter entre 3 et 5 marks — entre 10 et 17 francs.

هكذا من الأصل

Blancs : A. Karpov (URSS)
Noirs : L.B. Hansen (Danemark)
Parle anglais

c) Les Noirs ont ici le choix entre deux grandes suites, soit 6.... Cc6, soit 6.... Fc7. Naturellement 6.... d6 est jouable, précédant le développement du F-R. Selon Baguirov, 6.... a6 est moins précis.

d) Après 7. d4. cxd4 ; 8. Dxd4, d6 ; 9. Fc3!, Cd-d7 ; 10. Cg5! Les Blancs prennent un léger avantage : Les

e) 10. Td1 est aussi souvent joué. La pression sur le pion d6 exige des Noirs un jeu précis.

f) 10... d5 est assez curieux : 11. Fxé7, Dxé7 ; 12. cxd5, Cxd5 ; 13. Cxd5, Fxd5 aboutit à une simple égalité. Les Blancs devraient donc se contenter du retrait 11. Fb2, selon Td1, et de la suite 11... Cg6 :

Dxb7; 16. Ta7!, Dc8; 17. Ta-d1!
m) Si 16... Cxd5?; 17. Fxd5.
Fxd5; 18. Cd7, Dxf4; 19. gx4 et
le pion b6 tombe.
n) Les Noirs n'ont commis
aucune faute réelle mais sont déjà
dominés. D'une manière simple,
Karpov a obtenu un net avantage
fondé sur l'occupation du centre.

SOLUTION
DE L'ÉTUDE n° 1311
V. SCHUPLET SOV, 1988
(Blancs : Ra6, Tt5, Fc1, Pb6, c6, d7.
Noirs : Rc8, Dg8, Cc8, Pc5.)
1. Td5L, Dxd5 ; 2. g7+, Rb8! ;
3. Ff4+, Cg7+ ; 4. Fxc7+, Rxc7 ;

a b c d e f g h
 BLANCS (5) : Rç1, Tç3, Fd3,
 Pç5, c6.
 NOIRS (6) : Rh7, Ta2, Fg5, Pç6,
 g6, g7.
Les Blancs jouent et gagnent!

MESUREZ-VOUS AUX CHAMPIONS

Ann. : S. donn. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♠	passé	2 ♥	passé
2 ♣	passé	3 ♠	passé
3 SA	passé	4 ♠	passé
4 ♥	passé	6 SA	passé...

Ouest ayant entamé le 7 de Pique,
Est a pris de l'As et a rejoué Pique.
Comment Sud doit-il jouer ce

Mais, Ouest ayant défaussé au troisième tour de Cœur, Sud a terminé par un autre squeeze : il a tiré la Dame de Pique, Ouest a défaussé un Trèfle, Nord un Cœur et Est la Dame de Trèfle, alors Berthe a joué l'As de Trèfle sur lequel Est a été à

Chaque donne est présentée à deux jeux et la réponse avec les quatre jeux figure à une autre page.

Sud	Ouest	Nord	Est
2 ♠	passé	2 ♣	passé
3 ♦	passé	4 ♠	passé
7 ♣	passé	passé	contre...
7 SA	passé	passé	passé

Ces enchères vous semblent-elles normales ? Comment les expliquez-vous ?

PLATE 1985 BENIGNON

**ODE
A FARADAY**

En 1834, le chimiste-physicien anglais Faraday, qui vient de découvrir l'électrolyse, crée deux termes directement transcrits du grec : CATHODE, *chemin qui descend*, et ANODE, *chemin qui monte*. Le bon Faraday n'avait peut-être pas remarqué que le mot grec *anodos* venait de *an* et *hodos*, et qu'il aurait peut-être pu le transcrire par « anohde » (comme on écrit ANHYDRE). Dans la foulée, il crée ELEC-TRODE (*electric anode*). Au siècle suivant, sur le modèle d'électrode, le

MICHEL CHARLEMAGNE.

★ **FESTIVAL** : « Ski et Scrabble », Vars les Claux du 21 au 30 janvier 1989, arbitré par M^{me} Barraux. Individuel et paires. Paris-Paris à partir de 2712 F. (Le voyage en Grèce, tél. : 42-50-30-20).

Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (PLI) de l'année.

(a) BRO(C)CIOS ou BROCD(L)IS, 9 A. 63. (b) ROGNIONS ou RONGIONS, G 8, 64.
★ Solution des anagrammes : EXODE - ÉPISODE - MÉTHODE - PÉRIODE -
SYNOUE - ODOMETRE.
— Rédacteur : L. B. Blich, 263, 7 Th. Mass, 823, 3 E. Dumas, 4 E. L. 1900, 263.

[illegible]

I. Quincaillerie. — II. Orsuline.
Gens. — III. Egala. Assagit. —
IV. Neisse. Aplat. — V. One. SPA.
Jarim. — VI. Ut. Céans. Idac. —
VII. Islamisés. Attr. — VIII. Unes.
Vernie. — IX. Linon. Miroton. —
X. Endetteraient.

Vorticalement
18. EILNOOPP. - 19. AACEGHN
(+ 1). - 20. ACEIPY. -
21. AAINSRUT. - 22. ADEILSY.
23. AEEGIT (+ 2). - 24. EEH.

5. ALIGNANT. - 6. AGITATO. -
7. MIELLEUX - 8. EMANANT
(AMENANT). - 9. RENDRIEZ -
10. TOGOLAIS. - 11. COMMENCE.
- 12. PROCREE - 13. ALTHAEA. -

- 26. CALAME, roseau taillé. -
27. ACCEPTES. - 28. AGITANT
(GANTAIT). - 29. ORDREES
(REDORES). - 30. NEGONDO, éra-
ble ornemental. 31. ARGUMENT

3. Isaïe. Lund. - 4. Nuls. Canoë. -
5. Classement. - 6. Ai. Epais. -
7. INA. Ans. Me. - 8. Lésa. Sévir.
- 9. Spi. Sera. - 10. Egalai. Roi. -
11. Regardante. - 12. Initiation. -
13. Estimèrent.

FRANÇOIS DORLET.

28. EEEEMSSST. - 29. AEEENORS
(+ 2). - 30. BEKOZU. -
31. AEEENRY. - 32. DEEINNTU. -
33. ADDEILS (+ 1). - 34. EIISSSU.
- 35. DEIINUV. - 36. AACEEMST

SOLUTION DU N° 540

1. MENACANT. - 2. MACEREE. -
3. ETALAGEA. - 4. INEACT. -

18. EMETTE. - 17. SITUÉES (SUITES USITÉES). - 18. MIGNARD. - 19. Rassembleur (rosaires rosérai sarroise). - 20. NEGRESSE. - 21. MECANOS (SEMONCA). - 22. CRESYL. - 23. ETAGERE. - 24. BAROMETRE (RETOUMBERA) - 25. ALATNETE

36. ETRENNER. - 37. EXTILEES. -
38. TANNERAS. - 39. ECOULAT. -
40. RETORDUS. - 41. XIMENIA,
plante tropicale.

MICHEL CHARLEMAGNE

LA TABLE

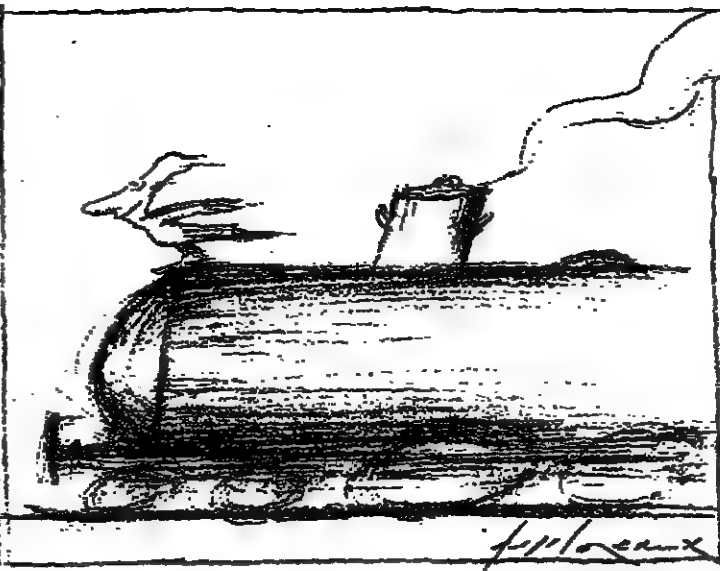
Rhapsodie en bleu

C'EST le 9 décembre 1929 que fut inauguré le « Côte d'Azur Express ». Ses wagons étaient peints en bleu, couleur de la Méditerranée, du ciel en fête de la Côte d'Azur : le Train bleu venait de naître.

Jean des Cars et Jean-Paul Caracalla publient, chez Denoël, le *Train bleu*, une saga merveilleusement illustrée nous apprenant que ce premier Train bleu était équipé, entre autres, d'un électrophone de qualité qu'un quotidien de l'époque, *le Temps*, assurait complété d'une impressionnante série de disques, de *Sonny Boy* à *Flossie*. Comment ne pas rêver qu'y figurait aussi le récent succès de George Gershwin, *Rhapsody in Blue*, que fredonnait alors tout Paris ?

La SNCF y a-t-elle songé qui, depuis quelques jours (exactement depuis le 20 décembre et jusqu'au 20 janvier), illumine en bleu la façade de la gare de Lyon ? Et par la même occasion les fenêtres du *Train bleu*, l'autre, le célèbre buffet-restaurant gastronomique, au décor Belle Époque admirable et justement classé monument historique.

Voici un quart de siècle que ce restaurant du *Train bleu* roule sur les rails du succès et qu'il a décoré étonnamment sa cuisine de qualité. On est loin du menu du voyage inaugural du Train bleu de 1929 : œufs frites Turbigo, selle



de veau Orloff, endives meunière, pâté de canard, salade, croûte.

Je ne sais ce que pouvait être cette croûte (que l'on n'a guère envie de casser, au dessert !), mais les œufs Turbigo (on trouve dans le *Gringoir* et *Sauvage* trace d'une garniture de ce nom) semblent alors avoir été des œufs brouillés placés au centre d'un toast épais de pain de mie croustillant et fritt, couverts d'un ragoût de champignons, ornés de chipolatas, poêlés et décorés d'une sauce tomate. Ouf ! C'est aussi compliqué et fou que de la nouvelle cuisine mais en plus lourd ! Passons...

M. Chazal, qui préside aux destinées du *Train bleu* de la gare de Lyon, propose, lui, une carte « en situation » puisqu'elle part d'un plat créé à Paris, la célèbre et historique côte de veau Foyot, pour arriver à la bouillabaisse en gelée et aux frites fraîches au jus d'agrumes en passant par la Bourgogne (escargots au chablis), Roanne (andouillette roannaise aux deux pommes), le Forez (gigot d'agneau et son feuilleté gourmand), Lyon (quenelles de brochet, saucisson chaud pommes persillées), la Provence enfin

(brochette d'agneau aux herbes, flan de courgettes), etc.

A la carte, il vous faudra compter sur une addition de 300 à 350 F, mais un menu déjeuner (185 F vin compris) est alléchant, tout autant que le menu TGV (pouvant être servi et dégusté en quarante-cinq minutes, foi de chef de train) proposant pour 220 F : foie gras, gigot niçois et pâtisseries du jour.

Enfin notez, pour les assoiffés, une belle carte de vins, avec les neuf crus de Beaujolais (ils vont devenir dix bientôt, avec le régné), une belle sélection de Chablis et un côté-du-forez (le pays d'Albert Chazal) cuvée *Train bleu* 1987.

Et pour les assoiffés de diététique, une entrée, un plat et un dessert, soit en tout quatre cent huit calories pour 238 F.

Soyons francs : ne serait-ce point gâcher, dans ce cadre historique où vous vous amusez à découvrir sous les hauts-de-forme et les chapeaux emplumés et sous des robes, les personnages des fresques, vestimentales oubliées de la politique et du spectacle au siècle dernier, qui ne serait-ce pas dommage que de ne pas sacrifier à Comus et à Bacchus. Avec modération bien sûr !

En ces jours de fête, aller à ce *Train bleu* tout habillé de bleu, c'est voir la vie en rose, en quelque sorte !

LA REYNÈRE.

MIETTES

● **Avalanche...** — C'est de saison, diriez-vous. Il n'empêche que cette avalanche d'ouvrages traitant de la table est presque abusive. Et citons ici, parmi les derniers venus : *Plaisirs* pour Sophie de Jean Barthes (Robert Laffont). Signifions à l'auteur qu'il doit y avoir des navets dans le navarin (ce qu'il oublie) ; que canard à la bigarade d'orange ne veut rien dire (la palme peut être à la bigarade ou à l'orange — fruits différents, — à l'extrême ; que la beuchelle tourangelaise est un plat du grand Edouard Nignon, et qu'il est mal venu de ne pas le citer et de modifier sa recette ; que les sœurs Tatin, enfin, doivent se retourner dans leur tombe en voyant que l'on sert une Tatin à l'ancienne !

Toujours chez Robert Laffont, et de Georges Blanc cette fois, le *Livre Blanc* des quatre saisons. Da « A » comme abricot à « T » comme truffe, en passant par l'inévitable kiwi, un panorama saisonnier du marché.

Enfin, chez Carrère et signé Colette Guillemaud, la *Fourchette et la Plume* : un ratage décevant.

● **Maîtres d'hôtel.** — J'ai signalé en son temps la création

d'une Union nationale des maîtres d'hôtel et chefs de rang, réaction légitime contre le service à l'assiette. Il vient d'être décerné un Trophée Jacquart. Dans la catégorie maîtres d'hôtel, le lauréat est Benoît Peeters (du *Louis-XV*, à Monte-Carlo) ; dans la catégorie chefs de rang, c'est Sandrine Meikle, du *Maxim's Orly*, qui remporte la palme.

● **Truffes au chocolat.** — Christian Constant n'est pas heureux. Lui qui, il y a dix ans déjà, apprenait à Dominique Nahmias (Olympe, pour les « branchés ») à préparer de remarquables truffes vient de se voir octroyer un 2/10 lors d'une dégustation — banc d'essai chez Gault-Millau. Ou'on lui reproche l'amertume, passe encore, Constant étant un apôtre, à juste raison, du chocolat amer. Mais que l'on ait trouvé dans ses truffes un goût d'alcool alors qu'il n'en utilise pas...

● **1885-1985.** — Plus d'un siècle depuis que Florimond Vigneau s'établissait charcutier avant de devenir traiteur. Petit-fils et arrière-petit-fils perpétuent sous le nom de Vigneau-Desmaretz (105-107, rue de Sévres) une tradition de traiteurs. Dommage qu'avec le foie gras ils proposent de boire un verre de Vouvray et du champagne sur le saumon fumé. A noter cependant que, parmi ses fruits et légumes rares, ce traiteur propose la laitue « colorada », une espèce de laitue rouge qui aurait fauté avec une frite (sic).

● **Bourgogne allongée.** — C'est un vin plaisant, aimable, léger et désaltérant à consommer jeune. A la Ferme des Mathurins (17, rue Vignon, tél. : 42-86-46-39), j'ai testé le 1886 de Paul Pillot (à Chassagne-Montrachet). Une merveille toute simple ! Si simple que le Guide des Vins de France 89 n'en parle pas, de l'allongé. Dommage ! L.R.

Pour tous ceux qui recherchent des vacances « hors traces »...

"POUDRE BLANCHE et SALLES OBSCURES"

Servis sur un plateau, au cœur des Hautes Alpes, des gorges d'acier comme les autres, où ni de l'air, ni de l'eau et surtout rien de connu dans les annales d'un Club-Club.

Brochure sur demande à :

RENAUD VAGABOND
30, Galerie des Bateliers,
38100 Grenoble
Tél. : 78.40.18.80.

Coupoles éternelles

O N la croyait défunte : elle ressuscite. Une vieille chose de plus d'un demi-siècle se perpétue ici par miracle, nouvelle et telle qu'en elle-même : un lieu de mémoire, dirait Jack Lang !

Décembre 1927. Le Mont-Parnasse n'est plus tout à fait celui dont Apollinaire contait, en mars 1914, qu'il remplaçait Montmartre et les peintres du Bateau-Lavoir « expulsés par la noce ». C'est celui des « Montparnos » qu'une gouache de Picasso illustre, celui, bientôt, d'Hemingway, de Foulgier, d'Eisenstein et des rires cinématographiques, de Man Ray et son appareil photographique, de Cocteau en son miroir de mots.

Les frites de Maigret

Deux hommes de métier, sur l'emplacement d'un « bois et charbon », ouvrent le complexe alors incroyable : un bar, deux restaurants, une terrasse, un dancing... C'est la Coupole.

On peut y voir aussi traîner, le soir, un garçon de vingt-deux ans, pantalon à pertes d'éclatant bois de rose, fumant (d'ailleurs) la pipe. Il vient de publier, sous des signatures aujourd'hui oubliées, des romans populaires. Il va signer d'abord Georges Simenon, puis l'évêque de Sion, et son roman le *Tâche d'un homme* (et les films qui en seront tirés) se passe à la Coupole où, d'autres fois, son commissaire Maigret se régala de frites et croustillantes à soulever.

COURTINE.

(PUBLICITÉ)

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

AUVERGNATES ARTOS ISIDORE 42-25-01-10 13, r. d'Artois, 8. F. sam. midi, dim.	PAELLA EL PICADOR , 50, bd Raspail. 43-47-28-47. F./midi-mardi. Env. 180 F. Cité G. Millau 1989 et B. Gourmand SAINT-SYLVESTRE 250 F. (Après, vins champ. et sc.) Ambiance, cocktails, danse	FRUITS DE MER ET POISSONS LA BONNE TABLE 45-39-74-91 F. sam. dim. 42, r. Prinet. PARKING. SPÉC. POISSONS.	SARLADAISES LE SARLADAIS , 2, r. de Vienne, 8. 45-22-23-62. Dîner périgourdin 130 F s.c.	ETHIOPIENNES ENTOTTO 45-37-08-51. F./dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 19. Dorowon, Beyanetou av. l'Indjira.	PORTUGAISES SAUDADE , 34, rue des Bourdonnais, 1. (Châtelet), 42-36-20-71. Serv. j. 22 h 30. F. dim. Spéc. portugaises. PÉRENNITÉ. PRIX MARCO POLO CASANOVA 88.
BOURGUIGNONNES CHEZ PIERROT , 18, rue E.-Marcel. 45-86-45-17-61. F. sam. dim. Cuisine bourguoise.	FRANCAISES TRADITIONNELLES RELAIS BELLMAN , 37, r. François-1. 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé samedi, dimanche.	CHARLOT , Rel. des Coquillages. 12, place Clichy, 9. 48-74-49-64. Tous les dimanches de la mer remis dans un cadre « Art déco ». T.J., jusqu'à 1 h.	SUD-OUEST LE REPAS DE CANTOUE , 47-40-15-46. À l'en- seigne des Filles-de-Cobret (11). F. sam. midi, dim.	INDIENNES-PAKISTANAISES MAHARAJAH 43-54-26-07 7 jours sur 7 72, bd St-Germain, M ^e Maubert. SCE NON-STOP j. 22 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux. Salle climatisée.	SUD-AMERICAINES INCAL , 19, r. Pierre-Lescot, 1. F./dim. 42-33-19-98. Pr. Forum des Halles.
BRETONNES TY COZ , 33, r. St-Georges, 48-78-42-85. Fermé dim., lundi soir. POISSONS, COQUILLAGES, CRUSTACÉS.	LE PROCOPE , Carrefour de l'Odéon, 13, rue de l'Antiquité-Comédie, 6. 43-26-99-20. Fruits de mer. Cuisine de tradition. Accueil jusqu'à 2 h.	LYONNAISES LA FOUX , 2, rue Clément (6). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.	DANOISES ET SCANDINAVES FLORA DANICA , 142, av. des Champs-Élysées, 43-69-28-41. COPENHAGUE, 1 ^{er} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.	ITALIENNES L'APPENNINO , 61, rue Amiral- Mouchet, 13. 45-89-08-15. F./dim. lundi. EMILIE-ROMAGNE.	VIETNAMIENNES NEM 66, 66, rue Lauriston (16). 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.

هكذا من الأصل

RESIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

STATION DU ROUSSET

au cœur du Parc du Vercors
LOCATION : Studio, 2 pièces 4 à 8 pers.
dans résidences neuves.
Janvier : 950 F pour 4 pers.
Février : 2 380 F pour 4 pers.
AU PIED DES PISTES
Forfaits vacances indépendantes par jour 48 F.
CONTACT : 75-48-25-95
DISPONIBILITÉ HIVER 88-89.

COTE D'AZUR MENTON - LOCATIONS MEUBLÉES ÉTÉ - HIVER

Demandez notre catalogue photos.
Agence Amarante
BP 175 06505 MENTON CEDEX
Tél. : 93-57-49-69.

GASTRONOMIE

Rive droite

LE SOUFFLÉ
Sa bonne cuisine française et ses soufflés.
36, rue du MONTMARTRE (près de la place Vendôme)
Rég. n° 42.68.27.18
28^e ANNÉE
F. dim. et dimanche

Rive gauche

Alexis
Déjeuner - Dîner - Souper
28, rue de l'Exposition, 75007 PARIS
Réservation : 47-05-80-39

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-48-39-60
Plaisance, centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.
tél. direct, minibar.

Côte basque

ANGLET

HOTEL DE CHIBERTA ET DU GOLF ***NN
(près de Biarritz)
« Un hôtel à 300 m de l'océan et au calme de la forêt de pins »
Séjours en studios équipés tout confort (linge, chauffage, tél. direct, canal + incl.)
Tarifs pour 2 pers. : semaine 1 130 F quinzaine 1 820 F - mois 3 200 F
Validité du 1/12/1988 au 31/3/1989 (sauf du 26/12/1988 au 1/1/1989)
Possibilité petits déj. et repas
Biarritz-ville et aéroport à 3 km
104, boulevard des Pignes, ANGLET
Tél. rés. : 59-52-15-16. Tél. 373412.

Montagne

73700 BOURG-ST-MAURICE

DEPART SKI AU PIED HOTEL BEGUIN - LES ARCS 1600
73700 BOURG-ST-MAURICE - Tél. : 79-07-02-92
à partir de 2200 F/pers./Pension et forfait ski (7)
en chamb. douche WC/2 pers. du 31-12-88 au 4-2-89

06350 SAINT-VÉRAN (Hautes-Alpes, Queyras)

Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste, food. Plus huc comm. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD tél. 92-45-52-08
GRILL ET CHAMBRES-STUDIO
Appart. Depuis 650 F/pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
1/2 pers. 1029 F 1680 F la sem.
Pension compl. 1316 F 1925 F la sem.

Versers

Au cœur du parc naturel du Vercors
L'hôtel Le Veymont** NN informe sa clientèle de la mise en place d'un forfait « SKI ALPIN OU SKI NORDIQUE » comprenant :
- Pension complète sept jours ;
- Forfait remontées mécaniques ;
- Location du matériel ski ;
- 2 heures de cours de ski par jour.
Pour 1700 F - par personne sur base d'une chambre pour deux personnes. Pension complète de 190 F à 230 F par jour et par personne. Place disponible pour HIVER 88-89.
CONTACT : Tél. : 75-48-25-95.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-84-92-55.

Provence

DROME PROVENÇALE

4 heures de Paris par TGV (Montpellier). Site except. Microclimat. Idéal repos, promenades, sports. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table. Bibliothèque. Cadre grand confort. Séminaires.
Prix d'hiver.
AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES
26110 NYONS. Tél. 75-26-12-89.

Vos vacances de fin d'année dans le petit hôtel de charme du Lubéron.
Dîner fin aux chandelles pour la St-Sylvestre.
MAS DE GARRIGON ***
84120 Roussillon-Gordes
Tél. : 90-05-63-22.

Suisse

LEYSIN (Alpes vaudoises)

1300-2300 m. à 4 h 30 de Paris par TGV. Station réputée pour son climat et ses paysages. Climat vivifiant. Sports, loisirs, détente. Offres variées, qualité et accueil suisses exemplaires. Exemple forfait ski 8 jours en demi-pens. dès 460 F (env. 1900 FF).
OFFICE DU TOURISME, CH-1854 LEYSIN.
Tél. : 19-41/25/34-22-44

SAINT-MORITZ (ENGADINE)

KULM-HOTEL
L'hôtel de 5 étoiles avec la plus grande tradition. Centre mondain et sportif.
CH 7500 St-Moritz - Tél. : 1941 82/11 51
Fax 82/37 38, Tx 85 21 72

TOURISME

SKI DE FOND HAUT-JURA

3 HEURES DE PARIS PAR TGV
Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. max.) dans ferme du XVII^e s. confortablement rénovée, chamb. av. s. de bain, w.c., table d'hôte, cuis. mijotée et légère, pain maison cuit au feu de bois. Ambiance sympathique.
De 2850 F à 2990 F par pers. et sem. u compris, pension complète + vin, matériel et matériel de ski.
Tél. (16) 81-38-12-61 ou écrire :
LE CRET L'AGNEAU
25650 MONTBENOIT

هكذا في الأصل

Société

JUSTICE

La mission d'un juge madrilène à Bayonne
De nouvelles inculpations pourraient être notifiées à un policier espagnol considéré comme un responsable du GAL

BAYONNE
de notre correspondant

L'enquête sur la trentaine d'attentats (vingt-huit morts, vingt sept blessés) commis au Pays basque français par le Groupe anti-terroriste de libération (GAL) a nettement progressé lors du séjour à Bayonne du juge d'instruction madrilène, M. Baltazar Garzon, mercredi 21 et jeudi 22 décembre. Son collègue bayonnais, M. Armand Riberoles, a interrogé en sa présence plusieurs membres présumés du GAL dont certains ont déjà été condamnés. Tous ont formellement reconnu sur un album photographique le commissaire espagnol José-Amedeo Fouce et son collaborateur, l'inspecteur Michel Dominguez, comme étant les deux hommes qui les avaient recrutés pour des missions liées à la sécurité de l'Etat espagnol.

Christian Hitler, cinquante-deux ans, ancien de l'OAS et sympathisant, avait de l'extrême-droite (*le Monde* du 7 juillet) a confirmé ses révélations du printemps dernier,

après son arrestation en Belgique, qui avaient permis d'interpeller plusieurs membres supposés du GAL, dont Dominique Thomas, accusée d'être l'une des « tueuses blondes » auteurs de sept attentats. Avec Hitler, Patrick Fironneau (un autre « recruteur »), Pierre Balades (condamné à perpétuité), elle a participé, fin mars 1985, à Saint-Sébastien, à un dîner présidé par les deux policiers espagnols. Elle reconnaît, aujourd'hui, avoir été la maîtresse de José-Amedeo Fouce, mais nie sa participation à tout attentat.

D'autre part, M^{me} Odette Roussy, sœur d'un membre du GAL incarcéré à la prison de Gradiignan (Gironde) est venue raconter aux juges comment Georges Mandaille, un ancien d'Indochine, propriétaire d'un bar sur la Costa del Sol, lui avait présenté, en août 1987, MM. Fouce et Dominguez comme étant les responsables du GAL. Malgré plusieurs mandats d'arrêt internationaux délivrés après trois attentats commis sur la Côte basque en 1984 et 1985 et bien que sa présence dans le sud de l'Espagne ait été confirmée par plusieurs journalistes, Georges Mandaille demeure introuvable pour la police espagnole.

Enfin, une amie du commissaire Fouce, prénommée Imacolata, a révélé aux juges que ce dernier entretenait, à l'époque des attentats du GAL, de fréquentes relations téléphoniques avec M. Jose Barionuevo, ancien ministre de l'Intérieur. De plus, il lui avait montré la photo d'une des tueuses blondes du GAL, autre que Dominique Thomas, en la présentant comme la veuve d'un militaire espagnol tué par l'ETA.

Toutes ces informations pourraient aboutir prochainement à de nouvelles inculpations à l'encontre de Fouce. Incarcéré à la prison de Guadalajara, où il aurait reçu, il y a peu, la visite « discrète » de plusieurs chefs de la police espagnole, le « parrain » du GAL continue à tout nier.

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

Auteur d'un coup de feu sur un automobiliste

Un policier de Forbach condamné à dix-huit mois de prison avec sursis

Le tribunal correctionnel de Sarreguemines (Moselle) a condamné, jeudi 22 décembre, à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et deux ans d'interdiction de port d'arme un sous-brigadier de police, Bernard Obringer, trente-sept ans, jugé pour coups et blessures volontaires avec arme.

Le 20 janvier 1987, ce policier, usant de son arme administrative, avait tiré une balle dans le cou d'un commerçant de Forbach, M. Christian Riobourg, trente-trois ans, qui s'apprêtait à déplacer un véhicule en stationnement gênant.

La victime avait dû subir une trachéotomie (*le Monde* du 22 janvier 1987) et, par la suite, s'était trouvée dans l'incapacité totale de travailler pendant un mois.

Lors de sa comparution, le 13 décembre, devant le tribunal, le sous-brigadier Obringer avait été dans l'incapacité totale d'expliquer son geste, tout comme il le fut au moment des faits, se bornant à répéter : « J'étais énervé, je ne l'ai pas fait exprès ».

Le tribunal a fait également obligation au policier, considéré par ses supérieurs comme un élément « sobre et consciencieux », de verser 30 000 francs de provisions à sa victime en attendant un rapport d'expertise qui permettra aux magistrats de statuer sur les intérêts civils.

M. Christian Riobourg s'est déclaré « scandalisé » par ce jugement, trop clément selon lui, et a fait connaître son intention d'interjeter appel.

Quant au sous-brigadier Bernard Obringer, il est suspendu de ses fonctions avec traitement depuis les faits et son cas administratif sera examiné par le conseil de discipline de la police dès que la décision définitive du tribunal sera connue.

La succession de Suzanne de Canson

Une lettre de M^{re} Olivier Weber-Cafilisch

Après notre article consacré à la vente, par Joëlle Pesnel, impliquée dans l'affaire Canson, d'un pastel de Maurice Genevoix (*le Monde* du 17 décembre), ce dernier M^{re} Olivier Weber-Cafilisch, tient à préciser que la transaction a été précédée d'une longue négociation entre les parties.

« En effet, indique l'avocat, c'est en décembre 1985 qu'en examinant le catalogue de la vente du 19 avril 1985 de Christie's Londres j'ai appris non seulement l'existence dudit pastel, mais encore que celui-ci avait été retiré de ladite vente ».

C'est le 29 janvier 1986 que j'ai entrepris avec Christie's Londres la négociation dudit pastel, laquelle a fait l'objet d'un échange de pas moins de onze télex, d'un échange de correspondances ainsi que de nombreux entretiens téléphoniques. Aussi, n'ai-je acquis ledit pastel qu'en date du 26 février 1987. La négociation aura donc ainsi duré plus d'une année ».

« Acquéreur de bonne foi, ajoute M^{re} Weber-Cafilisch, j'ai dû et déjà fait valoir mes droits par devant le tribunal de première instance de Genève, comme je me réserve de les faire valoir, le moment venu, par-devant toute autre juridiction suisse ou française ».

● Interpellation d'un « nazi » en Seine-Saint-Denis. — Les policiers de la PJ de Seine-Saint-Denis ont interpellé, mercredi 21 décembre, le complice des quatre « nazillons » d'Épinay-sur-Seine qui ont comparu le 19 décembre devant le tribunal correctionnel de Bobigny (*le Monde* du 21 décembre). Philippe Collin, trente et un ans, était recherché pour une série d'agressions à caractère raciste commises en compagnie de Thierry Colesset, Sylvain Brochetta, Laurent Tuffery et Richard Raphaël.

ÉDUCATION

Les Eglises chrétiennes de France réclament un enseignement des religions à l'école

Le Conseil d'Eglises chrétiennes de France s'est réuni, jeudi 22 décembre à Paris, autour du cardinal Albert Decourtray, président de la conférence épiscopale française, du pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, de Mgr Jérémie, président du Comité interépiscopal orthodoxe. Le pasteur Stewart (dont nous publions, page 2, un entretien) succède à la présidence de ce Conseil au cardinal Decourtray.

Le Conseil d'Eglises chrétiennes a, pour la première fois officiellement, pris position en faveur d'un enseignement des religions à l'école. Constatant, dans un communiqué, « l'importance du christianisme comme une composante essentielle du patrimoine culturel de la France », les trois Eglises chrétiennes demandent que « les jeunes générations puissent avoir pleinement accès à cet héritage, et que soient par conséquent mis en œuvre les moyens d'en assurer la transmission à tous les niveaux d'enseignement ».

Le Conseil d'Eglises ne dit cependant rien sur le contenu d'un tel enseignement, ni sur son ordre (limité à l'histoire ou étendu à d'autres matières) ni sur la qualification des enseignants (s'agira-t-il

de « professeurs agréés ? », comme l'avait suggéré Mgr Decourtray au cours de sa récente *Heure de vérité* ?)

Les Eglises chrétiennes ont, par ailleurs, rappelé leurs inquiétudes à propos du jour du catéchisme, qui a lieu traditionnellement le mercredi, mais serait menacé par la semaine scolaire continue : « Dans la perspective d'une réorganisation des rythmes scolaires (année, semaine et journée scolaires), le Conseil d'Eglises chrétiennes en France, ajoute le communiqué, demande que soit prise en compte la nécessité d'un temps permettant la catéchèse ou l'instruction religieuse des élèves des écoles, collèges et lycées dont les parents le désirent ».

Enfin, le Conseil d'Eglises chrétiennes a rendu public un message de Noël qui rappelle les limites de l'intervention des Eglises : « Elles demeureront solidaires de tous nos compatriotes, proposant leur témoignage, sans l'imposer par une quelconque pression, mais avec la force de notre conviction : l'Evangile peut être, pour l'homme et pour la société, chemin de conversion et d'espérance ».

MÉDECINE

Grande sœur et petit frère jumeaux

Une petite Turinoise, qui a eu en le mois dernier, attend la naissance, prévue en août 1989, de son frère jumeau, un embryon congelé qui appartenait au même « lot » initial d'ovules fécondés *in vitro*. Cette technique, pratiquée par l'équipe du professeur Ferraris de Turin, permet de limiter le risque de grossesses multiples, élevé en cas de fécondation *in vitro*. Il y a trois ans, une

équipe médicale australienne dirigée par le professeur Carl Wood (Queen Victoria Hospital, Melbourne) avait pour la première fois provoqué la naissance d'un jumeau dans le temps de deux enfants jumeaux. Dans les deux cas, les deux embryons ayant été obtenus par fécondation *in vitro* à partir de deux ovules différents, il s'agit donc de « faux jumeaux ».

CONSOMMATION

La campagne antitabac à Besançon
Les contre-feux de la SEITA

BESANCON
de notre correspondant

La Société d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes (SEITA) lance une opération visant à donner une nouvelle image du bureau de tabac. Une enseigne, « Totem », un agencement intérieur transformé avec un espace de communication et minimal : il s'agit de fidéliser la clientèle en faisant des magasins tabac-presses-Loto de mini-drogueries où, entre autres, les produits annexes (papeterie, confiserie, jouets, cadeaux...) seraient mieux présentés. Un magasin de ce style vient d'être ouvert à titre expérimental. Coïncidence ? C'est à Besançon, ville qui se veut « non fumeuse » que la SEITA implante ce premier point de vente, résultat d'études menées depuis trois ans.

A la SEITA on jure ses grands dieux qu'il ne s'agit pas d'une riposte à la campagne antitabac engagée par le service hygiène-santé de la ville de Besançon. Cette campagne doit s'étaler sur cinq ans pendant lesquels Besançon doit réduire de moitié le nombre de ses fumeurs.

Lancée en octobre dernier, l'opération engagée par les responsables municipaux s'appuie sur l'éducation des jeunes, l'organisation de séances collectives destinées à favoriser l'abandon du tabac, la création d'espaces non fumeurs dans les entreprises, les restaurants, les lieux publics et la mobilisation des ensei-

gnants, des sportifs et des sponsors. En demandant à l'action psychologique de renforcer et d'étendre la portée de la loi Veil, on espère d'une certaine manière donner mauvaise conscience aux fumeurs. Et du même coup aux burocrates.

Ceux-ci n'ont pas tardé à réagir. Quelques-uns ont placé dans leurs vitrines, entre la réclame pour les allumettes Gauloises à l'incomparable « chaleur naturelle du bois » et un paquet de bonbons à la menthe, une affiche fustigeant en quelque sorte cette atteinte aux droits de l'homme : « Chacun est libre de fumer ou de ne pas fumer ».

C'est dans cette ambiance que la SEITA plante son « Totem ». Si Besançon a été choisie pour la première ouverture, assure-t-elle, c'est seulement parce qu'un burocrate de cette ville, également président du syndicat des délégués de tabac du Doubs, a demandé tous ses collègues de province et rénové son magasin dans l'esprit souhaité par la firme nationale. Mais comment rassurer les burocrates de Besançon sans amoindrir la crédibilité du pari engagé par les édiles ? Il est vrai que dans les magasins « Totem », les rayons consacrés à la confiserie et à la papeterie seront en bonne place. Les fumeurs repentis pourront donc se rabattre sur ces produits qui, au demeurant, offrent aux détaillants des marges plus juteuses que le tabac, fut-il à cliquer.

CLAUDE FABERT.

SPORTS

● BASKET-BALL : Coupe d'Europe des champions. — Au troisième tour aller de la poule finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, le CSP Limoges, qui avait déjà été battu par le Maccabi Tel-Aviv et Split, a subi une troisième défaite (90-84) le 22 décembre à Pesaro (Italie). Au classement, les Français sont huitièmes et derniers de la poule, ils doivent encore jouer onze matches.

● SKI ALPIN : Coupe du monde. — L'Autrichien Helmut Höflehner, qui avait déjà remporté la descente de Val Gardena au début de

la saison, s'est imposé une deuxième fois, le 22 décembre, dans la descente de Saint-Anton (Autriche). Agé de vingt-neuf ans, Höflehner, qui avait gagné la Coupe du monde de descente en 1984-1985, revient donc au premier plan après une saison 1987-1988 qu'il avait terminée au vingtième rang mondial. Chassé de nouveaux skis, il a précédé d'un centième de seconde le Suisse Pirmin Zurbriggen qui, grâce à sa seconde place dans le slalom spécial deux jours auparavant, a enlevé le combiné et pris ainsi la tête du classement général de la Coupe du monde.

Le Monde

OFFRE EXCEPTIONNELLEMENT
VALABLE JUSQU'AU 15 JANVIER 1989

OFFRE SPÉCIALE DE SOUSCRIPTION
250 F seulement au lieu de 360 F, prix de vente des 12 numéros
Offre valable jusqu'au 15/12/1988



le vrai journal de 1789
Une collection prestigieuse
de 12 numéros en couleurs
largement illustrés
à paraître chaque mois
de janvier à décembre 1989

**LES GRANDS REPORTAGES
DE LA RÉVOLUTION**

pour revivre l'esprit du temps à travers les principaux événements de l'année 1789. Pour découvrir ses vrais personnages, connus ou inconnus, leurs portraits, leurs discours, leurs actions. Avec de nombreux documents authentiques : pamphlets, édits royaux, affiches, journaux, correspondances.

LA TRIBUNE DES IDÉES : une approche à la fois historique et contemporaine des grands débats révolutionnaires pour mieux comprendre les grands débats d'aujourd'hui.

L'AGENDA DU BICENTENAIRE : pour réussir votre année du bicentenaire. Toutes les manifestations régionales, nationales, internationales. Les informations pratiques, les critiques des livres, disques, films, pièces de théâtre, émissions de télévision...

LE MONDE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : les dossiers des historiens
le ton d'un grand journal

Une co-édition **Le Monde CLEF 89**

LE MONDE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Souscrivez dès aujourd'hui au *Monde de la Révolution française* pour recevoir chaque mois en 1989 cette collection prestigieuse de 12 numéros en couleurs largement illustrés.

Attention : Cette offre est valable jusqu'au 15/12/1988. Le *Monde de la Révolution française* fait l'objet d'un tirage limité. Dépêchez-vous de renvoyer ce bon de commande avec votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

NOM _____ Prénom _____
Adresse _____
Localité _____ Code postal _____
Carte bleue n° _____ Date d'expiration _____
Signature (obligatoire) _____

Bon de commande et règlement à retourner à :

Le Monde Service des abonnements, B.P. 50 709
75422 PARIS CEDEX 09

UN VRAI
JOURNAL
DE
PROGRAMMES

Le Monde
**RADIO
TELEVISION**

Chaque samedi
numéro date dimanche-lundi

Société

L'Etat et les siens

Enseignement : la tristesse des profs

(Suite de la première page.)

Plus personne ne devrait désormais ignorer qu'un professeur certifié (titulaire du CAPES) débute à 6 800 F et qu'un directeur d'école plafonne péniblement à 10 000 F au seuil de la retraite. Assurés de la bienveillance, même passive, de leurs concitoyens, les enseignants n'attendent qu'une formalité : le déblocage des milliards nécessaires par un ministre socialiste bien décidé à construire son image de présidentiable sur le bonheur des professionnels et des usagers de l'école.

De déclarations sibyllines et attentistes en discussions prudentes avec les syndicats, M. Jospin a réussi à contenir les impatiences. Mais deux événements ont mis les enseignants sur le qui-vive : à la mi-octobre, le président de la République rejette l'idée de la loi de programmation, chère à M. Jospin (remplacée probablement par une simple loi d'orientation) ; puis, M. Rocard, le 8 décembre à Limoges, annonce que l'ouverture des négociations sur la revalorisation à la fin décembre sera retardée d'un mois et se fera sur la base de 4 milliards supplémentaires « au moins » par an — alors que son « ami » Lionel Jospin en

réclame six fois plus — sans ni ce dernier accepte d'imposer aux enseignants une revalorisation de leurs tâches.

Le premier ministre propose, dans la foulée, de reporter le bas en juillet, pour allonger l'aubaine scolaire — scrip-pa ! — et promet... d'ici cinq ans, la limitation des effectifs de lycée à trente-cinq élèves par classe. « Nous espérons un petit geste et on nous salue le moral à la fin du trimestre », commente un jeune certifié, 8 100 F nets, aux prises avec des classes de trente-trois lycéens. « Incapables de saisir l'essence d'un texte », « Le petit jeu Jospin-Rocard ne nous amène plus, le coup du diagnostic surprise » plus grave qu'on ne le pensait « a déjà été fait avec les infirmières. Ça ne passe plus », renchérit des professeurs de collège de Tournon (Ardèche).

Pour faire pression sur le gouvernement, les professeurs songent à de nouvelles formes de grève : dans de nombreux établissements, à l'appel du SNES (FEN), du SGEN-CFDT et du SNALC, ils commencent à écrire des lettres de simples appréciations écrites sur leurs travaux, tandis que notes et bulletins trimestriels partent direc-

ment au ministère, où ils encombreront le courrier.

Dans quelques lycées, comme à Cherbourg, des « coordinations » ont vu le jour, sur des bases plus radicales : grève totale des notes (sans communication à l'administration) — et même des conseils de classe, qui se transforment en tribune de discussions revendicatives. Ailleurs, ce sont les professeurs de mathématiques, qui, seuls, ont cessé le travail, grâce à la solidarité financière de leurs collègues : les réactions des parents d'élèves, prompts à s'émouvoir de ce que manque une heure de maths, n'ont pas tardé.

Ministère, rectors, régions, associations de parents d'élèves : les enseignants frappent à toutes les portes. « Ils sont dans la situation d'un socialiste mécontent de sa municipalité PS : ils veulent protester, mais ne savent plus auprès de qui le faire », remarque Hervé Hamon, coauteur de *Tout ça fait un pays* (1). Ce sentiment d'être dupé se nourrit d'un malaise d'identité, particulièrement chez les professeurs hommes, écartés de voir leur traitement réduit à l'équivalent d'un « second salaire », dont se contentent certaines de leurs



colèges, épouses de cadres. « N'est-il pas choquant de constater qu'à quarante-cinq-cinquante ans, à l'âge où leurs amis sont financièrement à l'aise, des professeurs ayant consacré une bonne partie de leur vie à leur mission de pédagogues peinent pour offrir à leurs propres enfants des conditions décentes d'études supérieures ? », demande un professeur de Montargis.

« Rataje » social

A ce sentiment de « rataje » social, confirmé par la comparaison avec la situation des cadres du privé et des professions libérales — jamais avec des employés mal payés, ni avec des chômeurs — s'ajoute la certitude de n'être qu'un rouage du monde kafkaïen de l'éducation nationale, où les efforts individuels, la vie de famille et le désir d'évoluer dans son travail, sont ignorés. « A choisir entre le CAPES — c'est-à-dire trente-sept dans une classe — et l'attelage, même au prix de deux ans de chômage, d'un emploi privé ouvrant des perspectives, les étudiants n'hésitent pas », constate Guy Berger, maître de conférences en sciences de l'éducation à l'université Paris-VIII.

Pour ceux qui se laissent néanmoins tenter par l'enseignement et réussissent un concours difficile, le réveil est douloureux quand l'Etat, dans sa grande bienveillance, les parachute à l'autre bout de la France, auprès d'un tuteur qui souvent n'est pas averti de leur arrivée, et cela pour une durée indéterminée. Serait-ce la seule aventure qu'offre encore l'éducation nationale ? « Les carrières sont bloquées, confirme Dominique Vuillet, secrétaire générale du SNES. Pour cent cinquante mille certifiés, le tour extérieur n'offre que quatre cents possibilités de promotion. » Même ce professeur de trente-neuf ans attiré par l'agregation interne créée par M. Jospin est gagné par le spleen ambiant. « Si je suis reçu, explique-t-il, je travaillerai trois heures de moins pour un salaire supérieur de 30 %, ce qui est à la limite, impossible. Mais je ne trouverai devant les mêmes élèves. L'éducation nationale ne nous propose qu'une promotion en creux. »

Alors, changer les sacro-saintes règles des mutations avec leur barème, leurs commissions paritaires, le règne de l'ancienneté ? Ce professeur d'allemand de l'Aveyron, adhérent du SNES, accepterait d'être partiellement rémunéré en fonction des résultats de ses élèves. Tel autre de ses collègues, en Normandie, ne refuserait pas d'être récompensé pour avoir mené un lycée à un concours général de version latine. La promotion au mérite ? « Dans l'absolu, ce serait merveilleux, confie un troisième. Sauf, si nous sommes jugés par les provinciaux, qui sont souvent des professeurs ratés. »

« Mettre le prix »

Travailler en équipe, aménager les niveaux pour éviter les redoublements, organiser des études surveillées pour aider les élèves en difficulté ? « D'accord pour changer, mais pas pour nous faire rouler », répond la planète enseignante, qui attend du gouvernement un premier pas. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN et apôtre de ce « travailler autrement », ne dit pas autre chose : « Les enseignants ne savent plus ce qu'on attend d'eux. Il faut leur redonner le sentiment qu'ils participent à une grande fonction de la nation, comme la III^e République avait réussi à le faire en son temps. Mais l'Etat doit y mettre le prix. Cela coûtera moins cher que l'explosion sociale consécutive à une désagrégation du système scolaire et à l'émergence d'une société duale. »

Le « travailler autrement », doit-il être un préalable à la revalorisation, comme le pense le premier ministre, ou une contrepartie à exiger après un « premier geste », comme le souhaite le ministre de l'éducation nationale ? Humant la salle des professeurs de son lycée, un intéressé répond : « L'ambiance générale est telle maintenant que tout effort supplémentaire qui nous serait demandé ne rencon-

trerait que l'opposition de l'immense majorité du corps enseignant. Nous sommes las des discours poudreux aux yeux. » Dans ce contexte, les vacances scolaires, la liberté de gérer son temps de travail apparaissent comme les derniers tréfors, souvent minimisés, mais que la profession assise entend défendre bec et ongles.

La voie est étroite pour un gouvernement qui semble parfois sous-estimer le poids des mille petites humiliations accumulées dans une vie de prof : indemnités de bac payées avec plusieurs mois de retard, primes mensuelles de 13,33 F inchangées depuis 1954, locaux dégradés, administration introuvable, dilution des res-

PHILIPPE BERNARD.

(1) On pourra lire l'analyse de la crise du syndicalisme enseignant par Hervé Hamon dans le Monde de l'éducation de janvier 1989, en vente le 2 janvier.

DEMAIN :
Police : le lamentable des « plantes vertes »,
PAR GEORGES MARION

« Un instit, c'est vraiment rien »

Christiane Jolly émerge à peine d'un mauvais rêve. Institutrice à l'école Georges-Pompidou de Compiègne, elle avait pris sous son aile un élève de cours moyen censé à de fréquentes absences par une terrible maladie : la mucoviscidose. Avec son collègue Joël Delaforge, elle visitait fréquemment Jérémie chez lui, où lui portait des livres et des encouragements sur son lit de l'hôpital Necker à Paris. C'est là que Jérémie est mort, il y a onze ans, le soir du 1^{er} octobre, sans avoir pu entrer en sixième où il venait d'être admis.

Les instituteurs demandent alors à leur inspecteur l'autorisation de s'absenter pour assister à la levée du corps à Paris. Refus : ils n'ont la permission de quitter l'école qu'à 16 heures, juste pour être présent aux obsèques, à Compiègne. La réglementation de l'éducation nationale prévoit des autorisations d'absence pour « décès ou maladie très grave des conjoints, père, mère, enfant » du fonctionnaire. Pas pour le mort d'un élève. Désolée, c'est à l'exposer à l'inspection du service par voie de réclamation.

Après de vaines négociations avec l'inspecteur, les instituteurs désobéissent pourtant, laissent leurs élèves sous la bonne garde de collègues. « Consacrer encore quatre heures à un élève qu'on avait soigné, ça ne me semblait pas du vol », explique M^{me} Jolly. L'administration ne l'entend pas ainsi : l'inspecteur départemental adresse immédiatement à son supérieur un rapport pour « abandon de poste », puis, le 26 octobre, un blâme tombe de l'inspection académique, sanction rare mais inévitée.

Il faut créer un combat de soutien et élancer la promesse que le ministère contraindra l'inspecteur d'académie à retirer le blâme. Mais l'affaire n'est pas close pour autant : le 4 novembre, l'inspecteur départemental diffuse à tous les instituteurs de l'Oise une note de service qui tente de justifier son attitude en s'indignant... du vent de scandale soulevé par les blâmes. Nouveau coup de sang des intéressés. Puis enfin, le 13 décembre, ultime note de service de l'inspecteur d'acadé-

mie en forme de mea culpa embarrassé.

« La hiérarchie préfère s'acharner plutôt que de reconnaître ses erreurs », commente M^{me} Jolly. Il est regrettable qu'un enseignant ne puisse être considéré comme un être humain, avant d'être traité en fonctionnaire. L'affaire a profondément choqué l'institutrice. A trente-huit ans, après dix-huit ans d'enseignement, elle a un moment pensé à quitter la boutique car, demande-t-elle : « Comment faire de nos élèves des êtres responsables quand on est soi-même traité en irresponsable ? »

La déprime guette : « Un instit, c'est vraiment rien. J'ai parfois l'impression de laisser beaucoup de moi-même et de n'être payée en retour ni financièrement — 8 000 F par mois — ni humainement. » Christiane Jolly se demande encore comment elle a pu être considérée comme une « insoumise » par l'éducation nationale pour avoir souhaité exercer jusqu'au bout son métier d'éducateur.

Ph. B.

Le Monde IMMOBILIER

appartements ventes

8^e arr^t

Premier vend au coin du 8^e arr^t dans le JARD, DU LUXEMBOURG charmant avec 75 m² au 1^{er} étage, meublé, très calme, 5 COUCHES-JARD, PRIVÉ, PLANTÉE, 3.000.000 F. Vainc s/R.V. (1) 43-23-52-53.

95- Val-d'Oise

CERGY CENTRE-VILLE

A 1^{er} GARE, RER Part. vend de résidence calme, standing, F 3, 74 m², out. équipée, cave, parking en sous-sol, chauffage indiv. 740 000 F — 30-38-07-12.

locations non meublées demandes

Région parisienne

PETITE MAISON

Idéal retraité ou jeune, sec. Landes, Unité Pyr. Adm., 18 km Orthez, 20 km Ind. Prix : 190 000 F. Tél. : 80-20-16-28

propriétés

SUPERBE AFFAIRE

Pd de cercle, sud Sarthe, art et. 3 ch., s. de ség., sal. chm, marbre bl., gar., terr. 600 m² av. naut., 150 000 F. M. et M^{me} Royeau, coiff., 45, av. Albert, 88, 72200 Parigné-L'Évêque. (1) 43-75-51-54.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Constructions de sociétés et tous services 43-55-17-50.

Domiciliation depuis 50 F

Av. Ch.-Elysées au rue Ste-Hippolyte ou bd des Capucins Paris 8^e, 12^e et 18^e. INTER DOM. 43-40-58-50.

locaux commerciaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Constructions de sociétés et tous services. 43-55-17-50.

fonds de commerce

Ventes

A vendre Limoges centre ville, Piano-Bar restaurant 50 places, terrasse ombragée, 100 places. Affaire à saisir. Tél. : (16) 55-34-64-18, 55-01-51-13.

automobiles

ventes

Part. vend Renault 21TD (blanche, modèle 89, 1.950 km, vitres teintées, boîte 5 vit.). Prix 77.000 F. Tél. : 39-30-01-7 de 8 h à 21 h 30.

URGENT. Opel Kadett

beige, modèle 87, 6 CV, 5 vit., 42 700 km. 39 000 F (larges 40 800 F). 43-70-30-21.

FORD ESCORT

Invasion, blanche, mod. 88, 25 000 km, 1^{er} main, art. ram. Extra. Tél. après 18 h : 84-33-28-92.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX ANCIENS

et romantiques — 20 % POUR NOËL. ACHAT OR. GILLET, 19, rue d'Angoulême, 75004 Paris, 06-06-58. FATES PLAMER.

Philatélie

CONQUÊTE DE L'ESPACE

racontée par les timbristes. Col. LOLLINI, 440, rue de la Chapelle, 75018 Paris. Docum. grat. LOLLINI, av. M.-de-Crémie, 08000 NICE. 83-81-06-68.

Associations

Appel

RETRAITÉS, SEULS A NOËL. Réunir les fêtes en maison familiale du LAZARET. La Corniche, 34200 SETE. Tél. : 67-53-22-47, animations, soirées, excursions, rapatriement bords de mer.

UNASS-FRANCE. A notre connaissance, c'est une première dans la communauté africaine sub-saharienne.

Cette union vise à répondre essentiellement aux besoins fondamentaux et aux aspirations profondes des ressortissants africains. L'Union est ouverte aux associations africaines.

Associations

PSYCHANALYSE

thérapeut. PSYCHONEL. Montreuil 67-35-25-88.

● Prix de la ligne 44 F TTC (25 lignes, lettres ou espagn.)

● Joindre une photocopie de déclaration au J.O. ● Chaque feuille à l'ordre du Monde Publiée, et adressé au plus tard le mercredi 11 heures pour diffusion du vendredi 12 au samedi 13 au Monde Publiée, 5, rue de Montreuil, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre Agenda, dans les pages annonces classées.

Vacances

Tourisme

Loisirs

NICE. Marina Belle des Alpes, 18, rue de la République, du 19-01-88 au 28-02-89, période entière du jour quinz. (1) 47-20-85-86.

CARROZ-D'ARACHES

(Hauts-Sevres) 250 km de pistes. STUD. 01 et 02 pers. locat. à la semaine. Prix selon période. Tél. : 43-04-43-41.

Cours

JAPONAIS INTENSIF

16 pers. au 10 fév. 1989, matin 13 mars au 5 avr 1989. Contactez vite : Matsuura 43-35-14-58 ou 43-80-38-30

Sessions et stages

L'EFAS propose pour son calendrier 1989 DEFA Cours

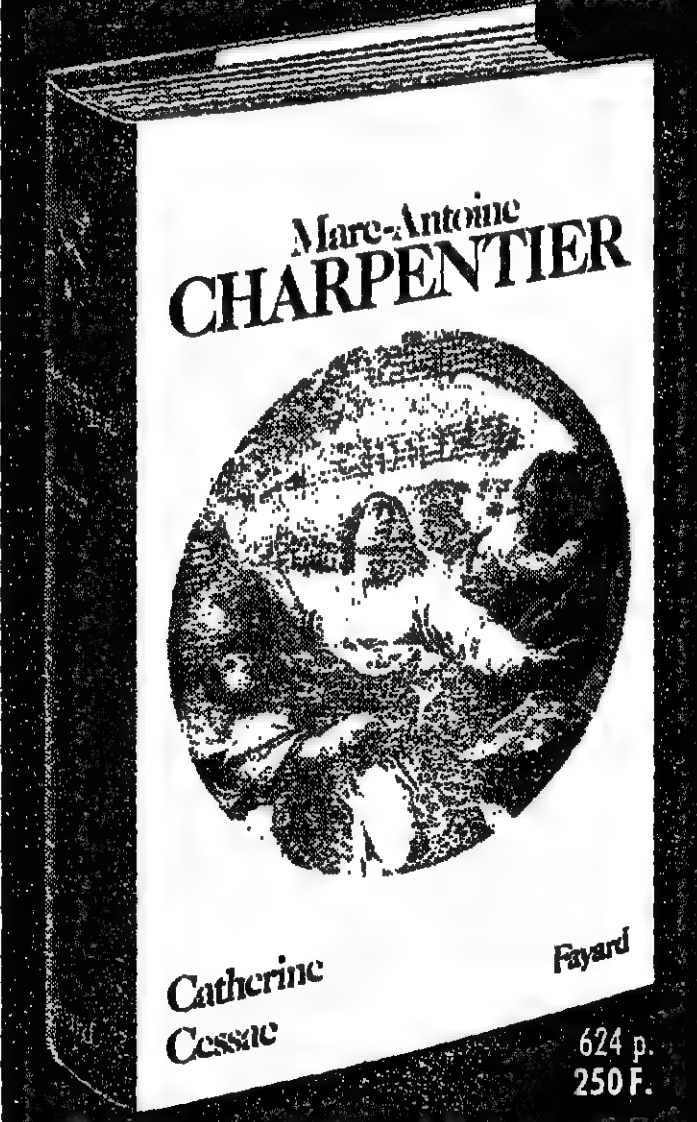
d'emploi pédagogique relationnelles du 11/09 au 19/12 : communication visuelle graphique du 16/01 au 15/09, audiovisuel du 23/01 au 28/05, jeux d'expression du 16/01 au 15/05, organisation d'activités sportives et de loisirs du 19/01 au 08/06. Intermédiaire association sociale du 27/02 au 27/06. Rens. EFAS : 30-07-04-78.

ÉCRIRE POUR ADULTES PARIS-6

UNE FOIS POUR TOUTES LES FOLIES. Tél. : 30-58-98-51.

PRIX ACADEMIE CHARLES-CROS

LA MUSIQUE CHEZ FAYARD



Avec une patience de savant et un flair de détective, Catherine Cessac fait revivre les circonstances de la vie de Charpentier ainsi que tout son entourage. Pour la première fois, elle nous donne une vue d'ensemble de ce riche patrimoine et il n'est guère de ces cinq cents œuvres qu'elle ne commente au cours de son récit.

Jacques Lonchampt, Le Monde

هكذا من الأصل

**« Gilbert Sabine est condamné à réussir »,
nous déclare le PDG d'Africatours**

Communication

Production, radios, satellites Les nouveaux paris de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion

Faire de la CLT un vrai groupe international dans la production audiovisuelle : depuis des mois, M. Jean Chabrier, un des producteurs de la compagnie et conseiller de la direction, travaillait sur cette équation. « Il y avait deux façons d'y parvenir, dit-il. Soit construire un empire intégré, mais ce schéma est un peu dépassé, soit fédérer progressivement, autour de la CLT, un ensemble de sociétés de production en multipliant les prises de participation dans des entreprises existantes. » C'est la voie qui a été retenue.

La CLT, qui dispose déjà de filiales spécialisées dans la production (Hamster, Créativité et Développement, Télé-Union), d'activités dans la prestation de services (RTL Productions, VCF) et d'une société de distribution (Pandora), a décidé de « réactiver », à cet effet, l'une de ses filiales au Luxembourg : l'IFP. Celle-ci sera notamment chargée des participations du groupe dans le secteur des coproductions et de la politique d'achat de droits. Des accords avec une société française et avec une société américaine sont en négociation. Les marchés allemand, britannique et espagnol, sont activement démarchés. « Cette diversification dans la production est une priorité, reconnaît l'administrateur délégué de la CLT, M. Jacques Rignaud. Mais cela ne signifie pas que nous nous désintéressions de la diffusion. Au contraire, notre vocation naturelle et historique de diffuseur, demeure un élément essentiel de notre stratégie. »

En effet, RTL, la radio onde longue, qui a fait la richesse de la CLT,

La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) accélère son développement dans la production audiovisuelle. Une assemblée générale des actionnaires l'a validée, en mai, à porter son capital de 623 à 819,6 millions de francs, notamment pour se diversifier « dans le domaine de la production et des droits audiovisuels ». Son dernier conseil d'administration (11) vient de décider, mardi 20 décembre, de ramener une filiale devenue « coquille vide » International Film Production (IFP), pour en faire le cœur d'un véritable réseau international de maisons de production. Un projet auquel la CLT envisage de consacrer une première tranche de 150 millions de francs d'investissements.

demeure obstinée — et de loin — la première station française : son chiffre d'affaires brut, selon ses responsables, dépasse même, pour la première fois, le milliard de francs. Et si la petite station allemande et la britannique connaissent quelques difficultés, la Compagnie luxembourgeoise attend beaucoup de sa nouvelle implantation en Irlande, un temps retardée par l'action des écologistes. Un puissant émetteur installé dans la petite commune de Limerick, permettra prochainement à la nouvelle filiale d'inonder l'Angleterre, de Manchester à Londres, avec le statut avantageux de « poste périphérique ».

En télévision, cette fois, le pari allemand de RTL-Plus — aujourd'hui repus par neuf millions de foyers d'entre-Rhin — devrait lui permettre d'engranger plus d'un milliard de francs de recettes publicitaires brutes cette année et d'approcher l'équilibre, dès 1989, avec 1,35 milliard d'espèces. M. 6, en France, n'en est pas encore-là, mais poursuit son développement, et la CLT guette les occasions qui se présentent

en Grande-Bretagne. En Espagne, enfin, malgré le fiasco de la chaîne cryptée Canal 10, dont elle détenait 5 % du capital, la CLT n'attend plus que la décision de ses partenaires, la chaîne de journaux Teletel et la Banca de Bilbao, pour se porter officiellement candidate à une fréquence hertzienne.

Difficultés en Belgique et en Lorraine

La CLT demeure cette entreprise « intense » où les profits des activités les plus anciennes, comme RTL, permettent, selon M. Rignaud, « non seulement de verser des dividendes aux actionnaires, mais aussi de financer les investissements nécessaires au développement des activités nouvelles ». Les bénéfices cumulés de 1986-87, de VCF et de Pandora — trois sociétés du groupe — n'ont pas suffi à épargner la quote-part incombant à la CLT, des pertes de M. 6 (premier exercice) ?

L'intérêt porté à la production témoigne pourtant d'une inquiétude réelle sur la permanence d'un tel

équilibre. D'abord, parce que les activités traditionnelles du groupe sont aussi les plus menacées. RTL, au 31 décembre, ne peut que voir son audience s'éroder devant la poussée des nouvelles stations musicales de la bande FM. Et les deux plus anciennes chaînes de la CLT sont entrées dans une spirale de turbulences.

En Wallonie et à Bruxelles, RTL-TVI, déjà contrainte de « belgiciser » ses programmes, subit les assauts de TF 1 et ne doit son salut — précaire — qu'à sa fragile monopole de la publicité télévisée qui lui a été concédée. En Lorraine, RTL-TV connaît déjà de sérieuses difficultés. Décapitée de l'antenne belge, elle voit le coût de ses programmes augmenter, alors que son audience baisse. En un an, selon le CESP (Centre d'étude des supports de publicité), son audience cumulée a chuté de 40,8 % à 26,3 %. Les recettes publicitaires ont suivi.

Il est hors de question de renouer avec RTL-TV, seule chaîne dont nous sommes propriétaires à 100 %, affirme M. Rignaud. C'est le fondement même de notre conception de service public au Luxembourg. Il s'agit, à l'heure actuelle, de l'ordre du jour, particulièrement dans la rédaction d'une vingtaine de journalistes. Trois contrats à durée déterminée ne sont pas prolongés, trois postes de pigistes supprimés. Le journal de fin de soirée disparaît de la grille.

A ces difficultés s'ajoute le délicat problème posé par le contrôle des nouvelles activités. La CLT devient, selon un de ses anciens responsables, un « club d'entreprises ». La déregulation du paysage audiovisuel européen donne une large part au capital de la future station à la radio-télévision publique. Au risque, pour la CLT, d'évoluer inexorablement vers le statut de simple holding.

Il était très important pour nous, de montrer au gouvernement luxembourgeois que nous restions un grand-duché, explique M. Rignaud. L'accent mis sur la production, complété par l'adoption de facilités fiscales pour ce type d'activités au Luxembourg, devrait y contribuer. Tout comme le lancement d'une chaîne diffusée par le satellite Astra pour laquelle la CLT continue ses études. Une seule chose est sûre : il ne s'agit pas d'un simple transfert de RTL-Plus, puisque les actionnaires allemands de la chaîne ont fait pencher la balance en faveur du satellite ouest-allemand TV Sat-2.

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) Le conseil d'administration a, d'autre part, coopté en son sein, le nouveau PDG de l'UAP, M. Jean Peyrache, en remplacement de son prédécesseur, M. Jean Dromer.

La Régie comptait cinquante-deux salariés. Depuis l'été 1987, c'est un membre de l'Etat des comptes, M. Henri Dolbois, qui dirige la RFP. Assisté de trois secrétaires, il continue à traiter des « dossiers financiers ». Il s'agit essentiellement des ressources publicitaires excédentaires d'Antenne 2 et FR 3. Une gestion opérée avec un souci de « confidentialité », indique-t-on au siège de la RFP. Depuis sa mise en liquidation programmée fin 1986, la RFP aura connu deux présidents. Et continue à exister malgré sa mort annoncée.

Y.-M. L.

Bernard Langlois confirmé à la tête de Poitiers. — Le conseil de surveillance de l'hebdomadaire Poitiers a confirmé Bernard Langlois à son poste de président du directoire. Une mission de conciliation a été créée à la suite de la crise qui a affecté le journal. Elle est chargée de la fois de désigner deux nouveaux membres à la direction de Poitiers et de « limiter sans exclusive », mais « dans le respect des prérogatives » du président du directoire, les départs de rédacteurs.

PRÉCISION. — M. Xavier Courau, ancien éditeur du quotidien le Sport, aujourd'hui adjoint de Jean-Claude Dessier à TF 1, ne participera pas à la relance du quotidien sportif. Il se bannira à fournir au nouveau propriétaire du titre, Robert Lafont, des éléments susceptibles de lui faciliter la tâche (le Monde du 21 décembre).

Environnement

Nouveau fléau sur le Sénégal

Les criquets mangeurs d'arbres

DAKAR
de notre envoyé spécial

Lancée à pleine vitesse sur la route nationale n° 1, la voiture doit brusquement ralentir : les premiers insectes s'écrasent sur le pare-brise avec un bruit feutré. On entre alors dans le nuage des criquets, toutes ailes déployées. L'impression d'une tempête de neige, où les flocons seraient plaqués sur les vitres par un vent violent. Il faut s'arrêter, car la visibilité devient nulle et la chaussée se recouvre d'une masse d'insectes qui la rend glissante.

Les flocons, cette fois, sont roses. Ils correspondent à la cinquième mue du criquet pèlerin, qui deviendra jaune à la maturité, prêt à pondre ses millions d'œufs dans le sol chaud et humide. En cette fin d'après-midi, le temps est sec mais le fond de l'air reste chargé d'humidité, venue de la mer à travers les mangroves du Saloum, au sud de Dakar. « Ils ne trouveront pas beaucoup d'endroits pour pondre en ce moment », nous assure avec satisfaction Jacques Piot, ingénieur français des eaux et forêts en poste au ministère sénégalais de la protection de la nature. Mais ils vont quand même manger leur poids de verdure !

Houpiers dégrainés

A Kaffrine, à Kaolack, à Fatick, les criquets ont envahi le bassin arachidier. Portés par les vents dominants du nord, ils descendent de Mauritanie, où des avions de l'USAID tentent encore — au moins jusqu'à l'attaque de la semaine dernière — d'asperger les zones infestées avec du malathion et du fenitrothion, ces insecticides qui tuent par contact direct. « Heureusement que les criquets ne sont arrivés qu'en septembre, après la récolte », observe Wilhem Visser, ingénieur forestier néerlandais en poste à Saint-Houphouët, au nord de Thiès. L'arachide a été sauvée. Seuls quelques champs de manioc ont souffert. « Mais il regrette que les Mauritanais n'aient pas traité les larves comme il convenait l'an dernier, et déplore que les Sénégalais n'aient guère fait plus cette année. » Nous allons souffrir l'an prochain.

ROGER CAMS.

Le Carnet du Monde

Décès

M. Jean-Paul DESMARESTZ, Jean-Marc et Philippe Desmarestz, Elisabeth et Eric Rouan, Emmanuel, Laurence, Pascal et Jérôme, ont le trépas de faire part du décès de

M. Jean-Paul DESMARESTZ, survenu le 21 décembre 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 26 décembre, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame-Auxiliatrice, 13, avenue Belmont à Saint-Cloud.

M. René Gaston-Dreyfus, M. et M^{me} Philippe Galina et leurs enfants, M^{me} Alain Gaston-Dreyfus et ses enfants, nous prient de faire part du décès de leur fils, frère et oncle,

René GASTON-DREYFUS, survenu le 18 décembre 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

M. et M^{me} Georges Tallon, M. et M^{me} Denis Tallon, M. et M^{me} Jacques Truchet, Denis, Dominique Tallon, Brigitte et Robert Zerader, Xavier, Jean-Marie, Alain, Catherine Tallon, Didier et Catherine Truchet, Véronique et Norbert Rogé, Sophie et Hervé Bentégen, Anne Truchet, ses petits-enfants, Raphaël Zerader, Charlotte, Marie, Camille Truchet, Julie, Quentin, Thibaud Rogé, Louis, Pauline Bentégen, ses arrière-petits-enfants, ont le douleur de faire part du décès de

M^{me} André TAILLON, née Jeanne Gallon, survenu le 22 décembre 1988, à Neuilly-sur-Seine, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques seront célébrées le lundi 26 décembre, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

L'inhumation aura lieu à Quincé-en-

Beauvais (Rhône), le 27 décembre, à 11 heures.

3, rue Parmentier, 92200 Neuilly-sur-Seine, 8, boulevard Jourdan, 75014 Paris, 39, boulevard du Château, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Remerciements

— Paris. Remy-sous-Bols.

M^{me} veuve Louis Fol, ses enfants et ses petits-enfants, Les familles Martin, Camille, Fol, Parents, amis et amis, remercient du fond du cœur toutes les personnes, collègues et amis, qui, par leur présence, leurs messages et leurs envois de fleurs, se sont associés à leur douleur lors du décès de

Jean-Jacques FOL, ancien président de l'université Paris-VII.

survenu dans sa cinquante-huitième année.

— A toutes celles et tous ceux qui leur ont témoigné sympathie et affection dans la douleur du décès de

André RONDEPIERRE.

M^{me} Jean Rondepierre, Michèle Rondepierre, Catherine Rondepierre, Sa famille Et ses amis, expriment leur profonde gratitude.

Anniversaires

— M^{me} Marie Hajdenberg Et toute la famille, rappellent avec émotion le souvenir de

Joséph HAJDENBERG, décédé le 3 janvier 1982.

Services religieux

— La prière de l'âme pour l'âme de

M. Maurice AMAR, aura lieu le dimanche 25 décembre 1988, à 16 h 15, à la synagogue de Versailles, 12, rue Albert-Joly.

RTL rachète la radio de l'armée

Soucieuse d'investir sur la FM, RTL a fait son choix et c'est donc la radio d'Aventure FM qui, à la CNCL, donne son feu vert, sera comme principal actionnaire la première radio de France. Un protocole d'accord signé par RTL, le groupe Bayard Presse et le service d'informations des armées (SIRPA), et soumis à l'approbation de la CNCL, prévoit en effet une modification profonde du capital social d'Aventure FM, l'armée se retirant au profit de RTL, prochainement détentrice de 51 % des parts.

Bayard Presse resterait le deuxième actionnaire, mais en diminuant légèrement sa participation (actuellement de 49 %), tandis que subsisteraient quelques parts porteurs à la présence plus symbolique : la Guilde du Raid, les Scouts de France et l'Association pour la diffusion de l'information militaire, thésauris véritable de l'autorisation.

Décidée à déserter la radio à l'origine de laquelle elle avait pourtant joué un rôle-clé, l'armée a donc préféré cette solution aux autres offres de cession qui s'affrantaient à elle. Et elle sera sans doute soulagée de mettre un terme à une expérience qui ne lui a pas rapporté les retombées espérées. RTL, quant à elle, se voit contrainte — sauf à risquer une remise en cause de l'autorisation — de respecter le concept initial de la radio autour des thèmes de l'évasion et de l'aventure.

Il s'agit d'une étape importante dans la stratégie de RTL et de la CLT, restées très prudentes jusqu'ici en matière de FM. Certes des accords d'association ont été passés, essentiellement dans le sud de la France, avec près de vingt-cinq stations locales qui diffusent gratuitement les programmes de RTL (les couples de réception du satellite leur sont

fournies par la radio). Mais RTL s'est désengagée des quelques autres stations de radio à fréquence limitée, comme Radio-Classique, dont elle a revendu, en octobre dernier, ses 25 % de parts.

Le choix d'Aventure FM, dont l'audience est restée confidentielle, risque de surprendre les observateurs, qui attendaient plutôt la concrétisation de discussions menées récemment par RTL avec plusieurs grands réseaux nationaux (Skyrock, Kie, Fun...). Ce serait oublier la bonne position stratégique d'Aventure sur la bande FM parisienne (106,9 MHz) et les différentes autorisations qu'elle s'est vu octroyer par la CNCL dans le Nord (à Lille, Valenciennes, Arras, Amiens et Saint-Quentin) et en région Rhône-Alpes (à Lyon, Grenoble et Chambéry). L'annonce d'un vrai réseau.

ANNICK COJEAN.

Membre de la CNCL

M. Jean Autin critique la survie artificielle de la Régie française de publicité

Membre de la CNCL, M. Jean Autin, inspecteur des finances, ne milite pas ses mots à l'égard de l'instance que va remplacer le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Dans son entretien au Figaro du jeudi 22 décembre, le président du comité de visionnage des films publicitaires au sein de la CNCL, indique : « Si la CNCL a échoué, c'est à cause d'elle-même. Au lieu d'être un lieu de consultation l'instance s'est trop souvent dirigée en tribunal ».

Evocant ensuite le rapport d'activité du comité de visionnage, M. Autin précise que l'organisme public qui était chargé du contrôle des films publicitaires avant la

CNCL, la Régie française de publicité (RFP), existe encore, sans avoir aucune activité. « C'est une honte quand on sait que sa liquidation est décidée depuis 1987 », précise M. Autin.

Rayée, en effet, d'un trait de plume par la loi de 1986 sur l'audiovisuel de M. François Léotard, la RFP subsiste bel et bien. Après le départ de M. François Ciquel, qui l'avait présidée jusqu'à fin 1986, c'est un inspecteur des finances, M. Rodjem Benzaid, qui fut nommé à sa tête, avec la charge « d'accompagner la liquidation de la RFP et de gérer les problèmes juridiques, financiers et

Guerre d'animateurs entre M 6 et NRJ

Un animateur ne peut pas travailler à la fois pour M 6 et pour NRJ. C'est en tout cas ce que souhaitent les responsables de M 6, qui exigent d'un des animateurs de la chaîne — Alexandre Debenne, — qui présente également une émission quotidienne sur NRJ, « une exclusivité télévisuelle et radiophonique ».

Une attitude « inqualifiable », selon la direction de NRJ, qui cite les noms de plusieurs animateurs de M 6 à l'antenne sur différentes radios. « En réalité, M 6 fait pression sur Alexandre Debenne pour que NRJ, concurrent direct de RTL, soit privée de l'un de ses animateurs les plus populaires », accuse-t-elle, en rappelant les

liens entre RTL et M 6, filiales toutes deux de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT).

M 6, quant à elle, ne nie pas cette attitude discriminatoire à l'égard de NRJ. Une attitude due aux rapports traditionnels conflictuels entre les deux sociétés. « NRJ a déposé un recours en Conseil d'Etat contre la CLT, maison-mère de M 6, précisée-t-on dans la chaîne de télévision. Elle est candidate à notre propre succession avec son projet de chaîne musicale. Il est donc très difficile dans ces conditions d'avoir des animateurs en commun. »

هكذا من الأصل

Culture

THÉÂTRE

« Le Marchand de Venise »

Morale et préjugés

Peter Zadek vient de marquer le Festival d'automne avec sa Lulu. Il a mis en scène au Burgtheater de Vienne un Marchand de Venise qui fera date et qu'il serait dommage de ne pas voir à Paris, un jour.

« J'écris sur l'amour et l'argent, sur quoi d'autre écrire ? » Citation de Jane Austen que Peter Zadek a mise au dos de son programme pour sa mise en scène du *Marchand de Venise*, dont la première vient d'avoir lieu à Vienne, au Burgtheater.

Le *Marchand de Venise* est certainement la pièce la plus controversée de Shakespeare. Elle parle effectivement d'amour et d'argent, et il se trouve que l'argent est devenu par Shylock, riche usurier, l'un des rares métiers qu'à l'époque les juifs étaient autorisés à exercer. Il se trouve qu'un jeune Vénitien enlève non seulement la fille de Shylock, mais sa cassette de bijoux. Shylock veut se venger. Il a prêté de l'argent à un autre jeune Vénitien, Antonio. Antonio et Shylock sont l'un et l'autre enfermés dans une atmosphère de haine, de méfiance, de rivalité, de fanatisme... écrit Henry Sully dans sa postface à la traduction de Jean-Michel Deprats. Shylock réclame son dû, c'est-à-dire la « livre de chair » inscrite au contrat s'il n'est pas remboursé à temps. Antonio sera sauvé par la ruse de Portia, riche héritière qu'il a séduite...

« On parle de Venise, mais ce serait New-York », dit Peter Zadek. Le décor — de Wilfried Mink — est une banque, aujourd'hui. Un lieu de passage, neutre, comme le vestibule des tragédies classiques. Un hall bordé d'immenses bureaux, situé à un étage intermédiaire. On y accède seulement par un ascenseur qui a des allures tristes de monte-charge. Les multiples fenêtres donnent sur des murs de gracieux d'où on ne voit pas la fin. On devine une des cours-chénies perpétuellement baignée de crépuscule. Les éclairages sont d'André Diot. Bien que vaste et vide, l'espace donne une impression d'enserrement, d'attente d'un monstre plus froid que l'Etat.

Ce n'est pas la richesse exhibitionniste, le déploiement spectaculaire du film d'Olivier Stone, *Wall Street*, dont Peter Zadek dit s'être inspiré. C'est le monde de l'argent dans toute sa laideur névrosée. « Une société », dit Peter Zadek, « de gens très froids, très crus, très

vides. Il n'y a pas grande différence entre les juifs et les autres. Quand on lit la pièce en oubliant toutes les interprétations auxquelles elle a donné lieu, on voit que Shylock n'est ni une victime ni un monstre. Que les personnages pourraient être amis ou ennemis, selon les circonstances. Et les circonstances font qu'ils sont ennemis. »

Depuis 1974, à Bochum, Peter Zadek a monté quatre fois le *Marchand de Venise*. « En exagérant la caricature, précise-t-il, parce que je croyais en l'efficacité de cette provocation. A présent, les temps ont changé. J'ai changé. J'ai pris le cas d'un juif assimilé, comme moi. Il a toujours ses problèmes, mais ça se passe dans sa tête, ça ne se voit pas sur lui. »

« Mes parents allaient à la synagogue une fois par an, et c'était plutôt un rite social. Ainsi que la plupart des juifs de la bourgeoisie, avant Hitler, ils se sentaient très allemands, grands patriotes. Ils ne parlaient pas yiddish ni hébreu, étaient très loin des juifs orthodoxes. Par exemple, j'avais un oncle, le mari d'une sœur de ma mère, je crois. Un Polonais, musicien de synagogue. Il nous paraissait étranger. On parlait de lui comme d'un parent pauvre. J'étais enfant, je ne comprenais rien. Puis nous avons dû partir pour l'Angleterre. Les juifs anglais ne nous reconnaissaient pas, nous traitaient de snobs, et même de nazis... »

Histoire d'amour sans issue

Juif assimilé, Shylock (Gert Voss) est encore jeune, blond, coiffé comme Michael Douglas dans *Wall Street*, mais habillé Targui. Extérieurement, il se distingue à peine des businessmen en pognette, des calicots pâlissables — les Vénitiens de la pièce — qui magouillent inlassablement. Il est au moins aussi impitoyablement rusé. C'est par choix qu'il se tient à distance. Le seul moment où son masque lisse craque est celui où il apprend la fugue de sa fille. Alors, il se détourne et pleure.

Quand il dit sa fameuse tirade : « Si vous nous piquez, est-ce que nous ne saignons pas ? Si vous nous empoisonnez, est-ce que nous ne mourons pas ?... », il parle calmement, rapidement, sans insister : il démontre des évidences. Au procès, quand il réclame la « livre de chair », il affûte un grand couteau sur la semelle de ses souliers, avec des gestes nets, un sourire ambigu. On ne sait pas s'il se moque, si ce n'est pas une forme particulièrement morbide d'humour juif. Les comportements les plus archaïques semblent d'un absolu naturel, dans cette

mise en scène dépouillée, très rude, presque austère, que l'ironie déchire. Shylock est un aventurier, quelqu'un qui peut survivre au krach, à la ruine, à toute perte. Quand il a tout perdu, sa fille, son argent, son honneur, il lui reste l'orgueil de signer les chèques sans broncher. Il paie son dû...

Les affaires d'argent se passent dans le décor de la banque, les histoires d'amour dans la maison de Portia. Méfiante, elle impose à ses prétendants une épreuve : parmi trois coffrets, ils doivent deviner celui qui contient son portrait. Transposée à notre époque, la situation est aussi difficile à justifier que le rite barbare de la livre de chair. Mais Peter Zadek reste dans une sorte de logique, une logique de théâtre.

Portia a des caprices de New-Yorkaise sophistiquée, qui n'est plus tout à fait jeune et trompe son angoisse dans la pratique de vagues religions à la mode. Cette dévotion ridicule est un moyen de forcer le sort qui l'enferme, elle aussi, dans sa richesse, dans ses préjugés, son inutilité.

Sa maison est indiquée par des toiles bariolées — de Johannes Grützke — qui descendent et dissimulent le mur du fond. Sur un panneau sont dessinées des figures éotériques, les coffrets sont posés sur une table de prestidigitateur. Les prétendants sont grimes comme pour un carnaval — le prince d'Aragon est une sorte de Pinocchio d'opérette, celui du Maroc s'est barbouillé la figure en noir...

De façon éblouissante, Eva Mattes est une Portia charnelle, vulnérable, mais indestructible autant que Shylock. Elle en est la double lumineuse. Vivant simultanément la fantasia et la réalité, elle est tout à la fois lucide et sincère : aimer lui a été devenu essentiel. Elle seule s'implique dans un rêve de bonheur, les autres ont perdu le sens du grain.

Eva Mattes est la lumière de ce spectacle dénué de toute anecdote décorative, rude, brutal, et qui s'achève sur une image très amère : les couples s'enlacent avec une sorte de lourdeur désenchantée. Sans illusion, mais avec tendresse, Portia elle aussi enlace son Antonio-Ignaz Kirchner. Ni plus victorieuse, ni moins orgueilleuse que Shylock.

Peter Zadek dit qu'il n'a pas fait un spectacle sur l'antisémitisme, parce que le *Marchand de Venise* n'est pas une pièce sur ce sujet, ni, d'ailleurs, une pièce à thèse. Son spectacle ne parle pas de racisme, de religion, mais de morale et de préjugés, et raconte avec une rigueur magnifique cette terrible histoire d'argent et d'amour sans issue.

COLETTE GODARD.

هكذا من الأصل

A l'Opéra Bastille

Nominations et négociations

La décision prise par M. Pierre Bergé de nommer M. René Gonzalez (1) à la direction de l'Opéra Bastille (*Le Monde* du 23 décembre) a passablement déconcerté les milieux du théâtre où le directeur du Centre culturel de Bobigny ne passe pas pour un grand connaisseur des problèmes musicaux : il n'a aucune expérience particulière dans le domaine lyrique. Mais son rôle consistera avant tout à ruder les procédures, à établir les plannings, à mettre en route et à animer cette grande fabrique de spectacles, à assumer les responsabilités financières, techniques et administratives. Espérons que M. Gonzalez sera l'homme idéal. Il semble que Daniel Barenboim, directeur artisti-

que et musical, s'accommoder déjà parfaitement de cette désignation surprenante. La nomination de M. Alain Pichon, secrétaire général de la Cour des comptes, comme directeur général des Opéras de Paris (Bastille et Garnier), est au contraire très rassurante, puisqu'il s'agit de gérer un budget de quelque 437 millions de francs et de juguler la propulsion à une inflation galopante...

Les négociations se poursuivent entre Pierre Bergé et Daniel Barenboim. Une solution de compromis pourrait être de laisser ce dernier mener à bien les deux premières saisons telles qu'il les a conçues, à condition qu'il se retire ensuite ; cela

en raison de l'urgence « politique » et de l'impossibilité d'improviser en peu de temps une autre programmation. Mais il y a peu de chances que le chef d'orchestre accepte une telle concession. Il serait sans doute plus courageux de repartir de zéro pour éviter les déviations immédiates d'un projet aussi capital pour l'avenir de l'Opéra.

J. L.

(1) Pierre Bergé a d'autre part annoncé la nomination de Rodolphe Noyon en poste de directeur artistique du palais Garnier où la troupe de ballet restera seule après le transfert. Une nomination qui semble éliminer Jean-Albert Cartier « nommé » administrateur général du même théâtre, en 1987, après son départ du Châtelet.

René Gonzalez, un producteur

Pourquoi un homme de théâtre à l'Opéra Bastille ? Parce que Pierre Bergé souhaite un directeur capable d'organiser les activités de cette institution à l'avenir, de les équilibrer, de les coordonner, comme devrait savoir le faire un responsable de maison de la culture, où les activités sont multiples, diverses, contrôlées par un conseil d'administration et des autorités de tutelle — ministérielles et locales entre lesquelles l'harmonie ne règne pas forcément, pas plus qu'entre Pierre Bergé et Daniel Barenboim.

Or non seulement René Gonzalez dirige la Maison de la culture de Bobigny et a su en faire un endroit dont on parle, mais il est reconnu comme un « producteur », à la manière des grands réalisateurs hollywoodiens, qui impriment leurs marques sur leurs films. Il fait partie des gens susceptibles d'entraîner une dynamique.

C'est d'ailleurs dans ce domaine que se révèlent les qualités de René Gonzalez. Il ne s'est jamais enfoncé dans une routine, se laisse porter par ses enthousiasmes, par une efficacité qui lui sert à s'accommoder de ses doutes.

Il a accepté la proposition, parce qu'il a, jusqu'à présent, consacré son existence au théâtre. Affrontant un monde nouveau ne lui déplaît pas. Il a parfois travaillé dans des conditions frustrantes au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis avant Bobigny. Imposer une ligne ambitieuse dans de grands bâtiments de banlieue n'est pas facile. Les réussites sont d'autant plus satisfaisantes, mais elles sont rares.

Quitter Bobigny pour l'Opéra Bastille est, pour lui, un défi. René Gonzalez devra s'adapter à ce monde vertigineux qu'il va découvrir, travailler avec Daniel



Barenboim à mettre sur pied un programme qui pour l'instant existe sur le papier, préparer ceux à venir, déterminer quelle équipe lui sera nécessaire...

La rencontre entre l'homme de théâtre et l'homme de musique s'est faite. « Pourvu que ça dure... »

C.G.

DANSE

« Java for ever », de Roland Petit

Jeanmaire sait faire un bon ballet

Comme elle aime la scène, notre Zizi nationale ! Elle boit les lumières et la musique par tous les pores de sa peau, elle les ramène au public en ondes charnelles, amoureuses, généreuses. Son sourire est si grand qu'il lui fronce le nez sous la double étoile noire de ses yeux, et ce sourire-là est contagieux : impossible de faire triste mine ou de sombrer dans des idées noires lorsqu'on voit Zizi en scène.

Pourtant, elle se paie chaque fois un trac étonnant. Mardi soir, c'était sa « première », elle est entrée en chantant *A Paris, dans chaque faubourg*... ça tremblait, ça détonnait. On avait envie de courir la prendre dans ses bras et de lui dire : « N'aie pas peur, Zizi, on est là et on t'aime, ça va passer. » C'est passé très vite, la voix s'est affermie, cette drôle de voix qui rûpe et caresse à la fois, qui distille si bien les textes qu'on n'en perd pas une miette.

Casque de corbeau, pommettes de chat, les gambettes riantes toujours avec parfaites, voilà donc Zizi dans cette *Java for ever* que lui a trébuché son époux et chorégraphe préféré Roland Petit. Une mini-revue où s'enchaînent Prestissimo, numéros dansés et numéros chantés, pas prétentieux pour deux sous : Roland Petit sait qu'avec Zizi, pas la peine d'en rajouter des tonnes.

Orchestre au fond de la scène, deux accordéons vedettes, Java oblige : violoncelle, contrebasse, batterie et percussions africaines. Des toiles de Tardi descendent et montent, en noir et blanc : des rues et des ponts de Paris, l'intérieur d'un bistrot. Ou bien c'est la grosse

boule-miroir des dansings qui tourne, balayant la salle de ses pépites de lumière.

Zizi a pour partenaire Eric Vio. An. On savait depuis le *Mariage de saint Sébastien* de Maurice Béjart, à la Scala de Milan, qu'il avait une voix bien placée : le voilà qui chante, timbre agréable et diction soignée. Paré sur les hanches, pince-sans-rire, *A la Martinique* de Christin. En pantalon de clown multicolore, les *Forains* de Jean Dréjac et Henri Sauguet. Ou bien, en duo avec Zizi, la charmante *Belote* d'Albert Willemetz et Maurice Yvain. Il danse aussi, c'est tout de même ce qu'il sait le mieux faire, des grands pas classiques du plus beau style Opéra et des petits pas canailles à la Roland Petit.

Des solistes du Ballet de Marseille assurent une partie des intermèdes dansés. On remarque la belle Carlotta Zamparo, et Jean-Charles Verchère qui était le « boy à tout faire » de Zizi dans son tour de chant aux Bouffes, l'hiver dernier.

Zizi n'a pas repris ses chansons des Bouffes, c'est une bacheuse, elle en apporte de nouvelles. Et d'abord *Java for ever*, écrite pour elle par Jean Vautrin : *Vallez, nous danser Java for ever / Faites-nous danser / Ensemble, together / Javanisez-vous / Marious macadam...* Du même Vautrin, qui lui réussit, *Rambo de Bougival* : « Je t'ai péché sur minéral / Un soir de bleu un soir de pluie... » On la croit quand elle nous assure que « tout le monde est musicien ». (Gainsbourg) : c'est simple, « suffit d'équilibrer les arpents / Au rythme

de l'accordéon... ». Et on frémit lorsqu'elle interprète, soudain dramatique, *La Veuve*, une très forte chanson de Damin : cette veuve, c'est la guillotine. « De ses tronçonneuses mortelles / Elle porte le deuil en rouge... »

Giani Versace a dessiné les costumes, avec un talent infini. Zizi n'est jamais plus belle qu'en noir, il faut s'en tenir aux variations sur le pull et la jupe fendue. On aime moins le fourreau mi-rouge mi-noir semé de fleurs qu'elle arbore pour *Rambo*, elle a soudain l'air déguisé.

Java marseillaise

Pourquoi faut-il que le Biscuit-maire de la Révolution tente d'exercer ses ravages sur un spectacle aussi innocent ? M^{me} Edmonde Charles-Roux, marraine du ballet, tenait à une *Marseillaise* en fin de soirée. Tête de Roland. Il a cédé, à moitié. On devine les bribes de l'hymne national sous une avalanche de péronismes martiales, on l'entend mieux dans une *Java-Marseillaise* traitée par-dessous la jambe, tandis que tournoient des lumières blanches-rouges. On craint que Zizi n'apparaisse avec un truc en plumes tricolore, mais non, elle revient en noir, ouï ! Et c'est la soirée sur une note nostalgique, avec le Temps des carices.

Zizi, la plus grande. For ever.

SYLVIE DE NUSSAC.

* Opéra-Comique, les 23, 27, 28, 29, 30 et 31 décembre, à 20 h 30. Matinées dimanche 25 décembre et 1^{er} janvier, à 17 heures. Tél. : 47-42-57-50.

« Le Tour du monde en quatre-vingts jours », au Dejazet

Voyage dans la Lune

Philias Fogg (Claude Legendre) a le haut-de-forme vissé sur la tête, des favoris impressionnants, la raideur d'un académicien qui aurait découvert sur le tard Michael Jackson. Passepartout (Jean-Marie Lecoq, c'est lui qui a réécrit Jules Verne et signé la mise en scène) est du genre cuir-crème rasé recouvert dans le knicker écosais. Le décor, avec ses trois bouts de ficelles bien utilisés, évoque tout à la fois, et allégorique, Londres et les quatre coins du monde. Et ce monde, autour duquel il s'agit pour les héros de tourner à l'accélération, bouge sur scène sans arrêt,

joliment symbolisé par un demi-globe terrestre en papier, divisé en panneaux tout blancs, basculant comme des ailes.

Jules Verne rajouté par la compagnie Fracasse et coproduit par le Théâtre musical d'Angers, ce sont trente numéros chantés, une musique aux couleurs fortement internationales mais pas du tout banale, musique savante qui sait emprunter au jazz et se faire aimable, avec des sonorités bien placées, musique beaucoup plus proche des opéras domestiques qu'écrivait autrefois

celui du Théâtre Gérard-Philipe), un amphithéâtre de 350 places rouge sombre. Le Théâtre des jeunes spectateurs souhaite, à partir des enfants, s'élargir au public de la famille : des matinales mais aussi beaucoup de soirées. Il ouvre sa saison sur une adaptation d'une nouvelle de Maupassant, le *Pape de Simon*, présenté avant l'ouverture officielle du théâtre, à la salle Berthelot, jusqu'au 28 décembre.

Mais pour Jean-Pierre Brard, député et maire, comme pour René Foulon, maire adjoint chargé des affaires culturelles, l'enfant doit garder sa vraie place à Montreuil : « N'allez surtout pas nous transformer ça en théâtre pour adultes ! »

B. R.

* TJS, 26, place Jean-Jaurès, 93103 Montreuil Cedex. Tél. : 43-59-93-93.

Le premier théâtre pour enfants en région parisienne

En plein cœur de la ville de Montreuil, tout près de l'hôtel de ville, à la sortie du métro, place Jean-Jaurès, le Théâtre des jeunes spectateurs (TJS) ouvrira ses portes le 21 janvier 1989 à l'emplacement d'un espace prévu pour un grand magasin. Coût de l'opération : 1 milliard de centimes pour lequel la ville et la région ont participé à 75 %. Dirigé par Daniel Bazilier et Patricia Gros, le théâtre abritera leur centre dramatique national (jusqu'ici accolé au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis). Comme de rigueur, l'Etat assurera 70 % des crédits de fonctionnement.

Daniel Bazilier et Patricia Gros ont orienté et surveillé de très près les travaux menés par Claude Lemaire. L'espace destiné au public est égal à celui de la scène, un plateau de 12 mètres sur 18 mètres (un peu plus grand

que celui du Théâtre Gérard-Philipe), un amphithéâtre de 350 places rouge sombre.

Le Théâtre des jeunes spectateurs souhaite, à partir des enfants, s'élargir au public de la famille : des matinales mais aussi beaucoup de soirées. Il ouvre sa saison sur une adaptation d'une nouvelle de Maupassant, le *Pape de Simon*, présenté avant l'ouverture officielle du théâtre, à la salle Berthelot, jusqu'au 28 décembre.

Mais pour Jean-Pierre Brard, député et maire, comme pour René Foulon, maire adjoint chargé des affaires culturelles, l'enfant doit garder sa vraie place à Montreuil : « N'allez surtout pas nous transformer ça en théâtre pour adultes ! »

B. R.

* TJS, 26, place Jean-Jaurès, 93103 Montreuil Cedex. Tél. : 43-59-93-93.

Jean-Michel Damase que de l'opérette à bon marché. Ce Jules Verne, c'est de la comédie musicale à la française : fauchée comme les blés, mais qui compense sa déché par la rapidité des sketches, l'ingéniosité des décors (panneaux en carton, portes sur le fond de scène comme au guignol), par la précision de l'accompagnement instrumental (quatre très jeunes musiciens autour du compositeur-iauboisiste Louis Dumoyet de Segonzac).

Quant aux chanteurs-acteurs, ils sont manifestement tombés dans la potion magique du music-hall quand ils étaient petits. Pour certains, cela ne date pas d'hier et ce n'est que la plus respectable. A l'époque de la pub antillaise Bango, de la pub tropicale Yoplaït, ce *Tour du monde en quatre-vingts jours* est, pour résumer, un voyage dans la Lune incroyablement anachronique que l'on aimerait recommander aux enfants de tous âges et surtout aux intoxiqués de télé. A 120 F et 160 F la place, il est très réservé aux Le Quensnois.

ANNE REY.

* Dejazet, du mardi au samedi à 20 h 30, matinée le dimanche à 15 heures, jusqu'au 22 janvier.

* Le centre historique de Strasbourg classé « patrimoine mondial ». — Le centre historique de Strasbourg (Strasbourg Grande Ile) a été inscrit sur la liste du patrimoine mondial à l'issue de la session du comité du patrimoine mondial réunie début décembre à Brasilia. Cette inscription, faite sur proposition de M. Jack Lang, porte à 17 le nombre des sites français inscrits sur la liste des biens culturels et naturels jugés par le comité d'un intérêt exceptionnel et d'une valeur universelle.

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

QUANT AU DIABLE, N'EN PARLONS PAS, Lucienne Fontan (45-44-57-34), Théâtre de la Ville, 21 h 30.
RENAUD ET ARMEDE, Lucienne Fontan (45-44-57-34), Théâtre de la Ville, 21 h 30.
JANGO EDWARDS, Palais des Glaces, grande salle (46-07-49-93), 21 h 30.
LA GUERRE DE TROMPE L'OEIL, P.A.S. L.I.U., Comédie-Française (40-15-00-15), 20 h 30.
NINA, C'EST AUTRE CHOSE, La Fonderie (43-56-64-37), 21 h.

ANTOINETTE - SIMONE-BERTRIAU (42-08-77-71), o. Avant, 20 h 30.
ARCANE (43-59-19-70), o. Beaudelaire, 20 h 30.
ARLEQUIN (45-89-43-23), o. Un pré vert, un tourment, deux boîtes de billard. Spectacle au bon public, 20 h 30.
ARTS-HERBERTOT (43-87-23-23), o. Ariane ou l'Age d'or, 20 h 30.
ATELIER (46-06-49-24), Baby Boom, 21 h.
BOULET PARISIENS (42-86-60-24), o. Les absences, 21 h 30.
BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIXE (42-35-55-53), o. La Comédie sans fin, 20 h 30.
CARRÉ SILVIA MONFORT (43-31-38-34), o. Théodore, 20 h 30.
CARTOUCHE ET ATTELIER (43-31-38-34), o. Chaudron (43-28-97-04), Ann. fous, 20 h 30.
CARTOUCHE ET ATTELIER (43-31-38-34), o. Chaudron (43-28-97-04), Ann. fous, 20 h 30.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-45-45), o. Ah! Ca rira, ça rira, ça rira, 20 h 30.
CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19), Grande salle, o. C'est dimanche, 21 h.
CHATEAU CHAUFFÉ (CIRQUE ARLEQUIN) (43-57-56-56), o. Le Chapeau de cordes, 20 h 30.
CINQ DIAMANTS (45-80-51-31), La vision du temps qui passe, 20 h 45.
CIRQUE D'UNIVER (48-78-75-00), Antérior, 20 h 30.
COMEDIE DE PARIS (43-81-00-11), Voltaire, 21 h.
COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-27-21), o. Une femme sans histoire, 21 h.
COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22), o. L'opéra de la trépassée, 20 h 30.
COMEDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), Salle Richelieu, o. La guerre de Troie n'aura pas lieu, 20 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14), Monsieur Masure, 21 h.
DEUX ANES (46-06-10-26), o. La Colla du père François, 21 h.
EDGAR (43-20-65-11), Les Babes-Cadres, 20 h 15. Noces on fait où on nous dit de faire, 21 h.
ELDRADO (43-58-52-32), o. Paroles de vivre au profit de la Fondation Abbé Pierre, 19 h 30 et 20 h 30.
ESPACE ACNAV (SALLE DU PUTS QUI PARLE) (43-56-68-56), Tout est comédie, 20 h 30.
ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42), Salle L. o. Les Assemblées Océans, 19 h 30.
LA RIVE D'UN ÎLE (21 h), Salle L. o. Paroles d'or, 18 h 30, o. L'Année de Manthab, 21 h.
FONTAINE (48-74-74-40), Quelle Famille, 21 h.
GATTE MONTFARNAISE (43-22-22-22), o. Noces, 20 h 45.
GALERIE 55-THÉÂTRE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51), Signal Man's Apprentices (les Anglaises), 20 h 30.
GUCHET MONTFARNAISE (43-27-89-61), o. Les animaux sauvages, 18 h 30.
GYNASE MARIE-BELL (42-46-79-79), o. L'Ange gardien, 20 h 30.
HUCHETTE (43-26-39-99), o. La Catherine chère, 19 h 30, o. La Légende, 20 h 30, o. La Chevauchée élastique, 21 h 30.
L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68), o. La Face cachée d'Orion, 20 h 30.
Adam Moskowitz Tchebikoff, 22 h 15.
LA BASTILLE (43-57-42-14), Grande salle, o. Par les villages Festival d'automne à Paris 1988, 21 h. Petite salle, o. En face au Chanson perdus, 19 h 30.
LA BRUYÈRE (46-74-79-99), o. Les Amants, 21 h.
LA FONDERIE (43-56-64-37), o. Nina, c'est autre chose, 21 h.
LE BOULEVARD (43-77-47-44), Co. noir, en soirée, 20 h 30.
LE GRAND EDGAR (43-20-60-09), Extra en trois actes, 20 h 15. Bien de l'été autour des oreilles, 21 h 30.

LE PROLOGUE (45-75-33-15), o. Et si on faisait le noir juste une minute?, 21 h.
LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02), o. Le commissaire est bon enfant, l'écouleur, 21 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34), Théâtre de la Ville, 21 h 30.
MADEIRA (42-65-07-09), o. Les Sept Miracles de Jésus, 18 h. La Fête d'écouleur, 21 h.
MARINIS (42-78-03-53), o. Une vie bouleversée, 18 h 30.
MAKIE STUART (45-08-17-80), o. La Monte-Plats, 18 h 30, o. La Ténacité, 20 h 30, o. Tonton Arthur, 22 h.
MAKIGNY (42-56-04-41), Lecoq fait l'écouleur, 21 h.
MATHURINS (42-65-90-00), La Femme à courtoisie, 21 h.
MATHURINS PETITS (42-65-90-00), Le Minotaure, 19 h.
MICHEL (42-65-90-00), o. Pyjama pour six, 21 h 15.
MICHOËRE (47-42-65-23), o. Ma cousine de Varsovie, 20 h 45.
MOGADOE (48-78-75-00), Le Récit de la servante Zorina Festival d'automne à Paris 1988, 20 h 30.
MONTFARNAISE (43-22-77-64), La Vie Vie, 21 h.
MONTFARNAISE (PETIT) (43-22-77-64), o. L'écouleur au bout de la nuit, 20 h. Paroles, 21 h 15.
MUSÉE DE CIRE (HISTORIAL DE MONTMARTRE) (46-06-78-92), o. Apprendre au Chant noir, 14 h 30, 16 h et 17 h 30.
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-99), Le Prison de Hambourg, 20 h 30.
NOUVELLES (47-70-52-76), o. La Grande Soudure, 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32), Tm d'or, 19 h 30.
ODÉON (PETIT) (43-25-70-32), o. Les Mots amoureux, 18 h.
OPERA (48-74-42-02), o. Je ne suis pas un rapport, 20 h 45.
OPERA - PALAIS GARNIER (47-42-57-71), o. Orphée aux enfers, 19 h 30.
PALAIS DES CONGRÈS (48-28-40-90), o. La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robespierre, 20 h 30.
PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36), Les Vamps, 20 h 30.
PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-24), o. Jango Edwards, 21 h.
PALAIS ROYAL (42-97-59-41), Et le spectacle continu! Raymond Devos, 20 h 30.
POCHE-MONTFARNAISE (45-48-92-97), Salle L. o. Le Plus Heureux des vices, 21 h.
PORT SAINT-MARTIN (46-07-37-53), o. Témor, 20 h 30.
POYNIÈRE (42-61-44-16), o. La Femme, 20 h 45.
RANDELACH (48-64-44-44), o. L'Étrange Mister Knight, 21 h.
RENAISSANCE (42-08-18-50), A la santé, Dorothée, 20 h 45.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47), Drole de couple, 20 h 45.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-92-97), Salle L. o. L'Écouteuse de la vie, 20 h 30.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-27-21), o. L'écouleur en cinq temps, 20 h 30.
THÉÂTRE DE DIX HEURES (43-64-35-30), o. Gérard Ser, 20 h 30. Bresson, 21 h.
THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80), o. Tingo, 20 h 30.
THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-69), o. Marina, 20 h 30. Salle L. o. L'Écouteuse de la vie, 20 h 30.
THÉÂTRE DE LA PLAINES (40-43-01-22), Mo. Capilano, scénariste et musicien au collier pour une révolution, 20 h 30.
THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-73-34), Le Prole Louis XVI, 20 h 30.
THÉÂTRE DU TEMPS (43-55-10-88), o. André, 20 h 30.
THÉÂTRE GREVIN (40-46-84-47), Tu m'as aimé, 20 h 30.
THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39), Offenbach ou comités?, 20 h 30.
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Théâtre, o. D'Amour, 20 h 30. Théâtre Général, Ton Beau Capitaine, 20 h 30.
THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60), Grand Théâtre, o. La Nuit des châteaux, 20 h 30. Petite salle, o. Le Lier, 21 h.
THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (43-56-60-70), Grande salle, o. Le Retour au désert Festival d'automne à Paris 1988, 20 h 30. M.L.T., o. Claude Ino-

lie, 18 h 30, o. Haricots d'après le Miracle de la rose, 21 h. Petite salle, o. La Vie singulière d'Albert Nobbe, 20 h 30.
TINTAMARRE (48-57-33-82), Barthélemy, 19 h. Hété, tant mieux!, 20 h 15. Les majorettes se cachent pour mourir, 21 h 30.
TOURTOUR (48-57-42-48), Armistice au pont de Grenelle, 19 h. God. Marlon, 20 h 30. Damsin, l'écouleur, 22 h 15.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), R. l'écouleur dans les labours, 21 h.
VARIÉTÉS (42-33-09-92), o. La Présidente, 20 h 30.

Les cafés théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), Métho, n. l'écouleur, 20 h 30. Bonne fête Paulette, 22 h.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), Salle L. Aren, MC 2, 20 h 15, o. Les Épis noirs, 21 h 30, o. Laurent Violot, 22 h 30. Salle L. Les Sacres Montres, 20 h 15. Boudier, culture-écouleur, 21 h 30.
CARÉ D'EDGAR (43-20-45-11), Écouleur la purée, 20 h 15. Mangesons d'écouleur, 21 h 30. Jeanne Truchet, s. d'écouleur, 22 h 30.
CAVE DE LA GARE (42-78-52-51), Nouveau Spectacle de Soudure, 20 h 15. L'écouleur, dans l'écouleur, 22 h 15.
CAVE DU CLOUTIER (43-25-10-42), o. Fano Sapiens, 20 h 30, o. Authentique mais vrai, 22 h.
EDGAR (43-20-65-11), My name is Lolita, 20 h 15. Super Mathieu!, 21 h 30.
LE GRENIER (43-00-68-01), o. M. écouleur d'une jeune fille dérangée, 22 h.

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-24-24-24)
 La Kermesse rouge (1946, v.a.), de Paul Mesnier, 16 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique: The Small Back Room (1948, v.a.), de Michael Powell et Emeric Pressburger, 19 h; Le Sport favori de l'homme (1964, v.a.), de Howard Hawks, 21 h 15.
SALLE GARNIER
 Centre Georges Pompidou (42-74-42-19)
 Le Cinéma français: le Voyage d'Alfred Thiers (en 8 parties) (1912, v.a. s.l.), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1916-1918), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1919-1921), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1922-1924), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1925-1927), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1928-1930), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1931-1933), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1934-1936), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1937-1939), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1940-1942), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1943-1945), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1946-1948), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1949-1951), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1952-1954), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1955-1957), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1958-1960), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1961-1963), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1964-1966), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1967-1969), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1970-1972), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1973-1975), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1976-1978), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1979-1981), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1982-1984), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1985-1987), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1988-1990), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1991-1993), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1994-1996), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (1997-1999), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2000-2002), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2003-2005), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2006-2008), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2009-2011), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2012-2014), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2015-2017), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2018-2020), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2021-2023), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2024-2026), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2027-2029), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2030-2032), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2033-2035), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2036-2038), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2039-2041), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2042-2044), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2045-2047), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2048-2050), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2051-2053), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2054-2056), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2057-2059), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2060-2062), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2063-2065), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2066-2068), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2069-2071), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2072-2074), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2075-2077), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2078-2080), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2081-2083), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2084-2086), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2087-2089), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2090-2092), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2093-2095), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2096-2098), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2099-2101), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2102-2104), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2105-2107), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2108-2110), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2111-2113), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2114-2116), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2117-2119), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2120-2122), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2123-2125), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2126-2128), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2129-2131), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2132-2134), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2135-2137), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2138-2140), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2141-2143), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2144-2146), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2147-2149), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2150-2152), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2153-2155), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2156-2158), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2159-2161), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2162-2164), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2165-2167), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2168-2170), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2171-2173), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2174-2176), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2177-2179), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2180-2182), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2183-2185), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2186-2188), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2189-2191), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2192-2194), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2195-2197), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2198-2199), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2200-2202), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2203-2205), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2206-2208), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2209-2211), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2212-2214), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2215-2217), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2218-2220), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2221-2223), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2224-2226), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2227-2229), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2230-2232), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2233-2235), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2236-2238), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2239-2241), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2242-2244), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2245-2247), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2248-2250), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2251-2253), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2254-2256), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2257-2259), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2260-2262), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2263-2265), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2266-2268), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2269-2271), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2272-2274), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2275-2277), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2278-2280), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2281-2283), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2284-2286), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2287-2289), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2290-2292), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2293-2295), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2296-2298), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2299-2301), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2302-2304), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2305-2307), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2308-2310), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2311-2313), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2314-2316), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2317-2319), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2320-2322), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2323-2325), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2326-2328), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2329-2331), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2332-2334), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2335-2337), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2338-2340), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2341-2343), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2344-2346), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2347-2349), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2350-2352), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2353-2355), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2356-2358), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2359-2361), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2362-2364), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2365-2367), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2368-2370), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2371-2373), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2374-2376), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2377-2379), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2380-2382), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2383-2385), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2386-2388), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2389-2391), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2392-2394), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2395-2397), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2398-2399), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2400-2402), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2403-2405), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2406-2408), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2409-2411), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2412-2414), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2415-2417), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2418-2420), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2421-2423), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2424-2426), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2427-2429), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2430-2432), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2433-2435), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2436-2438), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2439-2441), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2442-2444), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2445-2447), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2448-2450), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2451-2453), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2454-2456), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2457-2459), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2460-2462), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2463-2465), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2466-2468), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2469-2471), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2472-2474), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2475-2477), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2478-2480), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2481-2483), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2484-2486), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2487-2489), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2490-2492), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2493-2495), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2496-2498), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2499-2501), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2502-2504), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2505-2507), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2508-2510), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2511-2513), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2514-2516), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2517-2519), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2520-2522), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2523-2525), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2526-2528), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2529-2531), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2532-2534), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2535-2537), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2538-2540), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2541-2543), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2544-2546), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2547-2549), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2550-2552), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2553-2555), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2556-2558), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2559-2561), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2562-2564), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2565-2567), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2568-2570), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2571-2573), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2574-2576), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2577-2579), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2580-2582), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2583-2585), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2586-2588), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2589-2591), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2592-2594), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2595-2597), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2598-2599), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2600-2602), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2603-2605), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2606-2608), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2609-2611), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2612-2614), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2615-2617), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (2618-2620), de Vassil Amelchouk, 19 h 30; (262

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi de la semaine. Signification des symboles : **R** Signalé dans « le Monde radio-télévision » **F** Film à voir **O** On peut voir **N** Ne pas manquer **M** Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 23 décembre

TF 1

20.35 Variétés : *Avant de partir*. Emission présentée par Patrick Sébastien. Invités : Mireille Mathieu, le chanteur solitaire, De Claude Fiechter. 23.30 Journal et météo. 23.50 Cinéma : *Moscou ne croit pas aux lampes* m. Film soviétique de Vladimir Menchov (1979). Avec Vera Alentova, Irina Mouraviova, Raisa Ryzanovna, Natalia Vavilova. De 1.30 à 6.45 Rediffusions. 1.30 Série : *Drôles d'histoires*. 1.55 Série : *L'homme à poigne*. 2.50 Série : *Papa et moi*. 3.10 Série : *Drôles d'histoires*. 4.30 Série : *Drôles d'histoires*. 5.00 Documentaire : *Histoires naturelles*.

A 2

20.40 Téléfilm : *Maison des sources*. De Claude Berri, d'après *Les sources* de Marcel Pagnol, avec Yves Montand, Daniel Auteuil, Emmanuelle Béart, Elisabeth Depardieu. 21.45 *Apocalypse*. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème : « Les lectures d'Hubert Reeves », sont invités : Michel Cazenave (*La légende d'Arctique*), Lotte Decker (*Les Mots de la francophonie*), Joël de Rosnay (*L'Avanture du vivant*), Yves Laisus, conservateur en chef de la bibliothèque du Musée d'histoire naturelle (*Bouffon 1786-1988*). 23.05 Journal. 23.50 Cinéma : *Barbe-Noire le pirate* m. Film américain de Raoul Walsh (1952). Avec Linda Darnell, Robert Newton, William Bendix.

FR 3

20.30 Série : *Le Journal*. De Michel Boiron, avec Didier Terrou, Marie Laffont, Vania Viera. 21.35 Magazine :

Thalassa. De Georges Pernoud. 22.25 Journal et météo. 22.50 Série : *Un siècle de chansons*. De Claude Fiechter. 23.50 Musiques. Avec l'Orchestre d'Auvergne. 0.00 La servante maîtresse. De Didier Brunner. Avec l'Orchestre baroque de Linoges. 0.00 Documentaire : *Architecture et géographie sacrée*.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : *Viva Oklahoma*. De Bobby Roth, avec Lesley Ann Warren, Peter Coyote. 22.10 Spectacle : *Le monde du cirque*. Bureau III. Spectacle 100 anniversaire. 22.50 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : *Il était une fois dans l'Ouest* m. Film italien de Sergio Leone (1969). Avec Henry Fonda, Charles Bronson, Jason Robards, Claudia Cardinale. 1.40 Cinéma : *Nuit de Noël* m. Avec Patrick Jouan, Claire Nebout, Pascal Kéfal, Philippe Dumont. 3.10 Cinéma : *Les Désaxés* m. Film américain de John Huston (1960). Avec Marilyn Monroe, Clark Gable, Montgomery Clift (v.a.). 5.10 Cinéma : *La Vie glorieuse* m. Film franco-italien de Claude Chabrol (1987). Avec Souleymane Koly, Yves Zogbo Jr, Nadia du Sacramento, Pierre Gonda.

LA 5

20.30 Téléfilm : *Le sang braise*. De Bernard McEvoy, avec Chuck Connors, Kamala Devi. 23.30 Téléfilm : *Histoire de l'humanité*. De Marc Sobel, avec Martin Landau, Michael Ansara. 23.45 Les épreuves de feu (rediff.). 0.00 Journal de nuit. 0.05 Les épreuves de feu (suite). 1.20 Cinéma (rediff.). 1.30 Un conte pas comme les autres. 2.25 Les brigades du Tigre (rediff.). 3.20 Journal de la nuit. 3.25 Vive la vie! (rediff.).

Samedi 24 décembre

TF 1

13.15 Magazine : *Reportages*. Les ardeurs de Dieu. 13.45 La Une est à vous. 13.50 Série : *Caméo*. 14.40 La Une est à vous (suite). 15.45 Tiroir à Vincennes. 15.55 La Une est à vous (suite). 16.30 Trente millions d'années. Souvenirs de Noël. 17.00 Les trébuchets de l'histoire. 17.05 Les trébuchets de l'histoire. 17.10 Les trébuchets de l'histoire. 17.15 Les trébuchets de l'histoire. 17.20 Les trébuchets de l'histoire. 17.25 Les trébuchets de l'histoire. 17.30 Les trébuchets de l'histoire. 17.35 Les trébuchets de l'histoire. 17.40 Les trébuchets de l'histoire. 17.45 Les trébuchets de l'histoire. 17.50 Les trébuchets de l'histoire. 17.55 Les trébuchets de l'histoire. 18.00 Les trébuchets de l'histoire. 18.05 Les trébuchets de l'histoire. 18.10 Les trébuchets de l'histoire. 18.15 Les trébuchets de l'histoire. 18.20 Les trébuchets de l'histoire. 18.25 Les trébuchets de l'histoire. 18.30 Les trébuchets de l'histoire. 18.35 Les trébuchets de l'histoire. 18.40 Les trébuchets de l'histoire. 18.45 Les trébuchets de l'histoire. 18.50 Les trébuchets de l'histoire. 18.55 Les trébuchets de l'histoire. 19.00 Les trébuchets de l'histoire. 19.05 Les trébuchets de l'histoire. 19.10 Les trébuchets de l'histoire. 19.15 Les trébuchets de l'histoire. 19.20 Les trébuchets de l'histoire. 19.25 Les trébuchets de l'histoire. 19.30 Les trébuchets de l'histoire. 19.35 Les trébuchets de l'histoire. 19.40 Les trébuchets de l'histoire. 19.45 Les trébuchets de l'histoire. 19.50 Les trébuchets de l'histoire. 19.55 Les trébuchets de l'histoire. 20.00 Les trébuchets de l'histoire. 20.05 Les trébuchets de l'histoire. 20.10 Les trébuchets de l'histoire. 20.15 Les trébuchets de l'histoire. 20.20 Les trébuchets de l'histoire. 20.25 Les trébuchets de l'histoire. 20.30 Les trébuchets de l'histoire. 20.35 Les trébuchets de l'histoire. 20.40 Les trébuchets de l'histoire. 20.45 Les trébuchets de l'histoire. 20.50 Les trébuchets de l'histoire. 20.55 Les trébuchets de l'histoire. 21.00 Les trébuchets de l'histoire. 21.05 Les trébuchets de l'histoire. 21.10 Les trébuchets de l'histoire. 21.15 Les trébuchets de l'histoire. 21.20 Les trébuchets de l'histoire. 21.25 Les trébuchets de l'histoire. 21.30 Les trébuchets de l'histoire. 21.35 Les trébuchets de l'histoire. 21.40 Les trébuchets de l'histoire. 21.45 Les trébuchets de l'histoire. 21.50 Les trébuchets de l'histoire. 21.55 Les trébuchets de l'histoire. 22.00 Les trébuchets de l'histoire. 22.05 Les trébuchets de l'histoire. 22.10 Les trébuchets de l'histoire. 22.15 Les trébuchets de l'histoire. 22.20 Les trébuchets de l'histoire. 22.25 Les trébuchets de l'histoire. 22.30 Les trébuchets de l'histoire. 22.35 Les trébuchets de l'histoire. 22.40 Les trébuchets de l'histoire. 22.45 Les trébuchets de l'histoire. 22.50 Les trébuchets de l'histoire. 22.55 Les trébuchets de l'histoire. 23.00 Les trébuchets de l'histoire. 23.05 Les trébuchets de l'histoire. 23.10 Les trébuchets de l'histoire. 23.15 Les trébuchets de l'histoire. 23.20 Les trébuchets de l'histoire. 23.25 Les trébuchets de l'histoire. 23.30 Les trébuchets de l'histoire. 23.35 Les trébuchets de l'histoire. 23.40 Les trébuchets de l'histoire. 23.45 Les trébuchets de l'histoire. 23.50 Les trébuchets de l'histoire. 23.55 Les trébuchets de l'histoire. 24.00 Les trébuchets de l'histoire.

A 2

13.20 Téléfilm : *Les malheurs de Sophie*. De Jean-Claude Brialy, d'après le conte de Ségur. Avec Patricia Bonhomme, Frédéric Mestré, Sandrine Gula, Carine Richard. 15.15 Magazine : *Samedi passion*. Documentaire : *Chasseurs de miel*. De Diane Summers. Alain Majani et Eric Valli. Rétrospective des Jeux olympiques d'hiver à Calgary et d'été à Séoul. 18.05 Série : *Papa poulx*. De la difficulté d'être Papa poulx. 19.00 Flash d'informations. 19.05 Série : *L'homme qui tombe à pic*. Un amour mortel. 20.00 Journal. 20.35 Météo. 20.40 Variétés : *Salvador*. Avec Jane Birkin, Jeanne Manson, Tom Jones, Al Jarreau, Claude Nougaro. 22.00 Feuilleton : *Les belles années*. De Luigi Comencini, avec Bernard Blier, Laurent Malet, André Ferrrol, Carlo Calenda, Maurizio Costanzo. 1. Le petit tambour sarde. 23.00 Variétés : *Nana classique*. La chanteuse en tournée en Grèce. Avec également Charles Aznavour, Alexis Weissenberg, Marcel Dadi, Louis Amade, Manos Hadjidakis, Lucas Canonic. 0.00 Messe de minuit. En mondovision depuis l'oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal à Montréal, sous la présidence du cardinal Paul Grégoire, archevêque de Montréal.

FR 3

13.00 Magazine : 12-14. 14.00 Téléfilm : *Jessé*. De Maria Padme, avec Maria Padme, Pierre Arditi, Catherine Samie, Guillaume Boisseau. Portrait de femme. 15.35 Variétés : *Allô Juniors*. Ici Mahmoud. Avec David Koven, Gangsters d'amour, Nicolas Peyrieux, Liane Foly, Luna Parker. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Disney Channel.

TF 1

Les aventures de Whinnie l'ourson : Dessins animés : La nuit avant Noël. Le père de Dingo, Mickey chasseur de baléines. Hockey massacre. 18.00 Série : *Château de la nuit*. 18.05 Série : *Château de la nuit*. 18.10 Série : *Château de la nuit*. 18.15 Série : *Château de la nuit*. 18.20 Série : *Château de la nuit*. 18.25 Série : *Château de la nuit*. 18.30 Série : *Château de la nuit*. 18.35 Série : *Château de la nuit*. 18.40 Série : *Château de la nuit*. 18.45 Série : *Château de la nuit*. 18.50 Série : *Château de la nuit*. 18.55 Série : *Château de la nuit*. 19.00 Série : *Château de la nuit*. 19.05 Série : *Château de la nuit*. 19.10 Série : *Château de la nuit*. 19.15 Série : *Château de la nuit*. 19.20 Série : *Château de la nuit*. 19.25 Série : *Château de la nuit*. 19.30 Série : *Château de la nuit*. 19.35 Série : *Château de la nuit*. 19.40 Série : *Château de la nuit*. 19.45 Série : *Château de la nuit*. 19.50 Série : *Château de la nuit*. 19.55 Série : *Château de la nuit*. 20.00 Série : *Château de la nuit*. 20.05 Série : *Château de la nuit*. 20.10 Série : *Château de la nuit*. 20.15 Série : *Château de la nuit*. 20.20 Série : *Château de la nuit*. 20.25 Série : *Château de la nuit*. 20.30 Série : *Château de la nuit*. 20.35 Série : *Château de la nuit*. 20.40 Série : *Château de la nuit*. 20.45 Série : *Château de la nuit*. 20.50 Série : *Château de la nuit*. 20.55 Série : *Château de la nuit*. 21.00 Série : *Château de la nuit*. 21.05 Série : *Château de la nuit*. 21.10 Série : *Château de la nuit*. 21.15 Série : *Château de la nuit*. 21.20 Série : *Château de la nuit*. 21.25 Série : *Château de la nuit*. 21.30 Série : *Château de la nuit*. 21.35 Série : *Château de la nuit*. 21.40 Série : *Château de la nuit*. 21.45 Série : *Château de la nuit*. 21.50 Série : *Château de la nuit*. 21.55 Série : *Château de la nuit*. 22.00 Série : *Château de la nuit*. 22.05 Série : *Château de la nuit*. 22.10 Série : *Château de la nuit*. 22.15 Série : *Château de la nuit*. 22.20 Série : *Château de la nuit*. 22.25 Série : *Château de la nuit*. 22.30 Série : *Château de la nuit*. 22.35 Série : *Château de la nuit*. 22.40 Série : *Château de la nuit*. 22.45 Série : *Château de la nuit*. 22.50 Série : *Château de la nuit*. 22.55 Série : *Château de la nuit*. 23.00 Série : *Château de la nuit*. 23.05 Série : *Château de la nuit*. 23.10 Série : *Château de la nuit*. 23.15 Série : *Château de la nuit*. 23.20 Série : *Château de la nuit*. 23.25 Série : *Château de la nuit*. 23.30 Série : *Château de la nuit*. 23.35 Série : *Château de la nuit*. 23.40 Série : *Château de la nuit*. 23.45 Série : *Château de la nuit*. 23.50 Série : *Château de la nuit*. 23.55 Série : *Château de la nuit*. 24.00 Série : *Château de la nuit*.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 14.00. 13.05 Magazine : *Samedi 1 heure*. De Jean-Louis Bugarat, Erik Gilibert et Jérôme Valcke. Invité : Robert Hossein. 14.00 Téléfilm : *Une proie pas comme les autres*. De Sander Stern, avec Gérard Philipe, Shawnee Smith. 15.35 Documentaire : *Les animaux du sport*. Icare en Nouvelle-Zélande. 16.05 Série : *Paire d'as*. 16.50 Série : *Ohara*. 17.40 Série : *TNT*. 18.00 Dessins animés : *Décode pas Bunny*. En clair jusqu'à 20.30. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. Présenté par Marc Tosca. 20.30 Dessin animé : *Chat et ses amis*. De Abe Levitow. *La vie d'une petite chatte de province très coquette qui monte à Paris*. 21.50 Flash d'informations. 22.55 Musique : *Cent 45*. Les cent meilleurs 45 tours du monde entier. 1.00 Cinéma : *Certains l'aiment chaud*. M. Film américain de Billy Wilder (1959). Avec Marilyn Monroe, Tony Curtis, Jack Lemmon, George Raft (v.a.). *Chicago*, en 1929, deux musiciens, témoins involontaires d'un massacre de gangsters, se désolent en femmes pour sauver leurs vies et s'engagent dans un orchestre féminin partant pour la Floride. Reprenant le sujet de *Fantôme d'amour*, film musical de Richard Pottier (1935). *Billy Wilder a réalisé une douzième comédie. Les rapports entre les sexes s'embrouillent à plaisir dès l'instant que Marilyn Monroe fait partie de l'orchestre. C'est joué à la perfection. 2.55 Cinéma : *Euménides*. O. Film français de Denis Amar (1987). Avec Michel Serrault, Wadecq, Laurence, Ingrid Heid, raul. 4.25 Cinéma : *Une veuve en or*. M. Film français de Michel Audiard (1969). Avec Michèle Mercier, Claude Rich, Jacques Dufilho. *Une jeune et jolie femme doit être veuve dans les trois mois pour hériter d'un oncle d'Amérique. Elle cherche à tuer puis à faire tuer son mari. Le veuve parodique, d'Audiard, possédait réalisateur. 5.50 Sur-prise sur prise.**

LA 5

13.30 Téléfilm : *L'appel de la forêt*. De Jerry Jameson, avec John Beck, Bernard Fresson. 15.20 Série : *K 2000*. De 16.25 à 16.55 Dessins animés. 16.25 Les Schtroumpfs. 16.50 Le magicien d'Oz. 17.15 Karle, l'aventure du Nouveau Monde. 17.40 L'histoire de la magie (1^{re} partie). 18.00 Le 19-19-19. 18.05 Cinéma : *Le rythme de la vie*. 18.30 Oliver et Tom champions du foot. 18.55 Journal. 19.05 Série : *Ali Baba*. 19.30 Boulevard Boulevard. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : *Les folles aventures de Robin des bois*. De Ray Austin, avec George Segal, Morgan Fairchild, Rodney McDowell. *Le Vaisseau de la forêt de Sherwood est de retour. 22.20 Téléfilm : Un vrai petit ange*. De Leslie Marlison, avec Gary Coleman, Robert Guillaume, Lucie Arnaz. *Lucie Arnaz chante Noël, avec l'Orchestre symphonique, dir. Franz Paul Decker. 23.30 Hommage à Fred Astaire. Emission de l'American film institution, présentée par David Niven. 0.35 Documentaire : Histoire et passion. Lucienne Guillou. 1.25 Documentaire : Architecture et géographie sacrée. Teotihuacan, capitale mythique du Mexique ancien.*

3.35 Voisin, voisine (rediff.). 4.35 Feuilleton : *Le clan Beaulieu*. 5.25 Voisin, voisine (rediff.).

M 6

20.30 Téléfilm : *Le gentil blanc*. De William Obergard, avec Jack Palance, Cindy Pickett. *Un animal rare, un chasseur sans scrupules. 22.10 Magazine : Chances*. 22.40 Série : *Claudine*. D'Édouard Molinaro, d'après Colette. 0.00 Journal. 0.10 Série : *Le prisonnier*. 1.00 Musique : *Boulevard des clips*. 2.00 Claudine (rediff.). 3.20 Musique : *Boulevard des clips*. 4.15 Variétés : *Carabine FM*. 4.40 Claudine (rediff.). 6.00 Musique : *Boulevard des clips*.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. La nuit transférée. 21.30 Musique : *Black and blue*. Chez la librairie. 22.40 Nuits magiques. Les serveurs. 4. Le bar des Folies-Bergère. 0.05 De jour en lendemain. 0.50 Musique : *Coda*. Keith Richards.

FRANCE-MUSIQUE

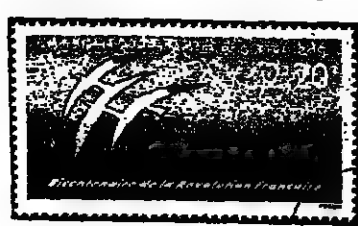
20.30 Concert (donné le 9 décembre, Salle Pleyel) : Quatuor à cordes n° 3 de Bartok; Quatuor à cordes n° 15 en mi bémol majeur op. 74 de Beethoven; Quatuor à cordes n° 13 en sol majeur de la suite. 22.40 Nuits magiques. Melos (Wilhelm Melcher, violon, Gerhard Ernst Voss, violon, Hermann Voss, alto, Peter Buck, violoncelle). 22.20 Premières loges. Adrien Legros, basse. Œuvres de Gounod, Rossini, Massenet, Meyerbeer. Bilet. 23.07 Club de la musique ancienne. 0.30 Poissons d'or. Les musiques des films de Walt Disney revisitées; à 1.30, Les poissons d'or du passé; à 1.50, Les poissons d'or du futur; à 2.10, Les poissons d'or du présent; à 2.30, Les poissons d'or du passé; à 2.50, Les poissons d'or du futur; à 3.10, Les poissons d'or du présent; à 3.30, Les poissons d'or du passé; à 3.50, Les poissons d'or du futur; à 4.10, Les poissons d'or du présent; à 4.30, Les poissons d'or du passé; à 4.50, Les poissons d'or du futur; à 5.10, Les poissons d'or du présent; à 5.30, Les poissons d'or du passé; à 5.50, Les poissons d'or du futur; à 6.10, Les poissons d'or du présent; à 6.30, Les poissons d'or du passé; à 6.50, Les poissons d'or du futur; à 7.10, Les poissons d'or du présent; à 7.30, Les poissons d'or du passé; à 7.50, Les poissons d'or du futur; à 8.10, Les poissons d'or du présent; à 8.30, Les poissons d'or du passé; à 8.50, Les poissons d'or du futur; à 9.10, Les poissons d'or du présent; à 9.30, Les poissons d'or du passé; à 9.50, Les poissons d'or du futur; à 10.10, Les poissons d'or du présent; à 10.30, Les poissons d'or du passé; à 10.50, Les poissons d'or du futur; à 11.10, Les poissons d'or du présent; à 11.30, Les poissons d'or du passé; à 11.50, Les poissons d'or du futur; à 12.10, Les poissons d'or du présent; à 12.30, Les poissons d'or du passé; à 12.50, Les poissons d'or du futur; à 13.10, Les poissons d'or du présent; à 13.30, Les poissons d'or du passé; à 13.50, Les poissons d'or du futur; à 14.10, Les poissons d'or du présent; à 14.30, Les poissons d'or du passé; à 14.50, Les poissons d'or du futur; à 15.10, Les poissons d'or du présent; à 15.30, Les poissons d'or du passé; à 15.50, Les poissons d'or du futur; à 16.10, Les poissons d'or du présent; à 16.30, Les poissons d'or du passé; à 16.50, Les poissons d'or du futur; à 17.10, Les poissons d'or du présent; à 17.30, Les poissons d'or du passé; à 17.50, Les poissons d'or du futur; à 18.10, Les poissons d'or du présent; à 18.30, Les poissons d'or du passé; à 18.50, Les poissons d'or du futur; à 19.10, Les poissons d'or du présent; à 19.30, Les poissons d'or du passé; à 19.50, Les poissons d'or du futur; à 20.10, Les poissons d'or du présent; à 20.30, Les poissons d'or du passé; à 20.50, Les poissons d'or du futur; à 21.10, Les poissons d'or du présent; à 21.30, Les poissons d'or du passé; à 21.50, Les poissons d'or du futur; à 22.10, Les poissons d'or du présent; à 22.30, Les poissons d'or du passé; à 22.50, Les poissons d'or du futur; à 23.10, Les poissons d'or du présent; à 23.30, Les poissons d'or du passé; à 23.50, Les poissons d'or du futur; à 24.10, Les poissons d'or du présent; à 24.30, Les poissons d'or du passé; à 24.50, Les poissons d'or du futur; à 25.10, Les poissons d'or du présent; à 25.30, Les poissons d'or du passé; à 25.50, Les poissons d'or du futur; à 26.10, Les poissons d'or du présent; à 26.30, Les poissons d'or du passé; à 26.50, Les poissons d'or du futur; à 27.10, Les poissons d'or du présent; à 27.30, Les poissons d'or du passé; à 27.50, Les poissons d'or du futur; à 28.10, Les poissons d'or du présent; à 28.30, Les poissons d'or du passé; à 28.50, Les poissons d'or du futur; à 29.10, Les poissons d'or du présent; à 29.30, Les poissons d'or du passé; à 29.50, Les poissons d'or du futur; à 30.10, Les poissons d'or du présent; à 30.30, Les poissons d'or du passé; à 30.50, Les poissons d'or du futur; à 31.10, Les poissons d'or du présent; à 31.30, Les poissons d'or du passé; à 31.50, Les poissons d'or du futur; à 32.10, Les poissons d'or du présent; à 32.30, Les poissons d'or du passé; à 32.50, Les poissons d'or du futur; à 33.10, Les poissons d'or du présent; à 33.30, Les poissons d'or du passé; à 33.50, Les poissons d'or du futur; à 34.10, Les poissons d'or du présent; à 34.30, Les poissons d'or du passé; à 34.50, Les poissons d'or du futur; à 35.10, Les poissons d'or du présent; à 35.30, Les poissons d'or du passé; à 35.50, Les poissons d'or du futur; à 36.10, Les poissons d'or du présent; à 36.30, Les poissons d'or du passé; à 36.50, Les poissons d'or du futur; à 37.10, Les poissons d'or du présent; à 37.30, Les poissons d'or du passé; à 37.50, Les poissons d'or du futur; à 38.10, Les poissons d'or du présent; à 38.30, Les poissons d'or du passé; à 38.50, Les poissons d'or du futur; à 39.10, Les poissons d'or du présent; à 39.30, Les poissons d'or du passé; à 39.50, Les poissons d'or du futur; à 40.10, Les poissons d'or du présent; à 40.30, Les poissons d'or du passé; à 40.50, Les poissons d'or du futur; à 41.10, Les poissons d'or du présent; à 41.30, Les poissons d'or du passé; à 41.50, Les poissons d'or du futur; à 42.10, Les poissons d'or du présent; à 42.30, Les poissons d'or du passé; à 42.50, Les poissons d'or du futur; à 43.10, Les poissons d'or du présent; à 43.30, Les poissons d'or du passé; à 43.50, Les poissons d'or du futur; à 44.10, Les poissons d'or du présent; à 44.30, Les poissons d'or du passé; à 44.50, Les poissons d'or du futur; à 45.10, Les poissons d'or du présent; à 45.30, Les poissons d'or du passé; à 45.50, Les poissons d'or du futur; à 46.10, Les poissons d'or du présent; à 46.30, Les poissons d'or du passé; à 46.50, Les poissons d'or du futur; à 47.10, Les poissons d'or du présent; à 47.30, Les poissons d'or du passé; à 47.50, Les poissons d'or du futur; à 48.10, Les poissons d'or du présent; à 48.30, Les poissons d'or du passé; à 48.50, Les poissons d'or du futur; à 49.10, Les poissons d'or du présent; à 49.30, Les poissons d'or du passé; à 49.50, Les poissons d'or du futur; à 50.10, Les poissons d'or du présent; à 50.30, Les poissons d'or du passé; à 50.50, Les poissons d'or du futur; à 51.10, Les poissons d'or du présent; à 51.30, Les poissons d'or du passé; à 51.50, Les poissons d'or du futur; à 52.10, Les poissons d'or du présent; à 52.30, Les poissons d'or du passé; à 52.50, Les poissons d'or du futur; à 53.10, Les poissons d'or du présent; à 53.30, Les poissons d'or du passé; à 53.50, Les poissons d'or du futur; à 54.10, Les poissons d'or du présent; à 54.30, Les poissons d'or du passé; à 54.50, Les poissons d'or du futur; à 55.10, Les poissons d'or du présent; à 55.30, Les poissons d'or du passé; à 55.50, Les poissons d'or du futur; à 56.10, Les poissons d'or du présent; à 56.30, Les poissons d'or du passé; à 56.50, Les poissons d'or du futur; à 57.10, Les poissons d'or du présent; à 57.30, Les poissons d'or du passé; à 57.50, Les poissons d'or du futur; à 58.10, Les poissons d'or du présent; à 58.30, Les poissons d'or du passé; à 58.50, Les poissons d'or du futur; à 59.10, Les poissons d'or du présent; à 59.30, Les poissons d'or du passé; à 59.50, Les poissons d'or du futur; à 60.10, Les poissons d'or du présent; à 60.30, Les poissons d'or du passé; à 60.50, Les poissons d'or du futur; à 61.10, Les poissons d'or du présent; à 61.30, Les poissons d'or du passé; à 61.50, Les poissons d'or du futur; à 62.10, Les poissons d'or du présent; à 62.30, Les poissons d'or du passé; à 62.50, Les poissons d'or du futur; à 63.10, Les poissons d'or du présent; à 63.30, Les poissons d'or du passé; à 63.50, Les poissons d'or du futur; à 64.10, Les poissons d'or du présent; à 64.30, Les poissons d'or du passé; à 64.50, Les poissons d'or du futur; à 65.10, Les poissons d'or du présent; à 65.30, Les poissons d'or du passé; à 65.50, Les poissons d'or du futur; à 66.10, Les poissons d'or du présent; à 66.30, Les poissons d'or du passé; à 66.50, Les poissons d'or du futur; à 67.10, Les poissons d'or du présent; à 67.30, Les poissons d'or du passé; à 67.50, Les poissons d'or du futur; à 68.10, Les poissons d'or du présent; à 68.30, Les poissons d'or du passé; à 68.50, Les poissons d'or du futur; à 69.10, Les poissons d'or du présent; à 69.30, Les poissons d'or du passé; à 69.50, Les poissons d'or du futur; à 70.10, Les poissons d'or du présent; à 70.30, Les poissons d'or du passé; à 70.50, Les poissons d'or du futur; à 71.10, Les poissons d'or du présent; à 71.30, Les poissons d'or du passé; à 71.50, Les poissons d'or du futur; à 72.10, Les poissons d'or du présent; à 72.30, Les poissons d'or du passé; à 72.50, Les poissons d'or du futur; à 73.10, Les poissons d'or du présent; à 73.30, Les poissons d'or du passé; à 73.50, Les poissons d'or du futur; à 74.10, Les poissons d'or du présent; à 74.30, Les poissons d'or du passé; à 74.50, Les poissons d'or du futur; à 75.10, Les poissons d'or du présent; à 75.30, Les poissons d'or du passé; à 75.50, Les poissons d'or du futur; à 76.10, Les poissons d'or du présent; à 76.30, Les poissons d'or du passé; à 76.50, Les poissons d'or du futur; à 77.10, Les poissons d'or du présent; à 77.30, Les poissons d'or du passé; à 77.50, Les poissons d'or du futur; à 78.10, Les poissons d'or du présent; à 78.30, Les poissons d'or du passé; à 78.50, Les poissons d'or du futur; à 79.10, Les poissons d'or du présent; à 79.30, Les poissons d'or du passé; à 79.50, Les poissons d'or du futur; à 80.10, Les poissons d'or du présent; à 80.30, Les poissons d'or du passé; à 80.50, Les poissons d'or du futur; à 81.10, Les poissons d'or du présent; à 81.30, Les poissons d'or du passé; à 81.50, Les poissons d'or du futur; à 82.10, Les poissons d'or du présent; à 82.30, Les poissons d'or du passé; à 82.50, Les poissons d'or du futur; à 83.10, Les poissons d'or du présent; à 83.30, Les poissons d'or du passé; à 83.50, Les poissons d'or du futur; à 84.10, Les poissons d'or du présent; à 84.30, Les poissons d'or du passé; à 84.50, Les poissons d'or du futur; à 85.10, Les poissons d'or du présent; à 85.30, Les poissons d'or du passé; à 85.50, Les poissons d'or du futur; à 86.10, Les poissons d'or du présent; à 86.30, Les poissons d'or du passé; à 86.50, Les poissons d'or du futur; à 87.10, Les poissons d'or du présent; à 87.30, Les poissons d'or du passé; à 87.50, Les poissons d'or du futur; à 88.10, Les poissons d'or du présent; à 88.30, Les poissons d'or du passé; à 88.50, Les poissons d'or du futur; à 89.10, Les poissons d'or du présent; à 89.30, Les poissons d'or du passé; à 89.50, Les poissons d'or du futur; à 90.10, Les poissons d'or du présent; à 90.30, Les poissons d'or du passé; à 90.50, Les poissons d'or du futur; à 91.10, Les poissons d'or du présent; à 91.30, Les poissons d'or du passé; à 91.50, Les poissons d'or du futur; à 92.10, Les poissons d'or du présent; à 92.30, Les poissons d'or du passé; à 92.50, Les poissons d'or du futur; à 93.10, Les poissons d'or du présent; à 93.30, Les poissons d'or du passé; à 93.50, Les poissons d'or du futur; à 94.10, Les poissons d'or du présent; à 94.30, Les poissons d'or du passé; à 94.50, Les poissons d'or du futur; à 95.10, Les poissons d'or du présent; à 95.30, Les poissons d'or du passé; à 95.50, Les poissons d'or du futur; à 96.10, Les poissons d'or du présent; à 96.30, Les poissons d'or du passé; à 96.50, Les poissons d'or du futur; à 97.10, Les poissons d'or du présent; à 97.30, Les poissons d'or du passé; à 97.50, Les poissons d'or du futur; à 98.10, Les poissons d'or du présent; à 98.30, Les poissons d'or du passé; à 98.50, Les poissons d'or du futur; à 99.10, Les poissons d'or du présent; à 99.30, Les poissons d'or du passé; à 99.50, Les poissons d'or du futur; à 100.10, Les poissons d'or du présent; à 100.30, Les poissons d'or du passé; à 100.50, Les poissons d'or du futur; à 101.10, Les poissons d'or du présent; à 101.30, Les poissons d'or du passé; à 101.50, Les poissons d'or du futur; à 102.10, Les poissons d'or du présent; à 102.30, Les poissons d'or du passé; à 102.50,

Informations « services »

PHILATÉLIE

Y'a d'là Révolution dans l'air

La Poste mettra en vente générale, le lundi 2 janvier 1989, un timbre à 2,20 F qui reprend le logo créé par Folon pour le bicentenaire de la Révolution française.



La vente anticipée aura lieu le dimanche 1^{er} janvier. A cette occasion, dans chaque chef-lieu de département sera organisé par l'association Air 89 un envol de montgolfière - à 15 heures en moyenne.

La Poste acheminera ensuite les enveloppes sur leurs destinations respectives dans les conditions habituelles. La Fondation de France (40, avenue Hoche, 75008 Paris, tél. : (1) 42-25-76-55) recueillera le produit de la vente des enveloppes dont le tirage est limité à 300 000 exemplaires, au profit d'actions en faveur des droits de l'homme. Une façon originale de faire parvenir ses vœux.

Egalement le 2 janvier sera ouverte la souscription pour le bloc-feuille de l'exposition philatélique mondiale Philéfrance 89 organisée du 7 au 17 juillet au Parc des expositions de Paris-Montreuil. Les philatélistes ont ainsi l'occasion d'apporter leur contribution (30 F sur les 50 F de la valeur totale du bloc) à l'organisation de cette manifestation pour laquelle sont attendus près de 400 000 visiteurs.

Ces 50 F donnent droit à un bon d'échange qui permettra aux souscripteurs d'acquiescer le bloc de quatre timbres à 5 F qui reproduit le portrait de l'homme et du citoyen de 1789 ainsi qu'un certificat faisant fonction de passe permanent pour visiter l'exposition en juillet.

La souscription pourra s'effectuer dans tous les bureaux de poste jusqu'au 17 juillet, auprès du service philatélique de la Poste, par correspondance, du 2 janvier au 1^{er} juillet (18, rue François-Bonvin, 75758 Paris Cedex 15 et à l'entrée de l'exposition du 7 au 17 juillet.)

★ Association Initiative Révolution (AIR) 89 : Musée de l'air, BP 73, 93350 Le Bourget.
★ Mission du bicentenaire de la Révolution : 7, avenue Franco-Russe, 75007 Paris.
★ Comité d'organisation de Philéfrance 89 : 52-56, rue de la Croix-Nivert, 75731 Paris Cedex 15.

Banquette réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes.
24, rue Chancet, 75009 Paris.
Tél. : (1) 42-47-99-88.



En filigrane

Comptes et mécomptes de Noël. — Il était une fois un service philatélique (le Service philatélique de la Poste de France) qui se proposa pour servir d'intermédiaire entre ses abonnés par correspondance aux nouvelles et une société de vente de reproductions de timbres en métal — de l'argent doré — vendu 575 F pièce, la série comprenant vingt-cinq pièces (le Monde du 26 novembre).

Que la Poste n'ait-elle fait l'objet de protestations, plus véhémentes les unes que les autres, philatélistes et négociants s'élevaient contre cette initiative préjudiciable, selon eux, à la philatélie et au marché philatélique. La Poste rétorquait, en substance, que ces reproductions de timbres en métal ne feraient pas de mal à la philatélie, relevant plus du bijou ou de la médaille.

La Poste pouvait-elle cependant gâcher son image de marque et risquer d'abuser la confiance de sa clientèle de collectionneurs, sensible à l'authenticité du logo du service philatélique de la Poste et du logo de Philéfrance 89 ?

Le Service philatélique a donc été conduit à expédier une « note d'information » à ses clients où,

en détail, sont expliquées les différences entre un produit philatélique et un produit d'orfèvrerie.

Moralité : la Poste jure, un peu tard... Elle n'est pas — encore — une entreprise commerciale comme une autre. Cette expérience l'incitera à plus de prudence dans l'utilisation de ses filiales. Quant à savoir si les philatélistes étaient capables ou non de faire la part des choses sans cette « note d'information », c'est une autre histoire.

« Vedettes de la chanson. — Grande et prolixe à l'émision de huit timbres et un bloc-feuille consacré à des vedettes de la chanson. Au programme : Tina Turner, Lionel Richie, Whitney Houston, Joan Armatrading, Madonna, Elton John, Bruce Springsteen, Bob Marley et Yoko Minamino.

« Le souvenir du Maréchal Juin. — Le mouvement du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des républicains et socialistes d'outre-mer) a demandé au ministre des PTT, M. Paul Quilès, d'honorer le souvenir du maréchal Juin, dont le centenaire de la naissance a été célébré le 16 décembre, en émettant un timbre à son effigie.

PARIS

NOËL : les services ouverts ou fermés

Le jour de Noël étant un dimanche, les banques, administrations, grands magasins et la plupart des musées seront fermés.

Sécurité sociale. — Les centres de Paris seront fermés du vendredi 23, à 15 heures, jusqu'au lundi 26, aux heures habituelles.

Allocations familiales. — Les services d'accueil et les unités de gestion de la région parisienne seront fermés du vendredi 23, à midi, au lundi 26, aux heures habituelles.

Caisse d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés. — Les bureaux d'accueil de Paris et de la région parisienne seront fermés du vendredi 23, à 14 h 30, au lundi 26, aux heures habituelles.

Grandes enseignes. — Les Galeries Lafayette-Hausmann, qui ferment à 19 h 30 jusqu'au 23 décembre inclus, fermeront à 18 heures le samedi 24 (ainsi que les Trois Quartiers et Marks & Spencer).

Semaine de la bonté

Cas n° 24.
Marthe A., quarante-cinq ans, veuve depuis quatre ans, assume seule l'éducation de ses quatre enfants, douze, dix, neuf et quatre ans. Elle logeait dans un mobil home neuf, acheté grâce à un prêt auprès de la BNP. Faute de moyens, elle ne l'a pas remboursé.

Un incendie a tout dévasté, et cette famille a tout perdu : habitation, vêtements, papiers, argent, vaisselle...

Marthe et ses enfants sont relégués dans une vieille caravane beaucoup trop petite. Pour se loger correctement et permettre à ces enfants de vivre dignement, il est indispensable d'envoyer

5 000 F.

Cas n° 66.
Louis a dix-neuf ans ; il vit seul, sans aucun soutien familial. Il vient de terminer un TUC et effectue un stage d'insertion pour obtenir un travail. Ce stage est à 10 kilomètres de chez lui. Il n'a aucun moyen de locomotion. S'il reçoit 3 000 francs, il pourra acheter une motolette d'occasion, un casque et la première cotisation d'assurance. On demande pour lui

3 000 F.

« Les dons sont à adresser à la Semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris. CCP Paris 4-52 X ou chèques bancaires. Tél. : (1) 45-44-18-81.

Cas n° 11.
Emmanuel, orphelin de père, a été élevé par sa grand-mère. Son rêve : être monteur d'équipement. Il suit un stage de six mois. Tout en suivant ce stage, il prépare l'étrier d'argent et l'épave d'argent, ces deux examens lui permettant d'accéder à une formation de monteur. L'indemnité de 1 200 F qu'il perçoit laisse à sa charge une somme trop importante et ce n'est pas la pension-vieillesse que touche sa grand-mère qui suffira. Pour permettre à Emmanuel d'être scolarisé, de réaliser son rêve qui lui donnera un métier, il faudrait

3 000 F.

« Les dons sont à adresser à la Semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris. CCP Paris 4-52 X ou chèques bancaires. Tél. : (1) 45-44-18-81.

Cas n° 14.
Ce couple a donné beaucoup de lui aux autres, et maintenant la maladie le frappe. Le père a fait une hémiplegie avec aphasie. Elle est en fauteuil roulant. La fille aînée sert de tierce-personne à la mère ; la plus jeune des cinq enfants est encore à la maison. Jusqu'à la maladie, ce ménage n'avait pas de dettes, mais il n'a pas de trésorerie suffisante pour régler le montant d'un chauffage central indispensable. Il faudrait en participation

5 000 F.

« Les dons sont à adresser à la Semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris. CCP Paris 4-52 X ou chèques bancaires. Tél. : (1) 45-44-18-81.

Le concours de la maison solaire. — Pour la deuxième année consécutive, le Comité d'action pour le solaire (CAS) et l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) organisent un concours intitulé « Maisons solaires ».

Les candidats doivent avoir construit ou habiter un logement bioclimatique ou chauffé à l'énergie solaire, qui a fait la preuve de son efficacité pendant au moins une saison de chauffe. Le concours est doté de prix correspondant à plusieurs catégories (maison individuelle, habitat collectif).

★ Renseignements et candidatures : Comité d'action pour le solaire, 8, rue de Richelieu, 75001 Paris. Tél. : 45-96-34-77.

PROCHAIN TRAJET EN DIRECT POUR		TRAJET EN DIRECT POUR
1. BORD DE MER	382 570,00 F	
2. BORD DE MER	143 980,00 F	
3. BORD DE MER	6 125,00 F	
4. BORD DE MER	120,00 F	
5. BORD DE MER	110,00 F	

MONTEZ PARIS : LA SEMAINE PROCHAINE DÉPART DÉPART 31 DÉCEMBRE 1988 44 MILLIONS

Bibliothèque nationale. — Les salles seront fermées du samedi 24, à 13 heures, au mardi 27, aux heures habituelles. Les expositions seront ouvertes aux jours et heures habituels, sauf « Vrai ou faux », qui sera fermée samedi 24, dimanche 25 et lundi 26.

Hôtel national des Invalides. — Les musées de l'hôtel national des Invalides seront fermés le dimanche 25. Toutefois, l'accès à l'église Saint-Louis des Invalides demeurera libre jusqu'à 13 heures pour permettre aux fidèles d'assister à l'office de Noël (messe à 11 heures).

Musées. — Seront ouverts, le Centre Georges-Pompidou, de 12 heures à 22 heures ; la Cité des sciences et de l'industrie à La Villette, de 12 heures à 20 heures (et de 12 heures à 18 heures le samedi 24) ; et le château de Chantilly.

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

FOIRES ET SALONS

ILE-DE-FRANCE
Samedi 24 décembre
Provins, 14 h : timbres-poste. Mobilier.

PLUS LOIN
Samedi 24 décembre
Argenteuil, 14 h 30. Armes, mobilier, bijoux.
Un Salon d'antiquités à Cannes.

EN BREF

« Des livres pour le Liban. — A l'occasion de Noël, M. André Tullier, conservateur en chef honoraire de la bibliothèque de la Sorbonne, président de l'AUSEK, l'association française des Amis de l'université Saint-Esprit de Kaslik (établissement catholique privé ouvert à tous, fondé en 1948, ayant actuellement 4 000 étudiants et détenant la seule faculté pontificale de théologie du Proche-Orient), lance un appel de fonds « afin d'offrir deux mille ouvrages à cette université qui, malgré les difficultés inhérentes à la situation libanaise, vient de créer deux nouvelles facultés : agronomie et droit ». La collecte de Noël 1987 avait permis l'envoi de mille livres à Kaslik.

★ AUSEK, maison Saint-Charles, 60, rue de la République, 92150 Suresnes.

« Les Droits de l'homme et l'Europe. — Sous la présidence de M. Bernard Chénat, un colloque est organisé au Sénat le samedi 14 janvier 1989 sur les Droits de l'homme en Europe (1789-1989), avec des contributions de P. Chaunu, J. Tulard, G. Israël, L.-E. Pettit, M. Guillaume-Homung, J.-C. Bonichot et J.-F. Sir.

★ Demander une invitation par écrit à : Droits de l'homme et solidarité, 127, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

« Formation théologique. — Au Centre Sévres, centre de formation des prêtres, le Père Gaston Pié, ancien secrétaire général de l'épiscopat et directeur de l'Institut d'études pastorales de l'université catholique de Lyon, donnera un enseignement sur le thème de « la transmission de la foi entre générations », du 10 janvier au 7 février, le mardi de 20 heures à 22 heures.

★ Renseignements et inscriptions au secrétariat du Centre, 35, rue de Sévres, 75006 Paris. Tél. : 45-44-58-91, l'après-midi.

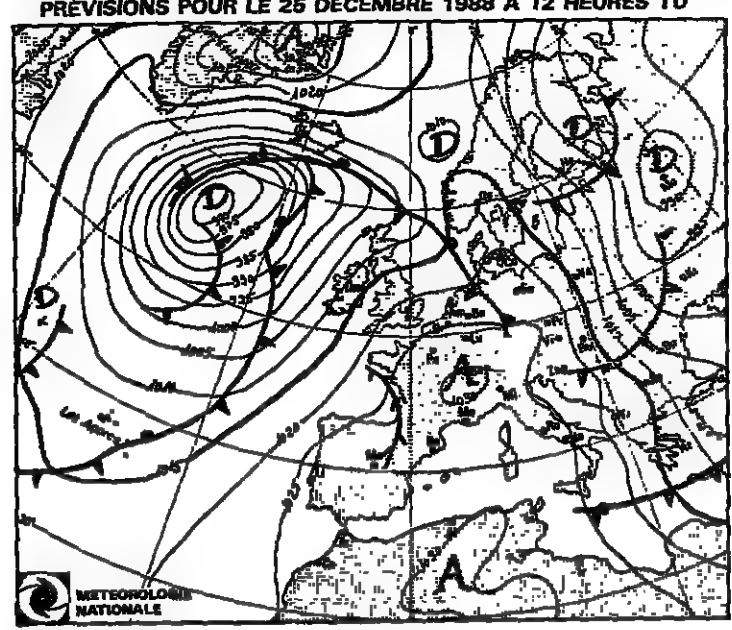
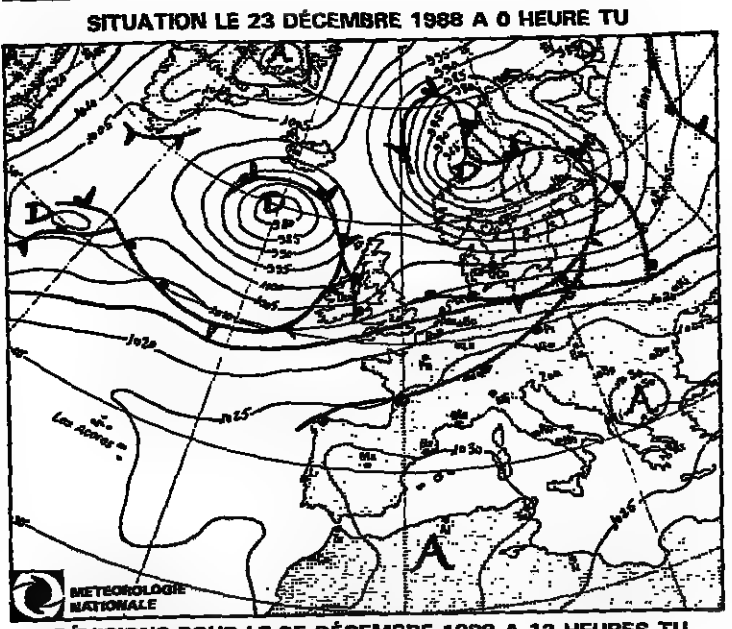
« Concours maisons solaires. — Pour la deuxième année consécutive, le Comité d'action pour le solaire (CAS) et l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) organisent un concours intitulé « Maisons solaires ».

Les candidats doivent avoir construit ou habiter un logement bioclimatique ou chauffé à l'énergie solaire, qui a fait la preuve de son efficacité pendant au moins une saison de chauffe. Le concours est doté de prix correspondant à plusieurs catégories (maison individuelle, habitat collectif).

★ Renseignements et candidatures : Comité d'action pour le solaire, 8, rue de Richelieu, 75001 Paris. Tél. : 45-96-34-77.

SUR MINTEL
Prévisions complètes
Météo marine
Temps observé Paris, province, étranger
36.15 Tapez LEMONDE puis METEO

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 23 décembre à 0 heure et le dimanche 25 décembre à 24 heures.

Le temps ensoleillé gagnera peu à peu vers le nord. Côté thermomètre, les températures resteront très clémentes. En effet, les pressions seront en hausse sur le pays. Elles repousseront les perturbations atlantiques vers l'Islande. Sur la France, les vents seront orientés au sud-ouest. Les masses d'air s'assècheront progressivement tandis que la douceur persistera.

Samedi : les éclaircies gagnent du terrain.

Sur les régions méditerranéennes, le soleil brillera toute la journée. Un léger mistral soufflera près du golfe du Lion. Du sud de la Bretagne à l'ouest du Massif Central et aux Pyrénées, les brouillards seront fréquents au petit matin. Ils se dissiperont assez rapidement pour faire place à un temps assez ensoleillé. Le Sud-Ouest bénéficiera des éclaircies les plus larges.

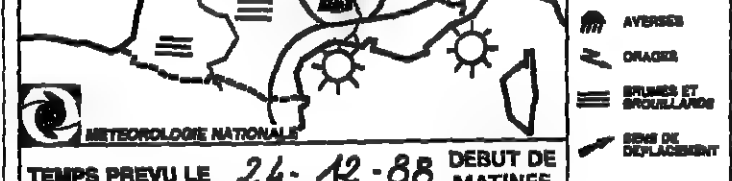
Sur les autres régions, grisaille et petites pluies épaisses constitueront encore le programme de la matinée. Dans l'après-midi, les brumes disparaîtront et des coins de ciel bleu apparaîtront.

Les températures maximales iront de 0 à 5 degrés dans le Midi jusqu'à 7 à 10 degrés près de la Manche. L'après-midi, elles atteindront 8 à 12 degrés sur la moitié nord, 10 à 14 degrés sur la moitié sud.

Dimanche : Noël au balcon.
De la Bretagne et la Normandie aux Alpes et aux Pyrénées, le temps sera ensoleillé après la dissipation des brouillards matinaux. A noter quelques gelées blanches encore possibles près du Massif Central. Le vent faiblira près de la Méditerranée.

Des frontières du Nord à la Franche-Comté, le soleil aura plus de difficultés à percer.

Les températures minimales seront comprises entre 2 et 6 degrés. L'après-midi, elles iront de 10 à 16 degrés du Nord au Sud.



TEMPS PREVU LE 24-12-88 DEBUT DE MATINÉE

le 22-12-1988 à 6 heures TU et le 23-12-1988 à 6 heures TU											
FRANCE				ÉTRANGER							
ALGERO	15	J	D	TOURS	8	F	N	LOS ANGELES	16	5	P
BARCELTE	13	6	N	TOULOUSE	11	0	P	LIEN	16	5	C
BORDAUX	9	0	N	VALENCIENNES	20	21	N	MADRID	12	-4	D
BRESCIA	8	2	C					MARRAKECH	19	6	D
BREST	11	10	P					MEXICO	24	6	B
CAEN	10	8	P	ALGER	16	11	P	MILAN	6	-2	C
CHATELAIN	10	9	P	ANDORRÀ	13	8	C	MONTREAL	9	-14	D
CHERBOURG	10	9	P	ANTUNES	15	12	N	MOSCOW	-3	15	D
CLERMONT-FERR.	6	-1	C	BARCELONE	15	2	D	NEW-YORK	12	-1	D
DIJON	7	2	C	BERGANE	3	-2	D	OSLO	1	2	D
GRENOBLE-S.M.H.	5	-2	B	BRUXELLES	9	7	C	PALMA-DE-MALL.	16	-1	D
LYON	9	2	N	HELM	9			PERIN	3	-3	N
MARSEILLE	11	2	C	LE CAIRE	16	11	C	RO-DE-AMERICO	26	22	N
MAVITIENNE	11	2	C	COCHINCHINE	6	3	N	SINGAPORE	32	26	C
NANCY	10	8	P	DAKAR	28	20	D	STOCKHOLM	3	3	N
NANTES	10	8	P	DELHI	23	17	N	SYDNEY	25	23	D
NICE	13	5	N	GUANO	15	12	N	TOKYO	15	11	C
PARIS-MONTREUIL	9	6	C	GENEVE	4	-1	N	TORONTO	14	6	C
PAU	15	1	D	HONGKONG	22	17	N	VALENCIENNES	6	-3	D
PERPIGNAN	13	0	D	ISTANBUL	7	1	D	VIENNE	9	4	C
RENNES	10	9	P	JERUSALEM	5	5	N				
STRASBOURG	5	0	N	PARIS	9	6	C				
	7	4	P	LONDRES	12	10	P				
avenue	brutte	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	onap	pluie	tempér	#			
[Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.]											

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Économie

Baisse du chômage en novembre et décembre

Depuis le début de l'année
le nombre des demandeurs d'emploi a diminué de 65 200

SOMMAIRE

■ La firme française Alstom, filiale de la CGE, et l'entreprise britannique GEC s'unissent pour former un géant mondial de l'électromécanique (lire ci-dessous). ■ Le chômage en France diminue pour le quatrième mois consécutif. Depuis le début de l'année la baisse est de 65 200 personnes (lire ci-dessous). ■ M. Olivier Stirn, ministre du tourisme, croit possible d'améliorer l'excédent de la balance française et de multiplier les emplois (lire ci-dessous). ■ Les allocations familiales vont être relevées le 1^{er} janvier (lire page 25).

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, peut annoncer pour la quatrième fois consécutive une baisse sensible du chômage. D'ores et déjà il sait qu'il fera mieux que tenir son pari d'une croissance « néo » du nombre de demandeurs d'emploi en une année. A fin novembre il y avait 65 200 chômeurs de moins qu'en décembre 1987.

Les chiffres officiels rendus publics le jeudi 22 décembre en soirée, et qui portent à la fois sur la situation à fin octobre et à fin novembre en raison de la grève des PTT qui a empêché la publication des résultats le mois dernier, sont en effet plus qu'éloquents. En octobre et en données corrigées, le chômage avait diminué de 0,8 %. En novembre, il a encore reculé de 1,2 % avec 2 507 500 personnes inscrites à l'ANPE. Au total la baisse est de 4,2 % depuis fin août grâce notamment à l'exceptionnel retournement de septembre (-2,1 %). Elle correspond à 102 500 chômeurs de moins. Le mouvement s'est spectaculairement accéléré ces derniers temps puisqu'en un an le recul s'est que de 2 %.

En données brutes la même diminution de 2 % en douze mois apparaît avec 2 617 400 demandeurs

d'emploi à fin novembre. Contrairement à l'habitude à cette époque, les évolutions restent modestes. Après la traditionnelle augmentation de septembre et le pic d'octobre, le chiffre de novembre est en retrait de 1,4 % sur le mois précédent.

Ces bons résultats s'expliquent par une heureuse conjonction de facteurs qui peuvent ne plus coïncider aussi parfaitement à l'avenir. C'est d'ailleurs pourquoi, en évitant tout triomphalisme, M. Soisson préfère « raison garder » sachant que 1989 peut rappeler l'existence d'une réalité douloureuse.

La première explication favorable tient, bien sûr, dans l'évolution positive de l'emploi, le ministre affirmant que « la croissance économique mène sur le chômage ». De fait, la France devrait créer de 170 000 à 250 000 emplois nouveaux en 1988 et les chômeurs en profitent sûrement. Cela est d'autant plus vraisemblable que, les gains de productivité ayant diminué dans le tertiaire, il apparaît que le contenu en postes de travail s'est enrichi, notamment dans les services. Plusieurs données confortent cette thèse : le nombre de journées de chômage partiel n'a jamais été aussi faible, les licenciements économiques ont diminué de 5,6 % en un an, les inscriptions à l'ANPE à l'issue d'un contrat à durée déterminée sont stables et, mieux, les retours déclarés dans un

emploi ont progressé de 10,1 % en un an. Même les offres d'emploi enregistrées en cours de mois augmentent de 26 % en un an et sont désormais 51 800 en données corrigées.

La deuxième explication est à chercher dans la politique menée depuis les débuts du gouvernement Rocard, mais pourrait s'avérer plus conjoncturelle. Après avoir encaissé l'effet de l'arrêt soudain du traitement social, héritage de M. J. J. Jacques Chirac et Philippe Séguin, la relance rapide des opérations de stages pour les jeunes et les chômeurs de longue durée porte actuellement ses fruits. Le dispositif atteint son maximum et réduit donc d'autant le volume de chômeurs, même si des formules sont venues compenser des pertes de vitesse enregistrées dans d'autres programmes. Les dépenses de recherche d'emploi pour les plus âgés sont toujours en phase ascendante tout comme les préretraites FNE, signe que l'on continue de licencier les plus anciens. Les contrats et les stages de réinsertion en alternance ont accueilli 89 000 chômeurs de longue durée. A l'inverse, les contrats d'adaptation pour les moins de vingt-cinq ans s'effondrent tandis que les STIP (stage d'initiation à la vie professionnelle) et les TUC commencent à régresser sérieusement.

A terme, des difficultés devraient survenir pour l'ensemble de ces dis-

positifs parvenus à leur limite et entraînant une aggravation du chômage. Le tout nouveau contrat de retour à l'emploi (CRE) en effet prévu pour 100 000 bénéficiaires devrait seulement effacer l'arrivée de chômeurs supplémentaires provoquée par la mise en place du revenu minimum d'insertion (RMI). Déjà, la dérive du traitement social s'amorce : 135 000 personnes ont commencé un stage en novembre contre 170 000 en octobre.

Données pour l'avenir

Une dernière explication donne encore plus de crédibilité à la baisse actuelle du chômage mais en même temps alimente des doutes sur l'avenir. Contrairement à ce qui était attendu, en effet, l'augmentation prévue de la population active pour des raisons démographiques ne s'est pas produite. Alors que l'INSEE imaginait que 182 000 personnes supplémentaires se présenteraient sur le marché du travail en 1987 et 183 000 en 1988, il n'y en aurait eu respectivement que 49 000 et 14 000. Ce qui justifierait la bonne évolution des statistiques de l'ANPE pour une cause toute mécanique.

On sait que ce brusque coup de frein a été provoqué par le maintien dans le système scolaire ou universitaire de 200 000 jeunes en deux ou

trois ans. Or ceux-ci finiront bien par réapparaître comme demandeurs d'emploi et pas forcément aux dates habituelles de fin d'études. Ou encore, des femmes qui pouvaient travailler ont été dissuadées de le faire parce que la situation de l'emploi n'était pas favorable. Elles seront tentées de revenir si la création de postes se confirme. En outre, les hommes les plus âgés ont davantage quitté leur emploi pour la préretraite. Enfin et surtout, les spécialistes se préoccupent de l'augmentation du nombre de ceux que l'on appelle les chômeurs déconçus, c'est-à-dire les personnes qui, ayant perdu tout espoir, ne s'inscrivent même plus sur les listes de l'ANPE. Il y en avait 70 000 en mars 1987, ils étaient 140 000 en mars 1988, ce qui représente un minimum d'insertion peut statistiquement révéler.

A cause de tous ces éléments, M. Soisson bénéficie de circonstances très favorables. Il peut annoncer une « inversion de tendance » à propos du chômage. Mais, avec les mêmes données, le même ministre du travail peut demain se retrouver face à une évolution négative. C'est pourquoi il se garde bien de tout triomphisme, malgré des résultats positifs inconnus depuis presque dix ans.

ALAIN LEBEAUX.

M. Olivier Stirn souhaite que le tourisme crée trente mille emplois par an

La balance des paiements touristiques de la France est en bonne santé. Elle s'établira cette année à 23 milliards de francs contre 20 milliards en 1987. Ce pourrait être mieux puisque le record absolu date de 1985 avec 30 milliards de francs d'excédents. Et ce résultat demeure fragile : on sait qu'il suffirait d'un renouveau d'actes terroristes ou autres perturbations pour faire fuir une partie des 37 millions d'étrangers qui ont choisi, en 1988, de visiter la France, en dépassant 73 milliards de francs, alors que 10 millions de Français continueront de dépenser au-delà des frontières 50 milliards de francs par an.

Conscient de la précarité de ces excédents, M. Olivier Stirn s'est donc fixé des objectifs dont il a rendu compte, le 21 décembre, en conseil des ministres. Il s'agit pour lui de réaliser un excédent touristique de 30 milliards de francs par an et de créer les conditions pour que les professionnels du secteur créent 30 000 emplois par an au lieu de 25 000 actuellement.

M. Stirn se dote peu à peu des outils pour parvenir à ces résultats. Ce sont d'abord les crédits de promotion qui doivent pour faire savoir que les célébrations de la Révolution française et les atouts touristiques de l'Hexagone valent le détour.

« A l'exception de l'Espagne, notre effort de promotion excède celui de nos principaux concurrents », se réjouit le ministre. Les 89 millions de francs supplémentaires — sur un total de 230 millions — que l'Etat, les collectivités territoriales et les professionnels ont décidé de déployer nous permettront de faire porter notre effort sur sept pays : l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas, les Etats-Unis et le Japon.

M. Stirn a aussi créé un comité national du commerce extérieur du tourisme, composé de dix-huit responsables de grandes entreprises. Il le préside, assisté de M. Roger Godino, président du conseil de surveillance de la Maison de la France. On y retrouve notamment les présidents d'Air France, d'Air Inter, d'UTA, de la SNCF, du groupe Havas, mais aussi M. Robert Lion, président de la Caisse des dépôts et consignations ; M. Georges Toromanov, président du Syndicat national des agences de voyages ; M. Gilbert Trigano, PDG du Club Méditerranée ; M. Antoine Veil, administrateur délégué des Wagons-Lits ; M. Gérard Brémont, président de Pierre et Vacances, et M. Patrick Thuillier, directeur de SPIE-Batignolles. Ce comité étudiera tous les deux mois un dossier tel que ceux de la promotion à l'étranger, des conséquences du marché unique européen et des exportations d'équipements touristiques.

Deux points faibles

Parmi les autres initiatives de M. Stirn, citons l'installation d'un groupe de travail sur les huit cent mille lits de tourisme social. Le ministre veut confier à un autre groupe, où figurent des représentants de l'éducation nationale, le soin de proposer une réforme de la formation professionnelle. Du parc de cafés au cadre supérieur d'une agence de voyages, il convient de revoir les apprentissages et les compléments de formation.

M. Stirn est tellement persuadé que les façons d'accueillir et la pratique des langues demeurent, en France, à un niveau insuffisant qu'il a d'ores et déjà affecté 1 million de

francs pour apprendre aux CRS et aux douaniers à faire leur travail avec un maximum d'amabilité.

Parmi les autres dossiers du ministre, figurent le statut européen des guides, celui des agents de voyages, en cours d'examen par les ministères du tourisme des Douze, et des mesures à passer avec les ministères de l'environnement (architecture), de l'agriculture (gîtes ruraux), de l'équipement (signalisation) et de la jeunesse et des sports.

Quant à la sempiternelle question de l'obligation du visa, qui gêne les étrangers, M. Stirn a bon espoir d'en assouplir les règles. « J'ai déjà réussi à libéraliser les formalités pour la Suède et l'Autriche, dit-il. Il s'agit d'une première étape. Je plaide désormais pour que les ressortissants des Etats-Unis, du Canada, du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande soient dispensés de visa ».

Enfin, le ministre lance une opération destinée à inciter les Français à prendre des vacances à la neige, des congés de Noël ne s'annonçant pas pittoresques. M. Stirn est convaincu que les stations de sports d'hiver ne sont « pas très en forme » bien que la France soit, avec 1,5 million de lits, la première nation d'Europe pour les loisirs de neige, devant l'Autriche et ses 1,4 million de lits. « Nous avons deux points faibles », déclare-t-il. Nous manquons de lits d'hôtel dans les stations et celles-ci sont surtout tournées vers le ski de fond. Les équipements commerciaux, culturels et sportifs sont adaptés à leurs besoins.

Concurrencés par le soleil sénegalais et par l'accueil chaleureux des Tyroliens, la montagne française peut se faire du souci.

ALAIN FAUJAS.

Mauvaise foi au pays du foie gras

La mauvaise foi va-t-elle cette fois payer au pays du foie gras ? Par un arrêt du vendredi 16 décembre, la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix a levé la suspension de commercialisation des boîtes métalliques rondes de 200 grammes vendues sous la dénomination « bloc de foie gras de canard avec 35 % de morceaux », sous la marque « Marquis de Gers » des établissements Darquier, installés à Castelnau-d'Ossun.

Certes, la chambre d'accusation n'a pas tranché sur le fond, indiquant seulement que la mesure de suspension « ne repose pas sur des raisons de santé publique ». Il n'en reste pas moins vrai que le produit en cause ne répond pas à l'appellation « bloc de foie gras de canard » en raison, notamment, d'une incorporation frauduleuse de foies maigres et de graisse.

Si les poursuites à l'encontre de la société Darquier sont maintenues, les petits conservateurs s'inquiètent des conséquences de cette affaire sur leur image au moment des fêtes de fin d'année.

Ceux qu'ils appellent les « gros conservateurs » s'approvisionnent en Hongrie, Pologne et Israël. La législation ne les obligeant pas à mentionner l'origine du produit. Des foies, moins chers que les produits français, sont ainsi rebaptisés « foie gras de Périgord ». Il suffit alors que la firme soit installée dans les régions de production traditionnelle pour les besoins de l'étiquette...

Fen vert européen pour le soutien italien à la sidérurgie

BRUXELLES
Communautés européennes

L'Allemagne fédérale a finalement levé sa réserve, mercredi 21 décembre, sur l'accord intervenu entre la CEE, les Etats-Unis et l'autorisation à l'Italie de verser une aide de 4,9 milliards d'ECUS (près de 34 milliards de francs) à la sidérurgie nationale Finisider. La RFA a toutefois manifesté son intention de s'opposer à la libération de la totalité des subventions prévues si l'entreprise italienne ne s'engage pas à une réduction additionnelle des capacités de production.

Le compromis de la semaine dernière prévoit en effet le versement immédiat des deux tiers du montant des aides avec, en contrepartie, la fermeture d'installations de 1,2 million de tonnes, la décision sur le solde devant intervenir en septembre 1990. Bonn exige maintenant que cette opération s'accompagne d'une réduction supplémentaire de 1,3 million de tonnes, notamment dans la fabrication des produits plats et des profils lourds.

M.S.

La France et la Grande-Bretagne regroupent leurs activités électro-mécaniques

(Suite de la première page.)

La nouvelle société commune, dont le nom, le siège, l'organisation et plus généralement les modalités juridiques de constitution ne seront précisées que dans quelques mois, sera également très présente dans le transport ferroviaire (motrices, wagons), où Alstom est déjà le numéro un mondial, ainsi que dans les automatismes industriels (robotique, productique) et les chantiers navals, lesquels seront une filiale du nouvel ensemble. Seule la participation de 45 % que détient Alstom dans la société CGE-Alstom échappera au champ de l'accord.

Les motifs de ce regroupement majeur sont évidents. Confronté à une stagnation, voire à un recul de ses principaux marchés : énergie, ferroviaire, construction navale, etc., l'ensemble du secteur de l'électromécanique est en pleine restructuration. Alstom, pas plus que GEC, ou d'ailleurs l'allemand Siemens, qui demeure isolé, ne pouvait lutter à terme avec les groupes japonais ou américains, ni surtout avec le géant helvétique suédois constitué en août 1987 par la fusion d'ASEA et de Brown Boveri (160 000 salariés, 108 milliards de chiffre d'affaires).

Une alliance logique

Favorable par nécessité à une alliance européenne, Alstom négociait depuis longtemps avec ses principaux concurrents : Siemens, l'italien Ansaldo et le britannique GEC. Mais, comme nous l'expliquait récemment M. Desgeorges (le Monde du 8 octobre), les difficultés d'un tel regroupement étaient nombreuses : bien que dans les gros équipements électriques stricto sensu il ne dépasse guère Alstom, — Ansaldo était public et par ailleurs de plus en plus attiré dans la mouvance d'ABB.

Restait le britannique GEC, de loin le plus complémentaire, notamment dans le domaine de la

grande exportation, puisqu'il est surtout implanté en Inde, en Afrique du Sud et en Australie, alors qu'Alstom est surtout présent en Asie (Indonésie, Chine), en Europe et en Amérique du Sud. De plus GEC, menant depuis plusieurs années une politique d'alliance systématique avec ses concurrents (Philips pour l'équipement médical, Siemens dans les lampes) et qui vient de s'associer récemment de nouveau avec Siemens pour lancer une OPA sur la société de télécommunication britannique Plessey, était particulièrement disposé à conclure un accord « équilibré » préservant l'image, le capital commercial et la personnalité des deux partenaires, ce que voulait Alstom.

De fait, contrairement au regroupement d'ASEA et de BBC, qui pose d'énormes problèmes de rationalisation, du fait des difficultés passées de Brown Boveri, le regroupement d'Alstom et de la division de GEC semble moins délicat. Outre leurs complémentarités géographiques, les deux entreprises réalisent des bénéfices non négligeables (437 millions). De plus Power System n'étant qu'une branche, et non une filiale juridiquement constituée, n'a qu'une structure de direction très légère.

Reste à régler le problème des effectifs et des implantations industrielles. Compte tenu de la taille de l'ensemble, il paraît difficile d'éviter à terme des suppressions d'emplois, bien que rien pour l'heure n'ait été décidé dans ce domaine, assure-t-on au sein d'Alstom.

Reste aussi à savoir si les regroupements européens en tant que tels. Compte tenu des liens développés entre GEC et Siemens dans d'autres domaines que l'électromécanique, il ne paraît pas impossible que le géant allemand se résigne finalement à rejoindre le nouveau groupe, ses tentatives de rapprochement avec l'américain Westinghouse n'ayant, semble-t-il, pas abouti.

VERONIQUE MAURIS.

La CGE

La Compagnie générale d'électricité (CGE) est la première entreprise privée française avec un chiffre d'affaires de 127,5 milliards de francs, deux cent dix-neuf mille cinq cents salariés, et un résultat de 3,3 milliards en 1987. Ses deux principaux métiers sont les télécommunications (60 % du chiffre d'affaires), Alcatel, et l'énergie et le transport (22 %) avec Alstom. Cette dernière filiale réalise un chiffre d'affaires de 28 milliards de francs avec un bénéfice net de 438 millions de francs et cinquante mille salariés. Ses principales activités sont : l'électromécanique (28 %), le transport ferroviaire (19 %), l'appareillage électrique (14 %), les centrales énergétiques (13 %), et la construction navale (11 %).

La GEC

La General Electric Company (GEC) est l'un des premiers groupes industriels britanniques avec un chiffre d'affaires de 6,2 milliards de livres (environ 68 milliards de francs) et une bénéfice avant impôt de 708 millions de livres pour l'exercice 87-88 ; c'est le 31 mars dernier. Il emploie cent cinquante-sept mille personnes et exerce ses activités dans les systèmes et composants électroniques (36 %), les télécommunications et l'informatique (15 %), les équipements industriels et médicaux (18 %), l'électronique grand public (10 %), enfin les équipements électriques (20 %), qui font l'objet de l'accord avec Alstom.

REPÈRES

Etats-Unis

Forte baisse prévue du déficit budgétaire

Dans le projet de budget qu'il soumettra le 9 janvier prochain, et qui sera le dernier de son administration, le président Reagan devra annoncer une baisse du déficit budgétaire à moins de 100 milliards de dollars (800 milliards de francs) contre plus de 150 milliards en 1988. Ce projet s'applique à l'année budgétaire 1990, qui débute le 1^{er} octobre 1989.

La consommation reste vigoureuse

Les dépenses de consommation continuent à augmenter aux Etats-Unis, et ont gagné 0,6 % en novembre après une hausse de 1 % en octobre. Cette augmentation intervient en dépit d'une baisse de 0,2 % du revenu des ménages au cours de la même période. Par ailleurs, principalement en raison d'une chute des commandes militaires, les commandes de biens durables passées aux entreprises américaines n'ont enregistré qu'une faible augmentation (0,2 %) en novembre.

ETRANGER

Le secteur automobile sous surveillance à Bruxelles

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Poursuivant sa politique de rigueur à l'égard des aides d'Etat, la Commission européenne a décidé, jeudi 22 décembre, d'exercer, à compter de l'année prochaine, un contrôle plus strict sur les subventions aux investissements dans le secteur automobile. Désormais, les projets d'un coût d'au moins 12 millions d'ECU (près de 83 millions de francs), bénéficiant d'un soutien des budgets nationaux, devront être au préalable notifiés à l'exécutif de la CEE.

Jusqu'ici, les aides consenties dans les régions les plus défavorisées du territoire communautaire échappaient au contrôle de Bruxelles. Ainsi, Fiat et sa filiale Alfa-Romeo ont largement profité de la manne du Trésor italien pour leurs usines installées dans le Mezzogiorno. Dans la perspective de l'achèvement du grand marché de 1993, la Commission estime indispensable une complète transparence dans la construction automobile.

MARCEL SCOTTO.

● Hausse des prix de 0,2 % en décembre en RFA. — L'augmentation des prix à la consommation en Allemagne fédérale a atteint 0,2 % au mois de décembre, en données brutes. En un an (décembre 1987 à décembre 1988) l'inflation est de 1,6 %, et supérieure à l'objectif gouvernemental de hausse des prix de 1 % pour 1988. En 1987, l'inflation allemande avait été limitée à 0,2 %.

Économie

SOCIAL

M. Jacques Chérèque et la reconversion du Nord

« Aide-toi, l'Etat t'aidera »

VALENCIENNES
de notre envoyé spécial

« Un ministre ne fait pas le printemps ! », affirme, un brin provocateur, le quotidien local *Liberté*. « Sans doute, mais il peut rendre l'hiver un peu moins rude... », rétorque M. Jacques Chérèque. Visiblement, le ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions n'apprécie pas l'article que l'organe local du Parti communiste consacre le 22 décembre à sa visite-éclair dans le Valenciennois et la vallée de la Sambre pour annoncer une série de mesures (voir encadré). Pas plus qu'il ne goûte le rôle de Père Noël que certains élus souhaitent lui voir jouer à quarante-huit heures de la Nativité.

Pourtant, il faut admettre que depuis quelques jours, voire quelques semaines, les cadeaux pleuvent sur le Nord-Pas-de-Calais. Fin novembre, c'est Dunkerque qui, à l'issue d'une opération dont l'écho médiatique qu'en fit le gouvernement frôlait le ridicule, se voyait offrir la prochaine usine Pechiney et ses mille trois cents emplois à la clé. Un mois plus tard, c'était au tour du site d'Hordain à une vingtaine de kilomètres de Valenciennes, de se

voir promettre par Peugeot-Flat trois mille emplois nouveaux, à l'horizon 1993, à l'occasion de la réouverture de cette installation d'assemblage Chrysler-Talbot, close en 1987 par le constructeur français.

Une victoire obtenue à l'arraché, si l'on en croit M. Jacques Chérèque, venu inspecter les lieux. « Dès le mois de juillet, je savais que Peugeot et Flat négociaient une implantation nouvelle, explique l'ancien sidérurgiste et syndicaliste devenu préfet, puis ministre. J'ai aussitôt mobilisé la DATAR et trouvé un écho favorable auprès de Pierre Bérégovoy et Roger Fauroux pour faire en sorte que cette installation se fasse en France. Si possible dans le Nord et, encore mieux, dans le Valenciennois. »

Pari gagné. Grâce à « la discrétion » des acteurs locaux, « l'appui efficace des dirigeants de Peugeot », et l'aide de l'Etat qui met au pot 250 millions de francs de prime d'aménagement du territoire, la SEVAL, société commune aux deux constructeurs, va consacrer 3,4 milliards de francs à cette usine de production de véhicules commerciaux, une autre installation étant prévue en Italie, près de Naples, également région, affectée par la crise (le Monde du 20 décembre).

Pour une fois réunis, parlementaires, maires de communes sinistrées, représentants d'assemblées consulaires et d'organismes de reconversion, se félicitent de « cette bouffée d'oxygène » apportée à une région qui, après avoir si longtemps vécu de charbon et de l'acier, a failli en mourir.

Un énorme problème de formation

Le secteur le plus touché, le Valenciennois, perd trois mille emplois par an depuis 1981. En dix ans, la Sambre voisine a vu fondre la moitié de son emploi industriel, et Mauberge, ville de trente six mille habitants, compte 20 % de chômeurs. Face à ce triste bilan, aggravé par un énorme problème de formation (la tranche d'âge quinze-vingt ans ne compte que 9 % de bacheliers), l'annonce du redémarrage d'une usine automobile a incontestablement une portée psychologique. « Il faut qu'un dynamisme local, contrarié par l'effort des PME, à l'émergence des riches d'entreprises et des nouvelles technologies réponde à présent le dynamisme institutionnel », martelle le ministre délégué à l'aménagement du territoire.

Mais le Nord se prépare déjà à apprendre d'autres nouvelles. Très mauvaises, cette fois et dès le début de l'année prochaine. Alstom, le constructeur de matériel ferroviaire, a déjà fait savoir qu'il supprimerait près de neuf cents emplois en 1989. De leur côté, les ANF (Ateliers du Nord de la France) feront une croix sur huit cents postes de travail, et il faudra compter avec les mille cinq cents suppressions d'emplois prévues par les mines encore en exploitation. De quoi compréhender la prudence des syndicalistes qui, tout en escomptant une reprise de l'embauche chez Peugeot-Hordain (mais en 1993 seulement), vont voir les rangs des demandeurs d'emploi s'élargir dès les prochains mois.

« Aide-toi et l'Etat t'aidera », aime à répéter Jacques Chérèque. Le message est passé mais chacun sent qu'en dépit de la volonté de faire face le poids du passé est encore lourd pour les gens du Nord.

SERGE MARTI.

Une « charte de développement »

« Faire plus et faire mieux ». Partant de ce postulat, M. Jacques Chérèque préconise l'élaboration d'une « charte de développement » du Valenciennois et du Sambre-Avenais conforté par un PACT (programme d'action concertée du territoire).

Une première enveloppe de 12 à 15 millions de francs permettra notamment d'équiper les PME-PMI grâce à l'intervention d'un cabinet-conseil (3 millions de francs), d'encourager la création d'entreprises en liaison avec l'université de Valenciennes et l'Ecole des mines de Douai afin de constituer un pont entreprises-enseignement supérieur (3 millions) et de mettre sur pied un centre de bilan pour les chômeurs en fin de droit (2 millions) débouchant sur une évaluation-orientation de ces demandeurs d'emploi.

Parallèlement, mais cette fois-ci dans le cadre du contrat de plan Etat-région, le Nord-Pas-de-Calais bénéficiera d'un apport gouvernemental de 210 millions de francs pour la résorption des friches industrielles sur une durée de cinq ans. Si l'on ajoute les sommes en provenance du conseil régional et de la CEE, la région pourra compter sur 400 à 500 millions de francs, dont la moitié trait au Valenciennois et à la Sambre.

Durant cette même période, l'Etat consacrera 508 millions à l'amélioration du cadre de vie du Nord-Pas-de-Calais, le gouvernement se disant prêt à consacrer 1 milliard de francs au seul développement des routes nationales dans la région, y compris la mise en 2 X 2 voies de la liaison Valenciennes-Mauberge.

Droit de grève et service minimum

M. Rocard préconise un « code de bonne conduite » dans les rapports entre le service public et les usagers

« Si nous ne parvenons pas à une issue contractuelle et négociée, ce sera dommage et ce se fera mal », a déclaré M. Michel Rocard, dans une interview à *Libération* du 23 décembre, à propos de la mise en place du service minimum en cas de grève. Interrogé sur son intention, exprimée le 18 décembre sur TF1 de légiférer, même sans accord des syndicats, le premier ministre indique : « Quand je dis que je le crains, c'est un euphémisme, mais si, pour une raison ou pour une autre, cela apparaissait strictement indispensable au fonctionnement de la nation, je prendrais mes responsabilités. Heureusement, ce n'est pas forcément le plus probable... »

M. Rocard confirme que les ministres ayant sous tutelle des entreprises publiques, ainsi que le ministre du travail, engageront une concertation avec les syndicats début janvier : « On commencera

par la négociation. Personne ne peut exclure que cette négociation débouche ni que certaines de ses conclusions exigent d'être inscrites dans la loi (...). Je n'exclus pas que nous tombions d'accord après une bonne négociation sur le fait qu'il faut un projet de loi... »

Le premier ministre se demande toutefois si « la notion même de loi est opérante » et estime que « la question est de savoir si l'on pourra instituer un code de bonne conduite dans les rapports entre un service public à monopole et ses usagers. Un code de bonne conduite qui respecte le droit de grève en prenant en charge un peu mieux qu'il n'a été fait jusqu'à présent le principe de continuité et le droit des usagers à ce que leurs ennemis soient allégés... »

Précisant la notion de « déverrouillage » de la société, M. Rocard évoque quelques « verrous » : « Un

bon ingénieur qui sort d'une école moyenne ne sera jamais directeur général ou président d'une grande entreprise privée ou publique parce qu'il ne sort pas de ce qu'on appelle une grande école (...). Dans la fonction publique, un fonctionnaire de qualité peut gravir les échelons jusqu'au moment où il n'y aura plus au-dessus de lui que des postes réservés à l'ENA, et même s'il est énarque, il peut se retrouver bloqué s'il n'appartient pas aux grands corps... » M. Rocard entend donc « pousser tous les corps des services de l'Etat à la mobilité maximale, mobilité verticale, faire sauter les barrières de carrière, faciliter les promotions internes, mobilité inter-services aussi à grade égal dans tous les domaines, y compris la diplomatie sans doute... » M. Rocard indique aussi qu'on peut être un peu moins austère tout en restant rigoureux... »

La guerre du sucre

C'est une histoire de sucre et de « sucres ». Parce qu'ils estimaient qu'on leur « sucrait » une prime versée depuis plus de trente-cinq ans et que leurs dirigeants « se sucraient » au passage, les syndicats CFDT et SNB-CGC de la BRED, première banque populaire française, ont appelé les trois mille trois cents salariés à inonder leurs directeurs de sucre... en n'oubliant pas que le président de la BRED, M. Paul Paolot, est également président du Syndicat national des fabricants de... sucre en France. La CFDT et le SNB-CGC qui, aux élections, représentent 70 % du personnel, ont mené cette opération en invitant le personnel à expédier des paquets de sucre en morceaux.

Le 15 décembre, les deux syndicats récoltaient « autour de 1 tonne de sucre » (au lieu des 2 à 3 tonnes attendues) qu'un petit nombre de salariés déposaient délicatement devant les bureaux de la direction. « Nous espérons qu'ainsi, assure un tract de l'inter-syndicale, ils auront de quoi se sucrer pendant quelque temps et pourront enfin se souvenir que le personnel attend le maintien de la prime d'augmentation du capital... » Selon les syndicats, la direction aurait fait envoyer le sucre à la Croix-Rouge... Quant à eux, ils estimaient « possible », selon M. Gilles Deseigne (CFDT), le retour à des actions « plus traditionnelles », sans exclure un renouvellement de l'opération « sucre ».

Les « sucres » motivent leur révolte par deux événements. Entre 1986 et 1987, les dix plus hautes rémunérations annuelles ont augmenté, selon les syndicats, de 23,20 %, passant d'un total de 7 962 416 F en 1986 à un total de 9 810 892 F en 1987. Par ailleurs, la prime d'augmentation de capital était supprimée. « C'est la contrepartie, explique M. Deseigne, de ce qui était accordé aux salariés. Elle était perçue tous les deux ou trois ans à chaque augmentation de capital... » Elle représentait 4 000 F par salarié. En recevant cette suspension par la conclusion récente d'un accord d'intéressement. A la direction, on se borne à juger cette affaire de sucre tout à fait « dérisoire »...

Les prestations familiales augmenteront de 1,11 % au 1^{er} janvier

Les prestations familiales vont être augmentées de 1,11 % au 1^{er} janvier prochain. Une seconde augmentation est prévue au 1^{er} juillet, mais son montant n'est pas encore fixé : il tiendra compte de l'évolution réelle des prix sur la fin de 1988 et sur les premiers mois de 1989.

En effet, l'augmentation de janvier a été déterminée sur la base d'une hausse des prix de 2,6 % en 1988 et de 2,4 % en 1989, et comprend un rattrapage de 0,1 % pour la hausse des prix depuis juillet 1988 (date du dernier relèvement) et un à-valoir de 1,01 % sur 1989.

Cela porte le montant des allocations familiales au 1^{er} janvier à 572,74 F pour deux enfants, et à 733,83 F par enfant supplémen-

taire, avec des majorations de 161,08 F pour les enfants de 10 à 15 ans et de 286,37 F pour ceux de plus de 15 ans. Le complément familial (pour les familles de trois enfants et plus) est porté à 745 F ; l'allocation parentale d'éducation, à 2 552 F ; l'allocation de soutien familial, à 402,71 F (enfant élevé par un parent seul) ou à 536,94 F pour un orphelin ; l'allocation de parent isolé, à 2 684 F pour une femme enceinte, avec un supplément de 894,91 F par enfant né ; l'allocation d'éducation spéciale, à 572,74 F pour l'allocation de base, avec un complément de 1 288,67 F pour une aide constante, de 429,55 F pour une aide partielle ; enfin l'allocation d'adulte handicapé, à 2 793,16 F.

EN BREF

● La CFDT refuse l'accord salarial à la SNCF. — La CFDT a décidé, mercredi 21 décembre, de ne pas signer l'accord salarial 1989 à la SNCF. Cette décision a été prise à l'issue d'une assemblée générale des secrétaires de syndicats. La CFDT estime que malgré des « avancées », le texte de l'accord est « insuffisant » pour les bas salaires et n'offre « pas assez de garanties » pour l'avenir. Aux dernières élections professionnelles d'octobre 1987, les syndicats non signataires, CGT, CFDT et CGC, représentaient 73,2 % du personnel. L'accord salarial a été signé par les conducteurs autonomes de la FGAC, les cadres autonomes de la FMC, FO et la CFTC.

● Réduction des emplois chez Boussoac. — La suppression de 400 emplois a été annoncée chez Boussoac, lors du comité central d'entreprise du 20 décembre. Cette mesure concerne la chemiserie d'Arras (Pas-de-Calais), la filature de Saint-Quentin (Aisne), l'usine de tissage de Normand (Vosges). Par ailleurs, la cession de l'usine de tissage de Senones (Vosges) à une société alsacienne a été évoquée.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



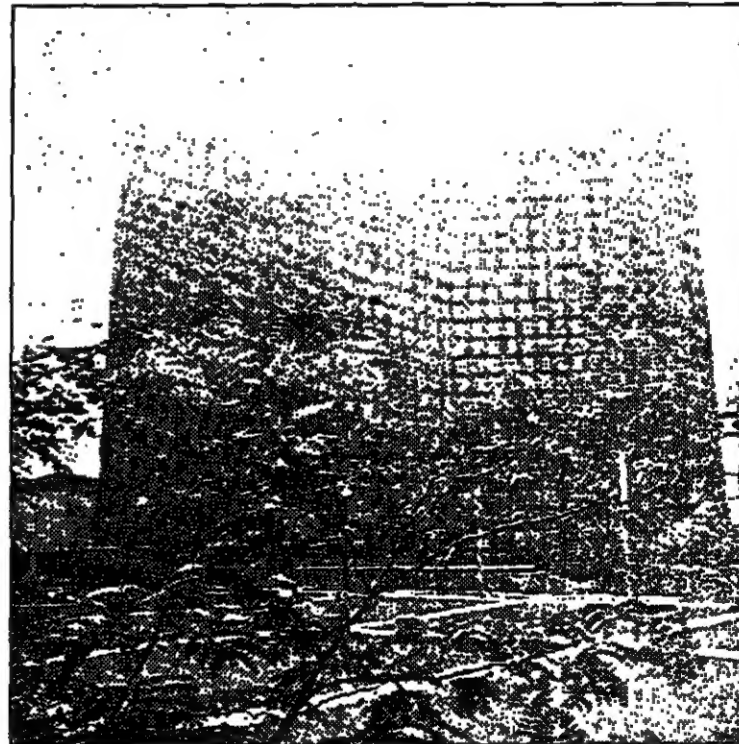
ACTIVITÉ DU 3^e TRIMESTRE ET PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE EN COURS

EDITIONS BELFOND (Société mère)

CA 3 ^e trimestre 1987	CA 3 ^e trimestre 1988
11.037.978 F	9.926.702 F
CA des 3 premiers trimestres 1987	CA des 3 premiers trimestres 1988
49.199.561 F	46.845.905 F

Après un début d'exercice sans grand relief, le troisième trimestre confirme un redressement notable du chiffre d'affaires. Plusieurs succès récents (« La société humaine » du Pr Schwartzberg, « Dieu des tourments, Dieu des étoiles » de Rémy Chauvin, « Conversations sur l'invisible » de J. Audouze, M. Cassé et J.C. Carrière) ont renforcé cette tendance et le CA global consolidé du groupe Belfond en 1988 devrait être proche de celui (98 MF) atteint en 1987.

la Banque Worms à La Défense.



Parce que technologie et imagination sont au cœur des réussites de la banque européenne de demain.

Parce qu'un service global performant implique le rapprochement d'équipes complémentaires, la Banque Worms installe son quartier général à La Défense, dans un immeuble à la pointe de l'immobilier : Le Voltaire.

Réseaux informatiques, systèmes de communication, salle des marchés, implantation des services, accueil, Le Voltaire a été conçu et aménagé pour assurer à nos clients une qualité de prestations à la hauteur de leurs exigences.

Rendez-vous au Voltaire.



L'engagement d'une banque d'affaires
BANQUE WORMS

LE VOLTAIRE 1, PLACE DES DEGRÉS CEDEX 58 92059 PARIS LA DÉFENSE
Tél. : 49 07 50 50 - Telex : BWOR X 616 023 F - Télécopie : 49 07 59 11

هكذا من الأصل

Marchés financiers

L'URSS abandonne l'idée d'un vaste crédit syndiqué britannique

Les négociations entre l'URSS et la Grande-Bretagne pour l'octroi d'un crédit syndiqué de 1 milliard de livres (11 milliards de francs) ont finalement échoué. Certaines banques impliquées dans les discussions ont malgré tout annoncé, jeudi 22 décembre, une série de prêts d'un montant limité. Il s'agit de la Lloyd Bank pour 200 millions de livres (2,2 milliards de francs), de Morgan Grenfell pour 100 millions de dollars (600 millions de francs) et de la Barclays pour deux opérations de 50 millions de livres (550 millions de francs) et 50 millions de dollars (300 millions de francs).

A la City, on n'exclut pas qu'au bout du compte le montant de 1 milliard de livres soit lentement atteint, au travers d'accords bilatéraux. Mais avec l'émiettement de l'emprunt syndiqué prévu initialement, la vague des importants crédits proposés par les Européens à l'URSS pour soutenir la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev.

Les premiers à lancer le mouvement avaient été les Allemands.

avec 4 milliards de deutschemarks (10,2 milliards de francs), mouvement orchestré par la Deutsche Bank. Les Italiens avaient suivi avec un prêt garanti de 680 millions d'ECU (4,7 milliards de francs). Les Français leur avaient emboîté le pas en signant, lors de la visite du président Mitterrand à Moscou, un protocole d'intention sur 12 milliards de francs de prêts.

En abandonnant un tel type d'opération avec la Grande-Bretagne, les Soviétiques confirment un retour au pragmatisme. Au-delà d'un désaccord sur les conditions d'un éventuel crédit syndiqué, l'URSS estime apparemment bénéficier, grâce aux Européens, de matelas suffisants et a décidé de s'acquiescer de nouveaux prêts qu'elle mesure de ses besoins. Pour les Britanniques, en outre, la portée politique d'un vaste crédit avait perdu de son éclat depuis que le numéro un soviétique avait été contraint par les événements d'Arménie de renoncer à sa visite officielle à Londres.

Air Afrique à la recherche de 600 millions de francs

La France pourrait combler les 600 millions de francs de découvert accumulés par la compagnie Air Afrique. Toutefois, ce cadeau ne sera effectivement fait qu'à la condition que les dix pays africains actionnaires de la compagnie (Bénin, Burkina, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo) acceptent le plan de redressement élaboré par M. Yves-Roland Billecard, président de la Caisse centrale de coopération économique, par ailleurs pressenti pour devenir le prochain président d'Air Afrique. Deux

millions de francs sur cinq millions de francs seraient supprimés; des centres de maintenance pourraient être fermés.

Rappelons que les Etats africains actionnaires sont responsables de l'état de déshérence où est tombée Air Afrique: ils n'ont pas payé les billets d'avion émis par leurs fonctionnaires; ils n'ont pas procédé aux augmentations de capital qu'ils avaient décidées; ils continuent à faire embaucher des personnels sur une base ethnique ou familiale et non en fonction des compétences.

EN BREF

● **RECTIFICATIF.** — Plusieurs erreurs se sont glissées dans les tableaux sur les SICAV publiés dans le supplément «Espace Placement» (le Monde du 16 décembre).

Yauban BRED Associations et BRED Institutions sont des SICAV du groupe BRED contrairement à ce qui a été indiqué. En outre, BRED Institutions, dont la valeur liquidative a progressé de 8,92 % depuis le 31 décembre, appartient à la catégorie des SICAV court terme monétaires.

— La Banque Arjil précise que les deux SICAV «Cosmos Capital» et «Cosmos Obligations» sont destinées aux investisseurs institutionnels et aux entreprises. Or le calcul de leurs performances publié le 16 décembre tient compte de commissions de souscription, qui ne concernent pas en réalité la clientèle. Les variations réelles en pourcentage de ces deux SICAV sont donc de

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHARGEURS S.A.

Les actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire ont approuvé l'absorption par Chargeurs S.A. de la Compagnie financière Rouidière, réalisée sur la base d'une parité d'échange d'une action Chargeurs S.A. pour six actions Compagnie financière Rouidière, et de trois autres sociétés dont Chargeurs S.A. contrôlerait directement ou indirectement la quasi-totalité du capital.

En raison de la détention de participations importantes dans le capital des sociétés absorbées, il ne sera émis que 17 930 actions nouvelles en rémunération des apports des sociétés absorbées.

Après cette émission et celle résultant de levées d'option par des salariés, le capital social sera porté à 649 373 700 francs divisé en 649 373 actions de 100 francs.

Au cours de cette assemblée, Jérôme Seydoux a en outre indiqué que le résultat consolidé de l'exercice 1988 devrait être supérieur de 25 % à 30 % à celui de l'exercice 1987 qui s'élevait à 664 millions de francs.

GROUPE SAINT-LOUIS

L'assemblée générale mixte des actionnaires, qui s'est réunie le 21 décembre 1988 sous la présidence de M. Bernard Duzon, a approuvé la fusion par voie d'absorption de Lescieur SA par Saint-Louis.

La parité retenue est de deux actions Saint-Louis pour une action Lescieur SA. De ce fait, le capital de Saint-Louis est fixé à 591 673 700 F divisé en 5 916 737 actions.

La même assemblée a nommé M. Yves de Courlon, président d'Arjomari, comme administrateur de la société.

NEW-YORK, 23 décembre

Légère baisse

Il ne s'est pas passé grand-chose, jeudi, à la Bourse de New-York, où, pour des raisons fiscales, les ventes ont emporté sur les achats, entraînant ainsi un léger recul des indices. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a fini la journée à 2 160,36, en baisse de 4,28 points. Quelque 152 millions d'actions ont été échangées.

Des opérations d'ordre technique, traditionnelles en fin d'année, ont donc pesé sur la cote. Une demande sélective était, toutefois, constatée dans plusieurs secteurs du marché. La Bourse a peu réagi à la décision de la firme de courtage américaine Drexel Burnham Lambert, connue pour financer des rachats d'entreprises par l'émission d'obligations à taux d'intérêt élevé et à haut risque (junk bonds), d'accepter de payer une amende de 650 millions de dollars aux autorités fédérales pour un délit d'initié. Bien que ce règlement soit le plus élevé jamais payé par une firme de courtage, une issue de cette affaire était anticipée par les meilleurs boursiers depuis plusieurs mois. British Petroleum a perdu 1 1/4 point à 53 1/2 et NCR 1 1/8 à 53 3/4. En revanche, Digital Equipment a gagné 2 points à 96.

VALEURS	Cours de 21 déc.	Cours de 22 déc.
Alcoa	54 1/8	54 1/8
A.T.T.	29 1/2	29 1/4
Boeing	58 3/4	58 1/8
Chemical Bank	68 1/4	68 1/8
Du Pont de Nemours	68 1/4	68 1/8
Eastman Kodak	48 1/4	48 1/4
Exxon	51 3/8	51 3/8
Ford	51 1/8	51
General Electric	45 1/2	45 1/8
General Motors	88	85 5/8
IBM	102 1/2	102 1/2
J.P. Morgan	123	122 5/8
L.T.T.	50 3/4	50 3/8
Rockwell	48 1/4	48 1/4
Pfizer	58 3/8	58 7/8
Schlumberger	32 3/8	32 7/8
Union Carbide	51 3/4	51 3/4
Union Pacific	25 1/2	25 1/2
Westinghouse	28 1/8	28 3/4
Xerox Corp.	59 3/8	59 1/4

LONDRES, 22 décembre

Poursuite du recul

Les cours des valeurs ont, à nouveau, débuté en baisse jeudi au Stock Exchange, et l'indice Footsie a perdu 1,9 point, revenant à 1 768,7. Le marché s'est montré nerveux dans l'attente de la publication, vendredi, des chiffres de commerce extérieur britannique de novembre. 281,2 millions de livres ont été échangés, contre 465 millions la veille. La majorité des secteurs a terminé en repli, que ce soit les bancaires (Natwest), les alimentaires (Reckitt and Colman), les pétroliers (Lampson) et les actions liées à la construction (Wimpey). Toutefois, les électriques (Thorn Emi) et les pharmaceutiques (Boots) se sont inscrites à la hausse. Sur le front des OPA, la maison d'édition William Collins a fait l'objet d'une offre d'achat inamovible de News International depuis la mi-novembre, à un prix de 1,2 milliard de livres. La firme alimentaire Unigate a progressé, encouragée par des rumeurs de rachats. Les opérateurs attendaient de connaître l'issue de l'OPA lancée, mardi, sur la firme britannique d'ingénierie industrielle Avdel par le constructeur de matériel aéronautique Textron pour un montant de 125,2 millions de livres (1,2 milliard de francs). Les fonds d'Etat se sont appréciés dans la plupart des cas, tandis que certaines mines d'or se sont orientées à la baisse.

FAITS ET RÉSULTATS

● **Division par dix de l'action BSN.** — Les actionnaires de BSN, réunis en assemblée générale extraordinaire, le 21 décembre dernier, ont approuvé la division par dix de la valeur nominale du titre. Cette décision prendra effet dès le 9 janvier. Interrogé sur la tendance des résultats pour l'exercice en cours, le président du groupe, M. Antoine Riboud, a précisé que «le bénéfice pour 1988 dépassera 2 milliards de francs, sous réserve de l'évolution de l'activité en fin d'année, ce qui représenterait une croissance de l'ordre de 30 %».

● **Le Conseil du marché à terme souhaite plus d'indépendance.** — Le Conseil du marché à terme (CMT), autorité de tutelle du MATIF, souhaite à l'avenir disposer de plus d'autonomie, notamment dans ses sources de financement, a déclaré, mercredi 21 décembre, son président, M. Gilles Brac de la Perrière. Dépendant financièrement totalement du MATIF (Marché à terme international de France) et notamment de l'un de ses organismes de contrôle, la Chambre de compensation des instruments financiers de Paris (CCIFP), le CMT désire que «soit révisé son mode de financement». M. Brac de la Perrière souhaite également un renforcement des effectifs du CMT, dont le coût annuel de fonctionnement est actuellement de 1,5 million de francs, et un transfert dans d'autres locaux (il a actuellement son siège dans les locaux de la CCIFP).

● **Thyssen (sidérurgie) : une hausse de 125 % en bénéfice net.** — Le groupe allemand Thyssen (sidérurgie, mécanique) a ré-

PARIS, 23 décembre

Optimisme

A la veille de Noël, l'optimisme est revenu au pied des colonnes du palais Brongniart, où la trêve des conférences semble être reléguée à plus tard. La séance, qui la veille s'était traduite par une hausse de 1,78 %, était encore bien orientée et active. L'indicateur instantané progressait de 0,73 % en début d'après-midi. A telle enseigne que la progression depuis le début de l'année dépasse les 57 %, pulvérisant ainsi le record historique de 1983... Si les échanges semblent encore absents, les Français s'activent. Bon nombre d'entre eux ont décidé de transférer une partie de leurs liquidités des comptes à réméré sur le marché des actions. Et ce en raison des perspectives favorables pour l'économie d'après les prévisions de l'INSEE et de l'OCDE. La baisse du chômage, et les estimations d'une hausse de 3 % du PIB en France en 1989 sont autant de facteurs encourageants. A cela s'ajoute l'hypothèse d'une baisse des taux...

Dans ces conditions, les valeurs s'échangent dans des volumes certes importants, mais tout de même moins élevés que les deux dernières semaines. Five-Lille était très recherché, tout comme les Châteaux qui s'accroissent à une hausse de 25 % à 30 % de leurs résultats. Les valeurs s'efforçaient avec moins d'énergie, notamment pour La Poste, Luchaire et Galeries Lafayette. Les cotations d'Alstom étaient suspendues après l'annonce d'un rapprochement avec le britannique GEC pour devenir le leader européen dans le domaine de la production et de la distribution d'énergie.

Sur le MATIF, le contrat de mars demeurait stable à 107,5.

Seul nuage à l'approche des fêtes de fin d'année, le mouvement d'humour à la société de Bourse Messier-Hauser, qui a conduit une quarantaine de salariés sur deux ans à quitter le travail. Ces derniers s'inquiètent de l'évolution de leurs conditions salariales et notamment, pour l'instant, de l'absence de versement des gratifications, ces mois payés en plus qui s'ajoutent aux quatorze mois et demi perçus annuellement.

TOKYO, 23 décembre

Prises de bénéfice

En hausse sensible au début de la journée, la Bourse de Tokyo a, par la suite, fait l'objet de prises de bénéfices, en clôture vendredi. Ce repli, qui est intervenu après trois séances de hausse consécutive, s'est effectué dans un marché calme, 600 millions de titres ayant été échangés, contre 700 millions la veille. L'indice Nikkei a perdu 88,35 points, à 29 686,26, soit une baisse de 0,30 %. L'inversion, cet indicateur était en hausse de 171,18 points. L'annonce d'une fusion entre la quatrième et la cinquième compagnie japonaise de navigation, Japan Line et Yamashita Shinnihon Steamship, a été à l'origine des crises de bourse, constatant les opérateurs, cette fusion aboutissant à la création d'une société dont les actifs seraient sensiblement réduits.

Les valeurs sidérurgiques étaient en baisse, ainsi que les pharmaceutiques et celles du secteur textile.

VALEURS	Cours de 22 déc.	Cours de 23 déc.
Asahi	880	860
Daewoo	1 370	1 370
Daewoo	1 480	1 480
Fuji Bank	2 480	2 480
Hitachi	2 480	2 480
Mitsubishi Bank	2 580	2 580
Mitsubishi Heavy	880	860
Sanyo	1 370	1 370
Toyota Motor	2 630	2 620

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel & Associés	...	251	Les Moteurs	...	510
Amstel	...	251	La Compagnie Electrique	...	252
B.A.C.	...	258	La Générale de Reims	...	256 50
B. Canard & Associés	...	549	Loire Investissement	...	275
B.C.M.	...	510	Loire	...	145
B.P.F.	...	676	Loire	...	140
Bouffier	...	450	Macquarie	...	609
Bouffier Technologies	...	788	Macquarie	...	175
Bouffier	...	1050	M&M&M	...	655
Châlon de Lyon	...	1495	M&M&M	...	210 10
Châlon	...	740	M&M&M	...	211
Confé	...	852	M&M&M	...	218
C.A.L.-de-P. E.C.U.	...	218 50	M&M&M	...	225
C.A.T.C.	...	138 50	M&M&M	...	227
C.D.M.E.	...	1230	M&M&M	...	232
C.E.C.B.	...	350	M&M&M	...	232
C.E.C.B.	...	728	M&M&M	...	232
C.E.C.P.	...	234	M&M&M	...	232
C.E.P. Communication	...	1540	M&M&M	...	232
C.E.I. Informatique	...	1045	M&M&M	...	232
Châlon de Lyon	...	515	M&M&M	...	232
C.I.M.M.	...	415	M&M&M	...	232
Compt.	...	299	M&M&M	...	232
Confé	...	840	M&M&M	...	232
Confé	...	405	M&M&M	...	232
Confé	...	214	M&M&M	...	232
Confé	...	1187	M&M&M	...	232
Confé	...	823	M&M&M	...	232
Confé	...	850	M&M&M	...	232
Confé	...	112 50	M&M&M	...	232
Confé	...	19 50	M&M&M	...	232
Confé	...	215	M&M&M	...	232
Confé	...	231	M&M&M	...	232
Confé	...	481	M&M&M	...	232
Confé	...	223	M&M&M	...	232
Confé	...	225	M&M&M	...	232
Confé	...	250	M&M&M	...	232
Confé	...	258	M&M&M	...	232

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 22 décembre 1988

Nombre de contrats : 18 529.

VALEURS	PRX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Déc 88	Mars 89	Déc 88	Mars 89
Accor	500	6	28	-	17
CGE	360	43	54	-	5,50
Elf-Aquitaine	360	15	26,50	-	5,50
Lafarge-Capelle	1 400	15	73	15	45
Michelin	144	38	26	8,20	2
Midi	1 500	181	-	-	45
Paribas	440	25,50	45	1	7,50
Peugeot	1 300	24,50	84	11	40
Saint-Gobain	520	55	65	-	-
Société générale	520	16	35	9	25,50
Thomson-CSF	200	23	30	-	3,50

MATIF

Notional 10 %. — Cotation en pourcentage du 22 déc. 1988
Nombre de contrats : 46 578.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc 88	Mars 89	Jun 89
Dernier	107,5	106,90	106,30
Précédent	107	106,60	105,90

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 89	Jun 89	Mars 89	Jun 89
106	1,37	1,63	0,47	1,25

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,0675 F =

23 décembre, sur l'ensemble des places financières. A Tokyo, il cédait en hausse, à 124,95 yens, contre 124,62 yens la veille dans un marché extrêmement calme. A Paris, la devise américaine était stable lors des premières échanges. Elle se négociait à 6,0675 F, contre 6,0595 F à la clôture des échanges interbancaires et 6,0550 F au fixing du même jour.

FRANCOFORT 22 déc. 23 déc.

Dollar (en DM) 1,750 1,770

TOKYO 22 déc. 23 déc.

Dollar (en yen) 124,62 124,95

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (23 déc.) 11/15

New-York (22 déc.) 87/84 87/85

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 31-12-87)

21 déc. 22 déc.

Valeurs françaises 138,3 140

Valeurs étrangères 117,3 118,3

(S&P, base 100: 31-12-81)

Indice général CAC 391,6 402,50

(S&P, base 1000: 31-12-87)

Indice CAC 40 1 404,34 1 520,78

(NYSE, base 100: 31-12-81)

Indice NYSE 400 416,88 423,46

NEW-YORK (Indices Dow Jones)

Industrielles 2 164,40 2 169,36

LONDRES (Indices Financial Times)

Industrielles 1 435 1 432,4

Mines d'or 164,7 164,1

Fonds d'Etat 87,28 87,38

TOKYO

Nikkei Dow Jones 29 794,61 29 686,26

Indice général 2 383,40 2 388,55

Le MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR UN MOIS DEUX MOIS SIX MOIS

+ ou - + ou - + ou - + ou -

SE-UL 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4

Yen (100) 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4

DM 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4

Florin 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4

FR (100) 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4

FS 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4

L (1 000) 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4

L (1 000) 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4

F. franc 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4

F. franc 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4

F. franc 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4

F. franc 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4

F. franc 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4

F. franc 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4

F. franc 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4

F. franc 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4

BOURSE DU 23 DECEMBRE

**Cours relevés
à 14 h 52**

roit. On
nain
le
mo
peo
eurs
de
rme
rnee
es et
sys
cide
en
arti
tion
ison
aux
odes
rfait
nsé
ges

pro-
duc-
lire
ins-
pec-
on-
tion
épo-
ma-
non
nce
t de
nce
seu-
t de

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

Renseignements :
-55-91-82, poste 4

Renseignements :
-55-91-82, poste 4

Renseignements :
-55-91-82, poste 4

هكذا من الأصل

28 • Samedi 24 décembre 1988 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 La fin du sommet de Bahrein. 4 Le président algérien Chadli réélu. 6 Les mal-aimés de la Bundeswehr. 7 La tournée asiatique de M. Chevardnadze.	8 Le bilan de la première session ordinaire de la législature. 10 M. Rocard et la communication gouvernementale. — La préparation des élections municipales.	12 Une quarantaine de pays ont adopté une nouvelle convention pour lutter contre le trafic de drogue. — « Le journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 16 La mission d'un juge méditerranéen à Beyrouth. 18 Sports.	20 Théâtre : le Marchand de Venise. — le Tour du monde en quatre-vingt jours, au Dejez. — Danse : Java for ever, de Roland Petit. — A l'Opéra Bastille : nominations et négociations. 19 Communication : les nouveaux paris de la CLT.	24 Le chômage a baissé en novembre et décembre. 26 M. Jacques Chérèque et la reconversion du Nord. 26 - 27 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 17 Carnet 19 Météorologie 23 Philatélie 23 Radio-télévision 22 Spectacles 21	● Automobile : assurance en direct ASSUR ● Chaque matin : l'actualité vue par le Monde JOUR ● Annuaire : où adresser vos dons ? INT ● Abonnez-vous au Monde ABO 3615 tpeps LEMONDE

ISRAËL

L'alliance entre le Likoud et les travaillistes est reconduite dans l'ambiguïté

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Sourire modeste mais satisfait, démarche bonhomme mais alerte, en dépit de ses soixante-trois ans, M. Itzhak Shamir arboreait des allures de vainqueur lorsqu'il est monté, jeudi 22 décembre, à la tribune de la Knesset. Car, en présentant ce deuxième gouvernement d'union nationale Likoud-travailliste, le chef de la droite israélienne savourait un incontestable succès personnel. Il obtient à peu près ce qu'il estimait souhaitable et possible.

Non seulement M. Shamir se succède à lui-même, mais il le fait à la tête de la majorité gouvernementale qu'il appelle de ses vœux, avant même le scrutin : une large coalition disposant de plus de 80 sièges sur 120 à la Knesset. Cette coalition lui rend, pour l'heure, bien des services. Elle donne à son gouvernement une façade d'unanimité nationale, au moment où Israël va devoir affronter un régime de pression internationale, dans la foulée du dialogue que les États-Unis ont entamé avec l'OLP.

Les « sacrifices »
de M. Shamir

Le chef de la droite sera premier ministre pour la durée de la législature et il contrôlera les affaires étrangères par l'intermédiaire de l'un de ses proches, M. Moshe Arens. En principe, la diplomatie israélienne ne devrait plus parler d'une seule voix. Ce devrait être la fin de

la cacophonie qui avait caractérisé le précédent gouvernement d'union nationale (1984-1988).

Certes, il a fallu que M. Shamir consente des « sacrifices ». Le gouvernement comprend un nombre égal de ministres du Likoud et travaillistes (douze pour chacun des deux grands partis). Il est dirigé par un cabinet restreint, également paritaire, appelé à trancher les grandes affaires et où Likoud et travaillistes peuvent user d'un droit de veto. Deux des grands ministères reviennent aux travaillistes : les finances, attribuées à Shimon Peres, et la défense que conserve Itzhak Rabin.

Mais sur ce qui est, à ses yeux, le plus important, M. Shamir n'a pas cédé. Il a conclu un programme de gouvernement qui reprend l'essentiel du précédent, comme s'il n'y avait eu, entre-temps, ni soulèvement dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, ni évolution dans le programme politique affiché par l'OLP, ni début de dialogue entre les États-Unis et l'organisation de M. Arafat : Israël ne négociera pas avec l'OLP ; Israël s'opposera à la création d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza ; Jérusalem « réunifiée, capitale éternelle d'Israël », restera sous la souveraineté de l'État hébreu et ne sera « jamais redivisée ».

La diplomatie du gouvernement aura pour base le plus petit dénominateur commun existant entre le Likoud et les travaillistes : ces accords de Camp David, vieux de dix ans et que les voisins arabes d'Israël — à commencer par l'Égypte — jugent dépassés. M. Sha-

mir n'en a pas moins appelé Le Caire, Amman et les résidents des territoires à négocier un règlement de paix avec Israël.

Le premier ministre n'a guère été plus explicite, et il est difficile d'imaginer ce que cette plate-forme pourrait concrètement recouvrir tant les ambiguïtés sont nombreuses. Les accords de Camp David prévoient des élections dans les territoires et un tel scrutin désignerait, à coup sûr, des représentants officiels de l'OLP. Dès lors, écrivait le quotidien Yedioth Aharonot, « ou bien le gouvernement se berce d'illusions, ou bien il nous trompe délibérément en affirmant qu'il ne négociera jamais avec l'OLP ». Les travaillistes et le Likoud ont une interprétation opposée des accords de Camp David : les premiers veulent bien envisager un compromis territorial en Cisjordanie et à Gaza, le parti de M. Shamir ne veut pas en entendre parler. Ambiguïté encore : la plateforme ne mentionne évidemment pas la possibilité de réunir une conférence internationale sur le Proche-Orient (bête noire du Likoud), mais M. Shamir ne serait pas opposé à ce que les États-Unis et l'URSS parviennent à pourparlers directs entre Israël et les Arabes.

Malentendus

Aucun des malentendus qui paralyseront l'action du précédent gouvernement n'a été levé. Tout se passe comme si les trois principaux dirigeants du pays — MM. Shamir, Peres et Rabin — s'étaient réfugiés dans un réflexe attentiste, prudent et défensif, face à la nouvelle donne proche-orientale. Pour défendre une ligne traditionnelle, c'est le « régime des trois anciens » qui est maintenu. Et le seul véritable renouvellement dans le personnel ministériel est l'entrée au gouvernement de deux jeunes députés proches de M. Shamir, MM. Ehud Olmert et Dan Meridor.

À droite et à gauche, les réactions traduisent une déception certaine. Au Likoud, on n'a guère apprécié que M. Shamir n'ait jamais vraiment pris en considération la possibilité de former un gouvernement restreint avec l'extrême droite et les partis religieux.

L'humour n'est guère plus enthousiaste chez nombre de travaillistes. Une bonne partie des élus, favorables à une réponse positive à l'évolution de l'OLP, auraient préféré entrer en opposition. Ils redoutent que cette nouvelle expérience d'union nationale ne brouille un peu plus l'identité du parti, ne prive le pays d'une véritable exposition et n'associe davantage les travaillistes à une politique de répression dans les territoires.

Toute honte bue, trois des partis religieux, après avoir accusé M. Shamir de les avoir trahis, ont finalement accepté d'entrer au gouvernement ou de le soutenir. Mais, n'ont pas la moitié des postes qu'ils désiraient et sans doute encore moins la possibilité de durcir la législation religieuse.

ALAIN FRACHON.

Le numéro du « Monde »
daté 23 décembre 1988
a été tiré à 508 879 exemplaires

Sélect !
Précisez VOLVIC.
« Sa fraîcheur, sa pureté, son goût naturel respectent les saveurs particulières des vins et des mets... Elle fait des adeptes, au grand plaisir des connaisseurs... »
VOLVIC à LA COURONNE (Hôtel Warwick)
Paris 8
Tél. 43 63 14 11
Elle accompagne les meilleurs plats de Paris

ÉTATS-UNIS

Arrestation
d'un sous-officier
pour espionnage

Un adjudant de l'armée de terre américaine, James W. Hall, a été arrêté le 20 décembre près de Savannah, en Géorgie, pour suspicion d'espionnage. M. Hall, trente ans, militaire depuis 1976, aurait fourni depuis six années des informations hautement sensibles à la RDA et à l'URSS. Le sous-officier a fait l'essentiel de sa carrière en République fédérale d'Allemagne, notamment à Berlin. C'est un spécialiste des écoutes électroniques, qui a beaucoup travaillé, en particulier, sur le déchiffrement des informations fournies par des satellites-espions.

M. Hall, qui aurait passé des années complètes, avait été repéré en raison d'un train de vie supérieur à ce qu'aurait dû lui permettre un soldat mensuel de 10 000 francs, indique le Washington Post. Un citoyen turc, M. Huseyin Yildirim, soixante ans, résident en Floride, a également été arrêté sur dénonciation de M. Hall. Il se chargeait, apparemment, d'acheminer des documents auprès d'Allemands de l'Est.

Sur le vif

Fêtes de famille

— Ah, c'est toi ? C'est Nina. Dis donc, qu'est-ce que tu fais pour le réveillon ?
— Rien de spécial.
— Ah bon, génial ! On pourrait...
— Enfin, je veux dire, le réveillon normal, à la maison... Les enfants, le sapin, tout ça... Sauf que, là, c'est pas du tout gras, c'est du saumon. Et toi ?
— Moi, rien. Personne. Mon chat, ma télé et mon ténisme.
— Tu rigoles ? Tu connais un tas de gens, tu...
— Ouais, mais bon, ils vont chez leurs parents. Noël, c'est pas Noël An, c'est une fête de famille.
— Vous êtes marrantes, vous, les célibataires !
— Les quoi ?
— T'es pas la fille du Figaro : « Vivre seule » ? C'est des nanas dans ton genre, un peu plus jeunes, peut-être, qui ont choisi, pas subi, leur célibat. Ça a ses avantages, d'accord. N'empêche, il y a des occasions où...
— Où quoi ? C'est pas ma faute si mon pauvre papa... Tu me vois attendant les douze

coups de minuit au Père-Lachaise, allée 28, travée 18, avec ma petite bougie ? Quant à ma garce de mère, tu sais très bien que moi, son mari...

— La famille, c'est pas que les parents.
— C'est quoi ? Les gosses ? Je vais tout de même pas m'en payer un maintenant, ce serait pas raisonnable. Il ne me servirait qu'une fois par an. Non, tant qu'on aura pas inventé le même jérébabe, bon marché, fabriqué en série, ça va pas le coup.
— Là, tu pousse, regarde-moi, j'ai bien...
— Toi, quand tu commences à t'acheter des trucs, tu peux plus t'arrêter, alors forcément ! Tu t'es offert un garçon ! T'en as voulu un autre, pour aller avec. Puis un troisième parce que les vieux commencent à fatiguer, à friper. Et la fille, bon, on en a toujours l'usage, c'est indémodable.
— Si tu veux, je peux t'en prêter un. Tu me le rendras lundi.
— Non, mais ça va pas ! Ils sont beaucoup trop grands pour moi.
CLAUDE SARRAUTE.

SUÈDE

Le client est-il Roi ?

STOCKHOLM
de notre correspondant

Une société sans classes, sans discrimination, où tous les individus seraient égaux... le rêve des dirigeants du royaume démocratique de Suède. Qu'ils ne désespèrent pas, le peuple les aide, et le roi Carl-Gustaf Bernadotte peut en témoigner.

Bon papa, il tient à acheter lui-même les cadeaux pour ses trois enfants, deux fillettes et un petit prince. Accompagné de son aide de camp et de ses gardes du corps, le souverain se rend donc dans un grand magasin de jouets du centre de sa capitale. Un jeune vendeur lui offre ses services et lui demande ce qu'il recherche : « Une console de jeu vidéo », dit Carl-Gustaf. Le vendeur s'enquiert de l'âge du destinataire, le roi du prix et l'affaire est conclue.

« Comment réglez-vous ? »

demande le jeune homme, et le souverain de présenter sa carte de l'American Express. Le vendeur contrôle que tout est en règle et réclame, comme il se doit, une pièce d'identité. Sa majesté qui jusque-là n'avait pas bronché répond, pensant, qu'elle n'en a pas. D'autres clients derrière lui suggèrent à mi-voix qu'il ne désespèrent pas, le peuple les aide, et le roi Carl-Gustaf Bernadotte peut en témoigner.

À la porte, l'alarme se déclenche. Le vendeur avait oublié d'éteindre le marqueur anti-vol, mais il en reste là, jugeant sans doute que le zèle a des limites.

FRANÇOISE NIETO.

Une proposition de la Commission européenne

Première étape vers un marché unique de l'assurance-vie

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les ressortissants des Douze pourront bientôt contracter une assurance-vie individuelle là où ils le souhaitent dans la Communauté. Tel est, en effet, l'objectif de la proposition de directive qui vient d'être soumise par la Commission européenne aux États membres.

Actuellement, le marché demeure cloisonné et la législation de nombreux pays membres empêche de souscrire une assurance-vie en dehors du pays d'origine. La libération progressive du marché de l'assurance est la conséquence logique de la liberté des mouvements de capitaux qui interviendra au 1^{er} juillet 1990. Cette dernière suppose que le consommateur puisse investir ses économies dans n'importe quel type d'instrument financier offert sur n'importe quel marché de la CEE.

« Il serait donc paradoxal, explique Bruxelles, que le consommateur ne puisse pas choisir librement son assurance-vie qui représente en général l'une des formes d'investissement les plus attrayantes. »

La proposition de la Commission ne constitue cependant qu'une première étape de la mise en place d'un marché unique de l'assurance-vie. Outre le fait qu'elle ne s'applique pas aux assurances-vie de groupe, elle n'harmonise pas les réglementations nationales et se limite à une

simple coordination. Lorsque l'harmonisation sera acquise et par conséquent la protection de l'assuré en principe parfaitement garantie, la loi d'application du contrat sera celle de l'État membre où est établie la compagnie. Mais durant une première phase ce sera au contraire plus souvent celle de la résidence de l'assuré.

La proposition distingue deux cas. Dans le premier, l'initiative d'agir au-delà des frontières revient à la compagnie. Un assureur prospecte le marché d'un autre État membre sans avoir recours à une compagnie originaire de ce pays. L'État membre en cause peut alors requérir de la compagnie un agrément, c'est-à-dire exiger d'elle un certain nombre de garanties concernant notamment sa solvabilité et sa stabilité. La loi qui s'applique est donc celle de l'État membre du pays où le contrat est souscrit.

Dans le second cas, l'initiative est prise par le preneur d'assurance. Soucieux de trouver des conditions plus favorables et une assurance moins chère, un ressortissant français, par exemple, s'adresse à une compagnie britannique, soit en se déplaçant à Londres, soit par correspondance, soit encore en ayant recours à un courtier... Dans un tel cas, c'est la législation de contrôle de l'État membre de la compagnie qui s'appliquera.

PHILIPPE LEMAITRE.

En novembre

Les paiements courants
britanniques
déficitaires

de 1,6 milliard de livres

La balance des paiements courants britanniques a enregistré en novembre un déficit de 1,6 milliard de livres (2,9 milliards de dollars) en chiffres corrigés des variations saisonnières.

Ce résultat est nettement moins mauvais que le déficit record du mois d'octobre qui avait atteint — après révision — 2,5 milliards de livres, un déficit qui avait poussé les autorités monétaires inquiètes des pressions inflationnistes à relever pour la neuvième fois depuis le mois de juin le taux d'intervention, passé de 12 % à 13 %.

● M. Jean-François Deniau en mission au Liban. — Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a confié à M. Jean-François Deniau, vice-président de la commission des affaires étrangères, une mission au Liban. « Cette mission, dit un communiqué du Quai d'Orsay, a pour objet de témoigner l'intérêt constant de la France pour ce pays ami, de recueillir le sentiment de toutes les communautés sur les derniers développements de la situation, d'encourager les Libanais à mener à bien le processus constitutionnel afin de préserver l'unité, l'intégrité, la souveraineté et l'indépendance du Liban, » M. Jean-François Deniau accomplira sa mission au début de janvier 1989.

● L'élection de M. Loncle (PS) invalidée. — Le tribunal administratif de Rouen a annulé, mercredi 22 décembre, l'élection de M. François Loncle (PS), comme conseiller général du canton de Brionne (Eure). Député socialiste de l'Eure, M. Loncle n'avait, le 2 octobre, devancé son adversaire UDF, M. Pierre Zucconi, que de deux voix. M. Zucconi avait introduit un recours contestant des irrégularités portant sur des votes par procuration à La Neuville-du-Bosc. M. Loncle a décidé de faire appel devant le Conseil d'État. (Corresp.)

● GRANDE-BRETAGNE : la loi anti-terroriste en conflit avec la Convention européenne sur les droits de l'homme. — Le gouvernement britannique a décidé d'ignorer, « pour le moment », le jugement prononcé le mois dernier par la Cour européenne de justice, selon lequel la loi britannique de lutte contre le terrorisme, qui permet la garde à vue des suspects pendant sept jours, est contraire à la Convention européenne sur les droits de l'homme. Selon cette Cour, la garde à vue ne peut dépasser quatre jours.

Le ministre de l'Intérieur M. Douglas Hurd, a annoncé, jeudi 22 décembre, à la Chambre des communes, que la Grande-Bretagne allait demander une dérogation temporaire, pour se donner le temps d'étudier les suites à donner au jugement, compte tenu de la situation en Irlande du Nord. « Notre souhait, reste de trouver une solution juridique, à ce problème », a déclaré le secrétaire au Home Office. — (AFP.)

Pour être sûr de Lui faire plaisir
costumes, vestes,
chemises, pulls, cravates,
grandes griffes choisies à

LA VOGUE

38, bd des Italiens (près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

CRU BOURGEOIS
**CHATEAU
CASTERA**
MÉDOC
est présent à Paris jusqu'au 20 février 1989
au Centre Georges-Pompidou avec
25 des plus prestigieux châteaux
de l'exposition « Châteaux Bordaux »
à sa boutique « Château Castera »
19, boulevard Malesherbes - Paris 8 - 47-42-40-91